

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14353 - 6 F -

MERCREDI 20 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Victoire pour qui en URSS?

VICTOIRE à la Pyrrhus ou partie nulle pour tout le monde? Les résultats définitifs du référendum soviétique de dimanche 17 mars ne seront pas connus avant plusieurs jours, mais ce que l'on en sait confirme l'impression que donnait la préparation de cette consultation : celle-ci a aggravé les clivages plus qu'elle ne les a surmontés, sans apporter de solution nou-velle aux problèmes du moment.

Du côté des indépendantistes le fossé s'est encore approfondi entre les majorités nationales des six Républiques qui ont rafusé ce scrutin et les minorités russophones, mobilisées par l'armée et le parti communiste pour voter dans des conditions douteuses : que vaut le chiffre de 650 000 votants dénombrés par l'agence Tass en Lituanie, lorsque l'on sait que rien n'empêchait en fait l'électeur de voter plusieurs fois? De même les 90 % et plus que le « oui » a obtenus en Asie centrale ne sont pas tout à fait convaincants. nême s'il est vrai que ces Républiques, compte tenu de leur environnement international, ont tout intérêt pour le moment à grand frère du Nord.

L reste que c'est à la péri-phérie relativement loin-I phérie relativement idintaine, au vote des campagnes
solidement tenues en main par
l'appareil, que M. Gorbatchev
devra finalement son « succès ».
Même l'Ukraine s'est montrée
réticente, notamment à Kiev et
dans sa partie occidentale, où les
électeurs ont plébiscité qui la
souveraineté, qui « l'indépendance » de la République.

Quant à M. Eltsine, qui d'ailleurs ne préconisait pas le « non » à la Fédération, il recueille un succès plus convain-cant en mobilisant largement les grandes villes russes telles que Moscou, Leningrad et son fief de Sverdlovsk, autrement dit les couches les plus modernes de la société. Et son Intention de se faire élire président de Russie au suffrage universel a d'autant plus de chances d'être approu-vée qu'il lui suffit pour cela d'obtenir, contrairement aux pre-mières informations, le soutien de 50 % des votants, et non des inscrits. Il sera, dans ces conditions, bien hasardeux de le faire destituer par son Parlement actuel, comme les conservateurs en avalent l'intention.

11. serait également hasar-deux pour M. Gorbatchev de chercher à pousser son « avan-tage » en utilisant la manière forte contre son opposition, comme certains lui en prêtaient l'intention. D'autant que le président soviétique se retrouve devant les mêmes problèmes qu'avant. A commencer par celui du « traité de l'Union », puisque l'accord partiel annoncé au début de ce mois entre neuf Républiques reste contesté et qu'il n'a pas été discuté par les Parlements respectifs : les électeurs auront en somme approuvé une « Union rénovée »... qui n'existe

Mais la première échéance sera celle des problèmes économiques et sociaux. Sans attendre la hausse des prix de détail que le premier ministre, M. Pavlov, a annoncée pour le début du mois serantire. 50,000 mineurs annoncee pour le caput du mois prochain, 50 000 mineurs d'Ukraine et de Russie se sont déjà mis en grève. M. Garbatchev aura passé un hiver un peu moins difficile que prévu, mais il n'est pas sorti de la zone des

Lire page 4 les articles de JEAN-BAPTISTE NAUDET MICHEL TATU et DANIEL VERNET

Contre l'aggravation du chômage

dans l'ancienne RDA

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, lundi soir 18 mars, dans plusieurs villes de l'ex-RDA, et notamment à Leipzig, pour protester contre l'aggravation du chômage et la politique du chancelier Kohl. Ces rassemblements ont eu lieu un lundi, en mémoire des rendez-vous hebdomadaires qui précipitèrent la chute du régime communiste à l'automne 1989. Le mécontentement social ne cesse de croître dans les cinq Lander de l'est de l'Allemagne. Selon les experts, entre 30 et 50 % de la population active pourrait se trouver sans emploi d'ici à la fin de l'année.

A Dessau, rien n'a changé...

DESSAU (Anhalt)

de notre envoyé spécial

Dessau déprime. Dans cette ville industrielle de taille moyenne, rien n'a vraiment changé depuis l'union monétaire du la juillet dernier. On s'est certes habitué au deutschemark, aux étalages de produits de l'Ouest, aux voitures occidentales. Le clocher de l'ancienne cathédrale est entouré d'un échafaudage : signe qu'un jour on en commencera la restauration. Le nouveau supermarché est installé sous son chapiteau au milieu de la place centrale, transformée en

un vaste marché de plem air per-manent. Dessau ne sort pas du provisoire.

L'Office du travail local vient de rendre publiques ses statistiques pour le mois de février. Sur une population active de 156 000 personnes pour Dessau et toute sa région, 11 698 (soit 7,5 %) étaient sans emploi. 36 000 autres sont au chômage partiel dont 7 400 dans la catégorie « Kurzarbeit mul » (travail par-tiel zéro) : officiellement, ils sont employés... mais à ne rien faire! HENRI DE BRESSON

La rentrée parlementaire

Importantes manifestations M. Rocard cherche l'appui des centristes pour sa politique de la ville

en session extraordinaire, prélude à la session contraignante de l'engagement de responsabiordinaire, qui commencera le 2 avril. Après un lité du gouvernement. débat sans vote sur la crise du Golfe, les dépude l'aide de l'Etat. M. Rocard a indiqué, lundi, PIERRE SERVENT.)

Le Parlement devait se réunir mardi 19 mars qu'il « espère » ne pas recourir à la procédure

M. Delebarre, ministre d'Etat chargé de la tés se saisiront du projet de réforme des ville, défendra, à l'Assemblée nationale, ce finances locales, et les sénateurs, du statut de projet souhaité par M. Mitterrand, rejeté par le la Corse. Sur le premier texte, qui tend à favori- RPR et le groupe UDF, mais que les centristes ser les communes pauvres dans la répartition n'excluent pas de voter. (Lire page 9 l'article de

Les habits neufs de François Mitterrand

par Jean-Marie Colombani

Alors que la France retrouve avec la session parlementaire le cours de ses jours ordinaires, sinon tranquilles, alors que les milieux politiques continuent de spéculer sur la durée du bail consenti à M. Michel Rocard et que celui-ci s'en sort comme il peut, c'est-à-dire en feignant de ne pas se poser la question, le président est tout à la joie de cet instant privilégié où le sort des armes l'a placé. Il a retrouvé toutes ses prééminences. Tout est de nouveau suspendu à la

moindre inflexion de ses décisions

ou de ses humeurs. Et surtout, il est à l'aise comme sans doute il ne l'a jamais été, manifestement heureux d'avoir pu enfin endosser son propre habit, être lui-même sans complexes, libéré de toute contrainte apparente.

Comment, au reste, n'apprécierait-il pas une situation qui lui permet, dans l'ordre extérieur, de retrouver sa langue maternelle, ses propres options, sans être obligé de parier le gaullien; et dans l'ordre intérieur de donner le « nouvel élan» qui doit le conduire à para-chever son second septennat? La guerre n'a donc pas été qu'une sim-ple et gigantesque opération de

que de multiples ondes de choc que l'on commence à peine à dis-

Ainsi, le nouveau cours extérieu mis en lumière par le conflit peut-il apparaître comme un nouvel aggiornamento, une sorte d'ultime conversion au réalisme, qui n'est peut-être que la suite logique du tournant libéral de 1982-1983. Certains y verront d'ailleurs la poursuite d'un processus d'alignement du pays sur les normes des grandes démocraties occidentales; la fin, en quelque sorte, de l'exception fran-

Du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes aux déchirements d'aujourd'hui les peuples de Slavie du Sud n'ont jamais fait bon ménage

La Serbie poursuit son offensive de déstabilisation de la présidence collégiale de la Yougoslavie. Le Parlement serbe a destitué, lundi 18 mars, le représentant du Kosovo au sein de l'instance suprême de l'Etat. Celle-ci, après les démissions des délégués de Serbie, de Volvodine et du Monténégro, ne compte plus que quatre membres et n'atteint plus le quorum requis par la Constitution fédérale. Toutefois, des intellectuels serbes, opposés à cette politique jugée « dangereuse », ont réclamé la démission de M. Slobodan Milosevic.

par Bernard Féron

Depuis plus de soixante-dix ans, tout le monde se demande comment peut vivre encore cet Etat nommé Yougoslavie, on Slavie du Sud. Il naquit en décembre 1918 et se donna pour premier père un membre de la dynastie des Kar-georgevitch. C'était alors le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, constitué par l'ancienne Serbie indépendante, qui avait ramassé dans le voisinage les débris de l'empire des Habsbourg. Pour gagner à leur cause Croates et Slovènes, les Serbes avaient promis, pendant la guerre, de créer un ensemble qui les mettrait en valeur. Sitôt après avoir établi sa propre dictature, le roi s'empressa d'oublier cet engagement. Les nou-veaux territoires furent traités en

pays annexés. Entre les deux guerres, la Yougoslavie fut, pour son malheur et celui de l'Europe, un Etat centralisé. Des Croates révoltés par le «chauvinisme serbe » voulurent riposter par la violence à ce qu'ils tenaient pour l'oppression. Sous la conduite de Pavelitch, qui avait fait de Mussolini son modèle, ces extrémistes se retrouvèrent dans une société secrète, celle des oustachis, qui prétendait conquérir par la terreur pouvoir et indépendance. Ce sont eux qui commanditèrent l'assassinat à Marseille par un Macédonien, le 9 octobre 1934, du roi Alexandre, et par la même occasion, de Louis Barthou, ministre français des affaires étrangères.

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN

La révocation de l'inspecteur Gaudino



L'inspecteur Antoine Gaudino a été révoqué par le ministre de l'intérieur. Il avait été au cœur de l'enquête sur les fausses factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste.

> Lire nos informations page 34 et le point de vue de THIERRY PFISTER page 2

ANNIE KRIEGEL Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié:

une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

dans la destinée d'une personne privée bousculée par l'histoire. André Laurens / LE MONDE Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel: notre passé retrouve une âme.

L'historienne remet de l'ordre

Georges Suffert / LE FIGARO Un monument de mémoire et d'histoire.

ROBERT LAFFONT

Mona Ozouf / LE NOUVEL CASERVATEUR

Le commerce extérieur convalescent

L'alourdissement de la facture énergétique a conduit, en 1990, à un léger gonflement du déficit du commerce extérieur français, passé de 43,9 milliards à 50,3 milliards de francs. Le solde déficitaire des échanges industriels s'est toutefois stabi-lisé, grâce au développement des ventes en Allemagne.

Lire page 23 l'article d'ALAIN VERNHOLES

La nouvelle mairie de Tokyo

La capitale japonaise vient d'inaugurer l'hôtel de ville construit par l'architecte Kenzo Tange : un gigantesque complexe composé de trois bâtiments, dont deux tours parallèles hautes de 243 mètres, qui se veut « le reflet d'une ère d'opu-lence à l'aube du vingt et unième siècle ».

Lire page 19 l'article de PHILIPPE PONS

SCIENCES • MÉDECINE

■ La stérilisation des malades mentaux. ■ Recherche : des économies bien tempérées # Les feux de l'artifice.

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4.50 DA; Merce, 7 OH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2.50 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 40 FB; Caradia, 2.25 S CAN, Amilies-Réunion, 9 F. Côta-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 190 PTA; C.B. 70 p.; Grèce, 200 DR; Intende, 90 p.; Injek, 2 200 L; Luxembourg, 42 R.; Norvège, 13 KRN; Pays-Bes, 2,75 R.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suècle, 14 KRS; Suècle, 14 KRS; Suècle, 190 FS; USA (NY), 2 S; USA



par Thierry Pfister

'INSPECTEUR de police la tête de grandes institutions finan-Antoine Gaudino a été révoqué pour avoir rédigé l'Enquête impossible. Comment son éditeur ne se sentirait-il pas concerné par cette sanction? A ce stade_deux questions méritent d'être posées.

1) A quelle éthique se réfère désormais le parti majoritaire en matière de conduite des affaires publiques? Un ancien ministre de la coopération a été gravement mis en cause dans la gestion des crédits de son ministère. Les faits ont été qualifiés par la justice, même si une trop opportune amnistie a soustrait le coupable à toute sanction.

Si prompte à traduire en commission des conflits le moindre de ses élus qui déroge aux accords électoraux, la direction du Parti socialiste n'a pas jugé utile de faire comparaître Christian Nucci devant ses pairs. C'est donc que rien dans son comportement n'a heurté le PS et ses dirigeants. La meilleure preuve en est qu'il conserve des fonctions et des responsabilités significatives dans l'appareil d'Etat.

La dette abyssale de la ville d'Angoulème illustre de manière saisissante les ravages que peut provoquer l'alliance des coquins et des copains, surtout lorsque les copains

cières publiques; 2) De quelle autorité morale dis-

pose le gouvernement qui prétend sanctionner l'inspecteur Gaudino? On a déjà pu légitimement s'étonner que la décision de poursuivre les élus corrompus et les responsables du racket qui alimentait les caisses du PS dépende d'un garde des sceaux qui était lui-même l'un des rouages de ces circuits de finance-

Comme pour Dreyfus

Et voici à présent que la révocation de l'inspecteur Gaudino est prononcé par un ministre de l'intérieur lui aussi cité dans les « cahiers Delcroix v, ces accablants comptes rendus internes rédigés par le méti-culeux directeur d'Urba-Gracco. M. Philippe Marchand s'est en effet intéressé de très près à certains de ces grands équipements qu'affectionnait le bureau d'études du PS. Comment, dans ces conditions, peut-on le laisser apprécier les limites du devoir de réserve d'un fonctionnaire de police qui enquêtait sur ces suiets?

Si Antoine Gaudino a accepté de se tourner vers l'opinion, c'est après avoir épuisé, en vain, toutes les a informé sa hiérarchie des conclusions de ses investigations sans

résultat. Il a saisi la justice sans que la moindre inculpation soit prononcée. Il a écrit à son ministre par la voie hiérarchique sans être honoré de la plus petite réponse.

Lorsque les coupables sont vos chefs et lorsqu'en bloquant les procédures et en entérinant les dossiers ils mettent en cause le fonctionnement de la démocratie, où se situe le devoir du fonctionnaire? Parce cu'il est au service de l'Etat, il doit demeurer pour les citoyens un garant de la démocratie. Sa fidélité première est là et non dans l'obéissance servile au clan qui, pour un temps, accapare le pouvoir et en abuse. Ou, sinon, que nul ne reproche aux Papon et aux Bousquet leur attitude durant l'Occupation. Il faut savoir ce que l'on veut : la docilité des habiles ou la rigidité des hommes intègres.

Par son livre, Antoine Gaudino a honoré et la police et la démocratie. Par la sanction qui plane sur sa tête, le gouvernement s'apprête à choisir définitivement son camp. En effet, toutes proportions gardées, l'affaire Gaudino a des relents d'affaire Dreyfus. A l'époque, les partisans de l'ordre étaient prêts à payer d'une injustice individuelle la défense d'institutions militaires et judiciaires défaillantes. Que triomphe l'institution et tant pis pour le grain de sable! Dans le choix entre l'ordre et la justice, la gauche, jusqu'à pré-sent, disait préférer la justice. Et la

voici qui sanctionne l'innocent pour mieux protéger ceux des siens qui sont coupables. Oui, c'est bien à nouveau la terrifiante mécanique de l'affaire Dreyfus qui est à l'œuvre.

La gauche française est-elle à ce point moribonde qu'aucune voix ne s'élèvera en son sein pour défendre un citoyen contre l'abus de la raison d'Etat, pour préférer la justice même au prix du désordre - à un ordre fondé sur l'injustice et la corruption? Ne reste-t-il plus au sein du PS un seul homme de caractère capable de faire passer les principes républicains avant la protection du clan, de préférer les règles de la démocratie à la loi du milieu?

Et que, surtout, pour justifier sa timidité ou sa lâcheté, nul ne vienne susurrer que tout ceci ne serait qu'une vulgaire opération politique au prétexte que quelques députés saisir du dossier exhumé par Antoine Gaudino. A quoi servirait le gouvernement sur un pareil sujet? Au demeurant, ses velléités de combat ont disparu dès que le trésorier du Parti républicain a pris la présidence de cette formation. Quel aveu d'échec pour la vie politique fran-

► Thierry Pfister, ancien conseil-ler de M. Pierre Mauroy à Matignon, est éditeur chez Albin Michel, qui publie le livre d'An-toine Gaudino. **REVUES**

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le « mal » populiste

Lech Walesa en Pologne, Bons Eltsine en Russie, Slobodan Milosevic en Serbie. Jean-Marie Le Pen en France - et bien d'autres... La fin du vingtième siècle sera-t-elle sous le signe du « populisme » ? Telle est la question que pose Cosmopolitiques, dans un dossier en forme d'avertissement : « Populisme, le mal euro-

AR-DELA les diversités nationales, tous ces mouvements ont en effet des caratéristiques communes : rejet de l'idéologie et de la politique, adhésion à des personnalités charismatiques, exaltation du « bon sens populaire > contre les intellectuels et les technocrates, retour à des valeurs communautaires « authentiques » ... S'appuyant sur les frustrations sociales produites par le développement, ils cherchent à rassurer par des discours affectifs et simplificateurs.

Dans les pays de l'Est, cette émergence s'explique aisément par l'absence de vie démocratique, après des décennies d'oppression totalitaire. « Le retour au peuple s'analyse comme un choc en retour logique, après une période de confiscation totale du pouvoir et de la parole», constate Georges Ayache. Le fait que seule la Tchécoslovaquie, pays qui a connu une expérience démocratique dans son histoire, semble épargnée par cette épidémie, confirmerait cette hypothèse. A l'inverse, les thèmes populistes ont une longue tradition en Russie, qu'illustre bien l'exemple de Soljenitsyne. Georges Avache fait observer ou'on a eu tort, en Occident. de s'étonner des thèses développées par cet écrivain dans son dernier livre Comment résménager notre Russie?, tent elles étaient fidèles à ce qui a toujours été son idéologie politique : « le thème agrarien, le thème de la pureté nationale, le thème anti-impérialiste, le

La communauté

thème antidémocratique,

communiste Il ne faudrait pas, malgré tout, faire du populisme une spécialité de Slaves réactionnaires. Elargissant la perspective, Josef Krulic souligne l'actualité de la vieille distinction des sociologues allemands entre la « communauté » (Gemeinschaft) et la « société » (Gesellschaft) et fait observer que ce couple rend bien compte de l'évolution des sociétés contemporaines : à la « société » démocratique et industrielle, issue de la civilisation judéo-chrétienne, de la Réforme et du capitalisme libérai, et mettant l'accent sur l'autonomie individuelle et la libre entreprise, s'opposent des tendances tribales ou communautaires, qui prônent des valeurs de solidarité, de compagnonnage et d'enracinement culturel. D'où la confusion propre à ce débat, où le populisme peut avoir des connotations tantôt démagogiques et fascisantes, tantôt gauchisantes ou écologiques. Ainsi Gérard Belloin voit dans le mouvement des Verts des relents pétainistes qui se sont notemment exprimés dans le refus d'Antoine Waechter de prendre position contre le Front natio-

Société et communauté... cette apposition peut se retrouver au sein même de la pensée marxiste, héritière en cela du rousseauisme. Ainsi, la revue néomarxiste Actuel Marx s'interroge, dans son dossier « Liberté-Egalité-Différences », sur l'aspiration communiste à réaliser une société égalitaire débarrassée à la fois de l'individualisme et de la politique. «La vraie communauté de l'homme, écrit Stefano Petruccieni, (...)

politique et n'a plus besoin de le politique, parce que la politique est réintégrée dans la collaboration entre individus qui coopèrent et reproduisent leur vie, selon un plan rationnel, et qui ne sont plus divisés par des intérêts égoistes et par la propriété privée. Pour Marx, le communisme est la suppression tant de la séparation des individus privés, caractéristique de la société civile moderne. que de la sphère politique comme sphère distincte et séparée des processus de coopération concrète et de reproduction des vies individuelles. »

En attendent la réalisation (fort hypothétique, on en conviendra...) de la société égalitaire rêvée par l'auteur du Capital, on peut se demander. avec les participants du dossier sur « la France des banlieues » dans la revue Esprit, si les aspirations communautaires ne constituent pas une issue pour les populations de ces zones abandonnées, qui prolifèrent aux marges des grandes métropoles. Si elles tendent à s'homogénéiser et à réduire les antagonismes sociaux, comme le relève Alain Touraine, les sociétés démocratiques sécretent des phénomènes d'exclusion lourds de meneces. « Nous disposons de fort peu d'années, prophétise le sociologue. avant que nous connaissions des explosions urbaines de grande envergure à l'américaine. » Voilà M. Delebarre pré-

Eloge du ghetto? Sans doute pas... Nul ne songerait à en faire une société idéale. Mais son existence peut être une réponse provisoire à une situation pire encore : la solitude et la pauvreté absolues. De la même façon, si le populisme est bien un « mal » politique, son apparition, en plein cœur de l'Europe démocratique (ou aspirant à l'être), remplit sans doute un vide de la société

 Cosmopolitiques. Février 1991. 60 F. 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris.

politique avancée...

Actuel Marx, Deuxième semestre 1990. 105 F. PUF. 156, av. Parmentier, 75010 Paris

Esprit. Février 1991. 70 F.

n'est pas une communauté

Eloge du ghetto...

Pour les victimes de cette

ségrégation – las jeunes en

particulier, - les perspectives

d'intégration s'éloignent en effet de plus en plus. D'où la recherche de soliderités nouvelles – même artificielles et éphémères - dans les bandes ou les nostalgies ethniques, permettent de compenser la fatalité de l'isolement et de l'échec. Ces tentatives de regroupement, aux formes souvent provocantes ou agressives, doivent-elles être comà l'ordre public et à l'unité nationale, ou encouragées, comme des relais nécessaires à la construction des personnalités ? La réponse, pour Philippe Genestier, ne fait pas de doute. A ses yeux, la force d'attraction du e modèle français » d'intégration, par la vertu de l'effort individuel et de l'égalité républicaine, n'est pas suffisante pour s'imposer à des populations totalement déstructurées. Il faut, pour leur permettre de s'en sortir, l'aide de réseaux de proximité, de groupes de soutien conviviaux et informels. De communautés vivantes, même si elles ne sont pas très orthodoxes aux yeux d'un démocrate policé à la française « « Soyons francs et n'ayons pas peur des mots. écrit Philippe Genestier : dans l'ordre social, la communauté réalisée, c'est le ghetto. Car celui-ci est une formation sociale qui se caractérise par l'intensité de sa vie communautaire et par son organisation interne. »

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.



MANIÈRE DE VOIR Nº 11 108 pages

NATIONALISMES, ISLAM, PÉTROLE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER

Persécuteur et persécuté

M. Aĭt-Ahmed s'inquiète, dans le Monde du 9 mars, du sort « des femmes et des enfants privés d'eau *potable* » en Irak à cause de la guerre, confond le persécuteur de Bagdad et le peuple persécuté, sans avoir un seul mot, pas plus qu'il n'en a eu les sept derniers mois, pour le « martyre du Koweît », sans comprendre aussi la diversité des conditions sociales et des options politiques des victimes koweitiennes de l'occupation irakienne, sans vouloir enfin reconnaître que le vrai malheur du peuple irakien lui a été infligé par ses dirigeants. Aujourd'hui, et par la faute de ces derniers. ce sont deux pays arabes qui sont

... Qui « décrète que les peuples arabes ne sont pas dignes de la démocratie »? L'Occident ? Comment ne pas voir que ce qui menace aujourd'hui le monde arabe est dû à des facteurs internes, au climat d'in-sécurité et d'instabilité nationale qui le frappe en raison des menées saddamistes. D'autant plus que la guerre de Saddam Hussein n'a laissé derrière elle que le désastre écono-

TAREK RAZZOUQUI ambassadeur du Koweit à Paris

L'OLP disqualifiée ?

Il est peut-être utile de rappeler à ceux qui considèrent l'OLP comme « disqualifiée » que celle-ci tire sa légitimité du peuple palestinien uniquement et non des supputations des chancelleries étrangères.

Aujourd'hui, « disqualifier » l'OLP ou ses dirigeants signifie fermer tout dialogue pour la recherche d'une solution pacifique. Une telle attitude porte en elle-même les germes de risques graves, à savoir l'intransigeance voire l'extrémisme, qui se traduira infailliblement par l'intégrisme islamique, de l'Atlantique jusqu'à la mer de Chine. Un tel risque transformera la cassure émotionnelle actuelle entre le monde arabo-musulman et l'Occident en rupture socioculturelle, voire en hostilité politico-militaire qui pourrait affecter les nombreux liens entre les deux rives de la Méditerranée.

A ceux qui reprochent à l'OLP de s'être alignée sur la position irakienne, nous dirons qu'il s'agit bien plutôt d'un engagement en faveur de la paix contre les va-t-en-guerre et du témoignage de solidarité frater-nelle avec le peuple irakien contre la destruction de son pays par les adeptes de l'idéologie technologiste et destructrice, car tout le monde sait que si le quart des efforts qui ont été déployés à la guerre avaient cté investis pour la recherche d'une solution pacifique, la destruction de l'Irak et du Koweit et la tragédie humaine qui s'en est suivie auraient été évitées...

(...) Vouloir « disqualifier » l'OLP, c'est chercher à « disqualifier » le

peuple palestinien lui-même et, par delà, briser la conscience collective

des peuples arabes, les atteindre dans leur dignité et affaiblir leurs potentialités pour permettre que se réalise le rêve du Grand Israel, objectif que nous estimons irréalisable, car l'Histoire nous a prouvé qu'on ne peut jamais anéantir un peuple, quels que soient les moyens contraire, la force dirigée contre le peuple palestinien ne fait que ren-

forcer de jour en jour sa foi et sa détermination pour se libérer et édi-**OMAR MASSALHA** observateur permanent de Palestine à l'UNESCO

Frustration?

On nous parle de frustration arabe. Or, celle-ci n'est que le reflet de l'incapacité des dirigeants à faire avancer leur pays vers l'avenir. Ils invoquent la colonisation, mais quel est le peuple qui aurait plus et plus longtemps subi le joug des autres que le peuple juif ? Ne soyez pas aloux, amis arabes, de ce que les juifs ont réalisé en Israel. Vous seriez capables de faire aussi bien, si seulement vous acceptiez de vous assumer vous-mêmes pleinement et de pousser vos nations vers la démocratie. Vous savez ce que Winston Churchill en pensait, mais vous savez aussi qu'elle est la seule voie vers la liberté de l'individu et le progrès économique et social.

Et encore ceci : vous êtes humiliés, dites-vous, par la présence d'« infidèles » sur une terre arabe sacrée. Qu'est-ce qu'une terre sacrée fermée aux autres ? Serait-ce un droit réservé aux seuls musulmans ? Si vous avez votre terre sacrée, n'aurions-nous pas droit, nous aussi. nous juifs, à notre terre sacrée ?

Et où pourrions-nous la situer, si ce n'est justement sur la terre d'Is-raël que vous nous contestez ?

THÉO KLEIN ancien président du CRIF

Gainsbourg à Limoges

Contrairement à ce qui a été affirmé, je puis vous assurer que jamais Gainsbourg et sa famille, réfugiés à Limoges pendant l'Occu-pation, n'ont porté l'étoile, ni aucun juif du Limousin. Elle n'a jamais été imposée ni distribuée.

Cela dit, la «chasse aux juifs» était active et a été menée surtout par les miliciens, et la terreur était grande parmi ceux qui cachaient leur origine et leur identité dans la

Nous sommes les témoins survivants de cette époque et nous avons même bien connu le père de Serge Gainsbourg, qui travaillait comme d'onde». C'était un ami apprécié et

LEO PARUS

une serbe.

YOUGOS

à la prés

Par 207 voix contre 9 et 6 votes rruis, le Parlement de Serbie a limogé, lundi 18 mars, M. Riga Sepundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Sarbie, pesplée à 90 % d'Albanais de souche) à la présidence collégieis de la Yougoslavie. Selon les députės, M. Sapundzija cagitasit diji depuis longramps au sein de la présidence yougoslave contra les intérêts de la Serbie et du Kompeç et défendait ouvertement les

albanaise ». BELGRADE de notre correspondante

thèses séparatistes de la minorité

La mise à l'écan de M. Sepondage avait été demandée, samedi Jé mars, par le président de Serbie, M. Milosevic, qui comptait ainsi destabilites la presidence. La effet, la direction collective de l'Etat fédéral ses consecsee de huit membres représentant les

Un mort-né de soixante-tre

Suite de la première page Les oustaches se courent vacabatters

en 1941 lorsque Hitler envalut in Yougoslavie. Ils avaient choise, le

camp de l'Axe . Avec la béaédiction de leur protecteur, ils s'empreserrent de proclamer l'Etat indépendant et de proclamer l'Etat intégendant si-fasciste de Creatie, qui albat bien su-deià de l'actuelle république de de nam Certes, ils n'avants pas la Dei-matie, cédée à l'Italie, si, bien sur, l'exentiei de la Slovénie, que se parts-genient Allemands et italiers, mais de mangearent un bon morceus de la Serbie puisque leur territoire d'étable, jusqu'à la porte de fleigrade. L'Albanie, - en tent l'Italie, qui avait fait de cepays son protectoral aggregati at Kosovo. La Hongrie present la Vollet-dine, peuplée de Magyars, La Lange rie s'étendait en Maredonne . c. 3000 tachis croates croyatent prendre less revanche en massacrant par dezianes de milliers les Serbes and refusement leurs choix et leurs pratiques. A will liberation, la nute fut leaste de estime à environ 100 000 le santine hattu parmi les oustachis.

Qui aurait osé prédire a cette ego que la reconstitution d'une Yougausvie? La notion de Slaves du Sud Mad et reste, dans une large meaire, amilcielle, d'autant qu'elle enveloppe des gens, Magyars ou Albanais, qui n'insi rien de slave. Quant aux artires, ils n'ont en commun ni l'histoire, ni ta religion, ni le niveau économique 1,4 peu la langue, mais sur ce ponta de s'achament a marquer leur dell'eresco. La ligne de démarcation végare-ceux qui, au nord et à l'ocest, fiaren-

imprégnés de la civilisation des Highspourg, et ceux qui au sud et a l'ent fuent marques par Constantinople et l'empire ottoman. Les premiers, Siovenes et Croates, professent le authoricisme; les seconds, Serbes, Macede niens, Bosniaques pratiquent la religion chrétienne orthodoxe ou l'isiam. Les dispantés économiques sant aussi grandes. C'est au milieu de ce pays que passe la frontière nord-sud; Et la langue? Les Serbes écrivent en cyrillique, les Croates en caracteres latins. Pour le lecteur, ces deux peu-

ples vivent, pensent, s'expriment dans des univers complètement étrangers Fun à l'autre. En fait, quand ils pertent, ils se comprennent fort hæn pour peu qu'ils consentent à s'écoa-

Tito, Kardeli et le gout de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exception-nel pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposant en 1945 de la seule force qui fut en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignat du nationalisme, il officie à ses compatriotes une chance de preadre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il luttait avec cruante contre ce qu'il appelait le witch, ainsi que ses Tchetniks, fut condamne à mort (il avait quand même combattu lui aussi l'occupant) perce qu'il faisait obstacle à l'instaunation du communisme et aussi parce qu'il pouvait rémeamer le chauvi-Afin d'empêcher la reprise des

ETRANGER

YOUGOSLAVIE : nouveau défi de la Serbie aux autorités fédérales

Le représentant du Kosovo à la présidence collégiale a été limogé

Par 207 voix contre 9 et 6 votes nuis, le Parlement de Serbie a limogé, lundi 18 mars, M. Riza Sapundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanals de souche) à la présidence collégiale de la Yougoslavie. Selon les dépu-tés. M. Sapundzija « agissait déjà depuis longtemps au sein de la présidence yougoslave contre les intérêts de la Serbie et du Kosovo et défendait ouvertement les thèses séparatistes de la minorité

> BELGRADE de notre correspondante

La mise à l'écart de M. Sapundzija avait été demandée, samedi 16 mars, par le président de Serbie, M. Milosevic, qui comptait ainsi déstabiliser la présidence. En effet, la direction collective de l'Etat fédéral est composée de huit membres représentant les

Un mort-né

Les oustachis se crurent vainqueurs

en 1941 lorsque Hitler envahit la Yougoslavie. Ils avaient choisi le

camp de l'Axe . Avec la bénédiction

de leur protecteur, ils s'empressèrent de proclamer l'Etat indépendant et l'asciste de Croatie, qui allait bien au-delà de l'actuelle république de ce nom. Certes, ils n'avaient pas la Dal-matie, cédée à l'Italie, ni, bien sûr, l'essentiel de la Sloufeire, que se parte-

l'essentiel de la Slovénie, que se parta-genient Allemands et haliens, mais ils

mangeaient un bon morceau de la

Serbie prisone leur territoire s'étalait

jusqu'à la porte de Belgrade, l'Albanie

- en fait l'Italie, qui avait fait de ce pays son protectorat, annexant le

revanche en massacrant par dizaines

de milliers les Serbes qui refusaient

leurs choix et leurs pratiques. A la libération, la note fut lourde. On

estime à environ 100000 le nombre

de Croates exécutés pour avoir com-

et reste, dans une large mesure, artifi-cielle, d'autant qu'elle enveloppe des

religion, ni le niveau economique. Un

Qui aurait osé prédire à cette époque la reconstitution d'une Yougosla-vie? La notion de Slaves du Sud était

battu parmi les oustachis.

de soixante-treize ans

ainsi que les deux provinces auto-nomes (Voivodine et Kosovo) de la Serbie. Après la démission des repré-sentants du Monténegro, de la Serbie et de la Volvodine, le week-end dernier, et lundi, le renvoi du représen-tant du Kosovo, la présidence collé-giale ne compte plus que quatre membres représentant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Aux termes de la constitation yougoslave, le quorum n'est donc plus atteint. Par cette manoru-vre, M. Milosevic essaie de rendre illégitime la présidence collégiale du pays qu'il avait décrétée « morte » ns son discours du samedi 16 mars (le Monde du 19 mars).

Durant la session du Parlement de Serbie, les députés ont également voté par 221 voix (et une abstention) l'abrogation pure et simple de la présidence de la province du Kosovo. En effet, avec sa nouvelle constitu-tion (1990), la Serbie avait récupéré ses deux provinces «autonomes», le Kosovo et la Voïvodine, en supprimant tous les attributs d'Etat dont

Tito se mit d'accord avec le roi Pierre en décembre 1944 pour mettre sur pied un Etat fédéral et démocratique. Il se débarrassa des monarchistes à la

première occasion. Il ne se soucia guère de la démocratie telle que l'en-tend le sens commun (au tout début

de son règne. Tito passait non sans raison pour le plus farouche des nou-veaux cheis communistes). Du moins fut-il convaincu, dès la victoire, que hors des structures fédérales, il n'y

avait point de salut pour la Yougosla-

Il constitua donc un Etat composé

jusqu'à ce jour de six républiques fédérées : la Serbie, de loin la plus

fédérale de 1974. Le problème est que celle-ci est toujours en vigueur et ont estimé que cette décision était a illégitime et inacceptable » et qu'elle représentait « une violation brutale des constitutions locales et fédérales ».

Appel d'intellectuels

Par ailleurs, M. Tupurkovski (Macédoine), membre de la prési-dence collégiale, a déclaré à la presse qu'en accord avec la constitution fédérale seul le Parlement du Kosovo pouvait révoquet M. Sapundzija. La décision des députés serbes est donc, à ses yeux, illégale. Personne ne savait, lundi soir, si M. Sapundzija continuait à représenter ou non le Kosovo à la présidence yougoslave, et s'il participerait à la prochaine réunion prévue jeudi 21 mars...

Le discours télévisé de M. Milosevic, samedi 16 mars, continue à pro-voquer des remous. Selon la majorité des abservateurs, le président serbe

dénouement démocratique de la crise yougoslave et à isoler ainsi de plus en plus sa République. C'est la raison pour laquelle plusieurs mouvements de Serbie ont demandé sa démission. Les intellectuels serbes constatent que « le président de Serbie prône la politique de la guerre». La présence des chars dans les rues de la capitale, les 9 et 10 mars, et la « sape du dialogue sur l'avenir de la Yougoslavie» témoignent « de l'aventurisme et des attitudes égoistes que le peuple serbe ne peut plus supporter ». « Dans l'in-térêt des habitants de Serbie », plu-sieurs centaines d'éminents intellectuels réclament la démission immédiate de M. Milosevic. Pour leur part, les membres de l'Alliance des forces réformatrices de Serbie (proches du premier ministre, M. Ante Markovic), « n'acceptent plus de vivre dans une Serbie que le président a isolée de l'Europe et du monde, et est en train d'isoler de la

FLORENCE HARTMANN

un système qui défie la description. En dépit des conceptions étranges et très doctrinaires de ses auteurs, ce système laissa heureusement la part belle à l'improvisation.

Cela ne marchait pas toujours très bien d'ailleurs du temps de Tito. Déjà les républiques se chamaillaient, les riches du Nord répugnaient à subven tionner les pauvres du Sud qui gaspil-laient cette aide en dépenses de prestige. Les sudistes prétendaient que pour décoller il leur fallait tous les équipements de base, même si ceux-ci fassient double emploi avec ceux des républiques voisines. Le pouvoir exécutif se concentrait dans les républiques. Le pouvoir fédéral ne représen-tait presque plus rien.

En 1970-1971, les discussions étaient vives et ouvertes entre le chef des communistes de Serbie, M. Nikezitch, que l'on qualifierait aujourd'hui de démocrate, et son collègue croate, le flamboyant Tripalo, disciple de Tito, mais qui tablait ostensiblement sur le nationalisme de ses compa-

doine, revendiquée jusqu'à une date récente par certains Bulgares. Il y avait suntout la menace soviétique.

Cette menace fut en effet un des facteurs essentiels de la cohésion yougoslave, maintenue en deput de con-Le pouvoir réel passant aux républi-ques, qui pouvait encore tisser le lien fédéral? La Lique des communistes? slave, maintenue en dépit de tout. Elle s'était pratiquement divisée en autant de ligues qu'il y a de républiques et de régions. De son vivant, Tito gommait cette réalité.

Depuis dix ans, la Ligue et l'Etat sont dirigés par une présidence collé-giale et tournante. Il y a huit mem-bres (un par république et région) et le chef change tous les ans. Les admi-nistrateurs de jeux télévisés auraient certainement gagné une fortune s'ils avaient su avant sa démission que le tout dernier chef de l'Etat yougosiave s'appelait Borisav Jovic. Avec la rotation constante des ministres et hautsfonctionnaires, et les nominations à ces postes en fonction, non des compétences, mais de la «cié nationale»,

GRANDE-BRETAGNE : refonte de l'administration régionale et locale

La poll tax est vouée à disparaître

Un peu de confusion peut se révéler utile des lors qu'il s'agit de brader une partie de l'héritage thatchérien. Des fuites massives, organisées par le gouvernement, permettent à tous les quotidiens d'annoncer, mardi 19 mars, la mort prochaine de la poll tax, l'impôt local instauré par Me Thatcher. Mais l'événement lui-même devrait être noyé au milieu d'un vaste plan de réforme des collectivités locales, qui supprimerait nombre d'entre elles. M. John Major cherche visiblement une solution qui lui permette d'en finir une bonne fois avec un impôt très impopulaire sans pour autant paraître trahir ostensiblement « la Dame de

> LONDRES de notre correspondant

Rarement les confidences auront té aussi nombreuses avant une doit être prise jeudi 21 mars. Le cabinet devra alors se prononcer sur l'abolition de la poli tax, sur le type d'impôt qui doit la remplacer et sur la restructuration de l'administra tion régionale et locale. Cette réforme considérable a été préparée par M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement, qui fut le « tombeur » de M. Thatcher en novembre demier, lors de la crise d'autorité au sommet du Parti conservateur. Les fuites devraient permettre à M. John Major de savoir jusqu'où il peut aller, en fonction des réactions de l'opinion, y

Grand

compris au sein de son propre parti.

La poil tax elle-même, cet impôt local par tête, identique pour tous, riches et pauvres, sur le territoire d'une même commune, devrait disparaître. Elle serait remplacée par une taxe d'habitation qui, d'une façon générale, serait nettement moins élevée. Celle-ci serait calculée elle serait modulée en fonction du nombre d'adultes qui résident sous un même toit. M. Major pourrait ainsi déclarer aux adversaires incon-ditionnels de la poll tax que celle-ci est supprimée, tout en laissant entendre que le principe cher à M= Thatcher, selon lequel tout adulte doit contribuer aux finances locales, ne disparaît pas complètement. Cet exercice de grand écart n'est nas toujours aisé. Recevant mentaires conservateurs furieux devant la perspective de l'abolition de la poli tax, M. Major leur a affirmé que les rumeurs qu'ils entendaient étaient excessives.

Le projet de M. Heseltine consiste en fait à transférer au gouvernement central une partie considérable, certains disent jusqu'à 50 %, des dépenses qui incombent actuellement aux collectivités locales. Nul ne sait très bien où seront trouvées les ressources nécessaires. Une solution possible consiste à augmenter la TVA, plus basse en Grande-Brelagne, sur nombre de produits, que dans la plupart des pays européens.

L'Angleterre et le pays de Galles sont divisés en 47 comtés, lesquels comptent à leur tour 333 districts.

Les conseils de comté ont la responsabilité de l'éducation, de la police, des services de pompiers et de l'aide sociale. Les conseils de district sont chargés du logement, du maintien de la voirie et du ramassage des ordures, sauf dans les grandes villes telles que Londres où ils assument les tâches normalement réservées aux comtés.

Une centralisation plus forte

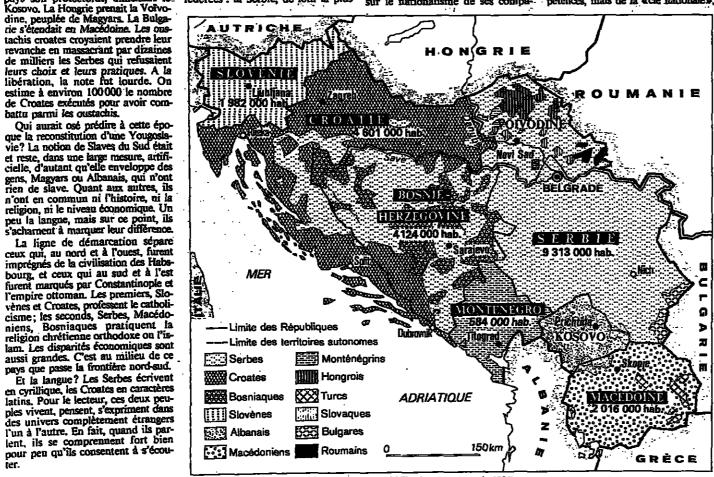
M. Heseltine souhaiterait remplacer ce système à double niveau par une administration locale unique. Des référendums seraient organisés pour demander à la population de choisir entre le comté et le district. De nombreux comtés seraient supprimés. Il n'y aurait plus dès lors qu'un seul niveau d'administration locale, qui assumerait la charge de tous les services cités plus haut, avec des allocations plus élevées du gouvernement central. Ces nouvelles collectivités locales auraient des maires élus directement au suffrage universel et disposant de pouvoirs accrus, alors que ceux-ci sont actuellement élus par les conseils et changent pratiquement chaque année.

Il s'agit donc d'une refonte d'ensemble de l'administration locale qui va dans le sens d'une plus grande centralisation. L'éducation et la police, qui sont pour l'essentiel gérées par les comtés, seraient davantage financées et dirigées par le gouvernement central. La création d'un corps national de police serait une des conséquences logiques de cette évolution. Il n'existe en effet que des polices régionales qui se sont révélées à l'occasion, comme dans l'affaire des «six de Birmingham», incapables de faire leur travail correctement. La police métropolitaine de Londres, mieux connue sous le nom de Scotland Yard, apporte déjà son aide technique pour certaines enquêtes. Il s'agirait d'officialiser ce rôle en créant un corps de policiers ayant compétence pour l'ensemble du pays.

Toutefois, la grande réforme fis-cale de l'ère Thatcher n'est pas en ise. Les Britanniques devra continuer à bénéficier du régime le plus simple du monde, comportant seulement deux tranches d'imposition, à respectivement 25 % (pour la plupart des contribuables) et 40 %.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ GIBRALTAR : L'armée de terre britannique quitte le «Rocher». -Le dernier détachement de forces terrestres britanniques présentes à Gibraltar a abandonné officiellement, lundi 18 mars, ses fonctions, mettant sin ainsi à près de trois siècles de présence sur le «Rocher». Ce départ des dernières troupes terrestres présentes à Gibraltar depuis 1704, sera compensé par le renforcement des effectifs du Gibraltar Regiment, l'unité territoriale locale. La décision de retirer les soldats britanniques avait été annoncée le décembre dernier à Londres par le ministère de la défense. Selon les antorités beitanniques le maintien d'une garnison à Gibraltar ne se justifie plus maintenant que l'Espagne est membre à part entière de l'OTAN et de la CEE. - (AFP.)



Tito, Kardelj et le goût de la complexité

pays que passe la frontière nord-sud.

latins. Pour le lecteur, ces deux peu-

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un ncours de circonstances exceptionnel pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fit en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignat du nationalisme, il offiait à ses compatriotes une chance de prendre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il luttait avec autant de vigueur et parfois de cruauté contre ce qu'il appelait le chavvinisme grand serbes. Mihailovitch, ainsi que ses Tchetniks, fut condamné à mort (il avait quand meme combattu lui aussi l'occupant) parce qu'il faisait obstacle à l'instauration du communisme et aussi parce du il bonnait teiucatuet le channi-

Afin d'empêcher la reprise des

importante par la population; la Slovénie et la Croatie, qui se hissent au niveau des nations développées; le Monténégro, qui apparaît comme une excroissance de la Serbie; la Bosnie Herzégovine, suffisamment hybride pour que beaucoup de ses habitants, même s'ils professent l'athéisme intégral, se réclament ouvertement d'une nationalité musulmane, ce qui n'existe nulle part ailleurs; en queue de peloton, la Macédoine. Deux enclaves ont le statut de région auto-nome, à l'intérieur de la République serbe : le Kosovo albanais et la Voivodine magyare.

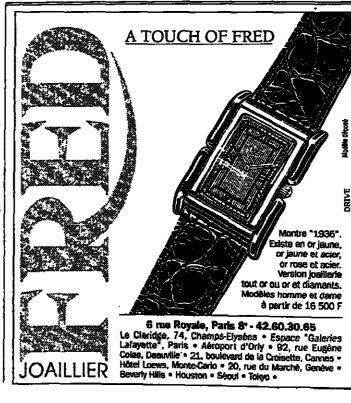
La fédération yougoslave prend véritablement son essor après la rup-ture avec l'URSS. Condamné par Sta-line, contraint de chercher à l'Ouest les concours indispensables. Tito cul-tiva sa différence et joua l'ouverture. Avec l'aide de théoriciens, tel Kardelj, qui avait l'art de compliquer les choses simples et de rendre mextricable une situation aussi complexe que celle de la Yougoslavie, il échafauda

triotes. Tito, qui n'était plus tout jeune, prit peur. Il n'était d'ailleurs pas homme à admetire que ces que-relles fussent vidées sur la place publique. Il croyait aussi que l'ennemi guettait le moment propice pour dépecer la proie Yougoslavie. Nikezitch, Tripalo et quelques autres tom-bérent définitivement en disgrâce. Six ans plus tôt, il avait limogé un de ses plus anciens compagnons Rankovitch, soupconné, entre autres choses, de complaisance pour le «chauvinisme serbe».

La crainte de l'explosion plus ou moins provoquée de l'extérieur n'était pas vaine. Le problème du Kosovo se posait déjà avec acuité. Cette région ne compte guère moins d'Albanais que l'Albanie voisine (cette popula-tion qui avait été installée par les Ottomans). Les Serbes ne constituent alors que le cinquième de la population, mais ils ne sont pas prêts d'abandonner une province qui fut le berceau historique de leur État. Il y avait aussi le problème de la Macé-

l'administration fédérale de la Ligue, ou ce qu'il en reste, et de l'Etat n'est qu'apparence. La crainte du pire – le pire est évidenment la menace soviétique - a disparu depuis que l'URSS a suffisamment à faire avec ses propres problèmes sans se charger de ceux des autres. Avec cette crainte, a peut-être disparu le ciment de l'unité yougoslave. Reste la seule institution dont la compétence, quoique contes-tée, s'étende à toute la fédération : l'armée, une armée qui se préoccupe de la défense du socialisme. Qu'est-ce que ce socialisme? On ne le sait trop, mais il faut bien s'approvisionner de quelques formules de ce genre pour affirmer une légitimité. Tito avait inventé, ou réinventé l'autogestion, pour justifier son communisme privé du label moscovite. Les perspectives de la Yougoslavie ne sont pas brillantes, c'est le moins qu'on puisse dire, mais sait-on jamais avec ce mort-né qui va sur ses trois quarts de

BERNARD FÉRON



Les grandes villes ont plutôt boudé le « oui »...

Les premiers résultats partiels du référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union soviétique montrent que les grandes villes ont plutôt boudé le « oui », qui n'a recueilli que 50,02 % des suffrages exprimés à Moscou, 50,9 % à Leningrad, 44 % à Kiev, 34.1 % à Sverdlovsk. En Russie, la question

supplémentaire sur l'élection d'un président au suffrage universel, test de la popularité de M. Boris Eltsine, fait un bon score à Moscou et à Leningrad.

Les résultats du vote rural pourraient toutefois contrebalancer celui des villes. Les Républiques d'Asie centrale, d'autre part, Lituanie, l'armée soviétique a libéré, lundi 18 mars, le responsable républicain de la défense, M. Audius Butkevicius, douze heures après l'avoir arrêté (nos dernières éditions du 19 marsi .

En Moldavie, le triomphe du président Smirnov

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Igor Nikolaīevitch Smirnov triomphe. 97 % de «oui» à l'Union dans sa République : qui osera dire mieux? Les résultats pas encore officiels - de la petite « République » russophone du Duiestr, qui s'est déclarée l'an dernier indépendante de la Moldavie nationaliste et roumanophone, confirment avantageusement la ligne prosoviétique de son prési-

D'autant plus que la République du Dniestr a voté, selon M. Smirnov, qui avance des chiffres à faire pâlir des dictateurs de républiques bananières, à près de 84 %. Qu'importe si le territoire de cette région russophone, dont Tiraspol est la « capitale », compte plus de 30 % de Moldaves... « Les Moldaves veulent vivre en Union soviétique, ils ne sont pas d'accord avec les autorités de leur République », affirme-t-il, bien que de l'autre côté du Dniestr, la population moldave ait masssivement boycotté le référendum, comme l'avaient demandé les autorités élues de Kichinev, la

capitale moldave. La République de Moldavie était l'une des six Républiques d'URSS (sur un total de quinze) à refuser d'organiser le référendum gorbatchévien du

A Slobodia, ville à majorité mol-A Stobodia, vine a majorite mor-dave mais incluse dans la micro-République du Duiestr, la popula-tion a voté, selon lui, à plus de 86 %, dont 98 % pour l'Union... voter, les résultats auraient été similaires », assure Igor Smirnov, Le téléphone sonne pour lui annoncer les résultats de l'autre

«République» russophone de Mol-davie déclarée indépendante par des nationalistes de Kichinev, la Gagaouzie. « En République de Gagaouzie, le taux de participation, déclare-t-il, a été de 98 %. Et 98,9 % ont voté pour l'Union. » Voilà qui est mieux. A Kichinev, capitale de la Moldavie soviétique où, dimanche, les nationalistes ont presque totalement bloqué le vote, le président du Duiestr concède 150 000 votants sur 400 000 électeurs, passant sur le fait qu'aucune liste électorale n'était là pour empêcher les votes multiples. Pour

Anna Volkova, membre du soviet du Duiestr, « l'armée soviétique auralt dû intervenir dimanche à Kichinev, mais elle n'a rien fait à cause de la tragédie de Tbilissi » (1) qui fut, comme celle de la Lituanie, «une provocation». M. Smirnov a téléphoné au ministère soviétique de l'intérieur « mais il

A Kichinev, dénonçant les fraudes, M. Alexandru Mosanu, président du Parlement de Molda-

n'a rien fait », se désole-t-il.

☐ Un «succès» nour M. Gorbatches et un «échec» pour M. Eltsine, affirme M. Marchais. – M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé, mardi 19 mars sur France-Inter, que le référendum sur le maintien de l'Union était « un succès pour Mikhaīl Gorbatchev» et «un échec pour Boris Eltsine, qui est un homme de droite et voudrait ramener l'URSS au capitalisme». «Il y a un mois, je n'aurais pas parié un kopeck sur les résultats », a ajouté M. Marchais en affirmant que M. Gorbatchev a « une majorité pour son projet d'union. (...)

résultats des républiques du Dniestr et de Gagaouzie. « Le centre, dit-il, continue sa politique basée sur la force et le mensonge ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Le 9 avril 1989, l'armée soviétique nationaliste géorgien à Thilissi, tuant une vingtaine de personnes. Le 13 janvier 1991, quinze Lituaniens étaient massa-

Sur ses bases-là, une URSS nouvelle peut être mise en place avec des droits réels pour les Républiques ; c'est un pas en avant et je m'en felicite».

Visite de parlementaires français en Lituanie. - Deux sénateurs fran-çais, MM. Claude Huriet et Michel Pelchat, et un député, M. Michel Destot, se sont rendus en Lituanie pour assister, le 11 mars, aux céré-monies marquant le premier anniversaire de la proclamation d'indépendance de cette république balte. A cette occasion, ils ont remis le Prix populaire de la paix au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis. **ALLEMAGNE**

M. Björn Engholm a présenté la nouvelle équipe du SPD

M. Björn Engholm, ministre-président du Schleswig-Holstein, qui doit succéder au mois de mai prochain à M. Hans Jochen Vogel à la présidence du Parti social démocrate, a présenté, lundi 18 mars, au comité directeur ses deux principaux collaborateurs. Il s'agit de M. Karlheinz Blessing, jusque-là bras droit de M. Franz Steinkühler, président du puissant syndicat de la métallurgie, qui deviendra secrétaire général en remplacement de M= Anke Fuchs, et de M= Comélie Sonntag, quarante-neuf ans, député, qui a été désignée comme future porte-parole du parti.

de notre correspondant

La relève social-démocrate est ainsi plus «nordique» et plus proche du mouvement syndical. M. Björn Engholm, cinquante et un ans, avait accepté d'ajouter à sa charge de ministre-président du Land le plus septentrional d'Allemagne la responsabilité de diriger le parti après le refus de M. Oskar Lafontaine de devenir chef de l'opposition à Bonn. Il avait cependant mis comme condition oue la direction lui donne carte blanche pour choisir les personnes qu'il allait placer aux postes-clés du parti.

Le SPD n'avait en fait guère le choix. La cuisante défaite aux élections législatives du 2 décembre et le retrait boudeur en Sarre de son « porteur d'espoir », M. Lafon-taine, avaient laissé un parti déségalement constitué une épreuve pour une social-démocratie allemande partagée entre ses réflexes pacifistes et son souci de ne pas s'isoler des autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui soutenaient l'action des alliés.

M. Engholm a réfléchi longtemos avant de choisir ses plus proches collaborateurs, et s'est en définitive décidé pour des personnalités peu connues du grand public, mais dont le parcours indique bien la direction ou'il entend imprimer au parti. M. Karlheinz Blessing, trente-trois ans, économiste et sociologue, est tout à la sois le penseur et le stratège de l'IG Metali, le plus puissant syndicat de branche du monde occidental.

Style moins baroque

Il s'était attaché ces derniers 🤌 mois à l'implantation du mouvement syndical dans l'ex-RDA, non sans quelque succès comme le démontre la mobilisation, sous l'égide de l'IG Metall, des manifestants de Leipzig. Sa nomination devrait contribuer à normaliser les relations entre le SPD et les syndicats, qui s'étaient quelque peu dégradées dans la période où M. Lafontaine contestait leur stratégie de lutte pour la diminution du temps de travail sans réduction

のでは、100mmの

M= Comélie Sonntag, quarante-neuf ans, sera la première femme à exercer les fonctions de porte-parole du SPD. Ancienne journaliste 🏚 à la radio de Hambourg, elle a fait son entrée au Bundestag en 1988 comme remplaçante de M= Heide Simonis, devenue ministre des finances du Schleswig-Holstein. Elle fait partie de cette «équipe de Nordiques», qui, dans le sillage de M. Engholm, est en passe d'imposer au parti un style moins baroque, mais, espèrent-ils, plus efficace que celui de M. Lafontaine.

LUC ROSENZWEIG

Une conséquence inattendue de la perestroïka en France

La mort de « Dom Knigi » la Maison du livre étranger

soviétiques et plus connue sous le nom de Dom Kniai (« la maison du livre »), a été mise ce mois-ci en liquidation iudiciaire. Son chiffre d'affaires avait baissé de 40 % en quelques mois, principalement en raison des difficultés qu'elle éprouvait à s'approvisionner en URSS.

C'est une très mauvaise nouvelle pour les soviétologues et pour les étudiants de la chose russe en général, et pas seulement en France : la Maison du livre étranger (en fait du livre russe) était en effet leur grand fournisseur, et sa disparition n'est pas le moindre paradoxe à un moment où l'intérêt pour l'URSS est plus vif que jemais.

Autre paradoxe : la vieille maison de la rue de l'Eperon, qui avait survécu aux aberrations du etalinisme et aux hanquises de la guerre froide a succombé aux charmes de la perestroika

Un monopole cassé en 1989

A la «bonne» époque, la Maison du livre étranger recevait régulièrement de 10000 à 12 000 ouvrages soviétiques par an, sur les 50 000 publiés annuellement an URSS at les 15 000 qu'elle commandait. Tout passait par l'organisation soviétique Mejkniga (la « livre international »), seule habilitée à exporter et bien entendu à recueillir les devises dont ni les éditeurs, ni les auteurs na

voyaient la couleur. Ce système et ce monopole ont été cassés en 1989, date à laquelle le gouvernement de scou a autorisé les maisons d'édition, comme d'ailleurs d'autres entreprises, à commercer directement avec l'étranger. Mais cette mesure bonne dans son principe n'a pas eu l'effet escompté : les éditeurs soviétiques, à Moscou comme dans les républiques, ne connaissent ni les circuits

٠.

La Maison du livre étranger, de distribution occidentaux, ni spécialisée dans la fourniture les règlements douaniers, ni les modes de facturation. Si pluvendre les droits de traduction pour leurs livres, ils ne se sont pas montrés intéressés à commercialiser leur production oricinale, surtout à un nombre aussi réduit d'exemplaires (pas plus de dix en movenne pour les ouvrages que commandait la maison parisienne).

> Mais il n'était pas question pour autant de laisser ce soin aux « parasites » de la Meikniga, victimes de leur mauvaise réputation passée. Résultat : plus rien n'arrive à Paris, de gros clients comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterra, qui commandait et recevait quelque 200 titres par mois, en reçoit moins d'une

Un émigré haut en couleur

Quant aux abonnements aux périodiques, ils sont servis tant bien que mai (encore que maints nouveaux journaux perestroikistes > soient boycottés par les canaux officiels), mais ils ne représentaient que le quart des 10 millions de chiffre d'affaires de la maison.

La Maison du livre étranger avait été fondée en 1932, sous son premier nom de Dom Knini. par un émigré d'Odessa haut en couleurs, passé presque sans transition de l'armée tsariste à la légion étrangère, Michel Kaplan. Après sa mort en 1979, ses deux fils Boris et Georges Delorme (du nom que leur père avait pris sous l'Occupation) avaient repris et développé l'entreprise, notamment par une gestion informatique aussi moderne que la vieille boutique de la rue de l'Eperon était poussiéreuse, et qui leur avait permis de battre leurs rares concurrents dans le monde: 60 % des ventes allaient vers l'étranger, notamment vers les grandes bibliothèques universitaires des Etats-Unis et du Canada.

MICHEL TATU

La visite du ministre allemand des affaires étrangères M. Genscher a dû traiter à Moscou

de plusieurs différends germano-soviétiques

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour sa première visite en URSS stre des atlaires étra gères de l'Allemagne réunifiée, M. Hans-Dietrich Genscher s'est efforcé, lundi 18 mars, de dissiper l'impression que le transfert de l'ancien dirigeant est-allemand, Erich Honecker, d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou, avait jeté un froid dans les relations avec l'URSS. Les protestations allemandes ne sem-blent pas devoir aller au-delà des pétitions de principe. Personne, en effet, n'avait intérêt à ce qu'un procès soit l'occasion d'un grand déballage sur les rapports entre Moscou et Berlin-Est dant constante ans

Le deuxième problème bilatéral

concerne le retrait des troupes soviétiques stationnées dans la partie orien-tale de l'Allemagne. La encore, M. Genscher s'est vouln rassurant : le départ de ces soldats suit le calendrier arrêté, a-t-il dif. Cela n'a toutefois pas été le cas en janvier et février, où seu-lement la moitié du contingent prévu a quitté l'ex-RDA. Les difficultés sont de deux ordres : la Pologne, par de deux ordres; la Pologne, par laquelle une partie de ces troupes devrait transiter, bloque le passage à cause d'un désaccord sur le calendrier de retrait des troupes soviétiques présentes sur son propre territoire. Varsovie voudrait que tout soit terminé d'ici à la fin de l'année alors que Moscou veut conserver les troupes jusqu'en 1994, sous prétexte qu'elles sont nécessaires au transit de ses forces stationnées en Allemagne, d'où

elles doivent partir avant la fin 1994. Le différend soviéto-polonais pourrait être réglé lors de la visite que le prési-dent Walesa dont faire en URSS, mais dont la date n'a pas encore été fixée.

A Bonn, on craint aussi que les Polonais, comme les Soviétiques, demandent une «ralionge» en deut-schemarks pour accélérer l'évacuation. M. Gorbatchev a d'ailleurs sou-levé, devant M. Genscher, le problème du cachat des biens immobiliers soviétiques dans l'ex-RDA.

Les Allemands déportés de la Volga

Les Allemands se sont déjà engagés à verser à l'URSS 13 milliards de DM (environ 44 milliards de francs) pour financer le départ des troupes si qu'à construire des logements en URSS pour les militaires rapatriés, mais les Soviétiques commencent à dire que l'on a va trop juste. Les Allemands ne paraissent pas disposés à payer plus, du moins tant que les lignes de crédits déjà accordées ne seront pas épuisées et que les transformations économiques en Union soviétique ne permettront pas une utilisation optimale de ces fonds.

A propos des troupes soviétiques en Allemagne, Moscon a, en outre, mani-festé une certaine irritation face au refus des autorités de Bonn de rendre les quelque deux ceats déserteurs.

L'Etoile rouge, journal de l'armée, soulignait, mardi, que ce refus était contraire aux accords passés.

Enfin, M. Genscher a attiré l'atten-

des Soviétiques d'origine allemande dont il a rencontré des représentant Ces Allemands, descendants d'immi grés attirés en Russie par Catherine II, ont été pour la plupart déporté par Staline pendant la guerre, de leur République de la Volga vers le Kazakhstan. Ils seraient encore au total deux millions en URSS. Réunis en congrès à Moscou à la mi-mars. ieurs représentants ont réclamé la reconstitution de leur République autonome, laissant clairement entendre qu'un refus de Moscou les pousserait vers l'exode.

M. Gorbatchev a promis à M. Genscher de les recevoir personne mais n'a pris aucun engagement sur la reconstitution de la République de la Volga, Moscou souhaite visiblement régler le problème sans créer un pré-cédent. La situation de l'Union est suffisamment chaotique pour que le pouvoir central ne se lance pas dans des transferts de population et des rectifications de frontières entre les Républiques qui ne feraient qu'accélé-rer le démembrement de l'empire.

Coïncidence? L'Evoile rouge de mardi dénonçait une «opération de diversion idéologique» dans la publication, à Kalimungad, d'un nouveau journal intimble le Messager de Königsberg dont la demière page est rédigée en allemand. «D'un point de vue juridique, Königsberg n'existe par », affirme le quotidien de l'année. Une manière comme une autre de mettre manière comme une autre de mettre en garde contre l'idée évoquée ici ou là d'installer les Soviétiques de souche allemande dans la ville de Kant.

DANIEL VERNET

GRÈCE

Rome a demandé à Athènes l'extradition de l'organisateur du détournement de l'« Achille-Lauro »

La police grecque a annoncé, lundi 18 mars, que l'Italie a demandé à la Grèce l'extradition du militant palestinien Abdoul Rahim Khaled, accusé d'avoir organisé la prise d'otages à bord du paquebot italien Achille- Lauro en octobre 1985. Le «cerveau» de ce détournement a été arrêté le 5 mars à Athènes en compagnie de trois Grecs (le Monde du 19 mars). La police a découvert une bombe au domicile des quatre hommes et estime qu'ils préparaient un attentat contre une succursale de la banque Barciays dans la capitale grecque.

Abdoul Rahim Khaled, cinquante-sept ans, est considéré comme le bras droit du chef du Front de libération de la Palestine (FLP), Aboul Abbas. Jugé par contumace en Italie, il a été condamné en 1987 à la prison à perpétuité. Lors du détournement, un passager infirme, Léon Klinghoffer, avait été tué et son corps jeté par-dessus bord. – (Reuter.)

D ROUMANTE : l'ancien chef de la Securitate condamné à trois ans et demi de prison. — La Cour suprême de Roumanie a condamné, lundi 18 mars, à trois ans et demi de prison le général lulian Vlad, ancien chef de la police constant (Semisire Paris) police secrète (Securitate) pour l'arrestation illégale d'un dissident, M. Dumitru Mazilu durant le soulèvement populaire de décembre 1989. Le général Vlad est impliqué dans deux autres procès. Il est notamment accusé d'arrestation illégale de manifestants et de complicité de meurtres en série. -(Reuter.)

EMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Ļ

BELGIQUE « Parijs (Paris) »

BRUXELLES

de notre correspondant

Un des charmes - et aussi une des difficultés - du voyage en Bel-gique, destination plus exotique qu'il n'y paraît depuis Paris, est le multilinguisme franco-néerlandais et la rivalité entre communautés. Sur l'autoroute Paris-Liège, par exemple, des dizaines de panneaux ponctuent le trajet pour indiquer à automobiliste qu'il sort d'une région francophone pour entrer dans une autre région, néerlandophone celle-là, et inversement.

Pour faire bonne mesure, le nom des destinations change aussi à chaque fois : le Britannique qui avait pris la route de Liège se retrouve brusquement à destination

consulter le glossaire approprié. Les autorités viennent de prendre conscience du danger que consti-tuent, pour le sécurité de tous les usagers, les hésitations d'un chauffeur étranger qui, croyant rouler vers Lille, se trouve brusquement devent un panneau indiquent Rijsel, le nom flamand de la métropole française du Nord.

Un arrêté royal publié au Moniteur du jeudi 14 mars et modifiant le code de la route tente de pallier l'inconvenient. A partir du 1= avril, les destinations étrangères devront être mentionnées dans plusieurs langues. Les gros caractères serviront pour indiquer le chemin dans le langue de la région; entre parenthèses, et en petits caractères, la langue du pays de la destination de Luik, à charge pour lui de sera utilisée. Cela donnera per

exemple en région linguistique flamande : Parijs (Paris) ; en région linquistique francophone : La Haye (Den Haag); et en région bilingue : Aix-la-Chapelle-Aken (Aachen). Le quotidien le Soir, qui donne

ces exemples, souligne que certains panneaux risquent d'être passablement chargés. Pour accorder aux gestionnaires des routes le temps de s'adapter à la nouvelle situation, un délai de mise en application est prévu jusqu'en 1995. Pour compliquée qu'elle soit, cette signalisation est sans doute préférable à l'utilisation systématique de l'anglais, préconisée par certains Belges, qui voient dans le parler anglo-américain un remède aux maux du bilinguisme.

JEAN DE LA GUERIVIERE

Andrew Land Land Control of the Cont

EUROPE

A Dessau, rien n'a changé...

Un ghetto difforme

Antant devraient les suivre cette

deutsche Zeitung. C'est une perte de

matière grise que ne compenseront pas les sommes importantes dont dispose l'Office du travail pour atté-nuer le coût social de la crise. Syndi-

munaux : tout le monde est d'accord

pour estimer que l'on va vers la catastrophe si l'on ne réussit pas,

d'une manière ou d'une autre, à relancer rapidement l'activité. «Le

convercie de la marmite est prêt à

sauter», affirmait, le 7 mars dernier, le directeur d'Abus, une entreprise

Suite de la première page

Plutôt que d'allonger les listes des chômeurs, le gouvernement fédéral prefere payer les entreprises - tant qu'elles sont encore en vie - pour qu'elles sardent leur main-d'œuvre surperflue dans leurs effectifs...

La capitale de l'ancienne princi-pauté d'Anhalt n'est pas au bout de ses tracas. S'il n'y a pas eu jusqu'ici encore de faillites retentissantes, on ne donne pas cher de la peau de plune donne pas cher de la peau de plusieurs grosses entreprises aux installations trop vétustes, notamment dans la chimie. Les dégraissages en cours sont sévères. « 40 à 50 % des places de travall sont menacées dans la métallurgie et l'électromécanique à Dessau même, soit 10 000 emplois », constate amèrement M. Michael Schorer, le représentant du syndicat IG Metall, venu de Hanovre pour diriger l'organisation locale. En 1990, les métallos avaient obtenu une garantie de nonavaient obtenu une garantie de non-licenciement qui expire en juin 1991. Sa prolongation n'est pas à l'ordre du jour.

La fragilité de l'industrie locale est encore accentuée par son extrême dépendance (estimée à près de 80 % des commandes) du marché soviétique et des pays d'Europe de l'Est. « Si les contrats avec l'URSS sautent, ici personne n'a aucune chance! », souligne M. Schorer. L'exemple typique est la firme Waggonbau Dessau, dont la production de wagons frigorifiques était jusqu'ici pratiquement exclusivement destinate à l'Union constitue. née à l'Union soviétique. Au cours du dernier semestre (après l'union monétaire), son chiffre d'affaires est tombé de 404 à 216 millions de

A la suite de longues négociations entre Moscon et Bonn, qui a garanti un crédit à l'URSS, la société vient de signer pour 1991 un contrat de livraison d'un montant de 500 milpas de licenciements massis », affirme le jeune chef du comité d'entreprise, M. Mathias Putze. Sur les tableaux d'affichage syndicaux, la liste de ceux qui sont au chômage partiel pour la semaine est aussi lonque que celle de ceux qui travaillent.
« On est sauvé pour cette année,
assure un jeune homme, mais tout sera à recom

Pertes de matière grise

« Waggonbau» n'a pas échappé à une réduction de ses effectifs qui sont passés de 3 500 à 2 750 personnes, par le jeu des retraites anti-cipées ou des départs volontaires. 250 licenciements sont programmés 250 licenciements sont programmés pour juin prochain. La firme Magnetband, fondée il y a une dizaine d'années pour fournir elle aussi les marchés du Comecon et qui produit des bandes magnétiques, a vu ses effectifs fondre également en quelques mois de 2 000 à 600 personnes.

A ce prix, et à condition de trouver des capitaux, cette entreprise a quelque chance de s'en tirer si l'URSS reste solvable, le temps de trouver d'autres débouchés. « On paut recommencer à travailler ». peut recommencer à travailler», souffie le directeur, M. Waiter Hersouffle le directeur, M. Walter Her-rmann, qui envisage avec optimisme les négociations en cours avec un pool d'investisseurs pour la privati-sation de sa société par la Trenhand, le fameux holding d'Etat auquel a été confiée la tutelle des 8 000 entre-prises de l'ancienne RDA. Le coût humain des compressions d'emploi est lourd pour la ville. 5 000 per-

Cinquante mille personnes ont manifesté à Leipzig contre le chômage

BERLIN

de notre correspondant

Les Saxons ne sont pas peu fiers d'avoir été le fer de lance du mou-vement de contestation de l'automne 1989 dans l'ancienne Allemagne de l'Est qui précipita la chute du régime communiste et aboutit à la réunifica-tion allemande. Un an jour pour jour parks l'élection du premier et dernier

Lundi soir, les syndicalistes, l'aile militante de l'Eglise, les mouvements qui ont lancé ce fameux qui ont manifesté cette la crise du Goife, ont défilé sur le Ring, comme il y a un an ci demi. Et un nouveau rendez-vous a ci demi.

nion de chefs d'entreprise à l'occa municipale d'encouragement à l'in-

Dessau n'est pas Dresde ou Erfurt, mais elle n'est pas sans atout. A mi-chemin entre Berlin et Leipzig, sur l'Elbe, ancien fief d'une famille princière, les princes d'Anhalt, renommes pour leur avant-garsonnes, sur une population de 100 000 habitants, sont parties l'an-née dernière chercher un travail à disme, Dessau était le siège, avant guerre, des fameuses usines d'avions Junkers. Son nom est associé au célèbre mouvement du Bauhaus, qui a tant influencé l'architecture mona fant influencé l'architecture mon-diale, et qu'elle a abrité jusqu'à son interdiction par les nazis. L'école est toujours là. L'exemple du Bauhaus n'a guère influencé malheureuse-ment les urbanistes communistes. Détruite à près de 30 % lors des bombardements de 1945, Dessan est l'exemple même d'une reconstrucannée. « Ceux qui s'en vont sont sur-tout des jeunes, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés », remarque M. Thomas Steinberg, passé de l'op-position au régime communiste à la destine du ingene local Mittal l'exemple même d'une reconstruc-tion absurde, avec un centre-ville qui ressemble à un ghetto de ban-lieue difforme.

La nouvelle société d'encouragement à l'investissement entead prendre la municipalité par les épaules pour faire le nécessaire. Il faudra aux responsables davantage de poigne qu'aujourd'hui et une bonne dose d'imagination pour redorer le blason de leur cité. Un an ardorer le blason de leur cité. Un an et demi après la chute du régime communiste, celle-ci bâille toujours d'ennui autour de sa seule attrac-tion : un énorme théâtre de i 200 places construit par les nazis,



En apparence, rien n'a changé à Dessau depuis l'union monétaire, sauf le commerce. Les VRP de l'Ouest grouillent en ville. Pour essayer de se prémunir contre des lendemains difficiles, tout le monde s'adonne au porte-à-porte pour tenter de vendre quelque chose. Le petit commerce a été largement privatisé. Gaby, la petite libraire, n'a

pas eu de chance. Elle avait trouvé les crédits, mais le géant de l'édition allemande, Bertelsmann, lui a-t-on dit, a fait une meilleure enchère. Beaucoup de ses collègues ont pu en revanche racheter.

cer une nouvelle société, est une trouve pas d'endroit où s'installer. Les banques ne prêtent que si elles ont des garanties, c'est le cercle

vicieux. Tout le monde attend que la municipalité, élue en mai dernier - une coalition composée de tous les partis à l'exception des anciens com-munistes, et conduite par un maire du parti libéral, M. Jürgen Neubert, – fasse quelque chose. Jusqu'à présent elle a géré l'attente. Le budget de 1991 (130 millione de deutschemarks) a été préparé sans que l'on connaisse les recettes. Elles sont, de facto, quasiment nulles.

HENRI DE BRESSON

Contemporaine CHASSEURS DE TETES : L'ART BUSINESS. PLACEMENTS EN ES BEBES DE LA OR: CAN TAILLEURS DE DESIGN IN LEASE. WE FREEDE COTTAGE. JEHANE SADATE: « MON MAR! YIVANT! LA GUERRE N'AURAIT AS LETHEL OF

Contemporaine. Le magazine des femmes qui ont du pouvoir. Nº 1. Aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

tions à la situation en Irak. Elle a

affirmé que, « depuis le début des

troubles en Irak, entre douze mille et

seize mille personnes ont été tuées

dans les villes saintes de Nadjaf et de

Karbala». Le porte-parole du dénar-

tement d'Etat, M. Richard Boucher,

a également confirmé lundi que les

lieux saints chiites dans la ville de

Karbala, avaient été endommagés au

cours des récents combats. Il a par

ailleurs confirmé que les rebelles

kurdes contrôlent une grande partie

du Kurdistan, précisant que les

pechmergas semblaient contrôler les

villes d'Erbil et de Souleymanieh,

tandis que Kirkouk et Mossoul

seraient aux mains des forces gouver-

nementales. Il a ajouté que la situa-

tion d'ensemble dans le sud était

«incertaine» et que les combats

continuaient le long des cours infé-

rieurs du Tigre et de l'Euphrate et

aux alentours de Nadjaf et de Kar-

Amnesty International

s'inquiète

des accusations de torture

de Palestiniens

Amnesty International a

demandé, lundi 18 mars, une « enquête indépendante » sur de

nombreuses informations qu'elle

arbitraires et de torture » de Pales-

tiniens et de ressortissants de cer-

tains autres pays arabes au Koweit,

L'organisation de défense des

droits de l'homme indique que des

Palestiniens ainsi que, notamment,

des Soudanais et des Irakiens ont

été, selon ces informations, « arbi-

trairement arrêlés et torturés, aussi

bien par des civils koweitiens armés

que par des membres des forces

armées». Amnesty note toutefois

qu'il « est trop tôt pour que nous puissions confirmer » ces informa-

De son côté, le département

d'Etat américain a reconnu, lundi,

que des membres des forces de

l'ordre et de la résistance koweï-

et en expulsaient certains, mais a

assuré que le gouvernement y était

opposé et tentait de les en

L'ambassade des Etats-Unis à

Koweit a trouvé « des preuves de mauvais traitements isolés contre

des personnes accusées de collabo

du département d'Etat. - (AFP.)

DIAGONALES

ration », a déclaré un porte-parole

depuis deux semaines.

bala. - (AFP.)

L'ayatollah Khamenei, le guide spirituel de l'Iran, préconise un gouvernement « islamique » à Bagdad

guerre civile irakienne se précise de plus en plus. Au cours d'une rencontre avec une délégation libano-pales-tinienne, le Guide de la république islamique, Ali Khamenei, a déclaré, lundi 18 mars, que le président irakien Saddam Hussein était «dangereux» et «devait partir», et a préconisé un gouvernement «islamique» à Bagdad.

Selon Ali Khamenei, M. Saddam Hussein est « dangereux et nuisible pour le mouvement islamique et pour les intérêts des musulmans ». « Nous espérons, a-t-il dit, qu'un gouvernearrivera au pouvoir dans ce pays ». Il s'agit de la première déclaration officielle du successeur de l'imam Khomeiny, appelant explicitement à l'instauration d'un régime religieux en Irak. Auparavant, il avait été moins précis et s'était contenté de déclarer que « seul l'islam pouvait sauver le peuple d'Irak des malheurs

de notre envoyée spéciale

dan i ». Odette a secoué la tête.

l'œil noyé. L'appartement

encombré de bibelots, de tapis

et de plantes vertes, est éclairé

faiblement à la lueur d'une uni-

que bougie « ...donnée par une

voisine », précise-t-elle en

offrant du thè, du riz et en ajou-

tant : « C'est tout ce qu'on a. »

Elle soupire. ∢ mes nerfs sont

usés », et s'évanouit tranquille-

ment dans un fauteuil tandis

que sa fille nous rassure : « Ce

n'est rien, ca lui arrive tout le

temps depuis l'arrestation de

« lí n'y a pas de maison sans

chagrin, dit Nadia, une jeune étudiante en arts décoratifs. Ce

ramadan est différent à cause

i'on a perdus. » Nostalgie, frus-

tration, lassitude. Le ramadan à

Koweit, cette année, ne res-

pays a connus. « Jadis, raconte Leila, le carême était une vraie

fête. On se levait tard, on

jeunait, mais, le soir, les rues

étaient pleines. Les familles, les

amis se réunissaient pour dîner,

bavarder, regarder la télévision.

grignoter des friandises. On se

couchait à 3, 4 heures du matin.

C'était le meilleur mois de l'an-

Nostalgie. Le couvre-feu a

beau être levé depuis le premier

iour de la fête religieuse, les

rues de Koweït, la nuit tombée,

restent désespérément vides

Même la parade qui, chaque

soir depuis la libération, remplit

le front de mer, a perdu de sa

spontanéité. L'euphorie des

débuts est depuis longtemps

les chants, les cris, les tirs de

papa par les Irakiens. »

« Ah I ce n'est pas un rama-

L'intervention de l'Iran dans la qu'il connaît depuis si longtemps, sous la politique maléfique de ses dirigeants v. Pour sa part, le président iranien Rafsandjani avait été plus prudent en invitant à plusieurs reprises Saddam Hussein à se démettre, sans toutefois préconiser la création d'un Etat islamique à Bagdad.

Les grands ayatollahs iraniens - ils sont une demi-douzaine - commencent également à prendre part à la campagne anti-irakienne. L'ayatollah Mohamed Reza Golpayagani, quatre-vingt-neuf ans, et généralement fort discret, a dans un message rendu public lundi, dénoncé « le silence des instances internationales devant les crimes perpetrés par le régime de Bagdad contre le peuple trakien ». Il a stigmatisé en outre les attaques con-tre les lieux saints de Nadjaf et de Karbala qui, a-t-il souligné, constituent une insulte contre « les sanctuaires de l'islam et son prophète».

La radio de Téhéran continue à consacrer l'essentiel de ses informa-

Au Koweït

fusil vers le ciel. Les voitures

bondées de cens silencieux

défilent dans une routine pres-

Fête sociale autant que reli-

gieuse, la ramadan, cette

année, a perdu l'une de ses

d'électricité et de nourriture a

tué toute vie sociale. Si certains

Koweitiens ont été en Arabie

saoudite pour procéder à leurs

emplettes, la plupart sont res-

tés chez eux craignant de ne

pouvoir revenir. & Hier, dit

Nadia, l'ordinaire était encore

plus limité que les autres jours.

On a mangé du riz, bu de l'eau.

D'habitude, la nuit venue, on se

gavait de sucreries, de man-

gues, de fraises. Cette année,

Un jeune

de huit mois

La télévision, rétablie de jus-

du ramadan, ne diffuse qu'une

heure d'informations chaque

soir. On est loin des pro-

grammes spéciaux, particulière

à cette période de l'année. Frus-

tration. La fête souligne plus

cruellement encora les priva-

Certains se réfugient dans la

prière : «Lorsqu'on a vu la mort

de près, on est forcément plus

religieux », dit un ieune homme.

D'autres se retranchent dans la

protestation passive: «Ce

matin, raconte un catholique,

sins musulmans; l'un a sorti

avons déjà jeûné depuis huit

mois, pourquoi se priver main-

VÉRONIQUE MAURUS

i'ai rencontré deux de mes voi-

tions de la vie quotidienne.

ment distrayants, réservés jadis

on a eu deux oranges. »

Triste ramadan

M. George Bush souligne l'urgence d'une solution de paix au Proche-Orient

« Il y a des raisons d'espérer » une paix globale au Proche-Orient, a déclaré le président George Bush, lundi 18 mars, en soulignant qu'il fallait faire vite pour ne pas retomber dans le statu quo de l'avant-guerre du Golfe qui serait « inacceptable ».

Le président américain qui venait de recevoir le secrétaire d'Etat. M. James Baker, de retour de sa tournée au Proche-Orient et à Moscou a également ajouté : «le climat (..) est probablement meilleur qu'il ne l'a jamais été » Il a toutefois indiqué que M. Baker et lui même devaient se retrouver pour une nouvelle réunion de travail approfondie

Interrogé plus tard lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, M. George Bush a insisté sur les

régler : celui du Liban, celui du Golfe et la question israélo-arabe. Se refusant à faire état d'un calendrier précis en ce qui concerne une solution au problème israelo-palestinien, le président américain a confirmé que les dates du voyage qu'il envisage de faire au Proche-Orient n'avaient pas encore été fixées. Selon des sources américaines, ce voyage qui devrait

conduire M. Bush en Egypte, au

Un soldat de retour du Golfe tué à Detroit. - Un soldat américain rentré du Golfe a été tué lundi 18 mars, à Detroit (Michigan). dans le quartier où il habitait, d'une balle tirée dequis une voiture, a annoncé la police. Anthony

trois problèmes prioritaires à Koweit, en Arabie saoudite, en Israël et peut-être en Turquie devrait avoir lieu dans la troisième ou quatrième semaine d'avril.

Enfin, M. Bush a souligné que la première tâche à laquelle il allait se consacrer serait d'obtenir un cessezle-feu définitif dans la région du Golfe. A cet égard les ailiés préparent un texte de résolution qui devrait être proposé à l'ONU en fin de semaine et qui devrait imposer dee sevères conditions à l'Irak. -

ans, était rentré le 8 mars du Golfe, où il s'occupait de batteries de missiles anti-missiles Patriot. Il devait reprendre son poste à la base de Fort Bliss (Texas) la semaine prochaine. On ignore si sa mort a un rapport avec le conflit du Golfe. ~ (AFP.)

Riggs, un jeune Noir de vingt-deux

M. Shamir refuse d'envisager la restitution du Golan dès l'ouverture de négociations avec la Syrie

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Pas question de négocier avec la Svrie sur le Golan, pas question non plus de se retrouver à une table de discussions avec les Palestiniens réputés modérés qui ont récemment pu rencontrer M. James Baker à Jérusalem. A prendre au pied de la lettre, les déclarations faites, lundi 18 mars, à la Knesset par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, il semble que le « nouvel état d'esprit » noté par le secrétaire d'Etat américain lors de sa tournée d'après-guerre au Proche-Orient n'aura pas résisté longtemps aux

exigences de la politique intérieure Invité par deux partis d'extrême droite participant à sa coalition gouvernementale à s'expliquer sur les déclarations d'ouverture à la Syrie faites pendant le week-end à (le Monde du 19 mars), le premier ministre, qui s'exprimait à huis clos devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, a, selon la radio israélienne, fait la mise au point suivante : « Ce que M. Ehud Olmert a voulu dire, c'est que lorsque nous arriverons à la table des discussions, les Syriens pourront et nous, nous répondrons non. C'est alors que les négociations pourront

Cette approche du problème, qui cadre parfaitement avec la stratégie traditionnelle du gouvernement - contacts directs avec les pays arabes sans aucun préalable, pourrait permettre, selon M. Shamir, « de parler de paix, de coopération économique et des chemins qui y menent». « Mais je ne connais pas beaucoup de pays, a ajouté le premier ministre, qui seraient disposés à mener des névociations à condition d'accepter de renoncer à une partie de leur terri-

Possible conférence à onze

Occupé depuis 1967, le plateau du Golan n'a pas encore été formellement annexé – comme le fut Jérusalem-Est – mais, deouis 1981. c'est la loi israélienne qui y règne. Une nuance juridique qui explique en partie l'inquiétude de quelques milliers d'Israéliens qui s'y sont installés (le Monde du 23 février),

Ouant à une éventuelle conférence à onze (Etats-Unis, URSS, Israël et huit pays arabes de la région) qui pourrait avoir lieu au Caire et dont la presse américaine

se fait l'écho depuis quelques jours, M. Shamir n'a pas voulu s'engager outre-mesure. Tout en réaffirmant son soutien à l'idée. d'une initiative régionale, le premier ministre a fait savoir aux députés que « rien de spécifique n'u été programme » sur ce sujet avec le secrétaire d'Etat américain. Il a fait part, en outre, de sa « ferme opposition » à la participation, au sein d'une délégation jordano-palestinienne, des personnalités nationalistes des territoires occupés qui avaient rencontré M. James Baker la semaine dernière à Jérusalem.

y De Yasser Arajat ou de Fayçul Husseini, a déclaré M. Shamir, je ne sais pas qui est le plus dangereux. » Considéré comme l'un des leaders palestiniens les plus marquants des territoires occupés. M. Husseini, qui dirigeait la délégation reçue par le secrétaire d'Etat, avait fait savoir que le siège de l'OLP a lunis avait automs cette rencontre. Alors qu'un député travailliste lui demandait, lundi. avec quels Palestiniens il accepterait éventuellement de discuter. le premier ministre a rétorqué : « C'est aux pays arabes de trouver des représentants modérés pour remplacer les radicaux de l'an-

cienne génération, » PATRICE CLAUDE

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

EUX cent mille morts ? Trois cent mille ? On ne savait toujours pas, cette semaine-là, combien de victimes irakiennes avaient fait la guerre du Golfe ; et 85 % des Français, apparemment,

vivalent très bien avec cette approximation. Après des centaines d'heures de « direct » et de tables rondes entre experts galonnés, il était devenu évident, cette samaine-là, que l'information n'était pas plus fiable, en économie de marché, que dans les pires dictatures ; et on s'accommodait fort bien de ce démenti

au catéchisme libéral. Cette semaine-là, George Bush demanda à toutes les Eglises américaines de remercier le ciel pour la victoire occidentale sur l'obscurantisme. Il était enfin envisageable que la planète entière reconnaisse comme universel le droit made in USA, gagé sur la monnaie et les armes les plus écrasantes. Que les affamés des antipodes courent après les rêves du Midde-West, telle était l'unique pensée de la fin du siècle. Et personne pour trouver à redire à cet « ordre nouveau » du plus performant, sinon quelques tiers-mondistes attardés, quel-Ques curetons masos.

Cette semaine-là, on s'apprêtait à condamner définitivement l'intégrisme musulman, et à célébrer Léon Bloy, prophète d'un temps sans barguignage politique où Dieu e agira enfin seul, comme il lui plaire ».

Cette semaine-là, le pouvoir ami des faibles décida de taxer les vieilles bagnoles, les buveurs d'eau, et de fêter le printemps par la reprise des expulsions de locataires. On est un Etat de droit ou on ne l'est pas l

Cette semaine-là, un intellectuel chouchou des médias décréta à la fois la fin des maîtresà-penser et... ce qu'il fallait penser de cette faillite, réduisant les espérances décues de millions d'humiliés à des bassesses Rive gauche. La contradiction s'exerçant désor-

mais en fonction de la surface publicitaire de chacun, aucune voix discordante ne s'éleva ; et personne ne vit dans cette absence de débat un danger pour la recherche de la vérité ou la libre formation des oninions

Cette semaine-là parut sur les écrans un film

Cette semaine-là, on entendit un vieil anar ex-enfant de la rue reprocher aux ouvriers d'arsenaux, ses frères d'hier, de profiter de la guerre, comme il l'aurait reproché à des patrons, libres, eux, de choisir leur gagne-pain ; et personne pour rappeler à cette grande gueule gauloise que l'habileté du capitalisme à « mouiller » ses victimes est la plus soumoise de ses ruses. Depuis que le profit est devenu la « moins mauvaise » des solutions, lui voir des tares, c'est être suspect de préférer Ceausescu.

Cette semaine-là, les jeunes paumés de l'île de la Réunion, comme ceux des banlieues métropolitaines, n'en pouvaient plus de rester le nez collé aux vitrines de la société marchande, et de subir, sans travail, sans même l'espoir de s'endetter, ses incitations de drogueuse. Et personne pour trouver mieux à leur

envoyer que les CRS. Cette semeine-là, des voyous mystérieux ont continué à faire gicler sur nos beaux

vaguement arabes, sans même dire suprême insuite aux honnêtes gens - le pourquoi de ces crachats peints. Et personne pour se demander ce qu'il en coûte de ne posséder sur terre qu'une bombe à salir le bien d'autrui.

Cette semaine-là, les désordres d'Albanie et de Yougoslavie, ainsi que le référendum de Gorbatchev, ont confirmé la non-viabilité de tous les communismes, quels qu'ils soient ; et personne, parbleu I, pour regretter la sale alternative faiseuse de goulag et de misère.

Cette semaine-là, il fut un peu plus admis que droit, vérité et talent appartenaient dorénavant aux seuls détenteurs de la force, de l'entregent et du pognon.

ETTE semaine-là, ce fut aussi celle où les bourgeons ont explosé. C'était si soudain, cette éclosion des feuilles futures, cet avenir poisseux qui se déchiffonnait en une nuit, qu'on aurait dit du temps rendu visible, comme les nuages rendent palpable l'espace. La nature était bonne fille, elle si chienne à ses heures avec ses virus furtifs, de ne pas manquer le vieux rendez-vous.

Place aux puissants, ou aux faibles ? Ces suintements miraculeux au secret des branches et de nos cœurs, ces fragilités duveteuses brusquement changées en conquête, en gloire : fallait-il y chercher des leçons pour nos affaires humaines ?

C'était tentant, depuis que la raison, discréditée à force d'avoir cautionné des systèmes criminels, ne hasardait plus aucun enseignement, n'osait plus voir, dans les événements, qu'une arborescence sans loi...

Sans loi ? Allons donc ! Celle du plus fort, plus que jamais. Et, cette fois, sans partage,

EN BREF

□ M. Rocard en Suisse le 26 mars. - M. Michel Rocard se rendra le 26 mars à Berne où il devrait notamment rencontrer le président de la Confédération, M. Flavio Cotti. Il sera accompagné de Mer Elizabeth Guigou et de MM. Pierre Joxe et Louis Besson.



□ Inauguration du Centre de prévention des conflits de la CSCE. -Le Centre de prévention des conflits, dont la création avait été décidée lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Paris en novembre 1990, a été inauguré lundi 18 mars à Vienne. Il est dirigé par M. Bent Rosenthal, un diplomate danois spécialiste des questions militaires, et comprend sept personnes. Un secrétariat permanent de la CSCE a été inauguré le mois dernier à Prague. – (AFP.)

□ Retour des premiers Mirage-2 000 de l'opération « Daguet ». Les quatre premiers Mirage-2 000 RDI ayant pris part à la guerre du Golfe sont rentrés, lundi 18 mars, sur la base aérienne 115 d'Orange, en provenance d'Arabie saoudite, où ils étaient stationnés depuis le 18 janvier. Les pilotes ont été accueillis par le général Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air. Mercredi 20 mars, un Jaguar et deux autres Mirage-2 000 RDI devaient regagner la France. Il restera alors dans le Golfe vingtquatre appareils de combat et de

Ce printemps-là

de Bertrand Blier, Merci la vie, d'où il ressortait que la vérole et le sida étaient les seules malfaçons de l'existence dignes d'attention parce qu'inexorables; et on trouva bien artistiques cette rudesse sans issue, ce gommage des frontières entre le réel et les fantasmes, cet enterrement décisif des luttes économiques sur fond de ciel plein de pus et d'or.

monuments ravalés de neuf leurs signatures

descre et tha Part Vin Links manacture 1 Etars Crab et a Secretary and pank dates:x eristeringenien a

I mare Au PANCHE TOWN cocode: II v enic ex.cust

> PLUS DE LIS GRA DEST

CONTRACTOR OF derega Chair DEVENOUS PRE गगञ्जा ज्या Acres over

fuirirens. u passager No Cest la meson. developpé le 1 likheisabin de monde, perme volent sur Pan wour preper de Pan Ant, en tar De nême. estimé due les

- d'être recompe formidable pro A partie du office des ainé Lobbourning q ranicement, su desinations of

Les membre Airlines pourre WorldPass san (Et chacun c

mainicuant de l Drogranese de proporera les d Pan Am et celui

PAN AM 1991 RAPPORT D'ACTIVITE NO. 5

ET MAINTENANT LES BONNES NOUVELLES.

Dans le monde des affaires, un évènement a rarement fait couler autant d'encre et donné lieu à autant de spéculations que l'accord Pan Am/United Airlines, approuvé maintenant à la fois par le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement britannique.

Ses implications promettent d'être particulièrement bénéfiques pour les deux compagnies ainsi que pour les passagers.

United Airlines y a gagné d'importantes nouvelles routes pour Londres. Pan Am un nouveau capital d'exploitation qui lui est essentiel. Et vous, passagers, y gagnerez sur tous les plans.

PLUS DE MILES A GAGNER POUR LES GRANDS VOYAGEURS, PLUS SOUVENT, VERS PLUS DE DESTINATIONS QUE JAMAIS.

Dans de nombreux pays, là où la règlementation le permet, les compagnies aériennes ont développé des programmes de fidélisation - Frequent Flyer Programs - donnant droit à des voyages gracieux aux passagers ayant accumulé un mileage important.

Alors que de nombreuses compagnies aériennes traitent ces programmes de fidèlisation comme de simples promotions, nous, chez Pan Am, nous les avons toujours considérés comme une façon de dire à nos passagers "Merci d'avoir choisi Pan Am". C'est la raison pour laquelle nous avons développé le WorldPass®, programme de fidèlisation des voyageurs le plus complet au monde, permettant aux passagers d'accumuler des miles à chaque fois qu'ils volent sur Pan Am. Plus vous volez, plus vous gagnez de miles, pour ensuite les utiliser pratiquement à travers tout le réseau Pan Am, en tant qu'invité Pan Am.

De même, United Airlines a toujours estimé que les grands voyageurs méritaient d'être récompensés, et le fait avec son formidable programme Mileage Plus®.

A partir du 3 avril, chaque programme offrira des améliorations notoires, dont l'opportunité de gagner des miles plus rapidement, sur plus de vols, vers plus de destinations que jamais.

Les membres du Mileage Plus de United Airlines pourront désormais gagner des miles sur Pan Am, et inversement, ceux du WorldPass sur United Airlines.

Et chacun de ces programmes offrira maintenant de nouvelles récompenses - le programme de récompense du Mileage Plus proposera les destinations internationales Pan Am et celui du WorldPass comprendra toutes les destinations desservies par United

Airlines - offrant ainsi aux passagers des deux compagnies de multiples destinations à travers le monde.

Les membres du WorldPass volant sur Pan Am bénéficient également de comptoirs spéciaux d'enregistrement, du traitement prioritaire des bagages ainsi que du privilège exclusif de pouvoir réserver à l'avance leurs repas parmi les menus WorldClass Cuisine. Les surclassements commencent à 10 000 miles seulement, les voyages internationaux gratuits à 30 000 miles.

L'accord entre Pan Am et United Airlines a eu une autre conséquence bénéfique. United Airlines a créé un fond de garantie de 100 millions de dollars pour les billets émis par Pan Am. Pour tout renseignement, contactez United Airlines.

PERSONNE NE CONNAIT L'AMERIQUE LATINE AUSSI BIEN, ET NE L'A DESSERVIE DEPUIS AUSSI LONGTEMPS QUE PAN AM.

L'Amérique du Sud fut le premier des cinq continents ouverts par Pan Am au voyage aérien américain à partir des USA. Nous avons grandi avec l'Amérique

Nous avons grandi avec l'Amerique Latine et l'avons aidée à grandir, depuis plus de 60 ans maintenant.

De Mexico à Maracaibo, en passant par Rio de Janeiro, Sao Paulo et Buenos Aires, nous avons des horaires qui peuvent aider à rendre les voyages d'affaires plus faciles et vos vacances plus réussies.

Au cours de l'année 1990, nous avons ouvert trois nouvelles destinations en Amérique Latine - San Pedro Sula, Belize et Managua. En 1991, nous en avons ajouté deux - Cancun au Mexique et Recife au Brésil.

Pan Am offre des correspondances faciles vers 17 destinations latino-américaines importantes, au départ de Miami et New York, nos portes d'entrée vers l'Amérique Latine.

TOUJOURS Nº1 AU DEPART DE L'EUROPE, ET DE LOIN.

L'une des clauses de l'accord entre Pan Am et United Airlines dont on a beaucoup parlé était le transent d'un certain nombre de routes sur Londres de Pan Am à United Airlines.

Nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que Pan Am continue à voler vers Miami et Détroit au départ de Londres (aéroport de Garwick)

Nous prévoyons pour l'été plus de vols transatiantiques non-stop au départ de

l'Europe continentale et de l'Europe de l'Est que jamais auparavant dans notre histoire. En fait, nous ajoutons des vols directs de Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone pour New York.

Globalement, nous continuons à avoir des vols sans escale à partir d'un plus grand nombre de villes européennes vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

Au départ de nos principales portes d'entrée américaines, New York, Miami, Détroit, San Francisco, Los Angeles et Washington, Pan Am propose des correspondances pour 40 villes américaines.

LES BERMUDES, LES BAHAMAS, LES CARAIBES. PAN AM A INVENTE LES VACANCES AU SOLEIL.

Le premier vol commercial américai jamais effectué au-dessus des eaux internationales a été le vol Pan Am à destination des Caraïbes en 1927.

Aujourd'hui, nous volons vers les Bermudes, les Bahamas et les Caraïbes, desservant 18 îles au soleil.

5 nouvelles destinations supplémentaires cet hiver : la Jamaïque aux Caraïbes et 4 desservies par Pan Am Express - Marsh Harbour, Treasure Cay, Rock Sound et Governor's Harbour, toutes aux Bahamas.

Et le plus agréable, c'est que ce large éventail de destinations, associé à la fréquence de nos vols, vous permet à la fois de sélectionner les vacances au soleil qui vous plaisent et de partir lorsque vous le désirez - ou lorsque vous en avez besoin.

LE MONDE DE PAN AM, TOUJOURS UN TRES GRAND MONDE.

Aujourd'hui, Pan Am continue à être la compagnie aérienne américaine numéro un sur le plan international, volant au départ des 6 plaques tournantes américaines vers plus de 110 villes dans 51 pays sur 5 continents.

Appelez votre agent de voyages ou Pan Am pour toute réservation ou tout renseignement.

Nous sommes impatients de partager notre monde avec vous. Encore et encore.

Solankot

Thomas G. Plasken Président Directeur Général PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PANAM

띪

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Roland Dumas au Mexique, au Venezuela et au Nicaragua

Paris et Caracas insistent sur l'idée d'une conférence pour régulariser le marché pétrolier

A l'issue d'un voyage marathon qui l'a conduit en trois jours dans trois pays - le Mexique, le Venezuela et le Nicaragua, - le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est rentré à Paris mardi 19 mars. A Mexico et à Caracas, il a évoqué le projet franco-vénézuélien d'une conférence des pays producteurs et consommateurs de

MANAGUA

de notre envoyé spécial

Malgré un train d'enfer imposé par la longueur des trajets entre les capi-tales visitées, et des programmes sur-chargés, M. Dumas était visiblement ravi par les contacts établis avec ses différents interlocuteurs, auxquels il s'est souvent adressé dans un espa-gnol très châtié.

Chez le président mexicain, M. Carlos Salinas, il a noté la force de caractère impressionnante de il mener à bien une entreprise, dit-il visant à transformer le pays en pro-fondeur sur les plans économique et politique. S'agissant de M. Perez, il a souligné sa « sagesse dans la gestion des affaires de son pays » et il a rap-pelé que, lors d'un séjour à Caracas, en octobre 1989, le président Fran-çois Mitterrand avait établi des « relations personnelles de grande qualité » avec lui.

M. Durnas a annoncé à cette occa-sion que M. Perez se rendrait en visite officielle en France au cours du deuxième semestre de cette année. Il a évoqué aussi la «très grande identité de vues entre la France et le lue de vues entre la France et le Venezuela à propos de la situation dans le Golfe, en particulier sur le point le plus fondamental, le problème palestinien. Affirmant que a rien de juste ni de stable ne pourra être entrepris au Moyen-Orient sans un règlement en profondeur du problème palestinien. (La souligné, « commte tenu des rigronstances limps.) «compte tenu des circonstances javorables, l'urgence d'engager le processus de paix en organisant une ou des conférences internationales » sur ce thème.

pétrole pour éviter les fluctuations trop fortes des cours du brut.

A Managua, il a participé lundi à la séance inaugurale de la septième rencontre ministérielle des pays membres de la Communauté économique européenne et des cinq gouvernements d'Amérique centrale, auxquels se sont joints cette année les représentants du

Haîti a occupé une place plus A Mexico comme à Caracas, le importante que prévu dans une conversation de trois heures ministre a «constaté et regretté les insuffisances des rapports bilatéraux». Plusieurs projets d'investissement ont été évoqués, en particulier avec le Mexique, où France-Télécom a récomment pois una investigate. dimanche avec le chef d'Etat vénézuélien. « Nous avons constaté, a déclaré le ministre français, une volonté commune d'aider la démocra-tie en Haîti et d'agir ensemble dans notre appui au président Aristide pour assainir la situation inquiérante dans a récemment pris une importante participation dans Telmex, au moment de la privatisation de la société des téléphones. laquelle il a trouvé son pays : confu-sion des pouvoirs, rôle de l'armée, désorganisation de l'Etat, etc. » La Selon M. Dumas, le Mexique, « partenaire de l'avenir », souhaiterait accroître la coopération avec la France – son sixième partenaire éco-France pourrait notamment participer à la reconstruction du réseau

« Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, d'une démarche similaire à celle des

Etats-Unis qui veulent avant tout

assurer leur approvisionnement. Notre objectif consiste à éviter les fluctua-

tions trop brutales qui nuisent aussi

bien aux pays consommateurs qu'aux pays producteurs, les baisses de prix

pouvant remettre en cause les projets

de développement de ces derniers. » M. Dumas a aunoncé que des

consultations auraient lieu dans les

prochains jours avec l'arrivée à Mexico d'une mission française char-

gée du dossier et le voyage à Paris de « personnalités vénézuéliennes ».

Le premier ministre, M. Omar

Arteh Ghaleb, devait entamer,

lundi 18 mars au soir, une tour-

née dans les pays arabes (Arabie

saoudite, Emirats arabes unis,

Qatar, Oman et Bahrein), afin de

faire reconnaître le gouverne-

ment provisoire installé à Moga-

financières pour la reconstruc-

tion du pays. De son côté, le

secrétaire d'Etat français à l'ac-

tion humanitaire, M. Bernard

Kouchner, était attendu, mardi,

en Somalie. M. Kouchner devrait

faire escale à Mogadiscio, Ber-

beira et Hargheisa, avant de

gagner l'Ethiopie, jeudi, pour

une visite de quelques heures.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Sanglés dans leur uniforme

beige, béret bleu sur la tête, les policiers ont réapparu dans les rues de Mogadiscio, après deux mois

d'absence. Sans armes, munis de

leur seul sifflet pour régler une cir-culation quasi inexistante, ils sont

surtout là pour rassurer la popula-tion et symboliser ce retour à la

Dans les quartiers, les habitants se mobilisent contre l'insécurité. Ils s'organisent sous la direction

normale voulu par les autorités.

d'un responsable, appuyés par des miliciens du Congrès de la Somalie

unifiée (CSU), le mouvement armé

qui contrôle la capitale. Après

fun controle la Capitale. Apres l'anarchie, les pillages et les viols qui ont eu lieu pendant la « bataille de Mogadiscio », ces mesures d'autodéfense collective

permettent, sans nul doute, de

A l'aeroport, les policiers veillent

désormais à ce qu'aucune arme ne circule. Il y a deux semaines, l'arri-

vée d'un avion-cargo italien avait

fait monter la tension sur le tar-

mac, où des dizaines de personnes

attendent toujours de pouvoir quit-

ter la Somalie. Au moment où l'ap-

réduire la délinquance.

nomique - dans les secteurs des électrique, qui est en très mauvais transports (trains et prolongement du métro), du traitement des eaux, de Le projet d'une conférence visant à a rapprocher» les producteurs et les consommateurs de pétrole a été évoqué à Caracas et à Managua. l'environnement mais aussi dans l'amélioration de l'enseignement, avec la création d'écoles sur le modèle des instituts universitaires de technologie. Le ministre a rencontré M. Dumas a rappelé qu'il s'agissait à l'origine d'une initiative de M. Perez à deux reprises le responsable de l'éducation, M. Manuel Bartlett, et et que celle-ci était devenue depuis et que cene-ci etait devenue depuis une « proposition franco-vénézué-lienne visant à régulariser le marché du brut, la crise du Golfe ayant révélé la fragilité du marché pétrolier». neucation, M. Manuel Bartiett, ct annoncé que celui-ci inviterait son collègue français, M. Lionel Jospin, à se rendre à Mexico pour «approfon-dir les discussions sur ce thème».

Eloges à M= Chamorro

Le séjour à Managua s'est déroulé dans un contexte tout à fait différent, compte tenn de la tragédie économique que vit ce pays après plus de dix ans de guerre et de révolution. C'est une capitale qui porte encore les marques du séisme de 1972 qui accueille cette année la réunion des ministres des affaires étampères de la ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne et des pays d'Amérique centrale (la rencontre a lieu alternativement en Europe et en

« groupe des Trois » (Colombie, Mexique,

Au cours d'une brève intervention, il a confirmé la volonté de l'Europe et de la France d'accroître leur coopération avec cette région du monde et d'a aider à la consolidation des droits de l'homme en Amérique centrale ».

> Amérique centrale depuis 1984). Au Nicaragua, il a donc été davantage question d'assistance au développe-ment que d'échanges économiques. M. Dumas a évoqué la «possibilité d'une aide exceptionnelle» en faveur de ce pays. Il a abordé en même temps les problèmes que poserait l'extension aux pays d'Amérique centrale des avantages douaniers accordés aux produits tropicaux en provenance des pays andins pour les aider à lutter contre la culture de la coca en développant des produits de substitution. La Commission européenne devra donc étudier le préjudice subi par l'Amérique centrale pour décider s'il y a lieu de lui accorder de tels

Les autorités nicaraguayennes ont fait part de leur « très grande satis-faction » à propos de la « solidarité » exprimée par M. Dumas à l'égard du processus de démocratisation engagé depuis la victoire de M= Chamorro aux élections de février 1990 qui ont mis fin à dix ans de révolution sandiniste. Il est vrai que le ministre a eu des mots très agréables pour la présidente, dont il a vanté « le charme tranquille et l'autorité naturelle qui lui ont permis de convaincre tous les secteurs de la société d'accepter un plan d'austérité extrêmement dur ». «En privilégiant le dialogue et la réconciliation, a-t-il ajouté, elle a fait avancer la démocratie, et la France l'aidera donc dans toute la mesure de

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

SOMALIE : face aux risques de disette et aux rivalités claniques

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Deux travailleurs immigrés vietnamiens tués

lors d'affrontements

avec la police

Le gouvernement vietnamien a officiellement · protesté, lundi 18 mars, à la suite d'incidents entre travailleurs immigrés vietnaniens et police bulgare, qui ont fait deux morts et une vingtaine de blessés dimanche à Sofia. Le viceministre vietnamien des affaires étrangères a demandé à la Bulgarie que soient « punies sévèrement les personnes ayant causé cet incident grave et que soient prises des mesures urgentes et fermes pour mettre fin à ces activités à envers la communauté vietnamienne, dont les effectifs sont estimés à environ treize mille.

Ces Vietnamiens, qui travaillent pour des entreprises bulgares en vertu d'accords signés par les anciens dirigeants communistes de Bulgarie, ont la réputation d'être responsables de nombreux délits. Environ sept mille sont sans emploi et attendent leur rapatriement. De nombreux Vietnamiens se trouvent dans une situation similaire dans les autres pays d'Europe de l'Est et en URSS. -

COLOMBIE

Le cartel de Medellin menace de reprendre

la guerre

Les « extradables », bras armé du cartel de la drogue de Medellin, ont menacé lundi 18 mars, dans un communiqué à la presse, de reprendre la guerre contre les autorités. Es affirment qu'ils feront exploser des bombes d'une tonne de dynamite chaque fois qu'un des leurs sera arrêté par la police. Ils annoncent également que les journalistes qu'ils retiennent en otages « seront exécutés si les disparitions de nos compaquons se poursuivent». Les «extradables » détiennent depuis six mois M. Francisco Santos, directeur de la rédaction du principal quotidien colombien, El Tiempo, et depuis quatre mois M= Maruja Pachon. directrice de l'institut cinématographique Focine. - (AFP.)

ITALIE

Décès

du ministre du travail Carlo Donat Cattin

Carlo Donat Cattin, ministre du travail italien, est mort dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mars dans une clinique de Monaco, à l'âge de soixante et onze ans. Il a succombé à des complications rénales et respiratoires à la suite d'une intervention dans un centre de chirurgie cardiaque

Né en 1919 en Ligurie, connu pour ses talents oratoires parfois abrupts et sa pugnacité de négociateur, il avait débuté comme journaliste avant de s'engager dans le syndicalisme chrétien. Député démocrate-chrétien de Turin en 1958, puis ministre du travail en 1969, il avait réussi une médiation difficile entre le patronat italien et les syndicats des métallurgistes durant «l'automne chaud» de 1969, soutenant dans les faits les revendications des leaders syndicaux. Par la suite, il avait été ministre chargé du Mezzogiomo, de l'industrie et de la santé avant de retrouver le poste de ministre du travail en juillet 1989. Sa disparition porte à trois le nombre des portefeuilles vacants dans le gouvernement. - (AFP.)

□ INDE : cinquante-six morts au Pendjab. - Vingt-sept extrémistes sikhs militant en faveur de l'indépendance du Pendjab ont été tués par les forces de sécurité indiennes, an cours de fusillades, samedi 16 et dimanche 17 mars, a annoncé lundi l'agence indienne PTI. Vingt-neuf autres personnes des civils, pour la plupart - ont trouvé la mort dans des incidents liés à la campagne sikh. ~ (AFP.)

TOGO: après les manifestations

en faveur du multipartisme

Le président Eyadéma

amorce le dialogue

avec l'opposition

Après avoir reçu les représen-

tants de l'opposition pendant plus

de cinq heures, lundi 18 mars, a

Lomé, le président Eyadéma a

finalement accepté le principe

d'une amnistie générale en faveur

des personnes condamnées pour

des délits à caractère politique et a

donné son feu vert pour la création

de partis. C'est, en tout cas, ce

qu'ont annoncé, lundi soir, les res-

ponsables du Front des associa-

tions pour le renouveau (FAR), à

l'issue de leur entretien avec le

chef de l'Etat. Celui-ci, précisent-

ils, a également accepté la réunion

d'un « Forum national de dialo-

gue » et la création d'une « com-

mission mixte paritaire», compo-

sée de personnalités de son choix

et de représentants de l'opposition.

Cette « commission » sera chargée

d'établir « les modalités d'applica-

tion de ces décisions », a indiqué le

Cette amorce de dialogue, qui

survient après plusieurs journées

de manifestations et d'affronte-

ments dans les rues de la capitale,

n'a fait l'objet d'aucun commen-

taire officiel du gouvernement.

Toujours selon l'opposition, les

étudiants - ser de lance de la

contestation - devaient être reçus,

AP, Reuter.)

« visite de travail ».

Dernier déb

Pour le deuxième fals cette ennie, les députés et les sées. Source ser de senie, les députés et les sées. Source teurs vont retrouves, manuél conne 19 mars, le chamin du Paris de ment pour une version genraphé le ser le contre Elle tes voictees jumps à la source de le contre de l session ordinaire de priessage (2 avril). Les parlementaires avaient été convergué le 18 janvier dernier pour apprépare le parlés pation de la France à la guarde du Golle, les devaient, des parlés du Golle, les devaient, des parlés de parlés de session de la France à la guarde du Golle, les devaient, des parlés de conflit en entendant, dans l'une et l'autre acceptifé, que décie d'un débat sons vote, la ver Monde daté 17-18 maraj at calul, su Strat, de projet de sta-

La scène se désente, le 38 févrages dernier, dans le salon james de l'Adtel Matigace. C'est la desentes réunice d'information ser le Golle réunice d'information sur le come cutre le princier ménistry, ses conseillers et les débigations de parlementaires qui durant soute la guerre de Golfe, out obtain, manimate information persidente et confidentielle. L'acure est res

Le my

ic a n

ananos, ca

voyage ca C plas number

La majorité est au projet de statut d

qu'il entend défendre d'asse auxun état d'ânies l'article pre-mier du texte, qui introduit d'in notion absolument adocusites. de a peuple como s. con

Per trois mois, le contexte a dve Per trois mois, le contente a gre-toé. En Corse, la tension safe de la vague d'assassinais de l'automne est retoribée. A Paris, M. Pierra Jone, qui s'était considérablement inventi-dans le dossier, a cédé la place à M. Marchasid, et l'opposition festist ses armes en voe de la bataille qui s'annonce pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement. La thèhe du non-veau ministre de l'Intérieur n'en

première lacture, mercredi 20 aura, le projet de lai perioni

street de la collectivité terrise. riale de Corse, adopté la 24 novembre dettier per l'Ac-semblée nationale land 18 mars, M. Phillips Mandand

Le Sénai souhaitait prendre nos temps pour examines le neo ioi réformant le statut de la Corre. Les circonstances l'access agres au-deix de set expérances. Le cappor-teur du projet, M. Isoquis Larché (Rép. et.ind. Some-th-Marael, pré-sident de la commission des loss.) avait obtens un premier nersis en décembre dernier. Les brêne-ments du Golfe, en repoussant le session extraordinaire prévier à est effet à la du mois de janvier. out fait te reste.

sera pas pour antant facilitée. You loir etudier en texte au fand , en langage séastorial, doit se comprendre comme une façon bou-somme de s'opposer fermement au

La majorité sénatoriale, qui s'en tient volontiens, su sujet de la Couse, à un discours sécuritaire,

Addis-Abeba ont commencé à quitter le pays, en raison des combats qui ont

importante à mener», a notamment déclaré M. Frank. – (AFP, Reuter.)

M. Komplektov ambassadeur d'URSS à Washington M. Viktor Komplektov est le

successeur désigné de M. Bessmertnykh, récemment nommé ministre des affaires étrangères, au poste d'ambassadeur de l'URSS à Washington, ont indiqué lundi 18 mars des sources diplomatiques américaines.

Diplomate de carrière âge quante-neuf ans, M. Komplektov a le même « profil » que son ministre : sorti comme lui de l'Institut des relations internationales de Moscou dans les années 50, il a été deux fois en poste aux Etats-Unis, pendant plus de huit ans au total, avant de prendre, en 1978, la direction du service chargé du même pays au ministère à Moscou. discio et d'obtenir des aides

En décembre 1982, quelque temps après la mort de Brejnev, il laissait ce poste à M. Bessmertnykh pour devenir vice-ministre des affaires étrangères, chargé plus spécialement de l'Amérique latine et des relations économiques internationales. A ce titre, il a voyagé bien davantage, ces dernières années, chez les « ennemis» de Washington, tels Cuba et le Nicaragua, qu'aux Etats-Unis, et n'a participé à aucun sommet avec Washington.

Tout en lui donnant leur agrément, les autorités américaines ont tenu à souligner l'impression mitigée que leur a laissée cet ancien de la période de «stagnation»: « Il est généralement considéré comme quelqu'un manquant quelque peu d'hume un partisan de la ligne dure, et à l'occasion comme un polèmiste », a commenté l'un de ces res-

M. Michel Levêque ambassadeur à Rabat

M. Michel Levêque a été nommé ambassadeur de France au Maroc en remplacement de M. Jean-Ber-

[Né en 1933, M. Michel Levèque est licencié en droit et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outremer. Il a été notamment en poste à Moscou, Sofia, Tunis et Bruxelles comme conseiller politique auprès du secrétariat de l'OTAN. Directeur adjoint des affaires africaines et malgaches à l'administration centrale de 1983 à 1985, il a été ambassadeur à Tripoli de 1985 à 1989. Depuis, Levêque était directeur des affaires africaines et malgaches au ministère des affaires étrangères.]

Le gouvernement provisoire souhaite obtenir la reconnaissance des pays arabes pareil décollait, après avoir déposé quelques tonnes de vivres, une fusillade avait éclaté, faisant quatre morts et une vingtaine de blessés, selon des témoins. Cet incident meurtrier, peu propice à encourager les organisations humanitaires désireuses de rouvrir leurs bureaux désertés depuis décembre, avait conduit le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire.

Sanpoudrage alimentaire

M. Bernard Kouchner, à annuier sa

mission dans la capitale soma-

Tant que les combats continuent contre les derniers fidèles de l'ex-président Syaad Barre, explique un officiel, il sera difficile de désarmer les miliciens. « Et comment accueillir de nouveaux délinquants en prison, ajoute-t-il, alors que nous n'avons pas les moyens de nourrir les détenus? »

A Mogadiscio, on s'affole à l'idée que les secours n'arrivent pas à temps et que les pénuries ali-mentaires entraînent une nouvelle vague de pillages. Les stocks épuisent et aucune livraison massive n'est en vue. Les Italiens ont opté pour le saupoudrage : quel-ques tonnes de vivres déposées, ici et là, dans les grandes villes somate la cans les grances viues soma-liennes. Incompréhensible pour beaucoup, l'attitude italienne signi-fierait, selon les observateurs, que Rome donnerait beaucoup plus si les Somaliens s'attelaient à la réu-nification du pays

nification du pays. « En ce moment, nous avons des problèmes bien plus cruciaux que la réconciliation nationale, rétorque le docteur Mohamed Daher, chargé de réorganiser les services de santé. Nous ne demandons pas que l'on reconnaisse le gouvernement provisoire mais les besoins vitaux de la

Les diplomates hésitent, eux aussi, à s'aventurer en Somalie, mais leur préoccupation se réfère aux divisions claniques plus qu'à l'insécurité. L'ironie du sort veut

gue du gouvernement soit annihi-lée par l'impossibilité de communiquer avec les autres forces politiques, notamment le Mouvement national somalien (MNS), qui contrôle le nord du pays. Le réseau téléphonique est hors d'usage et le dernier avion qui assurait les liaisons intérieures vient de tomber en

« Il nous faut un gouvernement mandaté par le peuple, insiste M. Hussein Bod, président du comité exécutif du CSU, et cette conférence de réconciliation natio-nale doit avoir lieu. » Le gouvernement provisoire, soupçonné par les autres mouvements d'être à la solde du CSU, a fini par accepter de les consulter pour fixer la date et le lieu de cette réunion, que certains voudraient voir se tenir en terrain neutre

Des voisins aux aguets

Autre sujet d'inquiétude pour les dirigeants du CSU : l'évolution de la situation à Kisimayo, le grand port du Sud, où sont retranchés les derniers fidèles de l'ex-président : ces soldats professionnels résistent faniones aux combattants interniers aux combattants de l'ex-président toujours aux combattants inexpérimentés du CSU. Et la population d'origine darod (confédération de clans opposés aux Hawiyés du CSU et aux Issaks du MNS) aurait décidé de faire front contre ces communautés rivales et de s'opposer à leur domination.

Dans les pays voisins, on suit la situation avec attention. Le Kenya a accueilli quelques boat people qui out débarqué à Mombasa,

□ CENTRAFRIQUE: nomination d'un premier ministre. - Le président ·Kolingba a nommé, vendredi 15 mars, à la tête du gouvernement, M. Edouard Frank, cinquante-sept ans, ancien ministre d'Etat chargé de la coordination du conseil des ministres et des relations avec le Parlement. Auparavant, le président assumait lui-même la direction du qu'aujourd'hui la volonté de dialo- gouvernement. « Nous devons ouvrir

alors que les dignitaires de l'ancien régime ont investi les grands hôtels de Nairobi. Mais, à Mogadiscio, on se dit préoccupé par la réserve kenyane, qui pourrait cacher un soutien non avoué aux nouveaux

la région frontalière. L'Ethiopie, qui se mésie des visées de son voisin sur l'Ogaden, n'a pas non plus réagi au changement de régime à Mogadiscio. Mais elle n'a jamais fait mystère de son soutien aux maquisards du MNS. Cherche-t-elle à exploiter l'inimitié qui oppose, au sein du CSU, le président provisoire, M. Ali Mahdi, et le général Aideed, son rival malheureux, voire à attiser la sourde concurrence que se livrent les Hawiyés et les Issaks ? Une Somalie divisée et affaiblie rassurerait le président Menguistu, qui, de surcroît, fait face, en ce moment, à une offensive générali-sée des rebelles érythréens et

rebelles qui tiennent Kisimayo et

Le gouvernement provisoire a dejà annoncé l'envoi d'une déléga-tion à Addis-Abeta puis à Nairobi. Pour l'heure, la Somalie, tournée sur elle-même, affronte des pro-blèmes plus graves que l'isolement diplomatique, à savoir la séche-resse et la disette. Le Comité international de la Croix-Rouge a déchargé 350 tonnes de vivres et de médicaments dans le port de Mogadiscio. Selon les estimations de l'UNICEF, quatre millions et demi d'autochtones ont besoin d'une aide d'urgence.

JEAN HÉLÈNE grandes les portes et procèder à un rassemblement, afin que tous les fils du pays se senient concernés par l'œuvre

a ÉTHIOPIE: les étrangers ont commencé à quitter Addis-Abeba. ~ Les familles de diplomates en poste à

mardi, par les ministres de l'éducation et de l'enseignement technique. Quant au mot d'ordre de grève générale de quarante-huit heures, que le FAR avait prévu de lancer à partir de mercredi, on ignorait encore, mardi matin, s'il serait maintenu ou non. - (AFP, lieu au nord de l'Ethiopie, a-t-on appris, samedi 16 mars, de sources diplomatiques. Dix-huit Américains et une vingtaine de ressortissants de la Communauté européenne, ont détà quitté Addis-Abeba. - (AFP.) □ GABON : le président Bongo en visite à Paris. - Le président Omar Bongo devait quitter Libreville, mardi 19 mars, et gagner Paris pour une

Dernier débat sur le Golfe avant la reprise du travail législatif

Pour la deuxième fois cette année, les députés et les sénateurs vont retrouver, mardi 19 mars, le chemin du Parlement pour une session extraordinaire. Elle les mènera jusqu'à la session ordinaire de printemps (2 avril). Les parlementaires avaient été convoqués en session extraordinaire le 16 janvier dernier pour approuver la participation de la France à la guerre du Golfe. Ils devaient, dès mardi, tirer les enseignements de ce conflit en entendant, dans l'une et l'autre assemblée, une déclaration du gouvernement suivie d'un débat sans vote. Le travail législatif commencera mercredi avec l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi instituant une péréquation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en faveur des communes urbaines défavorisées (le Monde daté 17-18 mars) et celui, au Sénat, du projet de statut de la Corse.

La scène se déroule, le 28 février dernier, dans le salon jaune de l'hôtel Matignon. C'est la dernière réunion d'information sur le Golfe entre le premier ministre, ses conseillers et les délégations de parlementaires qui, durant toute la guerre du Golfe, ont obtenu, ainsi, une information privilégiée et confidentielle. L'heure est aux

Le Sénat devait examiner en

première lecture, mercredi

20 mars, le projet de loi portant

statut de la collectivité territo-

riale de Corse, adopté le

24 novembre dernier par l'As-

semblée nationale. Lundi

18 mars, M. Philippe Marchand,

ministre de l'intérieur, a indiqué

qu'il entend défendre « sans

aucun état d'âme » l'article pre-

mier du texte, qui introduit « la

notion absolument nécessaire »

de « peuple corse », contestés

Le Sénat souhaitait prendre son temps pour examiner le projet de

loi réformant le statut de la Corse.

Les circonstances l'auront servi au-delà de ses espérances. Le rappor-

teur du projet, M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), pré-sident de la commission des lois,

avait obtenu un premier sursis

en décembre dernier. Les événe-

ments du Golfe, en repoussant la

session extraordinaire prévue à cet effet à la fin du mois de janvier,

En trois mois, le contexte a évo-lué. En Corse, la tension née de la

vague d'assassinats de l'automne

est retombée. A Paris, M. Pierre Joze, qui s'était considérablement

investi dans le dossier, a cédé la

place à M. Marchand, et l'opposi-

tion fourbit ses armes en vue de la

bota ille qui s'annonce pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement. La tâche du nou-

veau ministre de l'intérieur n'en sera pas pour autant facilitée. Vou-loir «étudier un texte au fond», en langage sénatorial, doit se com-

prendre comme une façon bon-

homme de s'opposer fermement au

La majorité sénatoriale, qui s'en tient volontiers, au sujet de la

Corse, à un discours sécuritaire,

ont fait le reste.

par la majorité sénatoriale.

An Sénat

La majorité est hostile

au projet de statut de la Corse

ses droits », souligne M. Michel Rocard après cette longue pause consensuelle. « Oui, on va se refoutre sur la gueule », plaisante le pré-sident du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua. « J'ai été heureux de la façon dont nos réunions se sont déroulées et de la manière dont chacun s'est comporté ». reprend le premier ministre, en sonlignant la qualité des échanges et le respect par tous de la règle du

L'opposition va-t-elle chercher à rompre le «charme» d'antant plus brutalement qu'elle a été contrainte à une cure de silence? Le RPR a déjà annoncé une « bataille d'amendements » contre le projet de M. Michel Delebarre sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF). M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a donné le ton en annoncant que le temps du consensus est « terminé ». « Nous voulons apparaître, a-t-il déclaré, comme l'élèment dynamique au sein de l'opposition pour dénoncer la politique économi-que et sociale [du gouvernement]. »

L'examen du projet de réforme de l'administration territoriale, celui, en seconde lecture, du statut de la Corse, la réforme du mode de scrutio régional fourniront matière à affrontements. Pour autant, il n'est pas sûr que le débat dérape dans l'hémicyle, ni que le RPR, toujours en pointe des chevau-légers de l'opposition depuis juin 1988, soit suivi sans ciller par les troupes UDF et UDC.

n'éprouve guère d'attraits pour

cette réforme du statut, perçue comme un cadeau fait à la mino-

rité nationaliste. Conformément au

souhait de M. Larché, une déléga-

tion de sénateurs de la commission des lois s'est rendue en Corse à la

mi-janvier, soit au plus fort de la

crise du Golfe. Le moment était

mal choisi. Après avoir entendu

plusieurs acteurs institutionnels de l'île, la mission, d'ailleurs dédai-

gnée par les élus nationalistes,

devait regagner précipitamment

Paris au bout de quarante-huit

heures, pour cause de session extraordinaire du Parlement.

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les hommes politiques ont plutôt « redoré leur blason », ces derniers temps, grâce à leur attitude pendant la guerre du Golfe. Nombreux sont les parlementaires, de droite comme de gauche, qui souhaitent préserver ce control en évitant par exercel de capital, en évitant, par exemple, de donner de nouveau le spectacle souvent piteux des séances de questions d'actualité du mercredi.

L'UDF a publié, au début du mois de mars, un communiqué précisant qu'elle entend o conduire sa mission d'opposition et de proposition en gardant un ton mesuré, cohérent avec son attitude pendant la crise internationale». Les adhérents directs de la confédération, par la bouche de M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Es-sonne, ont émis le souhait de voir le débat politique conserver la « dignité » observée tout au long de la crise du Golfe. M. Raymond Barre, tout en exprimant des réserves sur les trois textes qui viendront en discussion lors de la session extraordinaire, déclare, dans le numéro de mars du mensuel Vie publique, qu'il a'y est pas

> « Poser les vraies questions»

Les centristes se félicitent de ces propos, qui les confortent dans eur souci ancien d'avoir, face au gouvernement, une attitude d'op-position « constructive ». Conforlaire maintenant bien rodée, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a présenté à l'avance les amendements au pro-jet de DGF dont dépendra le vote final de ses amis. A Matignon, on se dit, bien sûr, ouvert à la discus-sion. M. Charles Millon, président du groupe UDF, n'écarte pas, quant à lui, la possibilité d'aboutir à des « convergences ».

Elles sont selon lui envisagea. bles sur les dossiers de l'immigration, de l'éducation ou de la politique de la ville, mais à condition que le gouvernement « pose les vraies questions et accepte le débat », insiste-t-il. Très sévère pour le premier ministre, qu'il accuse de vouloir aseptiser toute discussion, il estime qu'une saine confrontation permettrait à chacun de trouver ses marques. «S'il y avait un premier ministre comme M. Joxe, dit-il, on se e beugnerait v, mais, au moins, les débats seraient francs et constructifs. »

Le premier ministre devra, une nouvelle fois, jouer sur des majorités variables pour faire adopter ses projets. Sa situation n'a jamais été confortable depuis juin 1988, mais il est parvenu, jusqu'à présent, à faire passer ses textes en n'utilisant que modérément, quoi qu'on en dise, le fameux article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité). La dernière session a montré que la conjonction des contraires (UDF-RPR-UDC-PCF) dans le vote d'une même motion de censure ne suffit pas à menacer l'existence du atouts face à ceux que l'on présente, ici ou là, comme ses successeurs potentiels. Le gouvernement n'a nas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais il y a des « majorités Rocard » de substitu-

Les difficultés viendront-elles des rangs du groupe socialiste? Certains amis de M. Jean-Pierre Chevènement ont «franchi le Rubicon», le 16 janvier, en ne votant pas la déclaration du gouvernement ou en s'abstenant. Sur plusieurs dossiers, celui des

déjà marqué nettement leur différence. Poursuivront-ils dans cette voie? La convention nationale du PS des 6 et 7 avril permettra peut-être d'y voir plus clair en attendant un éventuel retour au Parlement de M. Chevènement.

Pour provoquer une législative partielle, sa suppléante, Mmc Gilberte Marin-Moskovitz, est toute disposée à se démettre de son mandat des qu'on le lui demandera.

PIERRE SERVENT

M. Michel Rocard « espère » ne pas recourir au « 49-3 »

M. Michel Rocard a indiqué, deuxième) afin de sortir d'un étai lundi 18 mars, sur Antenne 2, qu'il souhaite trouver « la majorité la plus large» pour voter le projet de loi sur la réforme des finances communales. Le premier ministre « espère » qu'il pourra éviter d'avoir recours à l'article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité du gouvernement), pour faire passer ce projet, mais il ne fera *a pas de compromis »* sur l'enveloppe financière de la « redistribution nécessaire » qu'il attend du vote de ce texte pour mettre en œuvre la solidarité entre communes riches et communes pauvres (400 millions de francs la première

année, I milliard de francs la

negligeable, puisqu'il s'agit de convaincre George Bush de la nécessité d'un pole européen de

défense permettant de refonder

l'alliance sur une base paritaire, s'explique en grande partie par les

circonstances. Mais, d'inflexions

en inflexions, il est clair que la politique extérieure d'aujourd'hui

a peu de choses à voir avec ce qu'elle était il y a dix ans.

Dix ans pour se défaire de l'ha-bit imposé par de Gaulle, pour se

dégager des obligations gaullistes et pour pouvoir imprimer sa propre

marque. Dix ans aussi pour se

de fait « scandaleux ». Interrogé sur le fait que cette session allait entraîner la fin du consensus et la reprise des « affrontements » politiques, M. Rocard, après avoir rendu hommage à l'« esprit de responsabilité » des élus et de l'ensemble de la population pendant la guerre du Golfe, a affirmé : « Depuis quand est-ce que les Parlements de la planète

devraient être unanimes pour que l'on soit content? En démocratie, il est logique que l'on discute. Je vous signale (...) que les Parlements, cela succède à l'arbitraire des rois et des empereurs.»

sens, allant précisément dans le bon sens, et avec beaucoup d'allant, il est possible de faire face à un enjeu central de la société française. De ce point de vue, l'exemple de M. Delebarre, affrontant le problème de la ville en même temps qu'une bataille politique à nartir d'un constat, et de mesures d'urgence, devrait être médité par le premier ministre.

Quant au président qu'un certain nombre de socialistes regardent aujourd'hui comme Léon Blum regardait Georges Clemenceau, c'est-à-dire « au premier chef comme l'incarnation de la raison d'Etat et du fait du prince », il lui menace souterraine, mais réelle Lui qui sait, en tous domaines, selon une formule qu'il a rendue célèbre, « donner du temps au temps », il ne peut pas ne pas voit - hélas! - que le cours inexorable du temps lui enlèvera, et ce chaque année qui le rapprochera de la fin de son septennat, une parcelle, puis une autre, de son autorité. Il lui faudra donc, à un moment ou à un autre, chercher à transformer son avantage actuel en proposant un changement, voire un choc élec-

A moins qu'il ne continue mais cela lui a-t-il si mal réussi? -de « prendre l'Histoire comme elle

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Selon le sondage JPSOS publié par

□ M[™] d'Ornano candidate à Tronville. – M≖ Anne d'Ornano, maire (UDF-PR) de Deauville, a annoncé, lundi 18 mars, qu'elle sera candidate à l'élection cantonale partielle qui devra être organi-sée, probablement le 14 avril, dans le canton de Trouville, à la suite

du décès de son mari, Michel d'Or-

En vente chez votre libraire spécialisé

nano. - (Corresp.)

Les habits neufs de François Mitterrand

Contentons-nous d'observer que la guerre a porté un coup mortel à quelques mythes nationaux qui semblaient tenir encore debout, qu'ils appartiennent à la gauche (l'anti-impérialisme, en l'espèce l'anti-américanisme, et sa version positive, le tiers-mondisme), à la droite (l'indépendance nationale, la politique dite arabe de la France), on au centre (la perspec-tive d'une Europe supra-nationale). Non pas qu'il faille imaginer M. Mitterrand tapi dans l'ombre, attendant le moment où il pourrai enfin liquider un héritage pesant, celui du général. Plus sûrement, la guerre a jeté

une lumière crue sur une certaine réalité. La référence au gaullisme devient en effet de plus en plus his-

torique, elle est de moins en moins

opérationnelle, elle ne fonctionne plus comme un interdit, pas plus

qu'elle n'est une occasion de cli-

vages internes (autres que margi-

naux), qui obligerait à continuer de s'en réclamer. Si bien que se

renouvellent sous nos yeux la

conception de la relation avec les Etats-Unis, comme la vision que

l'on a de l'ONU; l'idée que l'on se

fait des rapports avec les pays arabes, comme la vision que l'on

peut avoir de la construction euro-péenne, pour ne citer que ces quel-

Le soutien

à l'Amérique

and joue sans complexe le soutien

rand Joue sans complete le soutent à l'Amérique, qui est une constante personnelle, quand de Gaulle lui opposait un démarquage quasi sys-tématique. Mais outre que George

Bush n'a rien à voir avec Lyndon

Johnson, l'opinion française elle-même, tous électorats confon-

dus, est devenue majoritairement

pro-américaine (1). Le tournant prend ainsi tout son sens, car si la

Les Etats-Unis? François Mitter-

Le rapport adopté la semaine dernière en commission des lois vide en partie de son sens le proiet de loi. En s'opposant à une refonte des listes électorales, en refusant l'existence d'un véritable pouvoir exécutif et en réécrivant entièrement le fameux article premier du projet, relatif au « peuple corse » (le Monde du 15 mars), M. Larché fait la part belle aux revendications d'un des détracteurs les plus obstinés du projet, M. François Giacobbi, sénateur (Rass. dem.) de Haute-Corse, qui s'est beaucoup dépense pour convaincre ses collègues de la justesse de ses vues. La portée du projet devrait donc être singulièrement atténuée après son passage à la «moulinette» sénato-riale.

Cependant, l'opposition, très lar-gement majoritaire au palais du Luxembourg, ne parlera pas d'une seule et même voix. Une autre mission, composée de deux sénateurs centristes, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudloff (Bas-Rhin), a retiré de son voyage en Corse des enseignements plus nuancés, mais ces quelques réserves ne devraient pas ébrécher la majorité sénatoriale.

GILLES PARIS

France officielle espère, par ce jeu, exercer une influence sur la ligne américaine, la France profonde ne distingue plus fondamentalement les deux pays. Sans doute faut-il y voir le résultat des puissants mou-vements d'unification culturelle, et bientôt d'homogénéisation idéologique, qui ne suppriment pas la réalité des conssits d'intérêts (comme le montrent les négocia-tions dans le cadre du GATT),

> Deux réponses possibles

L'ONU? Le « machin » brocardé par le général est devenu l'un des axes de la politique du pays accro-chée à cet attribut de la puissance - au demeurant aussi réel que le deutschemark - qu'est le siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Au-delà, les Nations unies sont le lieu où se forge l'état de droit international qui est, là encore, une vue constante chez François Mitterrand, et qu'il peut désormais afficher sans complexe.

L'Europe? La France s'était arcboutée sur la construction communautaire des Douze pour y intégrer, et donc y tempérer, ce qui devait être la surpuissance alle-mande. Aujourd'hui, la guerre a dissipé l'illusion d'un rapport de forces tout entier favorable à l'Allemagne, celle-ci étant absorbée par sa propre unification: M. Mit-terrand joue done plus « national » et moins « supra-national ». Il dévoile en fait sa propre inclina-tion, qui n'est pas fédérale, mais qui sera peut-être un jour confédé-

L'indépendance enfin? La conscience des interdépendances multiples et variées conduit à la recherche de nouvelles solidarités. qui ne sont pas exclusives d'une récile autonomie.

Ce nouveau cours, qui comporte d'ailleurs un volet OTAN non

défaire de ce qui apparaîtra peut-ètre, avec le recul, comme une parenthèse, de Mitterrand premier secrétaire du PS, faisant un bout de chemin avec la vulgate marxiste ser large - et à gauche - dans la conquête du pouvoir. Encore faut-il, comme aurait dit un personnage décidément célèbre, que « l'intendance suive ».

L'intendance, ce sont les moyens de cette politique mitterrandienne enfin révélée. Or a tenir son rang », c'est * tenir le franc »! Une mon-naie forte, une inflation qui pourrait bien être inférieure à celle de l'Allemagne - les experts apprécieront, - une économie ouverte, donc libérale : tous ces ingrédients restent nécessaires. Mais comment conserver le soutien des milieux financiers internationaux sans continuer sinon de contrarier, du moins de faire attendre les urgences sociales? Et comment

> « Raison d'Etat et fait du prince »

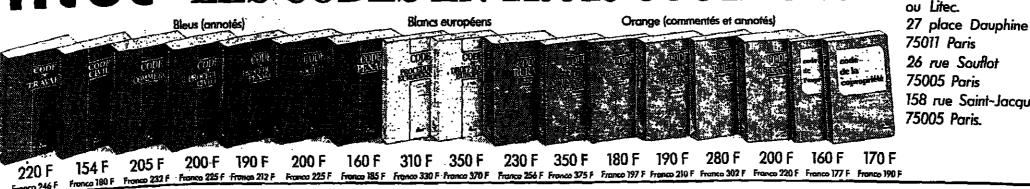
sans changer de politique?

diable imprimer un a nouvel élan »

Il y a en théorie deux réponses possibles : soit en changeant de premier ministre (mais ce demier n'est-il pas l'honnête courtier de cette politique qui réussit si bien au président?); soit en changeant de discours (une pratique conservatrice tempérée par de bonnes paroles, ou par les bonnes œuvres, diront les méchantes langues).

En attendant que les contours de ce « nouvel élan » soient définis par le principal intéressé, il n'est pas d'observer qu'avec quelques mesures de bon

LES CODES EN TROIS COULEURS



75005 Paris 158 rue Saint-Jacques 75005 Paris.

Le RPR et le PR minimisent la portée du résultat de Biarritz

M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, a regretté, lundi 18 mars sur Radio-Monte-Carlo, la défaite de l'ancien maire de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), M. Bernard Marie (RPR), large-ment devancé, la veille, au second tour de l'élection municipale anticipée, par le premier adjoint sor-tant, M. Didier Borotra (UDF-CDS). Il a affirmé que ce scrutin n'était pas « une affaire entre partis ou à l'intérieur de l'opposition ». Scion M. Toubon, «il ne faut pas lui accorder la signification politique nationale qu'il n'a pas v.

Pour sa part, le Parti républicain a indiqué qu'« il aurait préféré voir la victoire d'un maire qui n'appar-tienne pas à la minorité autono-

HERAULT: Cournouterral (2º tour).

Inscr., 2 587; vot., 2 066; abst., 20,13 %; suffr. expr., 1 986. Liste div., conduite par M. Jean Réginard, 1 171 voix (58,96 %), 22 sièges (22 div.); liste conduite par M. Guy Régis, PS, m. s., 815 voix (41,03 %), 5 sièges (4 PS et 1 div. e.).

Ce scrutin a été rendu obligatoire ar une série de démissions en chaîne par une série de démissions en chame de colistiers de M. Régis et des cinq conseillers dus sur une liste adverse es 1989, en désaccord avec le maire sur l'endettement de la commune. Pour le second four, la liste de M. Réginard accueillait des candidats qui figuraient accueillait des candidats qui figuralent sur la liste de M. Joulié (ce dernier n'était plus candidat) au prémier tour. Les résultats du premier tour étalent les saivants : inscr., 2 586; vot., 1 921; abst., 25,71 %; suffr. expr., 1 852. Liste conduite par M. Guy Régis, PS, m. s., 641 voix (34,61 %); liste div., conduite par M. Jean Réginard, 627 (33,85 %); liste div., conduite par Effenne Joulié, 584 (31,53 %).

Effenne Jouilé, 584 (31,53 %).

Au premier tour de 1989, la liste
d'union de la gauche conduite par le
maire sortant, M. Gay Régis, PS, avait
obtenu 1 116 voix (58,76 %) et
22 sièges (2 PC, 7 PS et 13 div. g.)
contre 783 (41,23 %) et 5 sièges (1 PC,
2 div. g., 1 RPR et 1 div. d.) à la liste
conduite par M. René Sarabia, div. g.
Il y avait en 1 899 suffrages exprimés
et 2 626 votants (soit 20,95 % d'abstention) ser 2 563 inacrits.]

MOSPILE : Mantieux lès Mage

MOSELLE: Montigny-lès-Metz

Inscr., 16 388; vot., 9 073; abst., 55,36 %; suffr. expr., 8 621. Liste UDF conduite par M. Raymond Doerflinger, UDF-CDS, m. s., 4 620 voix (53,59 %), 27 sièges; liste du PS conduite par M. Daniel

miste basque renforcée des électeurs socialistes ». Le PR souhaite que « le cas de Biarritz constitue une exception et non un précédent ». M. Gérard Longuet, président du PR. avait participé, à la veille du second tour, à une réunion publique de soutien à M. Marie, en compagnie de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui avait dénoncé « l'alliance scandaleuse » pratiquée par M. Borotra, à la tête d'une liste comprenant des nationalistes basques, ce qui relevait, selon lui, d'un « comportement irresponsable ». MM. Juppé et Longuet étaient les seuls dirigeants politiques nationaux à s'être rendus à Biarritz pour cette campagne électorale.

Contini, PS, 1417 (16,43 %), 3 sièges (3 PS); liste RPR conduite par M. François Zieger, RPR, 1390 (16,12 %), 3 sièges (3 RPR); liste du Front national conduite par M. Jean-Marie Nicolay, Front national, 705 (8,17 %), 1 siège (1 Front national); liste du PC conduite par M. Joël Grosjean, PC, 489 (5,67 %), 1 siège (1 PC).

[La liste conduite par le maire sor tant, M. Raymond Doerflinger (UDF-CDS), obtient au presider tour la majo-rité absolue en dépit de la présence de quatre autres listes. Ce scrutia était rendu obligatoire par la démission du maire sortant et d'une partie de son conseil municipal à la suite de dissen-sions au sein de la majorité UDF-

La liste conduite par M. François Zieger (RPR), ancien adjoint, arrive en troisième position derrière celle du PS qui perd 7,5 points par rapport au scrutin de mars 1989. Le Front autional est en recul de quatre points.

En mars 1989, la liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Door-flinger, UDF, avait devancé avec 5 219 voix (57,72 %) et 28 sièges (6 UDF, 4 RPR et 18 div. d.) la liste du PS conduite par M. Daniel Contini qui, avec 2 170 voix (24 %), avait obtenn 4 sièges. La liste du Front national. conduite par M. Jean-Marie Nicolay, neiHi 1 106 voix (12,23 %) et 2 sièces (1 Front national et 1 div. d.) et celle du PC conduite par M. Joël Il y avait eu 9 041 suffrages exprimés et 9 392 votants (soit 40,97 % d'abs-tention) sur 15 911 inscrits.]

Devant le congrès du RECOURS-France

Le délégué aux rapatriés agite la menace de sa démission

de notre correspondant régional

Lors du premier congrès national du RECOURS-France (Rassemblement et coordination unitaire des Français rapatriés et de métropole), samedi 16 mars, à Cannes, M. Maurice Benassayag, délégué du gouvernement chargé des rapa-triés, a menacé de se démettre de ses fonctions au cas où il n'obtiendrait pas du gouvernement une amélioration de la loi d'indemnisation de 1987. « Une délégation de rapatriès doit être reçue d'ici à une semaine par le premier ministre, a-t-il indiqué. Si le gouvernement devait donner des réponses négatives ou dilatoires aux problèmes posès, je ne continuerais pas la mis-sion qui m'a été impartie.»

M. Benassayag, qui s'est donné « jusqu'à l'été » pour prendre sa décision, estime que, « le temps passant, le dossier des rapatriés risoue d'avoir de moins en moins de

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 60 F (umbres & 2,30 F ou châque) A APRÈS DEMARIL 27, me Jean-Dolant 75014 Paris, en spécifient le dossier demandé ou 150 F pour l'abonne annual (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratoit de ce numéro

1. 1

défenseurs dans l'administration comme parmi les élus ». « La dernière loi d'indemnisation, a-t-il souligné, doit permettre, à l'échéance de 1995, d'apurer la situation de 85 % des deux cent mille rapatries indemnisables, mais il reste encore de trois cents à auatre cents dossiers en suspens, qui ne peuvent être résolus que d'une manière sociale. » « Or, a-1-il ajouté, la loi coûtera moins cher que prévu. Entre les 30 milliards de francs votés et les indemnités qui ont été calculées par l'ANIFOM, il y a un boni de 3 milliards de francs. Je demande donc au gouvernement de maintenir son effort et

sonnes ágées.» Lors de la réunion de son conseil national, le RECOURS-France a lance un appel au gouvernement pour obtenir l'abrogation des accords d'Evian des 18 et 19 mars 1962, «un traité, a déclaré M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement, qui est un véritable déni de justice, toujours violé, toujours bafoué ».

d'accélèrer l'indemnisation des per-

GUY PORTE

L'« officiel » du vingt-septième congrès du PCF. – Le mensuel politique et théorique du comité central du PCF, les Cahiers du communisme, public, dans un numéro spécial daté janvier-février 1991, l'intégralité des interventions publiques faites par les délé-gués et les dirigeants au vingt-sep-tième congrès du parti, qui s'est déroulé du 18 au 22 décembre dernier. Cet ouvrage (536 pages, 150 francs) est disponible au siège du PCF, 2, place du Colonel-Fa-

Le Monde et SPECTACLES

bien, 75019 Paris.

Les élections territoriales en Polynésie française Le grand retour de M. Flosse

Les élections territoriales organisées dimanche 17 mars en Polynésie française sont un succès pour M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique dans le gouvernement de M. Jacques Chi-

de nos envoyés spéciaux

M. Gaston Flosse est aux anges. Il

promène un sourire radieux parmi

la foule de ses amis, qui fait la fête

autour de lui. Dans son sillage, les

fleurs tahitiennes qu'il porte en

colliers exhalent un parfum

enivrant. L'ancien secrétaire d'Etat

a bien fait les choses en cette soirée

du dimanche 17 mars, qui voit

basculer la majorité politique de la

Polynésie française. Il a fait instal-

ler un écran géant dans sa rési-

dence d'Erima, sur les hauteurs de

Papeete, et chacun peut y savourer

son triomphe au fur et à mesure

que RFO détaille les résultats des

Ses militants ont, en effet, de

quoi être beureux. M. Flosse appa-

raît bel et bien comme le grand

vainqueur du scrutin. Son parti, le

Tahoeraa Huiraatira, disposera de

dix-huit sièges sur quarante et un

au sein de la nouvelle Assemblée

territoriale, alors qu'il n'en déte-

nait que dix dans l'Assemblée sor-

tante. Certes, son score est en recul

de plus de trois mille voix et de

8,70 points par rapport aux élec-

tions de 1986, mais personne ne

semble pouvoir l'empêcher de

reprendre le contrôle des pouvoirs

législatif et exécutif du Territoire.

de former un gouvernement

d'a ouverture ». Il sait qu'il devrait

facilement trouver les trois voix

d'appoint qui lui permettront de

disposer d'une majorité absolue.

Le nouveau statut du Territoire lui

facilitera même les choses, puis-

qu'il prévoit que si le président du

gouvernement est élu par l'Assem-blée, il nomme seul, en revanche,

Les listes de ses deux adversaires

de l'Union polynésienne,

Les principaux

résultats globaux Les résultats sur l'ensemble du

Inscrite 109 462 - votante 85 755 -

abstention; 21,65 %; suffrages expri-més, 84 798. Il y avait quarante et un

- Listes du Rassemblement pour le

peuple, présentées par M. Flosse,

ancien secrétaire d'Etat, et apparen-tées au RPR. 26 639 voix, 31,41 %,

- Listes de l'Union polynésienne,

présentées par le président de l'assem-blée sortante, M. Juventin, et le prési-

dent du gouvernement en exercice, M. Léontieff, député non inscrit,

- Listes de Patrie nouvelle, présen-

tées par M. Vernaudon, député non inscrit, 10 414, 12,28 %, 5 ELUS.

- Listes du Front indépendantiste

de libération de la Polynésie (FLP) présentées par M. Temaru, 9 693, 11,43 %, 4 ELUS.

Les autres listes, ayant recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés, n'ont pas été admises à participer à la

Les résultats par archipels :

Hes resistats par archipes:

Hes du Vent (22 stèges): inscr,

79 653, vot, 61 073, abst; 22,32 %,

suffr. expr., 60 312. Rassemblement
pour le peuple, 17 779 voix, 29,47 %,

8 ELUS; Union polynésienne,

13 262, 21,98 %, 6 ELUS; FLP,

8 326, 13,80 %, 4 ELUS; Patrie nou
velle, 7 980, 13,23 %, 4 ELUS.

Iles Sous le Vent (8 sièges): inscr., 15 026, vot., 12 303; abst., 18,44 %, suffr. expr., 12 185. Rassemblement pour le peuple, 4 276, 35,09 %, 4 ELUS; Union polynésienne (deux listes complémentaires), 3 303, 27 10 %, 4 ELUS

Trametu-Gambier (5 sièges): inscr., 6 627, vot., 5 698; abst., 14,01 %, suffr. expr., 5 664. Rassemblement pour le peuple, 1 883, 33,24 %, 3 ELUS; Union polynesienne (deux listes compièmentaires). 1 820

listes complémentaires), 1 820, 2 ELUS.

Marquises (3 sièges): inscr., 4 223, vot., 3 518; abst., 16,69 %; suffr. expr., 3 500. Rassemblement pour le peuple, 1 652, 47,20 %, 2 ELUS; Union marquisienne, 601, 17,17 %,

Australes (3 sièges): inscr., 3 873; vot., 3 163; abst., 18,33 %; suffr. expr., 3 137. Rassemblement pour le peuple, 1 049, 33,43 %, 1 ELU; Union polynésienne, 751, 23,94 %, 1 ELU; Patrie nouvelle, 576, 18,36 %, 1 ELU.

19 737, 23,27 %, 14 ELUS.

répartion des sièges.

27,10 **%,** *4 ELU*S.

ses ministres.

sièxes à pourvoir.

Il parle déjà, très sobrement, -

élections territoriales.

rac, dont les listes ont obtenu dix-huit des quarante et un sièges à pourvoir. M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a déclaré, lundi, que ce scrutin, qui n'a « pas permis

MM. Jean Juventin, maire de Papeete, président de l'Assemblée sortante, et Alexandre Léontieff,

président du gouvernement local, sont nettement distancées. Elles ne conservent que quatorze sières. après en avoir perdu neuf dans la bataille. Même si le président du Aia Api, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, qui a tiré son épingle du jeu en enlevant cinq sièges, essayait, contre toute attente, de voler au secours de MM. Juventin et Léontieff, qui l'avaient évincé de leur gouvernement l'an dernier, cela ne suffirait pas à éviter le jeu de l'alternance.

Hurler avec les loups

M. Flosse déguste sa revanche. Parti très tôt en campagne, il s'était juré de se venger de M. Léontieff, ce jeune professeur d'économie qu'il avait couvé en politique, qu'il considérait comme son fils spirituel et qui avait osé le trahir, il y a trois ans et demi, au lendemain de la nuit d'émeute du 23 octobre 1987, pour former son propre gouvernement avec l'appui des pires ennemis politiques de l'ancien secrétaire d'Etat.

Il ne lui pardonnera rien. Et sur-

tout pas d'avoir hurlé avec les loups en ayant, ensuite, constitué une commission d'enquête, puis saisi la justice, en 1988, jusqu'à provoquer son inculpation pour ingérence, à une époque où les plaintes s'accumulaient contre lui à propos de certaines interférences entre ses mandats publics et ses intérêts privés. Il fera tout pour le faire choir également de son siège de député et infliger ainsi un piedde-nez aux socialistes parisiens qui s'étaient réjouis de son renverse-

l'émergence d'une majorité», traduit un

l'éponge sur le comportement de l'autre député non inscrit du Territoire, M. Vernaudon, qui n'a pas été en reste avec M. Léontieff lorsqu'il s'agissait de le clouer au pilori, et qui a même présidé ladite commission d'enquête. Aujourd'hui, M. Vernaudon fait figure d'allié potentiel. Même si la percée

du maire de Mahina reste limitée,

l'ancien secrétaire d'Etat présère

pour l'instant le ménager.

M. Flosse ne sait pas encore, en ce dimanche soir, que la chambre d'accusation de Paris, saisie de toutes ces plaintes par la Cour de cassation, s'apprête, après avoir ordonné deux non-lieux, à l'envoyer devant le tribunal correctionnel pour l'achat litigieux d'une parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Il ne se doute pas qu'elle va aussi demander, lundi, un supplément d'information dans une autre affaire, où il est accusé d'avoir fait aménager l'une de ses autres résidences, sur l'île de Huahine, aux frais du Territoire (lire ci-dessous). Le saurait-il qu'il s'en moquerait sans doute. Le verdict des urnes ne le lave-t-il pas, en quelque sorte, de ces soupçons? Sa victoire ne prouve-t-elle pas que ses électeurs font litière de ces «affaires»?

Ambiguité de la nouvelle répartition

Rien, ce soir ou demain, ne pourra

altérer le bonheur de «Gaston».

MM. Juventin et Léontieff, eux, ce soir, jouent les fantômes. On ne les verra pas commenter leur déconfiture. La déconvenue est particulièrement cruelle pour le président du gouvernement sortant. Malgré le soutien du gouvernement central, M. Léontieff, de toute évidence, a dilapidé en trois

félicité, pour sa part, de l'« indéniable succès » de M. Flosse, qui, assure-t-il, « conduira son action dans le seul intérêt de la Polynésie et de la France».

A la rigueur, M. Flosse passera ans tous les atouts personnels et politiques qu'il avait en sa posses sion au moment de son installation à la tête de l'exécutif territorial. Le maire de Papeete, lui, semble victime de l'usure du pouvoir, bien que la liste de l'Union polynésienne ait devancé à Papeete celle de M. Flosse (32,25 % contre 24,74 %). Beaucoup des militants du Here Aia, son parti, n'ont pas suivi ses consignes de vote.

Une autre figure polynésienne est désavouée par le corps électoral: M. Jacqui Drollet, chantre, longtemps, d'un indépendantisme pragmatique et qui participait au gouvernement de M. Léontiess en qualité de ministre de la santé. Son parti, le la Mana, disparaît brutalement du devant de la scène où il n'a plus un seul éin. Quant au président du Tavini Huiraatira No Te Ao Maohi, M. Oscar Temaru, maire de Faaa, président du Front de libération de la Polynésie, il se montre discret, lui aussi, mais ses quatre élus et ses scores parlent d'eux-mêmes.

これには、一人というは、日本のでは

Pour être relative, sa progression n'en est pas moins spectaculaire : il a donblé ses voix en cinq ans, gagné deux sièges et, fort de sa présence dans tous les archipels, il représente, désormais, 11,43 % du corps électoral, soit un gain de 5,03 points. Avec M. Flosse, M. Temaru est l'autre lauréat de

Ce constat illustre l'ambiguité de la nouvelle répartition du jeu politique. La nouvelle donne résuite d'une apparente volonté de changement, dont la première conséquence est, paradoxalement, la remise en selle d'un vieux «cheval de retour » L'expression il est vrai, n'a aucun équivalent en poly-

ALAIN ROLLAT et MICHEL YTENGKOW

La guerre du golf de Moorea

ILE DE MOOREA

de notre envoyé spécial

lci, quand on change de parti, on change de chemise. En ce dimanche 17 mars, le maire de Moorea, M. Pierre Dehors, portait une chemise bleue, la couleur du Aia Api, la formation du maire de Mahina, M. Emile Vernaudon, auquel il s'est rallié l'an demier après avoir rompu avec le Here Aia, le parti du maire de Papeete, M. Jean Juventin.

Et l'on voyait beaucoup de bleu aux alentours de l'école maternelle de Haapiti, où avait été installé le cinquième des six bureaux de vote de l'île sœur de Tahiti, qui compte cinq mille trois cent quatre-vingt-trois électeurs pour neuf mille trente-deux habitants.

Reconnaissables à leurs teeshirts bicolores jaune et violet, les partisans de l'Union polynésienne, dont la liste était conduite par M. Juventin et par le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léontieff, faisaient plutôt grise mine. La couleur orange, distinguant les militants du Tahoeraa Huiraatira, que préside l'ancien secrétaire d'Etat (RPR), M. Gaston Flosse, était peu portée dans ces parages. M. Dehors, en troisième position sur la liste de M. Vernaudon, affichait le comportement tranquille d'un candidat sûr de son succès dans son fief.

Cela n'avait pas été sans mal. Le maire de Moorea s'était vu. d'abord, accuser per ses adversaires de ditapider les biens communaux à des fins électoralistes sous prétexte qu'il distribuait

beaucoup de tôles et d'autres matériaux de construction à certains nécessiteux. « Depuis que j'ai été élu, je pratique beaucoup l'aide sociale, mais je le fais, chaque fois, sur la base d'une enquête qui indique si le demandeur est vraiment dans le besoin. explique ce Polynésien de la troisième génération, dont la peau claire et les yeux bleus trahissent les ascendances normandes. Pour ne pas faire d'histoires, un mois avant les élections j'ai tout arrêté, en expliquant aux gens pourquoi je le faisais, et tout le monde a bien compris. »

Débroussaillage militant

M. Dehors a vu, ensuite, débarquer à Moorea, deux mois avant les élections, les services territoriaux de l'équipement, diligentés par MM. Juventin et Léontieff, à grand renfort de publicité, pour consolider plusieurs routes et plusieurs ponts privés, à l'intérieur de l'île, alors que son conseil municipal réclamait en vain ces traveux depuis très long-

«Là encore, dit-il, les gens ont vu la manœuvre. » Le maire de Moorea a trouvé la parade en louant à son état-major de campagne l'un des engins du service d'équipement municipal pour des opérations de débroussaillage militant au bénéfice des électeurs

Enfin et surtout, il y a eu le dernier épisode de la « guerre du golf». Les supporters du tandem Juventin-Léontieff ont diffusé un

Barrier and the Carlotte of th

pai de Moorea la responsabilité d'avoir autorisé la création, par des investisseurs japonais, d'un golf à dix-huit trous de 137 hectares sur les rives de la célèbre baie de Cook.

Or ce projet est vivement contesté par les habitants de ce site. M. Dehors a répliqué en faisant circuler des photocopies d'un arrêté du 19 décembre 1990, prouvant que la responsabilité de cette autorisation incombait, en vérité, au président du gouvernement territorial, M. Léontieff en personne.

Puis, il a contre-attaqué en précisant que l'avis favorable de son conseil municipal avait été assorti de conditions draconiennes. Dernière revendication du maire : le classement de Moorea en île à vocation touristique.

Il y a eu foule au bureau de vote. L'office religieux terminé, les fernmes aux grands chapeaux de paille et aux longues robes blanches sont venues grossir la file d'attente devant la table où étalent disposés les bulietins de vote aux couleurs de chacune des vingt listes en présence dans la circonscription des lles-du-Vent. Le maire de Moorea les a accueillies avec un sourire radieux : les pasteurs de l'Eglise évangélique venaient de prendre position en sa faveur dans sa ¢guerre du golf ».

« Si notre terre nous fait défaut. affirmait le poème qui concluait leur pétition, nous ne serons, alors,. que des orphelins. » Avec ce renfort, M. Dehors a été élu sans coup férir.

□ Non-lieu partiel et renvoi en cor-21 septembre 1989, M. Flosse était rectionnelle pour M. Gaston Flosse. - La chambre d'accusation accusé d'avoir autorisé la construction, aux frais du territoire, en de la cour d'appel de Paris a rendu, lundi 18 mars, un arrêt de 1987, d'une route destinée à des-servir sa propriéré (le Monde du non-lieu partiel en faveur de 23 septembre 1989). Cette affaire a bénéficié d'un non-lieu mais la M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud et ancien président du gouverchambre d'accusation a renvoyé M. Flosse devant le tribunal cornement du territoire de Polynésie française. Inculpé d'ingérence le

parcelle de terrain jouxtant sa propriété. Enfin, la chambre d'accusation a demandé un supplément d'information au sujet des aménagements réalisés aux frais du territoire par M. Flosse dans sa propriété de Paréa en 1986. notamment un parking et rectionnel pour l'achat à une l'«enrochement» d'une plage atte-

M. Flosse

1951

Créés en 1951, les Jeux Méditerranéens sont une manifestation internationale organisée tous les 4 ans, rassemblant 18 pays méditerranéens.

Du 16 au 27 juin 1993, la France accueillera en Languedoc-Roussillon la XII^e édition.

3500

3500 athlètes, 24 disciplines sportives, 1500 épreuves, 12 jours de compétition; les Jeux Méditerranéens seront la plus importante manifestation sportive mondiale en 1993.

1000

1000 journalistes issus de 25 pays, 12000 accrédités, 1 million de spectateurs et plus de 200 millions de téléspectateurs contribueront au succès technique et humain de ces Jeux.

1993

1 milliard de francs investis pour la modernisation des infrastructures sportives, 2 millions d'habitants, 19 villes associées à l'organisation des épreuves; le Languedoc-Roussillon se prépare aux plus beaux Jeux Méditerranéens depuis leur création.

"En organisant les XII^e Jeux Méditerranéens la région Languedoc-Roussillon se veut, à travers le sport, un trait d'union entre les pays méditerranéens".

Jacques BLANC
Président du Comité
d'Organisation des Jeux
Méditerranéens 93.

VIVEZ L'ODYSSEE DU SPORT.

A eux 13, ces hommes et ces femmes ont remporté 19 médailles olympiques et 14 médailles aux Jeux Méditerranéens. Champions d'hier, ils ont fait la gloire de ces jeux. Champions de demain, ils la perpétueront en 1993.

A eux 13, ils ont écrit la légende du sport et se rassemblent aujourd'hui pour manifester leur soutien à l'organisation des XII^e Jeux Méditerranéens. 99



JM 93

JEUX MEDITERRANEENS 93 LANGUEDOC-ROUSSILLON Tandis que l'extrême droite mène campagne contre le « traître »

Les défenseurs de M. Georges Boudarel soulignent son engagement contre le régime de Hanoï

Quelques dizaines de militants monarchistes d'Action française ont manifesté, lundi 18 mars, à la faculté de Jussieu à Paris pour demander la démission de l'un de ses enseignants d'histoire, M. Georges Boudarel, maître de conférences, mis en cause pour son passé d'instructeur politique dans un camp vietminh pendant la guerre d'indochine. Des militants du Front national ont, quant à eux, brièvement occupé le sommet de l'Arc de triomphe à Paris, lundi aprèsmidi, déployant une large banderole : « Boudarel traître, Jospin

L'extrême droite s'est emparée de l'affaire Boudarel, au risque de paraître l'orchestrer en profitant de cette occasion pour diffuser une vision singulièrement raccourcie de la guerre d'Indochine. A l'écouter, les horreurs de cette guerre seraient assimilables aux atrocités nazies, elles seraient imputables aux seuls indépendantistes viet-minhs, et M. Boudarel, en choisissant de combattre les militaires français, et pis encore de les rééduquer dans un camp vietminh, serait donc un traitre au passé monstrueux, sous une façade universitaire d'autant plus usurpée que MM. Robert Faurisson et Bernard Notin, accusés d'avoir diffusé des théories révisionnistes sur les chambres à gaz, subissent les fou-

dres de leurs pairs. Toute l'extrême droite est sur le pont. Le Front national, par son Cercle national des combattants interposé, vient de fonder un « comité pour la révocation de Georges Boudarel » dont M. Jean-Marie Le Pen figure parmi les signataires. Le même cercle organise, mardi 19 mars à 18 h 30, un dépôt de gerbe au monument à la mémoire des civils et militaires français morts outre-mer. L'Union pour la défense des armées françaises patronne une conférence de presse, prévue pour le mercredi 20 mars, s'intitulant : « Boudarel, criminel contre l'humanité?»

L'Action française appelle à mani-fester mercredi 27 mars à 18 h 30, place de l'Odéon.

Lundi 18 mars, M. Boudarel a donné son cours sur « guerre et société » comme chaque lundi à l'université de Jussieu. Mais le professeur et ses quarante étudiants se sont réfugiés dans une salle tenue secrète, « pour éviter les journa-listes et les fascistes », a-t-on expli-qué dans les couloirs. La semaine dernière, des commandos d'extreme droite avaient mené à d'extreme droite avaient mene a trois reprises des expéditions puni-tives, armés de grenades lacrymo-gènes, de billes d'acier et de manches de ploche, blessant un

La réalité sangiante du totalitarisme

Depuis, un service d'ordre infor-mel s'est constitué à l'entrée de l'esplanade où fleurissent les affiches de soutien à M. Boudarel: afficies de soutien a m. Bondaret :

« Qu'est-ce que la guerre d'Indochine? Une guerre coloniale contre
tout un peuple. Des populations terrorisées, des villages détruits, des
civils torturés par la glorieuse
armée française. Nous sommes solidairee du choir de tout les désar daires du choix de tous les déserteurs d'alors sans pour autant fermer les yeux sur un système qui génère des rééducateurs politiques. Boudarel est victime d'une cam-pagne calomnieuse animée par les milieux nationalistes et militaristes qui veulent réécrire l'histoire des guerres coloniales »

Les étudiants et les collègues de M. Boudarel ont du mal à accepter le portrait de ce cadre vietminh, propagandiste aveugle, tel que le dessinent plusieurs anciens militaires français détenus au camp 113. « Boudarel, se souvient M. Vincent Prieur, un ancien étu-diant, c'était en 1975, bien avant les nouveaux philosophes, l'un des rares à nous avertir de la réalité sanglante du totalitarisme, l'un des premiers à dire que l'opposition à la guerre américaine au Vietnam ne signifiait pas donner un quitus au régime de Hanoï, encore moins l'ériger en modèle. Il posait tout haut des questions qu'on n'était pas toujours soucieux d'écouter sérieusement : pourquoi l'échec monstrueux des socialismes? Qu'est-ce qui fait que des peuples puissent se laisser manipuler?»

M. Boudarel n'a-t-il pas dirigé en 1983 la publication d'un ouvrage critique sur le régime de Hanoï, la bureaucratle au Vietnam (aux édi-tions L'Harmattan)? Il y fustige le chinh huan, système d'endoctrinecentra nuan, système d'endoctrine-ment vietnamien, qualifiant de « fléau social » cette « volonté de persuader à tout prix en quelques semaines ou quelques jours et de fabriquer artificiellement l'unani-mité », en lui imputant de « graves dégâts » : « La généralisation du conformisme » des semalisation du conformisme, et son corollaire, le double langage, qui a fini par faire naître au Vietnam comme en Chine une atmosphère grisâtre d'impuissance blasée, d'indifférence cupique et bies controllaise. cynique et bien souvent de pure et simple schizophrénie relevant de la psychiatrie »?

N'écrivait-il pas dans une lettre adressée au *Monde* du 15 novem-bre 1980, à propos de la mort de l'intellectuel saïgonnais Ho Huu Tuong, à la sortie d'un camp de tuong, à la sortie d'un camp de téducation : « il ne faut pas cesser d'interpeller un système de gouver-nement dans lequel le tourment psychologique de la rééducation détruit les individus, traque les pen-sées différentes (...), fait de chaque individu un suspect?»

« J'étais stalinien, je le regrette à 100 % »

M. Georges Boudarel a donc changé. Ce professeur de philoso-phie qui, à vingt-sept ans, martelait ses cours de marxisme aux pri-sonniers français agonisants s'est ainsi mué en critique tenace des perversions du régime qu'il a contribué à installer au Vietnam. «J'étais stalinien, je le regrette à 100 %» reconnaît-il aujourd'hui.

Les maladies tropicales et la politique de blocus menée par les militaires français afin d'accroître la famine dans les zones combat-tantes vietmnihs expliqueraient le taux de mortalité élevé (60 %) dans les camps de prisonniers français, qui disposaient, selon M. Boudarel, des mêmes rations alimentaires que les soldats vietnamiens. De naître qu'elle était entrée en

de la possibilité de faire respecter les conventions de Genève sur le traitement des prisonniers, en par-ticulier les interventions de la Croix-Rouge internationale, avan-cent les défenseurs de M. Bouda-

S'il convient d'ouvrir le chapitre S'il convient d'ouvrir le chapitre des exactions commises pendant cette période, poursuivent ces derniers, ne faut-il pas rappeler celles commises par l'armée française engagée dans une guerre colonialiste? Ils précisent que la violation de précise de l'armée in colation de précise de l'armée in colation. liste? Ils précisent que la violation du principe de l'amnistie qui couvrait jusqu'alors M. Boudarel pourrait atteindre l'armée française. MM. Daniel Hemmery et Pierre Brocheux, collègues de M. Boudarel, font état d'une lettre confidentielle du général de Beaufort, écrite en 1955 à la suite des accords de Genève. Le responsable militaire ne cachait pas son embar. militaire ne cachait pas son embar-ras pour établir la liste officielle des prisonniers vietnamiens détenus dans les camps français : « Des renseignements officieux me per-mettent de penser que le nombre de prisonniers indochinois décédés ou exécutés dépasse au total 9 000 » ...

Scandalisé par « l'exploitation de l'affaire Boudarel », un ancien engagé français en Indochine, M. André Piancot, se déclare prêt à témoigner des « séances de torture » des militaires français : « J'ai vu deux officiers menant l'interroga-toire de quinze « Niaks ». L'un d'eux a été fusillé sur place pour faire parler les autres. Résultat négatif. Les quatorze ont été mas-sacrés à la mitraillette. A la distribution des sandwiches, l'un des exècuteurs écœuré s'écria : « Non merci, de la barbaque saignante, je viens d'en voir.»

Reste néanmoins cette question, qui divise les intellectuels soutenant M. Boudarel : peut-on, au nom d'un choix anticolonialiste légitime, aller jusqu'où est allé M. Boudarel? Vendredi 15 mars, sur Europe 1, Jean-Pierre Elkabach termina Pinterview de M. Boudarel par ce commentaire: «Au fond yous étiez un idéaliste... ou un salaud». « Non, répondit M. Bou-darel L'émis un com » darel. J'étais un con. »

ÉDUCATION

L'annulation de la sanction contre l'enseignant « révisionniste »

Un témoignage avait échappé à l'avocat de M. Notin

versité Jean-Moulin de Lyon (Lyon-III), auteur d'un article jugé raciste et niant la réalité des chambres à gaz nazies, pourrait prochainement reprendre ses cours après l'annulation, pour vice de forme, de la sanction qui l'avait interdit d'enseignement pour un an (le Monde daté 17-18 mars). Un témoignage de dernière minute n'avait pas été communiqué à l'avocat de la défense.

L' « affaire Notin », qui avait compromis l'image de Lyon-III voici un an, semblait classée. Le 18 juillet dernier, au terme d'une longue contro-verse, la section disciplinaire de cette université avait interdit à l'économiste d'exercer toute fonction d'enseignement et de recherche pendant un an et lui avait infligé la privation de la moitié de son traitement

Mais l'avocat de M. Notin, Me Gil-bert Collard, décidait de faire appel de cette décision devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), institué en tant que commission natio-nale de discipline par un décret de novembre 1990. Cette instance a, le vendredi 15 mars, annulé la déci-sion de Lyon-III et, rejugeant au fond, lui en a substitué une autre, moins sévère : le blocage d'avancement, pendant une durée de deux

Analogie avec le cas Faurisson

Le vice de forme, qui motive la décision du CNESER, vise un détail de la procédure utilisée par ses pairs pour juger M. Notin. Sur les seize témoins cités par Mª Collard, seuls deux s'étaient présentés devant la section disciplinaire lors de son audience à huis clos du 17 juillet. Et l'un de ces témoins n'était autre que l'un de ces témoins n'était autre que M. Michel Cusin, alors président de l'université Louis-Lumière (Lyon-II). concurrente de Lyon-III.

L'avocat avait interrogé d'abord laud ». « Non, répondit M. Bou-rel. J'étais un con. »

M. Cusin sur sa conception des liber-tés académiques, thème auquel il avait consacré un article paru dans le

M. Bernard Notin, maître de Monde du 17 mai, puis le conduisait à évoquer l'affaire Faurisson, cet à évoquer l'affaire Faurisson, cet ancien enseignant de Lyon-II, militant de la négation des chambres à gaz. L'intention de Me Collard était claire : minimiser la faute de son client, en amenant le président de Lyon-II à admettre que M. Faurisson avait fait, lui, de véritables « cours de révisionnisme» sans jamais encourir la moindre sanction disciplinaire.

Dès le lendemain, M. Cusin réagis Dès le lendemain, M. Clishi leagi-sait et faisait adresser, par télécopie, une lettre à la section disciplinaire, afin de rectifier l'interprétation de ses propos donnée par Me Collard. Le président de Lyon-II estimain que «c'est par erreur ou abus de langage qu'il avait évoqué les «cours de tévi-sionnisme» de M. Faurisson. Il doit étre clair à tous, poursuivait M. Cusin, que M. Faurisson n'a jamais fait référence en cours, ni d'une manière générale dans l'enceinte de l'université Lyon-II à ses thèses révisionnistes, et que c'est la précisément l'une raisons pour les-quelles il n'a pas paru fondé, à l'épo-que, de faire comparaître M. Fauris-son devant la section disciplinaire de

C'est précisément ce texte qui se trouve anjourd'hui à l'origine de l'annulation de la première sanction con-tre M. Notin. La télécopie, reçue par la section disciplinaire le 18 juillet, alors qu'elle délibérait, aurait dû être communiquée à l'avocat de la défense. Ce défaut de communicaocteuse. Ce cerair de communica-tion constitue le vice de forme relevé par le CNESER. A Lyon-III, la déci-sion d'annulation est qualifiée de « masarrade bizarre» et l'on souligne que l'audience était terminée lorsque la télécopie est parvenue.

Les suites à donner à cette affaire devaient être examinées, mardi 19 mars, au cours de la réunion du conseil d'administration de l'univer-sité. M. Notin, qui ne donnait plus de cours depuis octobre dernier, devrait pouvoir les reprendre. Proba-blement pas avant la rentrée prochaine et pas devant des étudiants de DEUG, indique-t-on à l'université.

Déjà, l'Union des étudiants juifs de France annonce qu'elle ne le lais-sera pas enseigner. Quant à l'inté-ressé, il a fait commitre, par la voix de son avocat, son intention de saisir le Conseil d'État.

PHILIPPE BERNARD

JUSTICE

A Besançon

Quinze mois de prison pour un insoumis

BESANCON

de notre correspondant

A la maison d'arrêt de Metz-Queuleu, Stéphane partage la cellule des « droits communs ». « Il y en a un qui a dévalisé une personne àgée, l'autre a agresse un commercant », s'indigne sa mère, qui trouve cette situation « inadmissible ». Stéphane Jeune, dix-neuf ans et demi, n'est pas différent des autres délinquants au regard de la loi. Convoqué à trois reprises par l'autorité militaire pour effectuer les traditionnels « trois jours » au centre de sélection de Mâcon (Saône-et-Loire), cet élève du lycée professionnel des Graviers Blancs à Besançon ne s'y est pas rendu, négligeant de faire la moindre démarche pour éviter ou différer son service militaire.

Le 9 février, en pleine guerre du Golfe, les gendarmes sont venus le chercher pour l'incorporer à Metz. Neuf jours plus tard, le lycéen, ayant refusé d'endosser l'uniforme, passait devant la chambre des affaires militaires du tribunal de grande instance de Metz, qui lui infligeait quinze mois de prison

Les paradoxes d'une condamnation

Au lycée professionnel des Graviers Blancs, c'est la consternation. Stéphane s'était engagé dans la pré-paration d'un brevet d'enseignement professionnel avec suffisamment de conviction pour mériter un label d'élève sérieux, qui fait d'autant plus regretter la sanction imposée par l'article 447 du code de justice militaire.

Ses camarades de classe ont alerté un comité de soutien aux obiecteurs de conscience, lequel a écrit aux parlementaires de la région de Franche-Comté et au président de la cour d'appel de Metz, dans l'espoir que sera exa-

miné avec bienveillance le cas d'« un garçon qui n'est ni dangereux, ni asocial ». On lui a également trouvé un avocat, Mª de Félice, de Paris, qui le défendra en

appel le 4 avril Mais, paradoxalement, en l'état actuel des choses, une réduction de peine ne serait guère profitable au lycéen. Ce n'est pas un hasard si les tribunaux statuant en matière militaire prononcent des peines de quinze mois de prison, car c'est le seuil à partir duquel l'armée rend ses « définquants ».

Elle réforme assez volontiers les jeunes gens qui ont fait l'obiet d'une condamnation pénale de quinze mois et plus avant leur incorporation et quel que soit le motif des poursuites.

Il est même arrivé de voir des insoumis (Témoins de Jéhovah, notamment, qui refusent le statut d'objecteur de conscience) mnés en première instance à des peines inférieures faire appel, dans l'espoir d'obtenir les quinze mois «libératoires».

Condamné seulement à trois ou quatre mois de prison par exemple, l'insoumis, au terme de sa peine, retrouve les gendarmes et la caserne. Et, s'il persiste dans son refus de porter l'uniforme, c'est de nouveau le tribunal

Cela peut durer plusieurs années. Pour briser ce cercle vicieux, les magistrats y vont d'emblée de ces quinze mois fatidiques qu'un juge de l'application des peines conciliant peut ramener à douze assortis de mesures de semi-liberté et de regroupement avec des détenus de même catégorie. Ainsi pourrait être réglé le sort de Stéphane, dont le cas n'est exceptionnel que par l'ardeur mise par ce jeune Bisontin à ignorer la conscription et les moyens d'y échapper.

CLAUDE FABERT

Au tribunal correctionnel de Vannes

Le grand écart d'un « cyrard » trésorier

de notre correspondant

Ancien élève officier de l'Ecole spéciale militaire interarmes (ESMIA) de Saint-Cyr Coetquidan, M. Patrick Manhès, vingt-cinq ans, a été condamné, jeudi 7 mars, par le tribunal cor-rectionnel de Vannes (Morbihan) à quatre ans de prison dont un an avec sursis € pour abus de confiance, falsification de chèques et usage, courant 1987, 1988 et 1989 », soit la peine réclamée par le ministère

Ancien trésorier de l'associa tion Promotion du général Cail-lès, il bénéficiait de l'entière confiance de ses cent soixantequatorza camarades de promo-tion. En 1987-1988 et jusqu'en juillet 1989, date de la découverte de ses agissements, le cyrard (ainsi que l'on appelle les élèves-officiers de Saint-Cyr), qui menait grand train de vie et faisait profiter de ses largesses certains de ses camarades, totalement ignorants de l'origine des fonds, avait dilapidé la totalité des avoirs de l'association dont la majorité des fonds provenaient des cotisations mensuelles de 450 F versées par chaque élève (le Monde du 8 septembre

u Un dirigeant présumé d'ETA militaire interpellé an Pays basque français. - Cinq personnes, dont le Basque de nationalité espagnole José Arkauz, alias « Josu Mondra-201 », membre présumé du comité exécutif d'ETA militaire, ont été interpellées par la police française sur la côte basque, lundi soir 18 mars. Appréhendées à Anglet, Bayonne et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) par la police judiciaire

VANNES 1990). Le montant des détour-

nements a finalement été arrêté par le tribunal à la somme de 1 933 000 F, une somme que M. Patrick Manhès devra rembourser à l'association, qui s'est portée partie civile. Pour préjudice moral, l'association se voit en outre attribuer une somme de 50 000 F.

Les élèves de la promotion « général Caillès » avaient été amenés à emprunter chacun une somme de 10 000 F afin de rembourser les dettes accumulées par leur trésorier. Patrick Manhès s'était enfui

au Liban au moment de la découverte du scandale, suite à chèque impayé de 534 330 F émis à l'hôtel Intercontinental de Paris, le 27 juillet 1989. L'ex-élève officier, qui a reconnu l'ensemble des faits à l'audience, avait tenté de s'engager comme mercenaire auprès des milices chrétiennes libanaises e afin de rembourser ses camarades au plus vite». Rapidement arrêté par le deuxième bureau libanais, il fut incarcéré huit mois dans les geôles de Beyrouth avant d'être expulsé vers la France le 12 juillet 1990.

MICHEL LE HEBEL

de Bayonne et les renseignements généraux, ces personnes ont été placées en garde à vue. Parmi elles figure un couple de ressortissants français, sympathisants basques gérant un bar-tabac à Bayonne.

□ Le Syndicat de la magistrature s'oppose au projet de réforme du statut des magistrats. - Le Syndicat de la magistrature (SM) a décidé de ne plus participer aux discussions préparaioires conduites au ministère de la L'affaire du « point de détail »

La cour d'appel de Versailles aggrave les peines prononcées contre M. Le Pen

La cour d'appel de Versailles a non seulement confirmé, lundi 18 mars, la condamnation en appel de M. Jean-Marie Le Pen dans l'affaire dite du «point de détail», mais aussi aggravé les peines prononcées en première instance contre le prési-dent du Front national. Le 13 septembre 1987, lors du « Grand Jury-RTL-le Monde», M. Le Pen avait déclaré à propos des thèses révisionnistes, niant la réalité des chambres à gaz : « Je n'ai pas spécialement étudié la question mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. » Le 23 mai 1990, il avait été condamné par le tribunal de Nanterre à verser 1 F de dommages et intérêts à cha-cune des dix associations (1) qui le

poursuivaient pour ces propos. Selon l'arrêt rendu lundi par la première chambre civile de la cour d'appel de Versailles, présidée par M. Pierre Estoup, premier président, M. Le Pen devra verser 10 F au MRAP et 100 000 F à chacune des neuf autres associations au titre des dommages et intérêts. La cour a éga-lement ordonné que soit donnée « une large publicité à la publication de la présente décision » dans cinq quotidiens nationaux, à concurrence de 15 000 F, et dans cinq hebdomadaires, à concurrence de 30 000 F. En outre M. Le Pen a été condamné aux dépens et devra verser, au titre de l'article 700 du code de procédure civile, 1 000 F à chacune des dix

« Il est encore fécond le ventre d'où

justice sur le projet de réforme du statut des magistrats. Dans un com-muniqué, le SM estime que « l'avantprojet de loi organique présenté par le garde des sceaux (...) ne remet en cause ni la dépendance organique du parquet à l'égard du pouvoir exécutif ni l'organisation pyramidale et forte-ment hiérarchisée du corps judiciaire qui fait de la justice cette institution peu démocratique dont les citoyens dénoncent, avec juste raison, l'opacité

est sortie la bête immonde », avait conchi, lors de l'audience du 4 mars. le substitut général, M. Jacques Duplat, citant Bertolt Brecht, après avoir demandé à la cour de faire « œuvre de justice et d'hamanité » en confirmant le jugement du tribunal de Nanterre. «Le témoignage de six millions de juis morts dans les camps d'extermination est aujourd'hui présent dans ce prétoire, avait-il aionté N'oubliez jamais ces victimes qui ont un droit imprescriptible au respect.»

Selon M. Le Pen, il s'agit d'une « machination politicienne, véritable tentative d'assassinat politique ». Le président du Front national a annoncé, mardi, son intention de se pourvoir en cassation, en indiquant : « Les politiciens « internazis » [internationaux socialistes], corrompus et hypocrites du PS, et au premier rang François Mitterrand qui a finance sa campagne présidentielle par de fausses facures avec la complicité du ministre de la justice Nallet, ne se contenient pas de détrousser l'Etat et la distance. ies citoyens. »

(1) Il s'agit du MRAP, de la LICRA, de l'Union nationale des associations de dépontés, internés et familles de dispans (UNA-DIF), de la Fédération nationale des déportés et internés et la Résistance (FNDIR), de l'Amicale des anciens déportés juifs de France (AADIF), de l'Amicale des anciens déportés de Blechamer-Auschwitz III, de l'Association de la mémoire d'Auschwitz-Auschwitz III, de l'Association pour la fondation de la mémoire d'Auschwitz, de l'Union des Tsiganes et voyageus de France, et de l'Association des filles de déportés juifs de France.

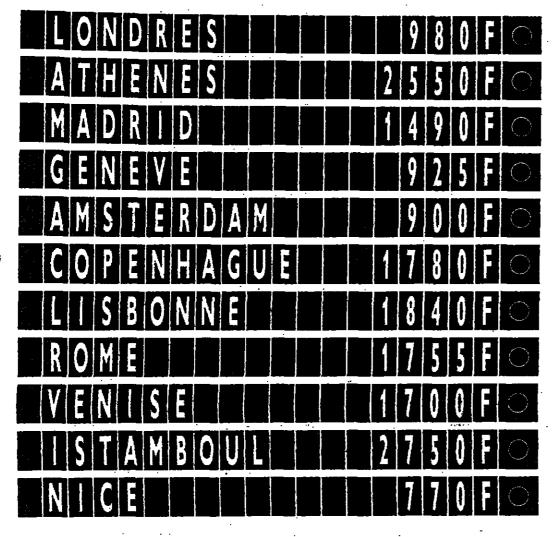
 Quarante-sixième jour de grève de la faim pour les frères Halfen. ... Claude et Nicolas Halfen, deux militants d'Action directe détenus à Moulins (Allier) et Saint-Maur (Indre), ont entamé lundi 18 mars leur quarante-sixième jour de grève de la faim. Condamnés à treize aus de réclusion criminelle, ils refusent les plateaux-repas depuis le la février afin de protester contre les quartiers

iciour ca de Paris

Fort-de-

e falle e marie e la compania de la Entre el compania de la compania de

Embarquement immédiat.



Air France vous propose des tarifs allerretour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vols Air France ou Aéromaritime, et sur Tel Avivet La Réunion du 13 mai au 16 juin.

Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE
Cest le moment!

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dix mille jeunes rassemblés à Paris

Les cadets de l'Europe chrétienne

Allée de l'Oratoire ou de la Pieta. De Compostelle ou de Czestochowa. Dix mille jeunes chrétiens ont pris d'assaut, samedi 16 et dimanche 17 mars. le parc des expositions de la porte de Versailles à Paris. «Missions, clamaient leurs badges collés en croix sur leurs blousons. Leurs parents ou grand-parents voulaient crefaire chré tienne la France». Pour eux, c'est l'Europe qu'il faut reconquérir. De Doina Cornea, l'opposante roumaine, à Victor Aksioutchis, député du mouvement chrétien pour la Russie, ils étaient des dizaines ces témoins de l'Est, militants d'un christianisme renaissant sur les débris du com-

Génération Jean-Paul II, disent-ils. Mais ils étaient moins nombreux aux débats sur la solidarité ou le dialogue inter-religieux que pour suivre «la bataille de la réinformation» ou écouter Guy Gilbert, le «prêtre des loubards», encenser un jeune saint italien. Du pape, ils partagent le goût pour la piété, la démonstration de l'identité catholique, la hantise de la «catastrophe démographique», du déclin des valeurs familiales, du «vagabondage sexuelo et de la faillite morale de la société européenne.

Des cadettes de Notre-Dame aux Légionnaires du Christ, de l'Aide à l'Eglise en détresse à l'Ordre de Malte, de la palette des mouvements anti-avortement aux groupes de solidanté avec les pays baltes et le Liban: une certaine Eglise de tradition relève ainsi la tête. Celle pour qui la aringardises a changé de camp. Qui avait peur de s'affifrançais réputé frondeur avec Rome, ouvriériste, tiers-mondiste, moins soucieux de morale

que de social. Aujourd'hui, la ténacité du pape, l'évolution des moeurs, la chute du commuet de la médecine, la défense des chrétiens d'Orient confortent ces représentants d'un nouveau christianisme traditionnel dans son rôle de citadelle assiégée.

Cavalier seul

Dire que Jeunes Chrétiens Service, promoteur de ce rassemblement, qui réunissait un grand nombre d'anciens scouts d'Europe ou élèves de bonnes institutions, des charismatiques, laïcs ou religieux des nouvelles communautés, a le vent en poupe serait aller vite en besogne. Son précédent rassemblement, sous un chapiteau à Versailles il y a trois ans, avait été plus nombreux et plus chaleureux. En revanche, par leurs méthodes, les responsables de cette organisation versaillaise créent une certaine confusion.

ils vont chercher des sponsors (BSN, Lafarge, Shell) et tout en proclamant, main sur le coeur, leur fidélité au pape, court-circuitent sa hiérarchie en France et les mouvements de jeunesse dejà constitués. Cette fois, les évêques français ne se sont pas déplacés, à l'exception de Mgr commission épiscopale de la jeunesse, qui essaie de recoller les morceaux, et de Mgr Frikart, auxiliaire à Paris du cardinal Lustiger qui avait préféré se faire

Jeunes Chrétiens Service invoque son inexpérience, mais son président, M. Philippe de Saint-Germain, professeur du collège Saint-Jean de Béthune à Versailles, estime qu'il y a eu «une opposition du haut clergé pari-

QUAND HUIT ROMANCIERS

DE LETTRES.

CETTE SEMAINE:

NUMERO SPECIAL SALON DU LIVRE.

DEVIENNENT DES HOMMES

que nos évêques amis ne viennent pass. Ajoutant même: «Notre message est trop romain. Notre expression de laïcs est suspecte dans l'appareil institu-Appréciation renforcée par le Père André Manaranche, théologien jésuite qui, à la tribune, a française de compter avec de

L'épiscopat redoute évidem ment les groupes de pression, mais son but est moins de tiative, que d'éviter la dérapage, y compris politique. Celui-ci n'a pas été évité au rassemblement de la Porte de Versailles, où le quotidien lepéniste, Présent, avait été autorisé à installer un stand, de même que le Pèleri-nage de chrétienté de M. Romain Marie, député européen du Front

Les milliers de jeunes partici-pents ont également fait une lon-gue ovation, debout, à M. Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, qui venait de se livrer à une attaque contre les évêques giens de la libération («qui aiment tellement les pauvres qu'ils cherchent à en faire davantage de peur d'en manquers), le système éducatif français («La France est le seul pays au monde où on n'apprend pas à aimer la France») et de lever l'étendard de la défense du général Aoun et du «Liban kowettisé par la Syrie».

(i) «Le message de Jean-Paul II à otre congrès s'est perdu entre Rome et quelques évêchéss, a cru bon d'indi-quer M. de Villiers. En fait, après enquête, on s'est aperçu que ce texte était resté à la nonciature.

HENRI TINCQ

SPORTS

La crise du football professionnel

Le ministre du budget refuse de favoriser les clubs endettés

CEST QUOI?

LE NOUVEAU RÉGLEMENT?

Alors que de nombreuses municipalités se sont portées garantes pour des clubs professionnels de football endettés, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, refuse d'accorder des passe-droits et n'envisage pas la négociation d'un moratoire avec les autorités du

M. Michel Charasse aurait sans doute été un arbitre de football nombreux clubs professionnels français croulent sous les dettes et sont menacés de dépôt de bilan, donc de disparition – Bordeaux, Toulon, Nice ou Toulouse en pre-mière division, Dijon en seconde division. - il affirme haut et fort qu'il entend faire respecter la loi. Faute d'avoir payé tous ses impôts, le football devra payer sa dette à l'Etat, créancier prioritaire après les salariés. Aucune «faveur» ne lui sera donc accordée, même si son déficit global s'élève à près de 1 milliard de francs. Le ministre souhaite exiger de certaines muni-cipalités qu'elles règlent les dettes de leurs clubs au plus vite. Toute-fois, des échelonnements sur une période maximale de trois ans pourraient être envisagés.

« Nous ne ferons pas de favori-tisme. Il n'y a pas de raison pour que les contribuables payent pour le football. Les villes se sont mouillées en garantissant des emprunts, qu'elles assument leurs responsabi-lités », assure M. Charasse, qui doit prochainement rencontrer le maire de Toulon, M. François Trucy estimé que la mesure de saisie-arrêt prise à l'encontre du Sporting Club de Toulon et du Var (le Monde du 15 mars) pour un mon-tant de 7,795 millions de francs

Un déficit de 1 milliard de francs

vis des municipalités qu'il juge coupables de ne pas avoir assez surveillé leurs clubs s'explique par les chiffres dont il dispose à propos de la situation réelle du ballon des autorités du football, à divers contrôles depuis deux ans, les enquêteurs de l'administration fiscale ont pu évaluer l'ampleur des dégâts dans un sport qui n'avait pas été ausculté de si près depuis

Treize clubs, parmi lesquels les Girondins de Bordeaux, dont le déficit est évalué à 242 millions de francs, ont ainsi fait l'objet d'en-quêtes en 1989. Contrôlés sur la période 1987-1989, ils cumuleraient un déficit comptable de 650 millions de francs et seraient exposés à un rappel de 50 millions de francs. A eux seuls, les Girondins de Bordeaux doivent 44 millions de francs à l'Etat, sans compter, bien sûr, tous leurs autres créan-

Une seconde vague de contrôles, portant cette fois sur sept clubs, a été menée en 1990. Les prévisions concernant ces derniers permettent d'envisager un déficit total, pour ensemble des vingt clubs, proche de l milliard de francs. La Fédéra-tion française de football et la Ligue nationale font également l'objet d'un contrôle extrêmement poussé. Enfin, les finances de cer-tains clubs de seconde division devraient à leur tour être examinées dans les semaines à venir.

Des sommes détournées de l'impôt

M. Charasse se défend de vou-loir s'acharner sur le football professionnel. Il rappelle volontiers qu'en dehors des affaires de Bor-deaux et de Toulon, dont certains dirigeants font l'objet d'enquêtes judiciaires, ses services n'ont relevé « aucune pratique fraudu-leuse susceptible de déboucher au pénal». Il parle simplement de « pratiques propres à ce milleu et qui ont abouti à détourner certaines sommes de l'impôt ». Il s'agit, par exemple, d'avances consenties aux joueurs mais qui sont, en fait, des salaires déguisés et jamais déclarés. L'Olympique de Marseille y aurait souvent eu recours. D'autres sommes échappent à tout

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde **ARTS et SPECTACLES**

contrôle : celles, souvent impor-

tantes, versées à des «intermé-

diaires » français ou étrangers

chargés de négocier les transferts Une autre pratique très répandue est celle du « droit d'image », une technique qui permet à un club de verser à son joueur une partie du salaire sur un compte à l'étranger, en général dans des « paradis fiscaux ». Ce procédé pent être légal, à condition que le joueur mentionne les sommes ainsi touchées sur sa déclaration d'impôts, ce qui est rarement le cas. Ces salaires détournés, perçus

au titre de l'utilisation publicitaire de l' «image» du joueur, sont pratique courante dans toute l'Europe.

Près de cent cinquante joueurs et entraîneurs ont fait l'objet de

des redressements tiscaux plus ou moins conséquents. Dans ce match qui s'engage avec l'administration, le football dis-

rapides contrôles qui ont abouti à

ESIN

CEST UNE FEUILLE

pose de peu d'arguments. Il vit audessus de ses moyens depuis 1986 et offre les salaires les plus élevés d'Europe alors que le nombre de spectateurs n'a pas augmenté. Ses instances sont divisées sur les moyens d'agir. Quant aux joueurs, arc-boutés sur leurs privilèges, ils menacent de faire grève mais restent sous l'influence des « agents ». Sans donte la seule réponse se trouve-t-elle du côté des municipa-lités. Mais les maires semblent bien embarrassés par ce ballon aux rebonds électoraux souvent capri-

PHILIPPE BROUSSARD



Les difficultés financières des expéditions polaires

Le gouvernement va aider la recherche française en Antarctique

inquiétudes sur l'avenir de la recherche en Antarctique, M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a fait savoir dans un communiqué, lundi 18 mars, qu'il avait « engagé une action au niveau interministériel » afin de « rééquilibrer les comptes du territoire d'outremer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et des Expéditions polaires fran-çaises (EPF) ». Il s'agit de ∢ permettre le lancement sans délai de la campagne d'hivernage 1991-1992 (...) et, sans ambiguîté aucune, la mise en œuvre, dans le calendrier prévu, de l'ambitieuse politique du gouvernement en Antarctique.» La publication de ce communi-

qué survient quelques jours après que les responsables des EPF ont fait connaître leurs craintes : la situation financière des EPF était telle que la campagne 1991-1992 en terre Adélie était très sérieusement compromise. Pourtant, le 14 février 1990, à l'initiative de MM. Louis Le Pensec et Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, le conseil des ministres avait décidé de développer et de réorganiser la recherche française en Antarctique (le Monde du 16 février 1990). Ainsi devait être créée, à l'échéance de quelques années, une nouvelle base - au «dôme C» - dans l'intérieur du continent antarctique, base indis-pensable aux développements actuels de la recherche polaire. Ainsi devait être aussi créé, sans délais, un institut pour la recherche polaire (chargé de la logistique et de la coordination de la recherche) flanqué d'un comité interministériel (chargé des décisions stratégiques et des grandes orientations financières) et d'un comité de l'environnement polaire (chargé de la préservation de cet

Au 18 mars 1991, les études techniques pour la base du «dôme C» sont certes très avancées : on en est à la finition du

S'efforçant de dissiper les projet détailé. En revanche, l'instideux comités n'existent toujours pas. Pire : les crédits accordés par ministère des DOM-TOM aux TAAF (1) diminuent sans cesse en francs constants. La subvention donnée par le ministère des DOM-TOM est passée, depuis 1980, d'un équivalent de 103 millions de francs (en valeur 1990) à 75 millions de francs en 1990. Au fil des années, les Expéditions polaires françaises (une association loi 1901 qui assure la logistique de la terre Adélie et qui aurait du être, en quelque sorte, l'armature cen-trale de l'institut pour la recherche polaire) ont donc prélevé ce dont elles avaient besoin dans leurs réserves, qui sont maintenant à peu près épuisées.

L'ensemble des sommes (les sub-ventions des DOM-TOM et du CNRS, ainsi que les ressources propres) destinées à la terre Adélie devrait être, pour 1991, de 20,4 millions de francs, alors que le coût des activités « normales » de recherche en Antarctique serait de 27,5 millions de francs. Les Expéditions polaires françaises se sont de contrate de contrat donc très sérieusement demandé s'il ne serieusement demande s'il ne serait pas plus réaliste de fermer la base Dumont-d'Urville pour la saison australe 1991-1992 ce qui coûterait tout de même 18 millions de francs de dépenses obligatoires puisque déjà engagées.

La situation financière actuelle soulève aussi le problème de la structure administrative de la recherche polaire française. Les TAAF n'ont qu'une seule justification : la recherche scientifique Ne tion : la recherche scientifique. Ne serait-il pas judicieux que toute la recherche et les infrastructures techniques indispensables aux activités de recherche relèvent du ministère de la recherche et de la technologie et non plus du minis-tère des DOM-TOM, qui a forcément en lête d'autres soucis et d'autres urgences?

YVONNE REBEYROL

(1) Les TAAF se composent de quatre districts : terre Adélie (base Dumont-d'Urville), Kerguelen (base Port-aux-Français), Crozet (base Alfred-Faure) et Amsterdam-Saint-Paul (base Martin-de-Vivies)

Fréquemm des handid

Recherche

les coupes dors l

هيئذامن الإمل

SCIENCES + MEDECINE

La stérilisation des malades mentaux

Fréquemment mise en œuvre jusqu'à la seconde guerre mondiale, la stérilisation des handicapés est encore d'actualité. Quand convient-il de parler d'eugénisme ?

U terme d'une étude sur le fonctionnement d'une clinique psychiatrique de Bâle, les autorités saninent de décider l'ouverture d'une enquête sur une douloureuse affaire de castration pratiquée sur des han-dicapés mentaux. Selon un commu-niqué publié le 13 mars par le département cantonal de la santé de Bâle, cette décision fait suite à la découverte d'un cas de castration pratiqué en 1987 chez un handicapé mental agé de trente-neuf ans, muti-lation réalisée, dit-on, « avec l'accord de ses parents ». L'enquête menée par une commission indépendante devrait notamment déterminer s'il y a ou non matière, ici, à ouvrir une procédure pour non-respect des règles de la déontologie médicale.

L'affaire est d'autant plus exemplaire qu'elle ne se limite pas au dossier de 1987. Il apparaît en effet aujourd'hui que quatre autres cas-trations ont pu être pratiquées entre 1960 et 1978 chez des malades hospitalisés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle. Selon le correspondant de l'Agence France Presse dans la cité suisse, les responsables de cet établissement réagissent aujourd'hui a avec réserve et embarras», refusant notamment de préciser les circonstances exactes dans lesquelles ces mutilations ont été pratiquées. Les enquêteurs doivent, dit-on, rendre leurs conclusions sur ce délicat dossier d'ici à la fin du mois d'avril

En dépit de son caractère specta-culaire, cette affaire ne trouve qu'un très faible écho dans la presse helvé-tique. Pour sa part, l'Office fédéral helvétique de la santé à Berne estime qu'il y a sur ce problème une certaine ambiguîté juridique.

Ce n'est pas, il s'en faut, le premier dossier de ce type rendu public ces derniers temps. Il y a une dizaine d'années (le Monde daté 24-25 février 1980, 2 avril 1980 et 24 février 1981), on apprenait que plusieurs milliers de malades mentaux américains avaient été stérilisés sans leur consentement dans différents établissements durant la première moitié de ce siècle et dans un cadre tout à fait légal. Plus récemment (le Monde du 19 novembre 1986), une agence de presse sué-doise révélait que, de 1941 à 1975,



cins de ce pays à pratiquer des stérilisations pour des raisons tenant « à l'hygiène sociale » ou encore à « l'hy-

En 1987 enfin, la justice britannique ordonnait la stérilisation d'une jeune fille de dix-sept ans retardée mentale. Selon les juges de la cour d'appel de Londres, une grossesse aurait pu avoir chez elle « des conséquences effrayantes a étant entendu que cette jeune fille d'un âge mental de cinq ans était incapable de faire le lien entre sexualité et procréation. L'argumentation de la justice britannique faisait notamment valoir que, bien qu'irréversible, la stérilisation ne correspondait pas, en l'espèce, à la perte d'un droit fondamental dans la mesure où la perte de ce droit n'avait aucune signification pour la personne concernée, celle-ci n'avar aucun désir de donner la vie et étant incapable de s'occuper d'un enfant. Plus récemment encore, on apprenait qu'un projet de loi adopté par le conseil des ministres de la République fédérale d'Allemagne, prévoyait la possibilité de stériliser les

handicapés mentaux sans leur autorisation (le Monde du 4 février

C'est dans ce contexte que survient la dernière affaire suisse. Celle-cì présente une caractéristique difficilement compréhensible dans la mesure où l'on ne parle pas à Bâle de stérilisation chirurgicale (qui peut être obtenue par ligature des trompes chez la femme ou par vasectomie chez l'homme) mais bien de castration (ablation des deux testicules ou des deux ovaires), une intervention beaucoup plus mutilante et qui, parce qu'elle tarit la production des hormones sexuelles, à des répercussions notables sur l'équilibre organique et psy-

toujours en vigueur

Comment comprendre et peut-on ici situer les limites de l'acceptable? La question du droit à la procréation des handicapés mentaux rejoint en fait celle, plus générale et d'une

brûlante actualité, de l'encadrement législatif des pratiques de procréation médicalement assistée.

Toutes les pratiques - massives ou non - de stérilisation des handicapés ou des malades mentaux se fondent sur l'idée que l'on peut, de la sorte, prévenir la transmission de traits pathologiques héréditaires, «L'expérience a montré que l'héré-dité joue un rôle important dans la transmission de la folie, de l'imbécillité, etc. peut-on lire dans un célèbre arrêt rendu en mai 1927 par la cour suprême des Etats-Unis, Nous avons vu plus d'une fois le bien commun requerir la vie des meilleurs citoyens. Il serait étrange qu'il ne puisse pas compter, pour des sacrifices moindres, sur ceux qui sapent la force de l'Etat, sacrifices qui ne sont souvent même nas ressentis nar les intéressés et cela pour empêcher que nous soyons submerges par les incapables Il est meilleur pour tout le monde que la société puisse empêcher ceux au sont manifestement inaptes de se reproduire plutôt que de devoir exè-

cuter une descendance dégénérée

pour meurtre ou de la voir mourir de faim parce qu'elle est idiote. » (1).

Cette argumentation est ainsi retrouvée et développée aux Etats-Unis dans la première partie de ce siècle (une trentaine d'Etats légalisant cette pratique) puis dans les pays scandinaves et au Japon. « On allègue la liberté personnelle, la dignité de la personne humaine. Mais ne sépare-t-on pas de la collectivité les contagieux et les déments? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les glandes génitrices que les somas infectés ou menaçanis dans les hopitaux ou les asiles? «, écrivait en 1936 J. Ros-

On sait qu'ensuite l'Allemagne, sous le régime hitlérien, devait promulguer des lois similaires étendant leur application à un nombre considérable de maladies tenues pour être de transmission héréditaire. Le délire nazi fit ainsi que plusieurs centaines de milliers de personnes furent privées de leur droit à pro-créer dans le but illusoire d'améliorer à l'échelle collective la qualité de la descendance.

On découvre, donc aujourd'hui, à échéances plus ou moins régulières, que de telles pratiques sont encore en vigueur pour ce qui concerne les

convient-il de signaler que l'argu-mentation a change. La stérilisation est en effet présentée non plus comme un geste visant à prévenir la diffusion d'une tare génétique dans la population, mais bien comme une mesure rendue nécessaire par l'impossibilité dans laquelle se trouve-rait le malade d'assurer la subsistance de ceux qu'il pourrait engendrer.

Certains soulignent aussi qu'il s'agit là d'un nouveau problème du à la tendance générale de la pratique psychiatrique qui, grace notamment à l'usage des médicaments neuroleptiques, voit les personnes atteintes de pathologies lourdes sortir aujourd'hui plus fréquemment qu'hier des établissements spécialisés.

> JEAN-YVES NAU Lire la suite page 17

(1) Sur ce thème on se reportera avec le plus grand intérêt à une publication de la revue suisse Médecine et hyprène (datée du 10 octobre 1990): « La sterilisation des malades mentaux », de Philippe Ehrenström. Lire aussi: « L'introduction de l'eugénisme en France. Du mot à l'idée », de Pierre-André Taguieff dans la revue Moistes languees du politique, numéro 26 mars 1991.

(2) Introduction à la génétique, de L. Guénot et J. Rostand. Centre de docu-mentation universitaire. Paris, Tournier et Constans, 1936,

Villes et murs du son

Los Angeles pourrait-elle se transmettre à ses gratte-ciel, pourtant étudiés pour résister aux tremblements de terre? En se posant dimanche 13 août 1989 à 6 h 37 (heure locale) sur la base californienne d'Edwards, à l'issue d'une mission militaire de cinq jours, la navette américaine Columbia a peut-être apporté un élément de réponse. « Retour parfait », commentaient alors les responsables de la Nase.

Pour les sismologues, la surprise est venue plus tard : générées par l'onde de choc émise lors de la rentrée dans l'atmosphère de Columbia, les vibrations des gratte-ciel de Los Angeles ont produit à leur tour

une onde sismique. Enregistrée 12,5 secondes avant l'arrivée de l'onde de choc atmosphérique sur les écrans du laboratoire de sismologie de Caltech (California Institute of Technology, Pasadena), situé à une quinzaine de kilomètres du centre de Los Angeles, cette onde, d'une période de 2 à 3 secondes, vient compliquer un peu plus le réseau de paremètres dont disposent les spécialistes pour prédire les tremblements de terre et leurs conséquences. « On dénombre

dant plus de vingt étages dans ie centre de Los Angeles », précise le Japonais Hiroo Kanamori, sismologue au Caltech et auteur de cette étude récemment publiée dans Nature (1).

€ Du fait du faible pouvoir amortisseur que présentent ces immeubles, l'oscillation produite par chacun d'entre eux après l'onde de choc persiste un certain temps. L'excitation simultanée de plusieurs d'entre eux peut ainsi, dans certaines circonstances, générer une onde sismique. »

En Californie, où se trouve le système de failles de San Andreas - responsable à San-Francisco du grand séisme de 1906 et de celui, moins grave, survenu le 17 octobre 1990. les chercheurs surveillent vingtquatre heures sur vingt-quatre l'évolution des paramètres géologiques, afin de détecter les signes précurseurs classiques d'un éventuel tremblement de terre. Ils devront désormais tenir compte de cette nouvelle découverte venue de l'espace, qui rend plus urgente que jamais une meilleure connaissance géologique du bassin de

(1) Daté 28 février.

Recherche: des économies bien tempérées

Les coupes dans le budget vont surtout affecter les organismes spécialisés

OILA quelques semaines encore, le pire était à craindre. On n'en finissait pas de prédire un avenir des plus noirs à la recherche. Et on fremissait d'avance à l'idée que les directives budgétaires du premier ministre -économies de 5 %, hors salaires, sur les crédits de fonctionnement et de 10 % sur les investissements ne soient appliquées à la lettre.

Heureusement, la priorité à la recherche voulue par le président de la République et les apres négociations menées avec le ministère des finances par les services du ministère de la recherche et de la technologie (MRT) ont permis de sauver l'essentiel. La preuve en est que les économies faites sur le budget civil de recherche et développement, qui regroupe l'ensemble des dépenses de recherche de tous les ministères, MRT compris, n'ont été que de 931 millions de francs (-3,7 %) sur les 25,064 milliards de francs que représentent les auto-risations de programme (AP), alors que l'on pouvait craindre quelque 2,5 milliards de francs de coupes.

Répartir l'austérité

De même, les sommes réservées aux crédits de paiement et aux dépenses ordinaires n'ont été amputées que de 651 millions de francs (-1,4 %) sur un total de 45,332 milliards de francs. Pris dans leur globalité, ces chiffres montrent bien que la recherche est restée prioritaire dans l'austérité. Mais, à y bien regarder, ces économies ne sont pas sans consé-

sont efforcés à un «traitement différencié» de la recherche, force est de constater que les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT ne vont guère être à la fête. Contrairement à d'autres secteurs que les responsables des finances et leurs interlocuteurs ont voulu préserver en raison de certaines des inflexions qu'ils avaient prises au cours des années passées.

Trois exemples témoignent de

ces choix. Le premier concerne l'aeronantique dont les autorisations de programme, c'est-à-dire les crédits qui conditionnent l'avenir, n'ont été amputées que de 292 millions de francs. Conséquence : un décalage dans le temps du projet de turbo-réacteur (GE-90) que l'américain General Electric doit réaliser avec le français Snecma, l'italien Fiat et le japonais Ishikawajima Heavy Industries. Le deuxième a trait au programme spatial français qui se voit réduit de 190 millions de francs. Une goutte d'eau, lorsque l'on sait que le budget des activités apatiales françaises dépasse les 8 milliards de francs. Comme il n'est pas question de toucher aux programmes spatiaux européens, ce sont les projets nationaux qui devront se ser-

Dernier exemple enfin, la recherche industrielle que les pouvoirs publics «taxe» de 40 millions de francs, peu de chose pour ce domaine d'activités dont les aides atteignent les 4 milliards de francs et une preuve de la constance du soutien du gouverne- Curien, ne peut plus, comme en

S'il est vrai que les décideurs se ment à cette recherche financée plus faiblement par les entreprises du fait de la conjoncture.

Restent les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT et sont amputés de 349 millions de francs pour les autorisations de pro-gramme (-4,2 %) et de 200 millions de francs pour les crédits de paiement et les dépenses ordinaires (-0,77 %). C'est ainsi que le CNRS, toutes dépenses confondues (AP+CP+DO), voit son budget réduit de 167, 31 millions de francs, le CEA (82,5 MF), l'INRA (39,78 MF), ITNSERM (39,3 MF), l'IFREMER (39,3 MF), la Cité des sciences (21,9 MF), l'AFME (13 MF), I'ORSTOM (12,3 MF), l'INRIA (9,5 MF) et le CIRAD

L'avance des autres pays industrialisés

Difficile, pour ces organismes, de ne pas souffrir de ces coupes lorsque l'on constate, au travers de ces chiffres, que leurs crédits de fonctionnement sont en movenne réduits de 3 %, alors ou une hausse de 6 % était prévue. Si l'on ajoute à cela le coût de l'inflation, on arrive à une sorte de reconduction en francs constants de ces budgets, que ne parviendra pas à faire onblier le traitement de faveur dont avaient bénéficié, fin 1990, les organismes épargnés par les économies de la loi de finances

rectificative de l'an dernier. Ainsi, le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert septembre 1989, dire que la progression du budget civil de recherche et de développement « permet de nous rapprocher de notre objectif aui consiste à porter la dépense intérieure de recherche et développement à 3 % du produit intérieur brut ». Ce taux mythique est aujourd'hui un vœu pieux, même si la France peut s'enorgueillir d'avoir fortement mis l'accent sur la recherche depuis plusieurs années : d'augmentation du budget en 1989; 7,1 % en 1990 et 7,25 % en 1991, avant que ne soient faites les coupes annoncées (1).

De fait, la France, qui aurait dû atteindre les 2,45 % du PIB cette année et espérait parvenir aux 3 % en 1996-1997, va devoir patienter. Se häter lentement, en regardant toutefois avec envie les performances de ses concurrents : 2,86 % en 1988 pour les Etats-Unis; 2,83 % pour l'Allemagne et 2,72 % pour le Japon! Une tendance que devrait sans doute confirmer le «Bilan à mi-parcours du Xº Plan» dont les conclusions seront rendues publiques à la mi-avril, même si la conjoncture économique freine aussi les efforts de nos concurrents et si l'Allemagne subit de plein fouet les contrecoups financiers de sa réunification,

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans le passé, le budget de la recherche a connu de telles coupes, plus sévères en 1984 sous le gouvernement Mauroy et en 1986 sous le gouvernement

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 26 mars à 17h "Les travailleurs face à l'informatique"

avec Jacques Perriault, directeur de la recherche au CNED, Danièle Linhart, sociologue, Dominique Lecourt, Président de la NED. et les auteurs...

(acces libre)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentín Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette Informations (1) 40 05 73 32

Les vingt-six siècles de Faïlakah

Les sites archéologiques de l'île koweitienne sont devenus des champs de mines

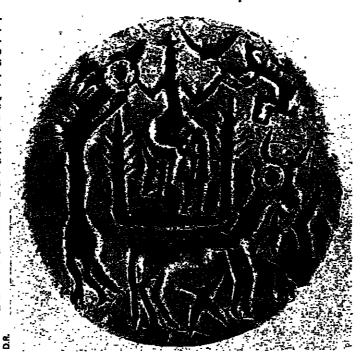
savons, c'est que l'île de Failakah est truffee de mines et que per-e n'y va.» Jean-François Salles, qui dirige depuis 1983 les fouilles archéologiques menées dans cette île située à quelque 75 kilomètres à l'est de la ville de Koweit par une équipe de la Maison de l'Orient méditerranéen (CNRS et université de Lyon-2), ne sait vraiment pas quand il pourra retourner sur ses chantiers, ni quel est l'état des trois sites principaux sur lesquels travaillaient les Français avant la crise du Golfe.

Le plus ancien de ces sites date de la fin du troisième millénaire avant Jésus-Christ, c'est-à-dire de la période de Dilmoun. De 2500 à 1800 environ avant notre ère, en effet, le commerce maritime entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus et l'Oman a suscité dans le golfe Persique la civilisation de Dilmoun. Et, tout naturellement, l'île de Faîlakah en a été une des grandes étapes et un des centres importants - au même titre que Bahrein et divers autres points de la côte orientale de la péninsule arabique.

L'époque de Dilmoun a laissé sur l'île un grand bâtiment de briques

CTUELLEMENT, crues dont on a retrouvé le soubasse ment de pierres. Il s'agit probablement d'un temple-tour (pas d'une ziggourati comme il en a été heaucoun construit en Mésopotamie au cours des troisième et deuxième millénaires. Il y a aussi de bonnes raisons de pen-ser qu'à cette époque l'île de Fallakah, comme Bahrein, était un centre de fabrication de sceaux de pierre (en stéatite ou diorite, notamment) à l'iconographie très variée : on a retrouvé, au fil des années, plus de six cents sceaux et des traces matérielles de ce travail de fabrication. Des analyses physico-chimiques de ces pierres et aussi de vestiges métallurgiques sont en cours avec le concours d'un laboratoire de l'université de Naples. Ainsi espère-t-on confirmer que les pierres et le cuivre venaient bien d'Oman (l'étain, indispensable à la fabrication du bronze, venait probablement du nord de l'Îran).

La présence de vestiges de Dilmoun dans l'émirat de Koweit a été révélée par les travaux d'archéologues danois entre 1958 et 1963. Tout comme l'existence d'une forteresse hellénistique construite vers 300 ans avant Jésus-Christ pour abriter une garnison séleucide chargée de contrôler tout le nord du golfe Persi-



Impression d'un sceau de Dilmoun naire avant Jésus-Christj. Diamètre : 2 cm.

que. Ce qui démontre, s'il en est encore besoin, l'importance stratégique de l'île de Failakah et confirme l'opinion d'Alexandre qui pensait que la région du Golfe pouvait devenir aussi riche que la Phénicie... Cette forteresse comportait une enceinte carrée de 60 mètres de côté à l'intérieur de laquelle ont été construits de petits temples grecs et un habitat très dense. On v a trouvé de nombreuses inscriptions grecques et de char-mantes figurines de terre cuite.

Six évêchés dans le Golfe

Le troisième site est encore mal connu puisqu'il a été «inventé» en 1989 par les archéologues français. Il s'agit d'une église chrétienne édifiée seion le plan oriental traditionnel à trois nefs, avec un chœur à abside flanqué de deux absidioles. Cette - peut-être nestorienne? pourrait être la confirmation archéoogique d'un texte nestorien du dixième siècle racontant l'histoire d'un saint homme qui aurait évangélisé une île située au large de Bassorah. De toute façon, on sait que, du quatrième au sixième siècle au moins, six évêchés existaient dans le golfe

tienne de Bahrein a subsisté jusqu'au dixième siècle et que l'île iranienne de Kharg - célèbre actuellement pour son terminal pétrolier - a été le siège d'un complexe monastique fouillé il y a quelques décennies par Roman Ghirshman. On ne peut encore dire si l'île de Faïlakah a été, elle aussi, le siège d'un monastère mais on suit que l'église est entourée de nombreux

Le passé du territoire de terre ferme de l'émirat de Koweit est encore très peu exploré. Les vestiges les plus anciens connus à ce jour ont été découverts à l'extrême nord-est de l'émirat dans la péninsule de Sabriya, toute proche de l'Irak. Ils datent du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Ils ont simplement été repérés et identifiés comme relevant de la culture d'Obeid (chalcolithique final de Mésopotamie), mais n'ont jamais fait l'objet de fouilles. Pis encore, des silex recueillis plus au sud sur les collines de Burgan (un des plus gros champs pétroliers du monde) n'ont jamais pu être datés... En revanche, sont datés du huitième siècle de notre ère les vestiges abbassides repérés dans la vallée de l'oued Batin que suit la frontière occidentale de l'émirat.

YVONNE REBEYROL

Les confluences de la drogue

En dépit des différences de législation dans les pays européens, la prise en charge des toxicomanes passe par une coopération transfrontalière

es toxicomanes ignorent les frontières. En Europe, le bassin géographique traversé par le Rhin, la Meuse et la Moselle constitue un des couloirs privilégiés de leur circulation. Situé aux confins de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgigéographique, arbitrairement découpé, a motivé la mise en place du GEERMM (1), le Groupe européen d'échange Rhin-Meuse-Moselle, un réseau d'intervenants et de chercheurs centrés sur les pro-

blèmes de drogue et de dépen-

dance. Après une première rencontre en 1986, cette fédération d'associations s'est réunie les 14 et 15 mars dernier, à Luxembourg, afin de concevoir des programmes communs d'action. Une coopération difficile à mettre en œuvre si l'on considère les différences de législation, de prise en rge ou encore de définition de la toxicomanie dans ces pays, Une étude portant sur ces cinq régions frontalières tente de dresser un état des lieux de la prise en charge des toxicomanes (2).

a Pour les Lorrains frontaliers. Francsort est le nec plus ultra en matière de défonce. Et c'est inutile

de parler de l'attrait de la Hol-lande, explique M. Armand Fos-chia, président du GEERMM. De ces migrations, les maisons d'arrêt portent témoignage puisque l'on retrouve des détenus étrangers dans les prisons françaises et inversement. Nous disposions d'informations parcellaires sur ce au se passait de l'autre côté a ou de la Moselle. C'est à partir de ce constat et de la nécessité de se préparer à l'Europe de 1992, que nous avons souhaité en savoir

Une des principales difficultés qui ressort de cette étude réside dans la diversité des législations.

Le cadre réglementaire défini par la Single Convention de 1961, qui fixe le caractère délictueux de la circulation et de la consommation de drogue, a toutefois entraîné des interprétations très différentes dont témoignent les législations française et néerlandaise.

publiques

Aux Pays-Bas, la loi permet, en raison d'un « principe d'opportunité » qui vise à préserver « des intérêts sociaux importants », de renoncer aux poursuites. En

revanche, la situation française, fondée sur la loi de 1970, développe un volet répressif, un volet d'injonction thérapeutique qui offre la possibilité au procureur de la République d'obliger un toxicomane à se soigner dans un centre spécialisé sous peine de noursuite, et un volet institutionsoins et garantissant l'anonymat des personnes. Les situations des autres pays sont en quelque sorte

La Belgique a adopté une loi en juillet 1990 sur la détention préventive qui intègre une notion proche de l'injonction thérapeutique. « Au Luxembourg, la répression s'accompagne d'une volonté de non-stigmatisation : les toxicomanes tendant à être intégrés à une catégorie plus vaste, celle des personnes que seul le travail peut

resocialiser», signale l'étude. En ce qui concerne l'intervention publique, la situation des cinq pays est très proche. Il n'existe pratiquement plus d'initiatives privées qui ne soient subventionnées. Toutefois, en Belgique francophone, la situation de certaines associations apparaît très fragile. Et selon les spécialistes, jusqu'en 1990, la toxicomanic ne faisait l'objet d'aucun engagement budgétaire spécifique, signe de la difficulté à faire

Divisions sur la méthadone

Suivant les pays, la prisc en charge ne concerne pas forcément les mêmes publics. La France sépare le traitement des alcooliques et celui des consommateurs de drogues, ce qui n'est pas le cas de la Sarre (Allemagne) où l'on s'attache plus à la notion de dépendance, quelle que soit la substance. Pour ce qui est du choix des techniques de traite-ment, toutes sont utilisées dans les cinq régions étudiées. « En gros, on peut dire que les techniques inspirées par la psychanalyse prédominent en France, celles inspirées par la psychologie étant plus prégnantes ailleurs, pout-on lire dans l'étude. Les thérapies psychosociales font une percée notable dans toutes les régions. Les thérapies comportementales, prégnantes en Allemagne et au Luxembourg, sont pratiquées en France avec d'infinies précautions. »

La question de la méthadone, un analgésique de synthèse employé comme produit de remplacement dans le sevrage des toxicomanes utilisant l'héroine, continue à diviser. Considérée dans la plupart des pays comme une disposition d'argence impo-

sée par les circonstances, cette pratique figure aux Pays-Bas comme un outil parmi d'autres, avec des critères d'attribution assez souples. En Sarre, un programme méthadone, qui se déroule dans le service d'urgence spécialisé du ministère de la santé à Sarrebruck, prévoit de soigner une vingtaine de personnes en

trois ans. L'admission à ce programme répond à des critères très stricts. Les patients doivent notamment avoir tenté sans succès au moins deux thérapies d'abstinence, prouver une dépendance aux opiacés de plusieurs années, sans qu'il y ait de polytoxicomanie ni de décendance alcoolique. Enfin. ils doivent être âges d'au moins vingt-deux ans et s'engager à participer à un programme d'accompagnement psychosocial visant à se réinsérer. Le Luxembourg et la France mettent en œuvre également des programmes méthadone dans le cadre de dispositions très limitées.

Face à ces diversités le GEERMM a toutefois entrepris de jeter les bases d'une coopération par-delà des frontières. Les universités de Sarrebruck, Fribourg, Liège, Utrecht et Metz devraient collaborer dans le domaine de la formation et de la recherche. L'échange entre des groupes de jeunes engagés dans des actions de prévention par le biais notamment du théâtre se poursuit depuis deux ans. Le GEERMM-France a entrepris d'aider les toxicomanes allemands incarcérés à l'étranger.

Enfin, en 1989 et 1990, ont été organisées deux universités d'été sur le thème de la « prévention des déviances dans les écoles européennes » (3). « Elles marquent une nouvelle étape vers la réalisation de nos objectifs, considère M. Armand Foschia. Elles sont un lieu de rencontre, non seulement entre intervenants, praticiens et chercheurs, mais aussi entre des professionnels de l'éducation nationale et des travailleurs sociaux dans le souci commun de construire une prévention. »

MARTINE LARONCHE

(I) GEERMM. Président : Armand Foschia, 45, rue Principale, Foville, 57420 Verny. Tel.: 87-01-32-79. (2) « Les modes de prise en charge des toxicomanies dans les régions du bassin Rhin-Meuse-Moselle », étude réalisée à l'intiative du GEERMM, fait la synthèse de cinq études régionales menées en Belgique francophone, au l Luxembourg, aux Pays-Bas, en Sarre aiusi que dans l'est de la France.

(3) La troisième université d'été aura lien à Metz du 26 au 31 octobre 1991.

POINT DE VUE

Quelle recherche pour l'environnement ?

par Yves Le Bars

tre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), cet anniversaire est l'occasion de mieux marquer sa place dans la recherche publique, en mettant l'accent sur l'importance et la variété des approches nécessaires, comme une récente communication au gouvernement sur «Recherche et Environnement » l'a souligné.

Le CEMAGREF est un établissevent conduites jusqu'à l'application sur le terrain. Près de 1000 personnes, dont 450 scientifiques, y travaillent. Ses domaines d'activité se situent au cœur de préoccupations fondamentales de la société, l'agriculture et l'environne-

En s'appuvant sur les travaux que mène le CEMAGREF dans le domaine de l'eau, il est possible de tracer quelques perspectives de ce que devrait être cette recherche, à l'heure où se tiennent les Assises nationales de l'eau (19 et 20 mars) et dans un moment où les inquiétudes se manifestent de Dius en Dius

Prenons par exemple le bassin versant de la Charente, sur lequel travaillent plusieurs de nos équipes. régionale, dont la finalité est claire : dens la région délimitée par la Charente et ses affluents, le travail des chercheurs consiste, en premier lieu, à mieux connaître les débits des eaux de surface et les mécanismes de transfert des polluants d'origine agricole, urbaine ou industrielle.

Partant de cette première étude, il devrait être possible de mettre en relation les activités humaines avec

IX ans en 1991 : pour le Can- le niveau des apports de polluants à la mer, en particulier dans les bas-sins des ostréiculteurs et sur le littoral. Menés en collaboration avec l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ces travaux permettront ensuite d'élaborer des règles de gestion dans le bassin versant, par exemple sur la traitement des eaux usées des agglomérations, les barrages, les pratiques agricoles, ou encore l'identification d'organismes aquatiques témoins de la pollution diffuse.

Une double approche

Ce type de recherche conduit à s'intéresser à l'eau comme milieu support d'une vie végétale et animale soumis à l'action de l'homme. Ainsi, deux approches complémentaires sont nécessaires. La première, par milieu, considère des systèmes, essaie d'en comprendre les mécanismes, de construire des modèles seconde, par filière, s'intéresse aux relations entre certaines activités humaines et leur impact sur l'environnement : la construction d'une autoroute, par exemple, modifie les paysages ou bouleverse les équilibres des zones humides.

Que permet l'association de ces deux approches ? Lors de la sécheresse de 1990, l'inigation, principal poste de consommation de l'eau, s'est trouvée au centre des débats. Imposée par l'évolution économique. elle est directement impliquée dans La dégradation des milieux aquatiques. D'un autre côté, l'imigation a un effet structurant sur le milieu rural, auquei les collectivités territoriales sont très attachées : elle permet le maintien d'une activité agricole, et par conséquent celui d'un tissu social.

Les recherches du CEMAGREF

l'ont conduit à élaborer des méthodes de prévision de la demande en eau, pour l'irrigation tant aux échelles de l'exploitation qu'à celles de la région agricole. La confrontation avec une approche du milieu, en l'occurrence les capacités des systèmes aquatiques, permet une meilleure maîtrise par l'Etat ou les collectivités territoriales des contradictions et conflits dans l'usage du patrimoine collectif. De nouveaux outils techniques (telles les élécommandes, associées à une gestion en temps réel des transports d'eau), une meilleure planification (évaluation économique et écologique plus fine des projets), une tari cation plus transparente en résulte

Normes européennes

Nous avons développé l'exemple de l'eau, mais des démarches analocues concernent la forêt, les sols, la montagne. Par ses résultats, cette recherche pour l'environnement aboutit à l'élaboration de lois, de décrets. Elle permet également de préparer des normes françaises ou européennes, et, surtout, de construire de nouvelles méthodes

L'organisation de la recherche finalisée en France prend-elle suffisamment en compte la nécessité de comme le CEMAGREF, beaucoup d'organismes associent dans leurs travaux activités économiques et milieux. Mais l'effort de recherche

correspondant reste insuffisant, Surtout si on le compare aux efforts menés par la communauté scientifique aux échelles extrêmes : l'infiniment petit (biologie moléculaire, structure de la matière) ou l'infini-

ment grand (la terre, l'univers). Ces recherches présentent, il est vrai, des difficultés nombreuses L'une tient à la multiplicité et à la nature des partenaires à impliquer. Il est en effet impératif d'introduire dans les débats des élus, des usagers, c'est-à-dire des catégories sociales très éloignées de la commu nauté scientifique. Tout en sachant se prémunir contre une soumission aux seuls besoins, marchands ou non, exprimés par des groupes

La recherche pour l'environnement emande par ailleurs une véritable interdisciplinarité entre de multiples domaines scientifiques. La question est donc de savoir comment faire illeure place à cette recherche aux échelles intermédiaires, celles où l'homme agit.

Cet objectif implique une véritable coopération entre organismes de recherche et la mise en œuvre de programmes finalisés avec des financements adaptés. Que ce soit pour l'eau, les paysages ou la montagne, ils sont encore bien rares. Reste aussi à créer des réseaux reliant scientifiques et société, pour construire des projets de recherche prenent en compte les préoccupations économiques, sociales ou poli-

➤ Yves Le Bars est directeur générai du CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des

Les feux de l'artifice

Destinés à l'industrie de pointe, les diamants de synthèse seront bientôt plus parfaits que nature

E geste sūr, il a placé sous la loupe le minuscule joyau, a fait tourner entre ses doigts les multiples facettes. Exercé par un savoir transmis de génération en génération, l'œil a plongé au cœur du cristal. Le diagnostic de l'orfèvre est à la hauteur de ses espérances : vierge de toute inclusion dition est toujours semotaore et l'objectif unique: tailler jusqu'à la perfection la précieuse gemme, pour la parer, facette après facette, des mille feux qui lui donneront son éclat et sa valeur marchande.

Autres lieux, autres rêves. En 1990, la société américaine General Electric présente au monde le dernier-né de ses laboratoires de recherche : un diamant synthétique d'une pureté absolue, exclusive-ment constitué de carbone 12. Un diamant plus vrai que nature... Contrairement à la légende indienne qui voulait qu'il se repro-duise indéfiniment à partir de lui-même, le plus prestigieux, le plus dur et le plus réfringent de ious les minéranx n'est en effet tous les minéraux n'est en effet qu'un simple morceau de carbone

Du diamant naturel à la gemme synthétique, seul l'impératif indus-triel fait la différence, comme viennent de le rappeler les travaux présentés à l'université de Nantes, lors d'une exposition organisée par le CNRS, du 7 au 17 mars, sur le thème «Art, science et maté-riaux». Produit pour la première fois en 1954 par General Electric. le diamant de synthèse, alors moins pur, n'en a pas moins connu ses premières applications dès les années 1960. Comparé à la pierre naturelle, il présentait un meilleur pouvoir de coupe et un rendement supérieur, qualités qui le rendent désormais irremplaçable pour l'usi-nage de matériaux durs et abrasifs.

La genèse de la Terre

Depuis lors, la synthèse des dia-mants n'a cessé de progresser vers la perfection. Les cristaux synthétiques atteignent aujourd'hui une régularité inégalable par la nature, regularite inegalable par la nature, qui leur ouvre la voie royale de l'industrie de pointe, ceile des semi-conducteurs et des lasers. Au point que les orfèvres-joailliers, auxquels ces considérations technologiques importent peu, commencent à s'inquiéter. A force de l'étudier, la chimie finirait-elle par rejoindre la nature? Jetée sur le marché des pierres précieuses par des mains peu scrupulenses, tentera-t-elle, demain, d'usurper aux diamants authentiques leur incomparable histoire?

Car les diamants - les vrais -sont nés dans les entrailles les plus profondes de la Terre, il y a de cela des millions d'années. Disséminé dans le manteau terrestre, le carbone y a trouvé les pressions et les températures suffisantes pour se

"Ché du pays i FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à

d'Helsinki et son grand marché coloré.

Thorizon autour du Port sud

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques,

néreuse, yous attendent.

un univers préservé :

Et au Nord, la LAPONIE,

la l'intande dévoite une de ses

facettes au touriste arrivant par

la mer. Le pays du temps de vivre,

ses lacs par milliers et sa nature

loin des bruits, vous n'entendez

que l'eau, le vent, les chants

diviseaux. Les paysages



cristalliser. Les précieuses pierres en ont jailli lors d'éruptions volca-niques extrêmement violentes, dont les vestiges les plus célèbres ont été découverts il y a un peu ont été découverts il y a un peu plus d'un siècle en Afrique du Sud, dans la région de Kimberley (1). Blen, rouge ou fancy, le diamant raconte ainsi à sa manière, rare et inaltérable, la genèse de la Terre. Et ce privilège, sans y suffire, contribue à lui donner sa fabuleuse valeur marchande. Le reste est affaire de nureté, de poids et de valeur marchande. Le reste est affaire de pureté, de poids et de réfraction (le diamant possède le plus élevé des indices de réfraction connus), sans lesquels les tailleurs de cristal ne pourraient apprivoiser

scintillements de lumière.

Un voyage le long du fleuve Orange, dans cette Afrique du Sud où des hommes blancs venus de Hollande ont fondé en 1888 l'empire sans égai de la De Beers, a suffi pour en convaincre le diamantaire parisien Edouard Sira-kian: « Le diamant est un trophée v, dont la puissance et la gloire restent inaccessibles an plus parfait cristal de synthèse. Et lors-que l'on se souvient qu'il faut, pour obtenir un gramme de dia-mant pur, traiter 20 000 kilos de roche diamantifere, on comprend sans peine qu'à la chambre du commerce et de l'industrie de Paris, seul organisme français habilité à délivrer des certificats d'authenticité des pierres pré-cienses, la caractérisation des diamants soit monnaie courante.

suivez les cygnes...

Couleur, poids, teneur en inclu-sions, inclinaison et dimension des facettes : leurs signes distinctifs y sont rigoureusement déclinés selon les normes internationales, offrant ainsi aux professionnels (négo-ciants, courtiers, antiquaires ou commissaires-priseurs), chaque année, plusieurs milliers de cartes d'identité minérales.

Jaune canari

« En ce qui concerne le diamant, les imitations sont assez faciles à identifier », précise M. Jean-Paul Poirot, responsable du laboratoire de contrôle. Qu'il s'agisse d'alu-mine cristallisée, de titane de strontium, ou même du très réfractaire oxyde de zirconium cubique (la meilleure imitation du diamant one l'on connaisse à l'heure actuelle), un simple reflectomètre suffit à en mesurer l'indice de réfraction, toujours différent de celui des vrais diamants. Les difficultés d'identification ne concernent finalement que quelques pierres de couleur fantaisie, dont la production a soudain augmenté avec la découverte, il y a quelques années, d'un important gisement de diamants roses en Australie.

A l'heure actuelle, les « pierres de feu » donnent donc moins de sueurs froides aux gemmologues que les rubis ou les émeraudes, « dont les imitations sont beaucoup plus convaincantes ». Mais pour

se succèdent avec harmonie :

collines et bois clairs où filtrent les rayons de soleil. lacs où

les cygnes chanteurs semblent

budues, direjdra pertenza Survoyos, direjdra pertenza

ougueux et transparents.

L'air du Nord y est tiède

et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit,

Et la Laponie vous donne envie

de vous relaire un coros neuf:

marche, canoë sur le lac d'inari,

pêche, randonnées en 4 x 4, bateau

mountain bike... autant de moments

omniprésent tout l'été.

combien de temps? Car, pour les joailliers, épris de naturel, un faux frère autrement plus dangereux, le diamant de synthèse, s'annonce déjà. Même si les diamants de fabrication industrielle s'apparentent encore plus souvent à des grains de sable qu'à des joyaux à sertir pour les grands de ce monde. Même si leur couleur, jaunâtre, en signe encore trop crument l'arti-

« Sans vouloir faire de la prospective, il est certain que la situation va devenir plus délicate avec le développement des macrocristaux de synthèse, destinés à l'industrie électronique ou à celle des lasers », affirme M. Jean-Paul Poirot. Déjà, les Japonais produisent des diamants de synthèse dont le poids atteint plusieurs carats (1 carat = 0,2 gramme). Et encore ceux-là annoncent-ils la couleur : un jaune canari franc et clair, qui ne peut être confondu avec le « blanc extraordinaire plus» dont la pureté fait la fierté des diamantaires,

Qu'adviendra-t-il, en revanche, lorsque se multipliera la fabrication de diamants parfaitement incolores, tel celui annoncé il y a quelques mois par General Electric? «Le microscope n'y suffira plus, prévoit déjà M. Jean-Paul Poirot. Pour trancher entre le faux et le vrai, il faudra avoir recours à des mesures fines de conductivité électrique, ou encore étudier les réactions du minéral en spectrométrie infrarouge.»

Cours de gemmologie

Déià employés au laboratoire de contrôle de la chambre de commerce pour l'analyse des rubis et des émeraudes, ces appareils risquent donc, dans les temps à venir, d'être de plus en plus mis à contribution. Une évolution prévue également par l'Institut de physique et chimie des matériaux (IPCM) du CNRS de Nantes, qui a récemment décidé de consacrer une part de ses activités à l'expertise des pierres

« Sur environ dix mille joailliers en activité en France, seulement 5 % possèdent un brevet de gemmologie », précise M. Bernard Lasnier. Sous la houlette de ce chercheur de l'IPCM, professeur à la faculté des sciences et des techniques de l'université de Nantes, un complément de formation en gemmologie a même été créé, qui délivre depuis 1983 aux professionnels de la joaillerie un doctorat d'exper-

De la microsonde à effet Raman aux infrarouges à transformation de Fourier, en passant par un microscope à balavage à effet de champ unique en Europe, les «étudiants» qui participent à ces cours très particuliers (une soixantaine sont actuellement inscrits) peuvent s'initier aux techniques les plus performantes de la gemmologie. A condition, bien sur, que les chercheurs de l'Institut des matériaux ne soient pas en train de les utiliser pour leurs propres travaux.

CATHERINE VINCENT

(1) D'où le nom donné au principal type de roches volcaniques dans les-quelles ont été découverts des diamants,

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme Inon vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

oyer 40 F (timbres à 2 F ou chàone) & APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossie demandé ou 150 F pour l'abonnes annuel (60 % d'écor-omia), qui donna droit à l'anvoi gratuit de ce numéro

La stérilisation des malades mentaux

Suite de la page 15

Pour sa part, d'un point de vue gènéral, le Conseil national de l'ordre des médecins estime que la sterilisation chirurgicale masculine ou féminine « est une intervention mutilante qui, dans la majorité des cas, n'est pas actuellement réversible et dont les conséquences psychologiques et morales sont imprévisibles. Elle ne peut être pratiquée que pour des motifs très sérieux qui amènent à déconseiller sormellement et définitivement la grossesse. Le consentement du suiet dûment éclairé est indispensable et l'avis du conjoint doit être recueilli. Un délai de réflexion de deux mois doit être imposé et la technique employée doit, autant que possible, laisser des chances à une intervention réparatrice ».

Dans son commentaire du code de déontologie médicale, l'institution ordinale se refuse toutefois à prendre plus précisément position, qualifiant simplement de « déci-sion grave » la stérilisation des « psychopathes » et des « jeunes débiles influençables incapables d'utiliser un mode quelconque de contraception, incapables aussi d'élever un enfant ». D'autres codes de déontologie apparaissent dangereusement plus laxistes. Ainsi, en Allemagne, ce code stipule-t-il: « Les stérilisations sont permises en principe lorsqu'elles sont indiquées pour des motifs médicaux génétiques ou sociaux.» « On ne peut qu'être étonné de constater qu'en dépit de l'épisode hitlérien et malgré le code de Nuremberg, des législations eugéniques continuent d'exister dans certains Etats des Etats-Unis, dans les pays scandinaves ou au Japon, déclare le docteur Louis René. président du conseil national de l'ordre des médecins. Dans ces pays la stérilisation peut être imposée à certains psychopathes, délinquants, pervers sexuels et même

épileptiques par décision de l'auto-

rité publique ».

Quelle que soit l'argumentation invoquée, il est clair toutefois que les stérilisations imposées ne sont très généralement aujourd'hui que des solutions caricaturales au problème plus général du droit à la sexualité des handicapés mentaux et des personnes souffrant d'affections psychiatriques graves. Comment faire si, comme on peut aisément le comprendre, on tient pour indispensable d'empécher toute procréation et si l'on estime, dans le même temps, que le droit à la sexualité ne doit pas être entravé? En pratique, les contraceptifs injectables, efficaces sur de longues périodes ou encore l'usage de stérilets, permettent souvent de trouver une solution qui ne concerne, il est vrai, que les per-sonnes de sexe féminin. Lorsque ce n'est pas le cas il n'est pas rare que l'avortement - imposé - soit mis en œuvre.

De chirurgicale, la stérilisation devient ainsi chimique, c'est-àdire réversible. Il n'en reste pas moins vrai que dans l'immense majorité des cas, ces pratiques sont effectuées sous la contrainte, l'accord du malade ne pouvant être obtenu. Faut-il être critique vis-à-vis de telles pratiques mises en œuvre en dehors de tout cadre législatif et réglementaire et ne reposant que sur la conscience du médecin ou, au contraire, considérer qu'elles offrent l'avantage de fournir une solution somme toute raisonnable à un problème des plus délicats? Quoi qu'on pense, elles permettent de mesurer le chemin parcouru, les législations sur l'interruption de grossesse, les progrès de la génétique moléculaire, ceux du diagnostic prénatal et l'émergence de la médecine prédictive conférant aujourd'hui à l'eugénisme un tout autre visage et une nouvelle dimension.

JEAN-YVES NAU



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 copieur : (1) 40-65-25-99 Télex ; 206.806 F

ADMINISTRATION 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 opieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principaux esseciés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde*

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Tel.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F Tetélas 45-55-04-70 - Societé filiale du journal le Monde et Regie Presse SA

Imprimene du - Monde -12 r M Gansbourg 4485 IVR1 Codes et publication, nº 57 347 ISSN -0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE sez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

Renseignements sur les microfitms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS place Hubert-Beuve-Mery, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tel.; (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE **AUTRES PAYS** LUXEMBOURG Voie normale-CEE 572 F 790 F 400 F 1 123 F 1 560 F 2 960 F 1 400 F 2 086 F ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABQ

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

BULLE	TIN D'	ABON	VEMEN	Ī
				_

1	[]		
l	Durée choisie : 3 mois □	6 mois 🛘	l an E
Ì	Nom:	Prénom :	
Į	Adresse :		·
I		. Code postal:	
۱	Localité :	Pays :	·
l	l'enille: aroie l'obligeance d'écrire tout les no.	ms propers en capitale:	d'imprimerie

Quel que soit votre choix : votre volture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE PINLANDE None _



هكذامن الإمل

ARCHITECTURE

Un symb

collages

décol

14mars.23avs

ARCHITECTURE

Un symbole de l'opulence japonaise

Kenzo Tange signe la nouvelle mairie de Tokyo

TOKYO

de notre correspondant.

La nouvelle mairie de Tokyo a été inaugurée, le 9 mars, en présence de personnalités parmi lesquelles M. Jacques Chirac, maire de Paris. Le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, était en revanche absent, le parti conservateur ne soutenant plus M. Charitannia. teur ne soutenant plus M. Shunichi Suzuki, gouverneur sortant, pour les élections locales de milieu d'avril. Monumentale, la nouvelle mairie soulève des controverses qui pourraient bien se traduire par de nouveaux scandeles de nouveaux scandales.

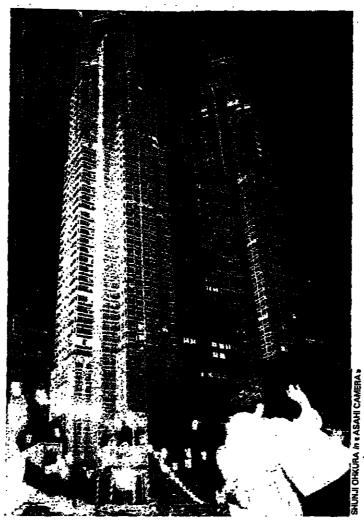
Ce gigantesque complexe architectural est composé de trois bâtiments dont deux tours parallèles de quarante-huit étages, hautes de 243 mètres, les plus hautes de la capitale. La mairie de hautes de la capitale. La mairie de Tokyo se veut, selon l'expression de son architecte, Kenzo Tange, « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ». Les deux tours du bâtiment principal, estime l'architecte mondialement connu, rappellent celles de Notre-Dame de Paris. Le granit poli, gris souris, dont elles sont revêtues comme le caractère massif et quelque peu stalinien d'un ensemble qui tranche avec l'élé-gance élancée des tours voisines donnent surtout l'impression d'une de ces inquiétantes et colossales bâtisses sorties d'un film de Fritz

« Monstruosité ostentatoire » pour ceux qui la comparent au palais de Ceausescu, la « Tax tower », comme l'ont déjà baptisée les Japonais, est en tout cas à l'image de ce qu'il y a de pire dans la capitale nipropue: le signla capitale nipponne: le gigan-tisme. D'un coût de 156 milliards de yens (plus de cinq milliards de francs), la nouvelle mairie doit être, selon ses promoteurs, le symbole de Tokyo.

Un symbole de puissance et opulence. Mais précisément en cela, la nouvelle mairie est peu à l'image d'une ville qui, en dépitd'un gigantisme parfois accablant,

collages

Parking Boucicaut - Métro Sévres Babylonb



détail de son chaos apparent dans les quartiers-villages - et encore moins de ses habitants : la majorité de ceux-ci sont de petites gens bien moins riches que ne le donne à penser le luxe ostentatoire

peut être agréable à vivre dans le de certains édifices de consommation collective. La concentration de pouvoir et d'argent à Tokyo est néanmoins prodigieuse, inimaginable même à New-York. Le budget de cette mégapole de douze millions d'habitants (1) équivaut à

plus de la moltié de celui de la Chine: 46 milliards de dollars. Aussi la municipalité est-elle l'une des bases de pouvoir du camp

conservateur.

A l'ordre du jour depuis des années, le déménagement de la mairie de Tokyo fait partie d'un plan de décentralisation du quartier de Marunouchi, voisin de Ginza, où depuis le début du siècle se sont rassemblées les instances du pouvoir économique. Le choix de Shinjuku est significatif. Tokyo s'est déplacé vers l'ouest. En dépit des protestations des habitants de la ville basse. à l'est, la mairie ne la ville basse, à l'est, la mairie ne sera plus au cœur de la vieille cité des shogun, mais à la périphérie de celle-ci. Le gouverneur va en quelque sorte vers ceux qui l'élisent.

Scandale en filigrane

Shinjuku est en outre, depuis les années 1960, le quartier le plus «tokyoîte». Bouillonnant d'activités, « cité sans nuit » à l'est de la gare, centre du capitalisme triomphant à l'ouest, tour à tour chaoti-que et ordonné, Shinjuku, quartier offert et secret à la fois, est une ville dans la ville. On y trouve tout : l'argent, le dénuement, l'appétit de vivre comme l'oubli de

L'implantation de la mairie va quelque peu bouleverser la vie de la partie ouest de Shinjuku, celle des quatorze tours appartenant à des grands groupes industriels ou occupées par des hôtels. Elle signi-fie en effet l'arrivée des 13 000 employés de la municipalité, le va-et-vient de 10 000 fonctionnaires et de 12 000 visiteurs qui vien-dront se joindre aux 200 000 per-sonnes (parmi les 700 000 transitant chaque jour par la gare de Shinjuku) arpentant le quartiers

La nouvelle mairie fleure surtout un scandale encore en filigrane, qui pourrait éclater à la faveur du ement de comptes entre conservateurs qui se prépare pour l'élection du nouveau gouverneur le 21 avril : l'octogénaire mais encore vert M. Suzuki brigue en effet un quatrième mandat contre la volonté du parti conservateur (le Monde du 13 février).

Le gouverneur et l'architecte Kenzo Tange sont au cœur de cette affaire. Les relations entre les deux hommes remontent aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964: M. Suzuki était alors gouverneur adjoint et Kenzo Tange conçut le gymnase et la piscine olympique. On retrouve le même tandem pour l'Exposition universelle d'Osaka en 1970. Tout naturellement, l'architecte dirigea la campagne de M. Suzuki pour l'élection à la mairie de Tokyo.

M. Suzuki et l'«empire Tange»

En 1986, Kenzo Tange fut désigné pour dessiner la nouvelle mairie. Adjudication pour le moins peu transparente, bien que les pro-jets aient été soumis théoriquement de manière anonyme. Par la suite, au cours notamment d'étranges parties de golf organi-sées par Kenzo Tange, réunissant le «gratin» de la construction, les ententes préalables aux appels d'offres furent, semble-t-il, réalisées. La direction de la société consti-tuée par la mairie pour gérer les travaux était composée en majorité de représentants des grands constructeurs, nous a dit M. Sato, secrétaire général des syndicats de la préfecture de Tokyo.

La construction de la mairie de Tokyo semble essentiellement l'affaire de l' «empire Tange» (auquel elle rapporta officiellement 1,7 milliard de yens). La «reine de l'ombre » de ce dernier est M= Takako Tange, que la presse a surnommée « Imelda » (en référence à M™ Imeida Marcos, veuve de l'ancien dictateur philippin). Dans les rédactions comme dans les dîners en ville, les rumeurs abondent: M= Tange est moins connue pour ses extravagances que pour être une femme de tête, gérant d'une main ferme une partie des contrats annexes à la construction de la mairie.

Pour les syndicats de la municipalité, la construction de la nonvelle mairie est l'une des plus éclatantes démonstrations de la collusion de la politique et des grands groupes de construction dans le détournement des deniers publics.

PHILIPPE PONS

(1) Si l'on inclut les préfectures péri-phériques, qui forment avec Tokyo une

CINÉMA

Un nègre blanc

Mr. JOHNSON de Bruce Berestord

Très noir dans son costume colonial blanc, Mr. Johnson sait lire et écrire. Il fait donc fonction de secrétaire auprès du représentant de Sa Gracieuse Majesté. Il n'en peut plus de fierté, se prend pour un Anglais, mais il est bien le seul... L'action se passe au Nigeria en 1923, et se veut la satire à la fois des « petits Blancs » qui se croient supérieurs, et des « nègres blancs » qui, fascinés par l'Öccident, trahissent leurs traditions, leur culture, et naturellement se

Le film de Bruce Beresford Mr. Johnson - tiré d'un roman homonyme de Joyce Cary accumule délibérément les poncifs : dans une Afrique bien propre de carte postale avec

enfants irresponsables mais débrouillards, hâbleurs, fabula-teurs, sympathiques, qui dansent tout le temps et travaillent comme des bêtes pour un salaire de misère

Les Blancs ne comprennent rien à l'insondable mystère de ce pays. Quand ils habitent là depuis longtemps, ils sont devenus alcooliques, violents. Quand ils arrivent, ils sont telle-ment désemparés qu'ils se raccrochent en aveugles au règle ment. Leurs velléités humanistes sont battues en brèche... Jamais l'huile ne se mélange à l'eau, comme disait

Peut-être aurait-il fallu prévenir Bruce Beresford : la situation a évolué, les questions ne se posent plus tout à fait dans les mêmes termes actuellement, si bien que sa caricature rétro devient pour le moins

Les champignons de l'ombre

Les Gallois ne cèdent jamais, pas même à la misère

COMING UP ROSES de Stephen Bayly

La vie est difficile à Aberdare, petite ville minière du pays de Galles touchée par la crise économique. Et le Rex, dernier cinéma encore en activité, est obligé de fermer ses portes, faute de specta-teurs. Quelques enfants, quelques vicilles dames, le fréquentent encore. L'une n'y vient que pour utiliser, gratuitement, les toi-

Trevor, le projectionniste, est chargé par la municipalité de gar-der la salle du Rex, en attendant qu'elle soit rachetée. Mona, la caissière-ouvreuse et marchande d'esquimaux se retrouve au chômage, et obligée de s'occuper du bébé de sa fille partie chercher fortune ailleurs. Trevor, divorcé, doit payer la pension de ses enfants, emprunte de l'argent, qu'il doit rembourser et accepte de transformer clandestinement la salle de cinéma abandonnée en champimonnière. Le champignon manque dans les restaurants et les boutiques d'Aberdare. Trevor, ses amis et les vieilles dames, se mettent à cultiver des plants dans des couches de terreau répandues entre

les fantenils Coming up Roses fut présenté avec succès dans la section officielle « Un certain regard » du Fes-

 Cinéma Paradiso, vainqueur des British Academy Awards. – 17 mars cinq British Academy Awards, les récompenses du cinéma britannique. Couronné pour le meilleur film en langue étrangère, le meilleur acteur (Philippe Noiret), le meilleur second rôle masculin (Salvatore Cascio), le meilleur scénario original et pour la meilleure musique, le film de Giuseppe Tornatore devance les Affranchis, de Martin Scorsese. récompensé trois fois : meilleur film en langue anglaise, meilleur réalisateur et meilleure adantation.

D Chamronsse on les sommets du rire. - Traditionnel rendez-vous du cinéma souriant, la station de Chamrousse reçoit pour son Festi-

tival de Cannes 1986. Que ce film n'ait pas été distribué plus tôt en circuit commercial reste un mystère. Cette comédie sociale où l'humour apparaît comme une défense contre le mauvais sort est très proche de certains films de Ken Loach, de Stephen Frears ou de Mike Leigh. Et, sì l'espoir fail vivre, les personnages en ont à revendre.

Leur obstination à rester optimistes lorsqu'ils passent, brutale-ment, d'une réussite à un échec est à la fois très drôle et très émouvante. Il est moins question, ici, de la mort d'une salle que du refus de céder à l'adversité, dans la grisaille d'une ville au particularisme bien précis. Car, détail important qui contribue largement à l'originalité du film : celui-ci il est remarquablement interprété par des comédiens gallois qui parlent leur dialecte comme pour affirmer, jusque dans les situations apparemment les plus absurdes, leur

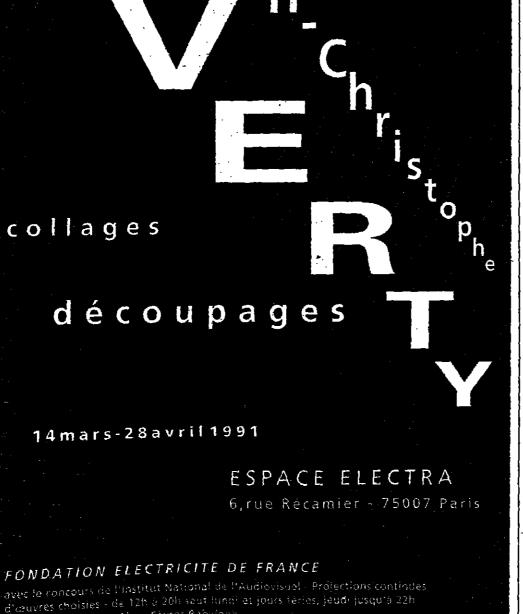
Stephen Bayly, Américain qui fut producteur avec Tony et Ridley Scott, tourne en Angleterre pour Channel Four. Une certaine pratique du documentaire l'a parfaitement servi dans cette fiction réalisée, en grande partie, en décors

JACQUES SICLIER

val du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les débats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis.

▶ Jusqu'au 23 mars. Tél. : 76-89-92-65.

D Vente de la bibliothèque de Bernard Blier. - Livres, lettres de comédiens ou d'auteurs, photos et pipes ayant appartenu à Bernard Blier (le Monde du 16 mars) ont été dispersés pour près de 1 million de francs lundi à Paris, à la mairie du IX arrondissement, selon Jacques Tajan qui dirigeait la vente. L'enchère la plus élevée, 75 000 F, est allée à l'édition de Kehl (70 volumes) des œuvres





CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS ERTS

OILLI	DE CON	CERT
PRINCIPAUTÉ DE MONACO DU 20 MARS AU 2 AVRIL Resseignen.: 93-15-93-03	DES ARTS DE MONTE-CARLO OPÉRAS (LA RONDINE) de Puccini (20-22-24 mont)	CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 24 smars 16 houres ig.e. Valousiet
Location : 93-80-78-54 (p.a. Mondlei musique)	Production de l'Opéra de Monte-Carlo « MITRIDATE, RE DI PONTO » de Mozart (12 avril) par l'English Bach Festivel Dir. : A, de Almelda RECTTALS Ruggero Reimondi et Margarita Zimmermenn (2/4) June Anderson (3/4) Fesicity Lott (17/4) Nikite Megaloff (24/4) MUSIQUE DE CHAMBRE	CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Lundi 25 Mercadi 27 Yendredi 29 mars 12 h 45 (p.s. Valmalate
	Les Arta florissams Dir.: William Christie (27/3) Archi della Scala et Cecilla Gascia (8/4) Camerata Academica da Salzbourg/Sandor Vegh (10/4) Les Virtuoses de Moscou Vladimir Solvakov (15/4)	AUDITORIUS CHATELET Lundi 25 mars 19 keures (p.e. Valunion
	Quetuor Juilliard (19/4) Quetuor Alban Berg (22/4) 1 Solisti Veneti Claudio Scimone (26/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre philinarmonique de Monte-Carlo Dir.: Eri Klea Lazar Bermen (7/4) Dir.: Gianluigi Gelmetti Martha Argerich (14/4) Dir.: Garcia Naverro Gary Hoffman (21/4) OANSE Ballets de Monte-Carlo (30-31/3-1/4) JEUNES SOUISTES	OPÉRA- COMIQUE Landi 25 mers 20 heures Loc. Tél. 42-96-12-20 g.e. Valmaien Cedelle)
Centre	C. Coté, soprano (30/3) A. Ulbrich, mezzo (8/4) F. di Casola, clarinette (13/4) D. Anderszewska, violon (20/4) CINEMA Festival du film musical (20/3-20/4) Eric	CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Lundi 26 mars 20 h 30 (p.s. Valmalate Doublet)
Culturel Portogals 51, av. léna Jeudi 21 mara 20 n 45 Rens. Tél. 47-20-88-84 [p.e. Valmehtel	LE SAGE Plane SCHUMANN SCHUBERT	
Safe PLEYEL Samedi 23 mass 20 h 30 ((Gasgen)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ BACH PASSION ST JEAN	CONCERTS A 21 beares ÉGLISES: St-Germain- des-Prés Lund 25 St-Louis d'Antin
THÉATRE CHAMPS- ELYSÉES Dimenche 24 mars 15 h 30 Tél. Rans, 47-23-47-77 (p.s. Valvasieta)	J.S. BACH Passion selon SAINT JEAN Concerto Köln Chœur Currende de Louvain Dir.: René JACOBS	Mr St-Lezzne Marcii 26 E. Ridormie Asmondation 19, rue Contambert Mr Pompe Mr Cate Places : 120 F Ridd, 30 F Ridd, 30 F Ridd, 20 F R
THÉATRE CHAMPS- SLYSÉES Dimanche 24 mars 20 h 30 Tél. Rens. 47-23-47-77 (p.4. Valmainte)	THE LONDON PHILHARMONIC Dir.: Charles DUTOIT VADIM REPIN VIOLON BERLIOZ. SIBELIUS CHOSTAKOVITCH	CHATELET Mardi 25 mars 19 beures (p.e. Valmalete Wenner) AUDITORIUM CHATELET Mercradi 27 mars 19 heures (p.e. Valmalete Wenner)

Concerts Radio France A TRAVERS CHANTS

Théâtre des Champs-Élysées Mercredi 20 - 20 h 30 Philidor - Carmen Saeculan Soprano : Ghylaine Raphan Soprano: Gnylame Raphane;
Mezzo-soprano: Sophie Foumier
Ténor: Martin Hill
Baryton: Jean-François Gardeil
Ensemble Sagittanius
La Grande Ectain et la Chambre du Roy
Direction: Jean-Claude Malgoire

Ieudi 21 - Vendredi 22 - 20 h 30

Mandelssohn - Paulus

Soprano : Sheri Greenawald

Alfo : Hanna Schwarz

Tánor : Donald George

Basse : Tom Kruste
Choeur et Mahrise de Radio France
Orchestra National de France Orchestre National de France Direction : Emil Tchakarov

LE SALON ROMANTIOUE
Samedi 23 - 15 b
Bruhms - Schubert - Mendelssohn
Soprano: Helen Donath
Clarinette: Paul Meyer
Piano: Klans Donath,
Jean-Claude Pennetier
Makrise de Radio France

Samedi 23 - 20 h 30
Mondonville - Titon et l'Amore
Solistes : lemnifer Smith - Philippe
Huttenlocher Catherine Napoli - Ame
Monoyica - Jean-Paul Fouchécourt
Eusemble vocal Françoise Herr
Les Musicians du Louvre
Direction : Marc Minkowski



Dimanche 24 - 15 h 30

Back - Passion selon Saint-Jean
Ténor : Guy de Mey (Tevangéliste)
Soprano : Maria Caristina Kiehr
Ténor : Gerd Tink
Hauts-contra : Andreas Scholl
Basses : Michael Schopper, Ulrich
Mesuthaler
Cheur Currende de Louvain
Concerto Köln
Direction : René Jacobs

Lundi 25 - 20 h 30
M.A. Charpestier
Les Arts Florissants
Direction: William Christie

March 26 - 20 h 30 Drerak - Mahler - Wolf - R. Strauss Soprano : Lucia Popo Piano : Krwin Gage

Mercredi 27 - 20 h 30
Une soirée musicale chez Rassini
en 1860
Soprano: Anne-Sophie Schmidt
Mezzo-sopranos: Hélène Perragnin,
Sylvie Sullé
Ténor: Jean-Luc Viala
Baryton: Olivier Laiouette
Basse: Vincent Le Texier
Piano: Curistian ivaldi

Jeudi 28 - 20 h 30 Britten - Webern - Zemillusky Mezzo-soprano : Hanna Schwa Orchestre National de France Direction : Erich Leinsdorf

LOCATION

Radio France Théatre des Champs-Elysées 42 30 23 08 47 20 36 37

CULTURE

THÉATRE

e Pensée Musicale et Transmission »

Solistes de

L'ENSEMBLE

INTERCONTEMPORAIN SOLBIATI, BERIO PETRASSI

LES HIBIS HUSICAUX

TE2 ETEAE2 BE

LA ROYAL ACADEMY

OF MUSIC
10 25 : MOZART
R.STRAUSS, BRAHMS
10 27 : BIZET, ARNE
TCHAIKOVSKI, MOZART
10 29 : PURCELL
FINZI, WALTON

HARRIES

MICHAEL POLLOCK

Plano HAYDN, FAURÉ

PRO MUSICIS

DESSAY

pieno MOZART OFFENBACH DELIBES THOMAS

Orchestre

Philharmonique de Radio-France

JANOWSKI

COLLARD

OLEG

violon LALO, d'INDY

Quatuor

VIA NOVA

Les Sept Demières

Paroles du Christ

Rect: Michael

LONSDALE

Texta : J.-P. NORTEL Tél. Loc. : 42-62-40-65

LAZAR BERMAN

Quatuor

ORLANDO

RIAN de WAAL plano FAURÉ, SCHUMANN

Jeunes loups d'aujourd'hui

A Rennes, un « festival des nouvelles tendances théâtrales » qui ne ment pas

Le Grand-Huit-Théâtre national de Bretagne, ex-maison de la culture de Rennes, comprend plusieurs salles qui doivent répondre aux besoins culturels de la popula-tion dans différents domaines cinéma, danse, expositions, musiques, - mais d'abord théâtre. A côté des spectacles importants, de productions plus intimes, le directeur Emmanuel de Véricourt fait appel à la génération montante - François Tanguy ou Stéphane Braunschweig. Il a eu l'idée d'orga-niser du 15 au 17 mars, sous le titre Emergences, un « festival des nouvelles tendances théâtrales».

Il n'est pas tellement satisfait de la formulation. Le mot « festival » est à la fois ambitieux et banalisé, l'invocation à la nouveauté peut paraître prétentieuse. Pourtant, le public a suivi, il ne l'aurait peutêtre pas fait pour une seule troupe inconnue. Sur plusieurs, on prend le risque de la bonne surprise qui fait oublier la mauvaise.

Les mauvaises surprises étant donc oubliées, il y avait là *les* Mutilés, de Hermann Ungar, par Marc François, déjà présenté par le dernier Festival d'Automne. Il y avait une troupe rennaise, l'Arpenteur, avec une création, Température extérieure zero degré, qui se passait dans une maison à l'abandon. Un parcours de labyrinthe dans des chambres modifiées au fur et à mesure, décor surréaliste autour d'une histoire d'enfant disparu le jour de ses sept ans. C'est pendant la guerre, il neige. Un acteur, mêlé aux spectateurs debout, sondant les murs lépreux, éveille les voix des fantômes. La porte s'ouvre sur une servante qui. voyant tout ce monde, casse une

 Le cinquième Maubeuge International Théâtre. - Seize compagnies, douze créations rythment cette année le cinquième Maubeuge International Théâtre (MIT). Ce Festival, qui se déroule jusqu'au 30 mars, permet de décou-vrir - en version française - de nombreuses troupes étrangères. Les Néerlandais du Studio Hinderik, le Theater Poging; les Belges Patrick Beckers, Jan Decorte ou les Britanniques de la Pascal Theatre Company se succéderont aux côtés des Français du Théâtre des pays du Nord ou du Cosmos Kolej. A noter également, la création de la Vie bien qu'elle soit courte, du dramaturge bulgare Stanislay Stratiey. lauréat du Concours européen organisé par le MIT en mars der-

▶ Tél. : 27-65-65-40.

DANSE

□ Pierre Lacotte à la tête du Ballet français de Nancy. - Pierre Lacotte, 59 ans, a été nommé, pour une durée de trois ans, directeur artistique du Ballet français de Nancy, devenu Ballet national de Nancy. Il succède à Patrick Dupond, qui avait occupé ces fonctions jusqu'à la fin 1990, cumulant pendant quelques mois ce poste avec celui de directeur de la danse à l'Opéra de Paris. Ancien premier danseur à l'Opéra de Paris, Pierre Lacotte a dirigé plusieurs compa-gnies dont les Ballets de la tour Eiffel, le Ballet national des jeunesses musicales de France, et plus récemment les Ballets de Monte-

soupière. A partir de là, le passé intervient sur l'instant, comme des bribes de contes de fées, de vieilles chansons funèbres tournant saus fin dans la tête. Le surréel prend peu à peu le pas sur le réel. Les chambres se transforment en greniers magiques encombrés d'ori-peaux, d'objets quotidiens mais désuets, et la dernière chambre, tendue de drap écru, est celle du premier désir, celle de l'absence...

Bien que construit également par assemblage de fragments – suite de séquences annoncées par une pré-sentatrice, – Help, du groupe lillois Ballatum, donné dans l'une des salles du Grand-Huit, ne ressemble pas à Température extérieure. Les images sont uettes, façon high tech. Trois couples se chargent de décrire l'éternelle histoire du couple. Avec humour, tournant en dérision détresse et solitude. enchaînant banalités et vérités premières, gestes de la séduction et de la lassitude, de la chasse à l'homme

Salomé et la syphilis

On pourrait trouver un certain rapport entre Help et le Concile d'amour, d'après Panizza, par la compagnie de Patrice Bigel, la Rumeur, la plus ancienne : elle a sept ans. Seulement, ce n'est plus sept personnes, c'est près d'une centaine de figurants qui en plus des comédiens occupent le vaste plateau de la grande salle, participent à la composition d'images somptueuses, inspirées par Metro-polis, Bob Wilson ou Lavaudant, images hautaines de la décadence occidentale. Il est vrai que dans le

Concile d'amour, on voit la Sainte Famille dans un état lamentable, incapable de remettre de l'ordre au Vatican, faire appel au Diable qui envoie sur terre Salomé et la syphilis. Par bonheur, le sida n'est pas mis en avant, mais une fois encore. le désarroi des hommes et des femmes face à face.

L'avantage de la Rumeur est d'avoir choisi un vrai texte, alors que les deux autres speciacles sont construits sur des scénarios maison, trop confus, trop légers. On nourrait dire sans doute que Patrice Bigel serre de bien près ses références, mais son expérience est passionnante. Que les comédiens du Ballatum reprennent des thèmes et des façons auxquels les spectacles de danse contemporaine nous ont habitués. Mais ils le font avec la rudesse de la gaucherie, qui leur donne un air d'authenticité. Quant à ceux de l'Arpenteur, ils rejoignent une conception de formes libres, d'un contact avec le public expérimenté pendant les années 60. Comme la plupart n'étaient pas nés, ils ne reprodui-sent pas, ils réinventent avec leur propre poésie.

Après tout, une tendance devient, redevient nouvelle dès que quelqu'un la fait sienne, et sept équipes se côtoyant pendant un week-end finissent par provoquer l'événement. Ce « festival des nouvelles tendances» n'a pas menti. Il a d'ailleurs répondu à la tendance effectivement nouvelle qui consiste à rassembler des personnalités fortes, forcément différentes les unes des autres, et à laisser faire, laisser rêver l'avenir.

l'iguane, de Tennessee Williams

par Brigitte Jacques, créé au

Théâtre des Quartiers d'Ivry, et

la Vie de Galilée, de Brecht, la

demière mise en scène d'An-

En attendant l'ouverture du

Vieux-Colombier en décembre

1992, la Comédie-Française présente à l'extérieur, outre la

Nuit de l'iguane à lvry, On purge

bébé, de Feydeau, par Jean-

Christophe Averty aux Bouffes

du Nord - 17 avril, fin juln. En novembre 1991, *Un mari*, de

Svevo au Théâtre de la Colline.

un Pirandello, la Revizor, de

Gogol, au Théâtre de la Ville en

COLETTE GODARD

MUSIQUES

Bon voyage!

. . . .

٠.,

できる。「日本のでは、日

ŗ

Avant de partir aux Etats-Unis l'Orchestre de Lyon rénové ionait dans sa ville

MUSIQUE FRANÇAISE à l'auditorium Mourice-Ravel de Lyon

LYON

de notre envoyé spécial

Le dernier accord du Deuxième Concerto pour piano et orchestre de Saint-Saens n'a pas fini de résonner dans l'auditorium Maurice-Ravel que, sans un regard pour le public, Jean-Philippe Collard sc jette dans les bras d'Emmanuel Krivine. Emu et émouvant, l'exjeune premier du piano français quarante et un ans cette année, crinière grisonnante – vient de jouer comme nous ne l'avons jamais entendu. Est-il possible que ce concerto ne soit pas cette crépi-tante boîte à musique Second Empire dont tant de ses confrères se plaisent à remonter la mécani-que? Raffiné, rèveur, technique immaculée, Jean-Philippe Collard se moque de la tradition. Il est des trahisons plus fécondes que l'au-thenticité, füt-elle avec un grand A.

A la tête de l'Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine l'accompagnait, les 14 et 15 mars der-niers, d'une saçon si attentive, si complice, que l'on en oubliait l'acoustique désastreuse de la salle Ivonnaise. Son orchestre a fait de grands progrès. Les exigences d'Emmanuel Krivine n'ont pas été vaines. Les nouveaux venus recrutés avec soin se sont si rapidement intégrés à la formation qu'elle sonne avec l'homogénéité d'un « vieil » orchestre.

Un envoi de mésanges affolées

L'Apprenti sorcier de Paul Dukas, «la Scène d'amour» de Roméo et Juliette de Berlioz, la « Deuxième Suite » de Daphnis et Chioè témoignaient de la véritable naissance de cette formation créée en 1969. Un exemple : trop souvent «le Lever du jour» de Daphnis ressemble à un envol de mésanges affolées, avec Krivine l'entrelacs des bois et des cordes semble peu à peu percer la brume du matin pour s'imposer triomphalement. Sa recette est simple: tempo lent, rythmique infaillible, crescendo inexorable, couleurs fondues dans la transparence des plans sonores. Admirable!

L'Orchestre de Lyon part en avril tourner aux Etats-Unis, ses solistes seront les pianistes Jean-Philippe Collard et Bruno Leo-nardo Gelber. S'il n'a pas encore l'infaillibilité des grands ensembles américains, il n'est pas chauvin d'affirmer qu'il parle la musique avec un bel accent européen.

ALAIN LOMPECH ► Emmanuel Krivine vient de publier chez Denon un remar-quable enregistrement de Shé-hérazade de Rimski-Korsakov.

□ L'Opéra-Bastille reporte son concours de chant. - Le Concours international de chant qui devait avoir lieu à l'Opéra-Bastille du 2 au 13 mai prochain est reporté au mois de mai 1993. Une décision due, selon la direction, a aux restrictions budgétaires que l'Opéra de Paris doit supporter comme tous les établissements publics culturels. ».

Racine, Hugo, Camus à la Comédie-Française

toine Vitez.

Au cours de sa première conférence de presse en tant qu'administrateur général de la Comédie-Française, Jacques Lassalle a donné les grandes lignes de la politique qu'il entend mener be mier mandat.

Créations salle Richelieu : Iphigénie, de Racine, mise en scène de Yannis Kokkos, coproduction avec le TNS à la mi-octobre 1991; *Le roi* s'amuse, de Victor Hugo, par Jean-Luc Boutté, décembre 1991; Caligula, de Camus, par Youssef Chahine, février 1992; l'Ecole des maris et la Comtesse d'Escarbagnas, de Molière, par Jacques Molière, par Jacques Lassalle, avril 1992; Mascarade, de Lermontov, par Anatoly Vassiliev, mai 1992.

Grandes reprises

Parmi les grandes reprises : le Barbier de Séville, de Beaumar-chais, par Jean-Luc Boutté ; la Fausse Suivante, de Merivaux, par Jacques Lassalle, création le 29 avril ; la Tragédie du roi Christophe, d'Aimé Césaire, par Christophe, d'Alme Lessaire, par Idrissa Ouedraogo, création le 8 juin; le Médecin malgré lui et le Médecin volant, par Dario Fo, qui partira également en tour-née, ainsi que la Nuit de

octobre 1992 et, en projet pour Avignon 1992, le Cid, de Cor-neille, par Alexander Lang, directeur du SchillerTheater de Enfin, Jacques Lassalle a annoncé le développement de la mémoire de la troupe et de ses erchives, par l'audiovisuel, par la publication des pièces du

répertoire, et par celle d'une revue qui complétera le Journal de la Comédie Française. Renseignements, 40-15-00-15. Les inscriptions pour les abonnements se feront à partir du 14 mai en écrivant à la Comédie Française, service des abonnements, place Colette, 75001 Paris.



ANNA PRUCNAL

"AUTOPORTRAIT" Blermann, Cormann, Fassbinder, Mailland, Okoudjava, Pasolini, Vissotski. 65 F LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4° DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

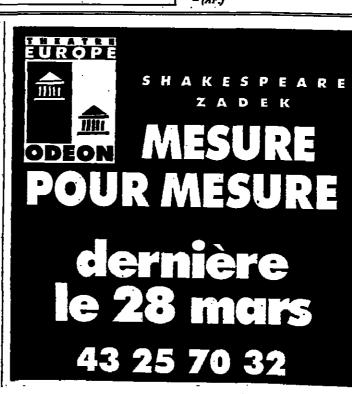
> Le Monde ARTS ET SPECTACLES

> > ſ



ORCHESTRE COLONNE Lundi 25 mars à 20h30 SALLE PLEYEL MOZART INTEGRALE des CONCERTOS pour FLÛTE

Patrick GALLOIS flute Fabrice PIERNE harpe direction **BERTRAND** de BILLY Rens. 42 33 72 89



, V

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI Intercept of the control of the cont

MERCREDI Hommage à Alberto Moravia : le Freccia nel flenco (1944, v.o.), d'Alberto Lattuada, 18 h ; la Marchende d'amour (1952, v.o. s.t.f.), de Mario Soldati, 20 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : les Amoureux , v.f.), d'Eller Ichmoukamedov, 14 h 30 ; l'Express transsibérien (1977, v.o. traduction simultanée), d'Eldor Ourazbaev, 17 h 30 ; Tryptique (1978, v.o. s.Lf.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

grande galerie, porte Saint-Eustache Forum des Halle: (40-26-34-30)

MERCREDI Gamins de Paris : Jeune public : Jour de classe (1972) de Jour, les Bottes de sept lieues (1971) de F. Mar-tin, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 18 h 30 ; Aventures : Eciar formel, 16 h 30; Aventures; Eaby come back (1983) de Ph. Lopès-Curval, Rungis à fond la caisse (1978) de Denis Chegaray, 18 h 30; Apprentissages: Bande annonce: Clémentine Tango (1981) de Caroline Roboh, is Nuit porte-jarretales (1984) de Virginie Thévenst, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). ALICE (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-

(42-71-52-36) ; UGC Danton, 6. (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8º (45-62-20-40); UGC Opéra, 9· (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11· (43-57-90-81); Escurial, 13- (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Pathé

Montparnasse, 14 (43-20-12-06). LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

ATTACHE-MOI! (Esp., v.o.): Lucer-AVALON (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1- (42-33-42-26); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-86) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65). LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.c.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-

12-12) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88); La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31); UGC Gobelin (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 154 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-

10-96). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

COMING UP ROSES (Brit., v.o Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-

COUPS POUR COUPS (*) (A., v.o. Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f. : Rex, 2. (42-36-83-93) : UGC masse, 6- (45-74-94-94) ; Peramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 MARS «Les terrasses et les jets d'eau à la Défense», 14 h 15, hall RER Défense, sortle B (Tourisme culturel).

« Jardins et hôtels autour de Sai Victor ». 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

Exposition : « Camille Claudel ». 15 heures, entrée du Musée Rodin

CONFÉRENCES

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Iliade, le premier chef-d'œuvre européen de Schliemann, qui a découvert Troie », par G, Juramie

(Maison de l'Europe). Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosavelt, 20 h 30 : « Des virus et des hépatites. De l'anthropo-logie à la biologie moléculeire », par Larouze. Entrée libre (Dielogues

Gobelina, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) : Action Champs Elysées, 8-(43-25-71-88) : La Bastille, 11- (43-07-

(46-36-10-96). DANCIN' THRU THE DARK (A.,

v.f.: Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-93); Fauverte, 13- (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambette, 20- [46-38-10-96] 10-96).

Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Misural, 14- (45-39-52-43); Sept Pamessiens, 14- (43-20-32-20); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-38-10-96)

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les fibus nonveaux ainsi

qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). HAVANA (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83) : UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40) ; Kinopanorama, 15: (43-08-50-50) ; v.f. : UGC Montpar-nasse, 6: (45-74-94-94) ; Paremount Opéra, 9: (47-42-56-31).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); Penthéon, 5- (43-54-15-04); Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14); Sept Pernassiens, 14-

(43-20-32-20). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (") (A., v.o.) : Racine Odéon, 6-43-26-19-68

L'HISTOIRE SANS FIN IL (A., v.f.) : Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Lyon Bas-tille, 12- (43-43-01-59); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE... Film français de Jean-Louis Bertuc-celli : Forum Horizon, 1- (45-08-67-57) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Pathé Hautefauille, 6- (46-72-52); rame native seque, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82); Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

Pathé Wepler II, 18: (45-22-47-94).
BONS BAISERS D'HOLLY-WOOD. Film améripain de Mika Nichols, v.o.: Pathé (mpérisí, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Pathé Hautefeuille, 8- (48-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Mistral, 14- (45-39-52-43); Sept Parmusiane, 14- (45-39-52-43); Sept tral, 14* (45-39-52-43); Sept Par-nassiens, 14* (43-20-32-20); 14 Julilat Beaugranelle. 15* (45-75-79-79); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Las Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18* (45-22-47-94).

EATING. Film américain d'Henry Jagiom, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83).

LE JOUR DES ROIS. Film français LE JOUN DES ROIS, Film francais de Marie- Claude Treilhou: Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18); George V, 8• (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Escurial, 13• (47-07-28-04); Sept Parmassiens, 14• (43-20-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12) ; Gaurnont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) : Gaumont Ambas sade, 8• (43-59-19-08) ; 14 Julliet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Gaumont Parnesse, 14 (43-35-30-40);

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinemas, 11-(48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01). LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2 (47-42-60-33) : Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08); La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13-(43-31-56-86) ; Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40)

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82). ETRANGE SÉDUCTION (k., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Publicis Champs-Elysées, 8-(47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40).

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83) : UGC Rotonda, 6. (45-74-94-94); UGC Normandie, 8 (45-63-18-16) ; v.f. : Para-mount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé , 14 (43-20-12-06). FENÈTRE SUR PACIFIQUE (A.,

v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36): 14 Juillet Parrasse, 6* (43-26-58-00): Les Trois Luxembourg, 6* (46-

33-97-77) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-

CENT (Fr.) : George V. 8- (45-62v.f.) : UGC Montper-GHOST (A., se. 6- (45-74-94-94).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27). GREEN CARD (A., v.o.) : Gau Les Hallas, 1- (40-26-12-12) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : UGC

Odéon, 6. (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Blenvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16); v.f.: UGC Montparnesse, 6. (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43Gaumont Alésia, 14 (43-27

84-50); 14 Juliet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79). LA MAISON RUSSIE. Film américain de Fred Schepisi, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8 (45-62-40); Sept Par-nassiens, 14 (43-20-32-20); 14 nassiens, 14- (43-20-32-20); 14
Juillet Beaugrenelle, 15- (45-7578-79); v.f.: Rex, 2- (42-3683-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8(43-87-35-43); Pethé Français, 9(47-70-33-85); Les Nation, 12- (4343-04-67); UGC Lyon Bastille, 12(43-43-01-59); Fauvette Bis, 13(43-3-01-59); Fauvette Bis, 13(43-20-12-06); UGC Convention,
15- (45-74-93-40); Pathé Clichy,
18- (45-22-48-01).

18 (45-22-46-01). POUSSIÈRES DANS LE VENT. Film chinols de taiwan de taiwan, couleurs, 1h29. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : Utopia Chempolion, 5- (43-26-84-65).

RUE DU BAC. Film français de Gabriel Agrilon : Gaumont Opera, 2-(47-42-60-33) ; Ciné Basubourg, 3-(42-71-52-38) ; Les Trois Luxam-bourg, 6- (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37): Gaumont Convention.

15- (48-28-42-27). STAYING TOGETHER ricain de Lee Grant, v.o. : Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) ; Bienvenue Montparnasse, 15- (45-

TOMBÉS DU CIEL. Film espagnol-peruvien de Francisco Lombardi, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-88) ; 14 Juillet Parnesse, 6 (43-26-58-00).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois. 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

10-82). J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., (v.o.): Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-97-77): Républic Cinémas, 11. (48-

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) Cinoches, 6- (46-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.

v.o.) : Cinochas, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : George V, 8* (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) : Rex. 2• (42-36-83-93); UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15) ; Pathé Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) : Miramar, 14- (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-18) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-

46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-MILLER'S CROSSING (7) (A Forum Horizon. 1 (45-08-57-57) Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82) : Sept Pamassiens, 14 (43-20-

MISERY (*) (A., v.o.) : Ciné Beau-nourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8- (45-52-20-40); v.t.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-96-40). MISTER JOHNSON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8-

(43-59-92-82). LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches. 6• (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.): Gaumont Les Halles, 19 '(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-

43-01-59) ; UGC Convention, 15- (45- | (47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22- | 37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.): Form Horizon, 1- (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-94); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Barritz, 8- (45-62-20-40); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Lyon Basuile, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13* (45-61-94-95); Mistral, 14* (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); UGC

Clichy, 18 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gam-betts, 20 (46-36-10-96). ON PEUT TOLLIOURS RÉVER (Fr.): George V, 8º (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9º (47-70-33-88) ; Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Pathé Montpamasse,

14- (43-20-12-06). L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46); Gaumont Parnasse, 14-

(43-35-30-40) LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85); Saint-Lambert, 15

(45-32-91-68). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Danton, 8: (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); UGC Opéra, 9. (45-74-95-40); Saint-Lambert. 15- (45-32-91-68); v.f.: Bre-tagne, 6- (42-22-57-97).

REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Studio. 28, 18 (46-06-36-07). ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) : George V. 8 (45-62-41-46).

SALLOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) ; Lucemaire, 6- (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON

JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4* (42-78-47-86); Saint-André-des-Arts II, 6* (43-26-80-25). TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio 28, 18- (46-08-36-07).

v.o.) : UGC Normandie 8: (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

THELONIOUS MONK (A., v.o.) Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) : Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33). TILAI (burkinabé, v.o.) : Images d'aileurs. 5. (45-87-18-09). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) :

Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Geumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97); George V, 8: (45-62-41-46) : Fauvette, 13- (43-31-56-86) : Les Montparnos, 14- (43-27-

52-37); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines,

5- (43-26-19-09) UN FLIC A LA MATERNELLE (A. v.o.) : George V, 8* (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2* (42-36-83-93) ; Fauvette,

LIN MONDE SANS PITTE (Fr.) - Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); Grand Pavois, 15 (45-54-

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.c.) : Lucemaire, 6: (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Les Montpornos, 14- (43-27-LA VILLE LOUVRE (Fr.) ; Epée de

Bois, 5- (43-37-57-47). LES SÉANCES SPÉCIALES

ACCATTONE (it., v.o.): Accetone, 5- (46-33-86-86) mer. 16 h 30, sam. 13 h 40, tun. 21 h 50. ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : nt-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer.

19 h, van. 17 h.
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., mar. 19 h, sam. 21 h. LES AVENTURES DE ROBIN DES: BOIS (A.): Escurial, 13- (47-07-28-04); ner., sam., dim. 10 h (- de 15 ans : 15

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) mer. BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU

HANTÉ (A., v.f.) : La Berry Zebre, 11-(43-57-51-55) mer. 13 h 45. BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Ciné-Planête magique, 3- (42-76-00-18) mer., sam., dim. à 17 h, njeu. à 19 h, km, à 20 h 45.

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Accatone, 5- (48-33-86-86) mer. 18 h 30, ven. 13 h 20, dim. 19 h 30.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.a.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34) mer., avec. LE DÉCALOGUE 2, TU NE COM-

METTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer. 12 h. LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lembert, 15- (45-32-91-68)

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Sucão Galande, 5- (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

22 h 30.
LES ENSORCELÉS (A., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) mer., jeu., ven., km., mar. à 14 h, 20 h, 22 h 15, sam., dim. 20 h, 22 h 15.
ENTRE CIEL ET TERRE (Eg.): La ENTRE CIEL ET TERRIS (ES): LB G60ds, 19: (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., den., mar., de 10 h à 21 h. EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.): Denfert, 14: (43-21-41-01) mer. 19 h 30, km. 16 h.

19 h 30, km. 16 h.

EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 21 h, sam. 21 h 15.

L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.): Grand Prevois, 15 + (45-54-46-85) mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam., dim. 12 h 30, mar. 15 h 45.

FANTASIA (A.): Denfert, 14 + (43-21-41-01) mer., dim. 15 h 30, sam.

GOTHIC (*) (Brit., v.o.): Accatone, 5-(48-33-86-86) mer. 21 h 50, sam. 12 h, mar. 13 h 20.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) (son SR version longue) mar. 21 h, jeu., ven., tun., mar. 14 h, HIGHLANDER, LE RETOUR (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer., lun. 17 h, jeu. 20 h, dim. 22 h 30, mar. 18 h 45.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Sant Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 15 h. HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., tun, 21 h. JÉSUS DE MONTRÉAL (Cen.) : Ciné-Planète magique, 3- (42-78-00-18) mer., dim. 19 h 10, lun. 19 h.

JU DOU (Chin., v.o.): Utopia Cham-politon, 5• (43-26-84-65) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 16 h 10. JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6• (48-33-97-77) mer., ven., dsm., mer. à 12 h.

LE KID (A.): 14 Juillet Parnesse, 6-(43-26-58-00) mer., sam., dim. 13 h 50, (- de 14 ans 15 F). LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) mer. 19 h, lun. 16 h. LE MÉPRIS (Fr.): Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60) séances mer., van., dim., mar. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 18 h 50, 21 h 50 film 15 mn

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) mer. 22 h 30, jeu. 17 h 15, sam. 0 h 30, dim. 18 h 45.

METROPOLITAN (A., v.o.): Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) mer., jeu., lun. 12 h 05. 41-01) mer. 17 h 40, mar. 18 h 20. MO' BETTER BLUES (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5· (45-87-18-09) mer. 16 h, jeu. 14 h, 22 h, ven., dim. 22 h, sam. 18 h, lun. 14 h, 20 h 30. MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)

mer., jeu., ven. 20 h, sam., lun., mar. 18 h, dim. 11 h 45. MUSIC LOVERS (Brit., v.o.) : Acce tone, 5. (46-33-86-86) mer. 12 h 40. NES DES ÉTOILES (Jap.) : La

Géode, 19- (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., avec. ORPHÉE (Fr.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34) mer. 11 h 50. OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09) mer., jeu., ven. 12 h, km. 20 h 10, mar. 22 h 10.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., ν.ο.); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer. 20 h 45, jeu. 16 h 30, ven. 16 h, sam. 12 h, 18 h 05. 0 h 30, dim. 12 h,

mar. 14 h. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Escurial, 13- (47-07-28-04) mer., dim. 10 h (- de 15 ans : 15 f.) ; Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) mer., sam. 17 h 15.

(45-54-45-85) mer., sam. 17 h 15.

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.):
Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)
mer., jeu. 18 h 10, ven. 22 h 10, sam.
0 h 15, mar. 12 h.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): Lucernaire, 6- (45-44-57-34) mer., sam.,
dim. à 14 h, 15 h 45, 17 h 30. SEXE, MENSONGES ET VIDÉO IA

v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mer. 22 h 10. SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer. 18 h 10.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) mer. 17 h. TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) mer., sam. 16 h 45. LES TORTUES NINJA (A., v.f.) :

LES TORTUES NINJA (A., v.f.):
Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer.,
dim. 15 h, sam., km. 13 h 30.

TOUS EN SCÈNE (A., v.o.): Les
Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77)
mer., ven., dim., mar. à 12 h, 14 h,
16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

37-2 LE MATIN (*) (Fr.): CinéPlanête magique, 3- (42-76-00-18) mer.
à 21 h 10, ven., sam., mar. à 19 h,
dim. à 21 h : Studio Gelande, 5- (43154-72-71) mer., sam., dim. 16 h.
LA VIE EST BELLE (Bel.-zelrois,
v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) mer., jeu. 20 h, ven. 14 h, sam. 16 h 30, dim. 14 h, mar. 16 h. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) :

Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) mer., dim. 17 h 10. ZOO (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., kun., mar. è 12 h T.U. : 20 F.

LES GRANDES REPRISES LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Reflet

Lagos I, 5• (43-54-42-34). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., .o.) : Action Christme, 6• (43-29-CHIEN ENRAGE (Jap., v.o.) : Elvsées Lincoln, 8. (43-59-38-14). LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques

Tati, 5- (43-54-51-60). LA CINEMATHÈQUE DE LA DANSE PRÉSENTE :) : Opéra de Paris, Palais Gamier, 9• (47-42-53-71). DR JEKYLL ET MR HYDE (A., v.a.) :

Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82). FANTASIA (A.) : Cinoches, 6: (46-

33-10-82). HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Action ive Gauche, 5- (43-29-44-40). INDIA SONG (Fr.): Latina, 4- (42-78-

LE MÉPRIS (Fr.) : Le Saint-Germain des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 142-22-87-231. LES PETITES MARGUERITES (tché-

que, v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86). SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.): Utopia Champoliion, 5- (43-

LE SOUPIRANT (Fr.): Le Champo -Espace Jacques Tati, 5: (43-54-51-60).

Farani Manni

Lannee 1990

dans Le Monde

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): Utopis Champollion, 5- (43-26-84-65). 1990

FLORENCE ARTHAUD PREMIÈRE

Une coèdition Le Monde Wio Jacuel

EN VENTE EN LIBRAIRIE

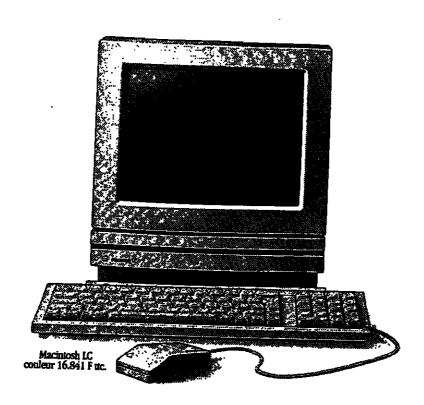
ACTIF TOTAL

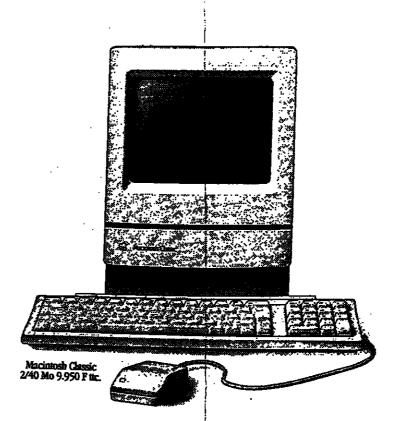
REGENERANT EN 30 SECONDES. CHAQUE MATIN. TOUT LE SOIN DONT

VOTRE PEAU A BESOIN.

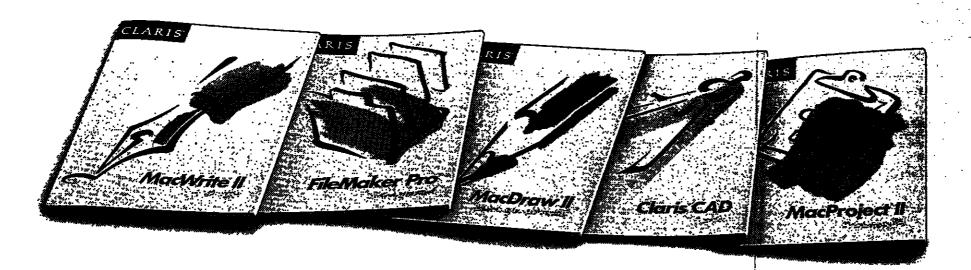


Voici deux Macintosh





et cinq bonnes raisons exclusives de les acheter chez IC.



Après le choix Macintosh celui des logiciels est déterminant. IC vous offre en exclusivité et gratuitement' les packs d'évaluation de 5 prestigieux logiciels: MacWrite II, MacDraw II, FileMaker Pro, ClarisCAD, Mac Project II. Avec IC vous allez pouvoir immédiatement utiliser toutes les performances de votre nouveau Macintosh LC ou Classic et choisir en parfaite connaissance de cause les logiciels qui vous conviennent le mieux. En choisissant Macintosh vous êtes sûr de ne pas vous tromper. En l'achetant chez IC vous êtes sûr de pouvoir mieux choisir vos logiciels, et les acquérir

ensuite à un prix exceptionnel. IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe, sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur toute la gamme Apple y compris sur les nouvelles imprimantes StyleWriter et Personal Laser Writer LS. IC c'est aussi 10 ans d'expérience et de conseils, une maintenance performante et économique, la formation, et sans doute le plus important le sourire. Il ne vous reste plus qu'à choisir une heure pour venir acheter votre Macintosh chez IC du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 APPLE CENTER IC BEAUBUURG (1) 42 /2 20 20 20 RUE DU REIVAIR / JOSÉ 12 1 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 21 PLACE VENDOME /2001 PARIS • IC MANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.

Le Monde

La force des marchés

bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, passan ians la crise du Golfe (l'effet Frats-Unis et la perspective & w terme à sa politique d'assouplissement du crédit pu rendre plus attrayants in naisse des taux d'intérêt outre-Atlantique rendert de moins en mains rémunérat De plus, la crise politique d'un pays directement amo nts glaces de l'Oural

L'ampieur du mouvement d balancier a tout de même surpris. Il v a à penne un mon de la balance commerciale et peut-être, la roprise de l'expansion.

Elle risque aussi d'inquiérer 🛊 Banque fédérale d'Aliamagne, qui a érigé en dogme la concept l'inflation importée, au moment où les augmentations salariains déferient en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est done probable que le groupe des sept pays les plus industrialises va tenter à nouveau de « casser) cette hausse, dont l'ampieur parait peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'essouffie. Mais la « force das marchés » n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourra envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchérissement de ses

Michèle SAI Directeur de reche

"COMPR L'ÉCON(

••• pour prévoir la

BON DE COM

prix: 49 Frs - à retourner au 122, rue Réaumur

La force

des marchés

ascension, certes, doit

bondir de plus de 10 % sur les

marchés des changes, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. Son

beaucoup au succès américain dans la crise du Golfe (l'effet

redémarrace de l'économie aux

Etats-Unis et la perspective d'un

lent rétablissement de la balance

guerre du désert), auquel se

commerciale de ce pays. En

outre, la possibilité de voir la

d'assouplissement du crédit a

pu rendre plus attrayants les placements en dollars, que la

baisse des taux d'intérêt

ébranle l'URSS ne peut

outre-Atlantique rendait de

qu'affaiblir le mark, monnaie

aux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même

surpris. Il y a à peine un mois, les banques centrales intervenaient pour empêcher le

dollar de descendre au dessous de 1,45 DM. La semaine dernière, elle, n'ont pu freiner sa

avaient brûlé et se précipitant pour racheter un billet vert vendu à camets ouverts : l'effet « mouton de Panurge » a joué à

plein. Cette hausse satisfait,

européens, qui souffraient de la

concurrence des exportateurs

américains, de plus en plus compétitifs grâce à la

dévaluation de leur monnaie.

dans la mesure où elle peut

peut-être, la reprise de

d'un mark fort, l'un des

l'expansion.

de la balance commerciale et,

Elle risque aussi d'inquiéter la Banque fédérale d'Allemagne,

qui a érigé en dogme le concept

meilleurs moyens de lutte contre

l'inflation importée, au moment où les augmentations salariales

probable que la groupe des sept pays les plus industrialisés va

tenter à nouveau de « casser »

cette hausse, dont l'ampleur

opérateurs de sang-froid, et

attendre que le mouvement

marchés » n'est pas un vain

envisager une réaction de

l'Allemagne, susceptible de

défendre sa monnaie, et du

relever ses taux d'intérêt pour

Japon, qui redoute par-dessus

tout le renchérissement de ses

s'essouffle. Mais la « force des

mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrait

paraît peu justifiée aux

déferient en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est donc

Mais elle risque de mécontenter

le gouvernement des Etats-Unis,

hausse irrésistible, les opérateurs adorant ce qu'ils

certes, les industriels

d'un pays directement exposé

moins en moins rémunérateurs. De plus, la crise politique qui

Réserve fédérale mettre un

terme à sa politique

sont ajoutés l'espoir d'un

Au journal d' Antenne 2

M. Rocard se donne

deux mois pour évaluer la reprise économique

M. Michel Rocard « espère » que

les 10 milliards d'économies bud-gétaires annoncées il y a une

semaine seront suffisants, mais

s'accorde deux mois pour y voir

olus clair et « mesurer comment

l'économie française est repartie »,

ajoutant que même sans la guerre il aurait fallu faire des coupes.

Invité lundi 18 mars du journal

d'Antenne 2, le premier ministre estime que «l'après-guerre va

ramener l'optimisme au cœur des

gens (...). Déjà les avions sont davantage pleins, déjà l'investisse-

ment repart (...). La consommation

a donné des signes de redémar-

25. L'harmonisation des talex de TVA en Europe. Ventes d'angles > une paise au point de M. Védrine.

26 Technologies: te salon Hift 1991. 28 Les éditions Balland en quête de repreneurs. 28 Les difficultés du « Quotidien de Paris ». 30 Le marché des quotas laitiers.

Alors que le dollar poursuit son irrésistible hausse

Le franc résiste bien à la baisse des taux d'intérêt

à contre-pied, la Banque de France a abaissé lundi 18 mars d'un quart de point son taux d'intervention, ramené de 9,25 % à 9 %. Cette mesure n'a pas affecté la relation entre le franc et le mark, la devise française profitant en particulier de la nouvelle et forte hausse du dollar. Mardi matin, le billet vert valait deutschemark et 5.54 francs sur les marchés euro-

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et apôtre de la détente du loyer de l'argent, déclarait il y a trois semaines : « Les indications données par le marché (la baisse des taux) s'orientent dans la bonne direction.» Et il y a dix jours : « Il est vraisemblable que les tracs français pourraient être orientés à la baisse, car les mar-chés l'anticipent actuellement. » Effectivement, cette anticipation avait provoqué un reflux des taux à court terme, revenus de 10 % au début de l'année à 9 1/8 %-9 1/4 % actuellement donc un peu au-dessous des

Mais cette dernière se trouvait plongée dans un environnement peu favorable, qui l'obligeait à privilégier la défense du franc. Le 31 octobre dernier, elle avait bien ramené de 9,50 % à 9,25 % son taux d'interven-tion, mais, aussitôt après, la Banque fédérale d'Allemague, soucieuse de lutter contre l'inflation et la sur-chauffe, avait jugé bon de relever d'un demi-point le sien, à 8,50 %, et récidivait le 31 janvier dernier. De plus, le taux de l'argent à court terme en RFA s'élevait, ces derniers temps, à près de 9 %, ce qui réduisait à peu de chose l'écart avec le taux français et contribuait à maintenir le cours du mark au-dessus de 3,40 francs, non loin de son cours plafond de 3,43

Pour ne tien arranger, le niveau très élevé des taux d'intérêt en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse elle aussi de maîtriser l'inflation, hissait la peseta au sommet du système monétaire européen, au détriment du franc francais, en queue du même système. Double tracas pour la Banque de France. Or, vendredi 15 mars, la Banque d'Espagne, satisfaite par un recul des prix en février, et cédant aux pressions des autres instituts d'émission européens, a abaissé d'un point entier son taux d'intervention, ramené à 13,50 %.

Vers de nouveaux paliers

Restait le problème du mark, qui frôlait 3,41 francs jeudi dernier, au point d'alarmer M. Bérégovoy, qui déclarait sur Antenne 2 « vouloir évi-ter à tout prix la hausse des taux d'in-térêt et, si possible, pouvoir les baisser pour accélèrer la reprise de l'activité ».

C'est fait, avec sans doute un peu de pression sur une Banque de France encore réticente, et tant pis pour le mark, qui, paradoxalement, est reste stable. A vrai dire, le paradoxe n'en est pas un, comme nous l'avancions dans nos éditions datées 17-18 mars. La diminution de son taux d'intervention par une banque centrale est souvent prise comme une preuve de confiance dans sa monnaie (et non un manque, comme il a été écrit par erreur). C'est ce qui vient ui se passer pour le franc, avec, il est vrai, l'aide providentielle de la hausse du dollar, en pleine ascension – à 1,62 DM con-

tre 1.45 DM il v a un mois - vis-à-vis d'un mark sur la défensive.

D'ores et déjà, les milieux financiers français envisagent d'ici à l'été des diminutions supplémentaires du taux d'intervention de la Banque de France, en route vers les 8,50 %. Cette diminution permettrait aux établissements bancaires d'abaisser à nouveau leurs taux de base (TBB), déjà ramenés de 10,50 % à 10,15 %-10,25 % en novembre, ce qui permettrait de réduire le coût des crédits accordes aux entreprises, surtout les petites et moyennes, qui paient le TBB majoré de 2 à 5 points, tandis que les grandes entreprises s'alimen-tent directement sur le marché, audessous de 10 %.

Un danger toutefois existe, celui de voir la Banque sédérale d'Allemagne, pour qui la force du mark a toujours été le meilleur rempart contre l'inflation importée, durcir sa politique au cas où la devise germanique s'affaiblirait encore. C'est pourquoi la Banque de France a maintenu à 10 % la fourchette haute de ses pensions à très court terme, au cas où il lui faudrait faire remonter le loyer de l'argent à Paris pour défendre le franc.

Après avoir confirmé que les prévisions de recettes du budget 1991 ne seraient pas complètement réalisées. M. Rocard a fait un vigoureux éloge de la politique de franc fort menée par le gouverne-ment : « Nous n'avons plus la menace d'une monnaie dévastée qui s'effondre et qui dévalue (...). Un franc stable, un franc debout, c'est la garantie de l'emploi », a FRANÇOIS RENARD | déclaré le premier ministre.

Stabilisation de la balance industrielle en 1990

La croissance allemande à l'origine du redressement du commerce extérieur de la France

renchérissement des prix pétroliers qu'elle a provoqué au cours du second semestre 1990, le déficit du commerce extérieur de la France s'est très peu aggravé. Il a atteint 50,3 milliards de francs l'année dernière, contre 43,9 milliards de francs en 1989. Cette légère détérioration s'explique d'ailleurs complètement par l'alourdissement de la facture

Le commerce extérieur, ou plutôt son déséquilibre, est depuis long-temps le point faible de l'économie française. A tel point qu'il a parfois forcé les pouvoirs publics à ralentir volontairement la croissance pour freiner les importations, comme ce fut le cas en 1983. Il a surtout pendant longtemps incité les gouvernements en place à dévaluer le franc -ou à laisser filer sa parité par rap-port aux monnaies fortes - afin de stimuler les exportations des entreprises françaises. Depuis 1987, la brusque et catastrophique détérioration de nos échanges de produits industriels avec l'étranger (1) a provoqué des doutes pais suscité de vives critiques sur le bien-fondé d'une politique de franc fort, un franc qui, surévalué, gênerait sérieu-sement les entreprises françaises dans leur conquête des marchés

Les résultats du commerce extérieur de 1990 apportent un début de réponse à ces interrogations et pro-blèmes anciens. La première est que

Malgré la crise du Golfe et le l'économie française est probablement moins vulnérable que par le passé au renchérissement des prix du pétrole. Certes, la crise du Goffe n'a pas entraîné - de beaucoup s'en faut - le même choc qu'à la fin des années 70, lorsqu'avait débuté le long conflit entre l'Iran et l'Irak. Le prix du baril, qui ne valait que 13 dollars en 1978, avait grimpé à 17 dollars en 1979, puis à 28,7 dol-lars en 1980 pour culminer à 32,5 dollars en 1981 et même à 34 dollars en 1982 avant de com-mencer à baisser. Cette formidable hausse avait été aggravée par un autre choc, celui du dollar, qui, valant 4,51 francs en 1978, était monté à 8,98 francs en 1985 sous l'effet des taux d'intérêt élevés pratiqués aux Etats-Unis pour combattre l'inflation.

Vus sous cet angle, les mouve-ments de prix survenus en 1990 du fait de l'invasion du Koweit par l'armée irakienne apparaissent déri-soires : le baril, qui valait 17,6 dol-lars en 1989, n'a augmenté que de 29 %, atteignant en moyenne 22.7 dollars en 1990. On peut à peine parler d'un choc.

On peut d'autant moins le faire que, payée en francs, la tonne de pétrole importée n'a augmenté que de 9 % d'une année sur l'autre, pas-sant de 828 francs à 899 francs. Notre pays a ainsi économisé une douzaine de milliards de francs l'anoouzane de ministrate de italia l'aire née dernière en payant son pétrole avec in franc fort. S'il est vrai qu'à court terme on devrait pautôt parler d'un dollar déprécié, l'ancrage du franc au mark nous fait peu à peu bénéficier des avantages d'une mon-naie solide, qui permet à un pays de payer relativement moins cher ses

de produits industriels avec l'étran-

achats à l'étranger (2). Le deuxième point marquant de l'année 1990 aura été l'arrêt de l'inquiétante dégradation des échanges

ger: - 57 milliards de francs (matériel militaire y compris) après - 56 milliards en 1989.

Il est certain que ce résultat s'explique en grande partie par les for-midables besoins d'une Allemagne en pleine réunification économique. Ainsi, en 1990, l'impressionnant déficit de nos échanges avec le voisin d'outre-Rhin a diminué de 16 8 milliante de 16 millian 16.8 milliards de francs, revenant de 58.6 milliards de francs à 41,8 milliards de francs. Cela est considéra-ble. On aura une idée plus précise des formidables avantages que représente pour l'économie française le boom de la demande allemande quand on saura que le déficit de nos échanges, qui, en moyenne, avait atteint 4 milliards de francs par mois en 1988 et 5 milliards en 1989, n'a été que de 3,5 milliards de francs l'année deinière, ce chiffre se réduisant même à 2 milliards de francs au cours des trois derniers mois de 1990.

Cette heureuse évolution va-t-elle durer? La est bien sûr l'interrogation. L'examen attentif de nos échanges industriels n'incite pas à un optimisme excessif. Globale-ment, c'est-à-dire avec tous les pays étrangers, la stabilisation du solde de nos échanges de produits manu-facturés s'explique uniquement par le gonflement d'un seul poste : celui des automobiles et des pièces détachées. Nous gagnons là 8 milliards de francs, l'excédent dans ce domaine passant de 17 à 25 mil-liards de francs. Or c'est vers l'Allemagne justement que les exportations d'automobiles ont beaucoup angmenté. On sait à peu près ce qui s'est passé outre-Rhin : les Allemands de l'Ouest ont vendu leurs véhicules d'occasion à l'Est et ont racheté des voitures neuves. Ce phé-nomène va probablement cesser et, avec lui, le boom automobile dont nous avons bénéficié. On peut seule-

ment espérer que lui succédera, en provenance d'Allemagne, une demande accrue de biens d'équipement, de biens de consommation et de biens intermédiaires, postes sur lesquels nos soldes se sont dégradés ou seulement stabilisés en 1990 vis-

à-vis de l'étranger (3). Autre interrogation : le déficit de nos échanges de produits manufacturés ne risque-t-il pas d'augmenter à nouveau si la croissance économique reprend? La question vaut d'être posée car la relative amélioration de notre balance industrielle enregistrée l'année dernière s'explique beaucoup par le tassement géné-ral des échanges. C'est ainsi que l'ensemble de nos exportations n'a augmenté en valeur que de 3 % environ, contre 14.5 % en 1989, nos importations freinant quant à elles davantage, puisque passant de + 19 % à + 3,3 %. Une réaccélération de l'activité provoquerait à peu près surement, comme c'est l'habitude, un fort rebond des importa-tions, mettant en péril la stabilisation du solde industriel dont se

réjouit tant le gouvernement. Peut-être faut-il a contrario se rassurer en imaginant que la fin de la récession aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne améliorera nos échanges avec ces deux pays, qui se sont dégradés l'année dernière au point d'annuler complètement

l'amélioration enregistrée avec l'Allemagne: 16,8 milliards de francs gagnés ici, 13,3 milliards reperdus là,

Tel est le bilan d'une année 1990 meilleure que prévu mais qui, bien plus que par un choc pétrolier de très faible ampleur, a été profondé-ment marquée par le ralentissement de la croissance économique dans le monde après trois années de forte activité, par la dépréciation du dollar (4) et enfin par le comportement hors norme d'une Allemagne tout entière concentrée sur sa réunifica-

ALAIN VERNHOLES

(1) Les échanges de produits industriels (y compris le matériel militaire) étaient lar-gement excédentaires au début des années 80 (+ 97 militaires de francs en 1984, + 83 milliards de francs en 1985). En 1986, cet excédent s'est fortement réduit (+ 32 milliards) pour disparaître complète-ment à parir de 1987 (- 10 milliards). Les résultats de 1988 (- 42 milliards de francs) et 1989 (- 56 milliards) ont été encore plus

(2) La parité moyenne du franc s'est ppréciée de 7 % en 1990 vis-à-vis de l'en-

(3) En fait, hors ventes d'Airbus, le solde des biens d'équipement professionnels civils s'est très légèrement amélioré. Les ventes d'Airbus ont été freinées en 1990

(4) Le dollar est passé de 6,38 francs en moyenne annuelle 1989 à 5,44 francs en moyenne annuelle 1990 (- 15 %).

Michèle SAINT MARC

Directeur de recherche au CNRS

"COMPRENDRE L'ÉCONOMIE"

pour prévoir la conjoncture

BON DE COMMANDE

FINANCES Adresse

prix: 49 Frs - à retourner au Journal des Finances, 122, rue Reaumur - 75002 PARIS

La balance commerciale par produits

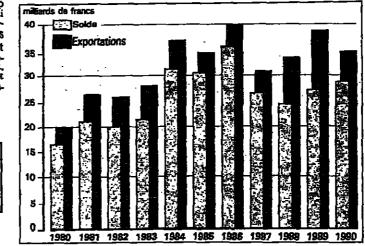
figures ett urtmisster de	цавь		
	1988	1989	1990
Agro-alimentaire	+ 39 - 67 - 42	+ 48 - 83 - 56	+ 51 - 94 - 57

La balance commerciale par pays (solde en milliards de francs)

	1988	1989	1990
Allemagne	<i></i> 50	- 59	_ 42
Italie	- 5	- 7	- 17
Royampe-Uni	+ 17	+ 18	+ 15
Espagne	+ 1	+ 9	+ 13
Etats-Unis	- 11	21	- 34
Japon	- 28	- 29	_ 29

Les chiffres de ces deux tableaux sont calcules CAF-FAB, c'est-à-dire incluant les frais d'approche à l'importation (assurance, transport, etc.) mais les excluant à l'exportation.

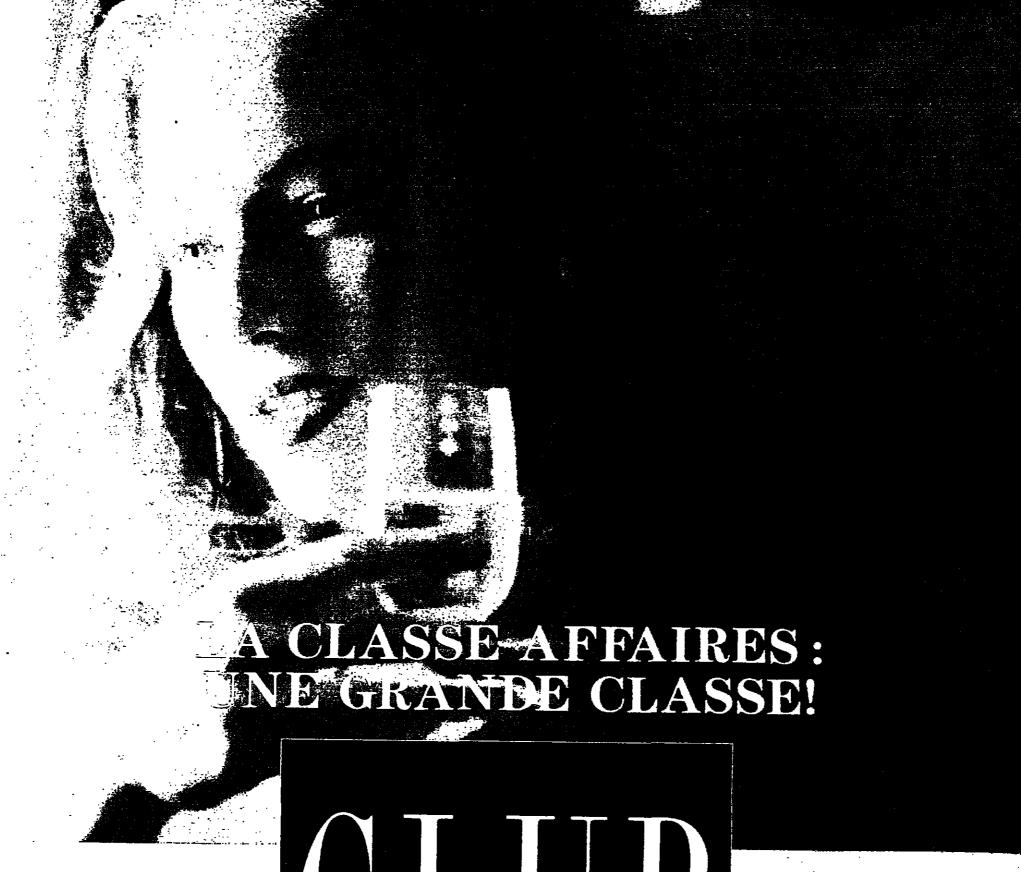
Les ventes d'armes plafonnent



n'indique pas, dans ses statistiques d'exportations d'armes, les pays ou les zones destinataires. En revanche, on sait de source parlementaire (rapport Branger sur la défense) que 28 % des 20 milliards de francs de commandes militaires passées en 1989 émanaient des pays du Maghreb et du Proche-Orient, 45 % des pays industrialisés, 14 % des pays d'Extrême-Orient... Les mêmes sources indiquent que 56 % des du Koweit.

L'administration des douanes livraisons d'armement en 1989 sont allés vers des pays du Maghreb et du Proche-Orient.

On ne dispose d'aucun chiffre pour 1990, mais, d'après nos infor-mations, les livraïsons d'armes vers l'Irak auraient été très importantes pendant tout le premier semestre de l'année dernière (de l'ordre d'un milliard de francs par mois) avant de s'arrêter complètement en juillet, c'est-à-dire avant même l'invasion



Les affaires avec classe.

Poursuivant sa tradition d'hospitalité et de fiabilité, ANA élève à un nouveau standard le service de la classe affaires avec CLUB ANA.

Dès que vous montez à bord, une multitude de détails vous montrent que CLUB ANA pense à votre consort. Comme nos sièges spacieux avec plus de place pour les jambes; des vêtements de vol pure laine; des écrans de télévision individuels* avec des jeux vidéo; et un plus grand choix de canaux de musique stéréo offrant un son CD de haute qualité.

Même notre porcelaine montre que l'on est au-dessus de la classe affaires. Vous aurez le plaisir de goûter des plats de toutes les régions du Japon, servis magnifiquement dans de la porcelaine fine Koimari.

Ou notre repas gourmet occidental, présenté élégamment dans de la porcelaine Royal Doulton.

Naturellement, tous vos désirs seront satisfaits par notre service discret et personnel qui a fait de ANA le favori des voyageurs expérimentés, dans le monde

Que vous soyez un voyageur d'affaires, ou simplement un passager exigeant aux goûts raffinés, nous pensons que vous conviendrez que le service classe affaires CLUB ANA est un service de grande classe.

*Sur D400 et B747 seulement.





Japan's best to the world.

Quelques détails dans le service peuvent varier suivant la route suivie et l'avion utilisé; ce service n'est pas disponible sur les vols opérés par des compagnies associées. ANA offre deux fois par semaine un vol Paris - Tokyo sans escale. Pour réserver ou pour d'autres renseignements, veuillez contacter votre agence de voyages ou All Nippon

Les Douze sur l'hai

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les États membres de la Communauté européenne - condition néces: saire à la suppression sais drame des contrôles aux frontières à compter du 1- jaméer 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1- juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA », a estimé lundi 18 mars un collaborateur de M. Pier Bérégovoy, à l'issue d'une nen contre des doute ministres des finances consacrée à la fiscallé indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker to ministre luxembourgeois au préside les traveux des Do est déterminé à attainure.

BRUXELLES " (Communautide européennes)

de notre correspondant -Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six États membres - la France, is RFA, is Belgique, le Luxembourg, le Danmark et Fir-

Français et Allemands nininisent leur différend sur l'UEM

Les douze ministres mences ont voids donner l'in pression, le 18 miles, que les ses vaux de la conference entergés rédiger le traité sur l'urson écons mique et monétaire (UEM) a poursuivent sans à-cours et san heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre le système europeen de banque centrale (SEBC) et la conseil des ministres

vier 1994, est plus sens comme en ont témoigne se réactions françaises à la prog tion allemande, présentée I y : un mois, d'attendre la troisient étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine sixation, mais on en trouvait plus

M. Jean-Claude Juncker, k président luxembourgeois, sou mettra à propos de la deceira étape un projet de comprémie pour la réunion informelle des douze ministres des finances en Allemands et les França blent d'accord sur l'essendel ; Il ne doit pas y avoir de transfe de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2 sãe pour permettre une co gence accrue; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversible ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unan-mité, impliquera une large convergence des perfor économiques; des dispositions transitoires poixront être prises pour la deuxième et a fortion la troisième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à sui-vre. Le différend franco-allemend porterait uniquement sur l'oppor-tunité d'installer le système européen de banque centrale durant

PUBLICITE FINANCIERE

45-55-91-82, poste 4336

D'ici au 1ª juillet prochain

Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux de TVA

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les Etats membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression sans drame des contrôles aux frontières à compter du 1× janvier 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1" juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA», a estimé lundi 18 mars un collaborateur de Mi. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux des Douze, est déterminé à atteindre.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant Le déblocage s'explique large-ment par une série de décisions orises par six Etats membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, ie Danemark et l'Ir-

Français et Allemands minimisent ** leur différend sur l'UEM

Les douze ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travernementale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union éconopoursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre la système européen de banque centrale (SEBC) et le conseil des ministres des

La controverse sur le contenu de la deuxième étape, qui devrait en principe commencer le 1º janvier 1994, est plus sensible comme en ont témoigné les réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y a un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine irritation, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois, soumettra à propos de la deuxième étape un projet de compromis pour la réunion informelle des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Allemands et les Frençais semblent d'accord sur l'essentiel : 1. il ne doit pas y avoir de transfert de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2. La deuxième étape sera organisée pour permettre une convergence accrue; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversible ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unenimité, impliquera une large convergence des performances économiques; des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième et a fortion la troisième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à sulvre. Le différend franco-allemand porterait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque centrale durant la deuxième étape. Ph. L

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 4330

d'un rapprochement des taux de TVA, ainsi que des droits d'accises (les taxes à la consommation sur l'alcool, le tabac et les carburants). M. Theo Waigel, le ministre alle-mand, a confirmé la décision de son gouvernement de relever le taux de TVA normal, qui est actuellement de 14 % (au lieu de 18,6 % en France) au 1º janvier 1993. La France est décidée à continuer à réduire ses taux majorés, qui pourraient avoir complète-

ment disparu au 1= janvier 1993. Le rapprochement des taux est écessaire pour que l'abolition des frontières fiscales n'entraîne pas de distorsions de concurrence. L'effort à accomplir n'est pas mince : un expert français rappelait ainsi que la valent du point de TVA représentait plus de 20 milliards de

Un double accord a été conclu lundi, qui concerne les particuliers. Le principe était déjà acquis qu'à compter du 1ª janvier 1993 les voyageurs circulant dans la Communauté paieront la TVA dans le pays d'origine du produit ou du service acheté. Ils pourront donc effectuer leurs emplettes là où bon leur semble, toutes taxes comprises, et repasser la frontière sans encombre. Onze Etats membres avaient admis ce principe et la réserve du Danemark a été levée le 18 mars. En matière fiscale, tout

accord exige en effet l'unanimité. Dès l'été prochain, les particuliers bénéficieront d'un relèvement de 50 % de la «franchise voyageurs», c'est-à-dire des achats qu'ils pourront faire, toutes taxes comprises, dans un autre Etat membre. Le plafond de ces franchises qui est actuellement de 390 écus (2 700 francs) passera à 600 écus (soit 4 200 francs). Les maximums autorisés concernant les cigarettes, les vins et les spiritueux resteront

> Le cas des automobiles

pour longtemps inchangés.

Des progrès substantiels ont également été obtenus lundi en ce qui concerne la définition de ce qu'on appelle les régimes particuliers des TVA, et qui sont au nombre des accords. Le premier a trait à la vente des véhicules neufs (voitures, camious, motos, bateaux, avions). Il s'agit d'une exception à la règle évoquée plus haut, au terme de laquelle le citoyen ordinaire pourra aller faire des achats, toutes taxes comprises, dans un autre Etat

S'agissant des voitures, produit coûteux, il était déjà acquis que la TVA serait acquittée par l'acheteur dans le pays d'immatriculation. Il restait à définir ce qu'on entendait par véhicule neuf. Ce qui a été fait lundi : la voiture devra avoir été

livrée depuis moins de trois mois et avoir parcouru moins de 3 000 kilomètres. A contrario, dans le cas de véhicule d'occasion (plus de trois mois, plus de 3 000 kilomètres). M. Tout-le-Monde sera libre d'acheter son véhicule là où la TVA est la moins élevée.

Les modalités d'application des autres régimes particuliers de TVA - celui des ventes par correspondance, celui des achats par des « non assujettis institutionnels » (administrations, collectivités locales, hôpitaux) et celui des «assujettis exonérés» (banques, compagnies d'assurances) - n'ont pas encore été complètement réglés. Dans les deux cas, il s'agit de fixer des seuils (comme par exemple le montant des achats pour les administrations et pour les banques), au-delà desquels la TVA devra être perçue dans le pays de consommation.

Les ministres ont aussi rapproché leur point de vue sur la question des taux réduits de TVA tant sur leur niveau (pas plus de deux) que sur la liste des produits auxels ils seront appliqués. M. Jean-Claude Juncker présentera d'ici la réunion informelle des ministres des finances, à la mi-mai à Luxembourg, un projet de compromis sur les points en suspens,

caine parie de limitation du com-

merce des armes au Proche-

Orient, cette même administration

a fait pervenir au Congrès une pro-

position - révélée par le New York

Times lundi 18 mars - visant à

permettre à l'Export-Import Bank,

une agence gouvernementale dont

le siège est à Washington. de

garantir des contrats de ventes

d'armes américaines à des clients

étrangers, sans exclure nommé-

ment les pays de cette région.

INDUSTRIE

PHILIPPE LEMAÎTRE

TRANSPORTS

Un plan étalé sur cinq ans

La fermeture de 2 000 gares de fret inquiète les cheminots

Entre la direction de la SNCF et les syndicats représentant les che-minots, le fret – et en particulier le « wagon isolé » - est devenu un d'incompréhension profonde. La mise en place d'une nou-velle direction du fret, forte de i 400 personnes et responsable de ses dépenses et de ses recettes, ne les rassure pas.

Pour la direction, tout est sim-ple. L'activité marchandises se divise en trois branches : le train entier, largement bénéficiaire, le transport combinant train et camion, qui est juste équilibré, et le wagon isolé, qui perd 1 milliard de francs pour 7 milliards de chiffre d'affaires annuel.

Pressée par le ministère des finances de couper dans ce dernier secteur, qui perd chaque année depuis 1973 7 % de son activité, la direction a décidé, dans le cadre du plan d'entreprise (1990-1994), de réduire de 40 à 50 % le coût de ces dessertes par wagon isolé, et pour cela, elle entend ramener de plus de 3 000 à 1 200 le nombre des gares ouvertes à ce type de tra-

« Oui. nous recherchons la rentabilité, explique M. Jacques Fournier, président de la SNCF. En matière de fret, il n'existe pas de service public et nous affrontons la concurrence la plus totale. Nous ne sommes plus au XIX siècle : la route et le camion sont présents sur l'ensemble du territoire.»

Dès 1990, première année du plan, 250 millions de francs envi-ron ont été économisés. Cet objec-

Le débat sur les ventes d'armes

Les Etats-Unis vont autoriser l'Eximbank

tif de rentabilité se double d'un effort commercial, car la lenteur du wagon isolé ne donne pas satisfaction à la clientèle. En supprimant les triages intermédiaires et en simplifiant les relations ferroviaires, la direction entend offrir, à terme, un délai d'acheminement des marchandises de vingt-quatre heures, au lieu de quarante-huit heures aujourd'hui dans le meilleur

des cas. Cette réorganisation passe très mal auprès des cheminois. Bien des agents ne comprennent pas que l'on taille aussi durement dans un secteur qui représente 53 % des recettes du fret. Ils redoutent que le déclin du wagon isolé n'entraîne en conséquence celui du trafic « voyageurs ».

« Ce qui nous jait peur aussi. souligne M. Jacques Menou, responsable de l'union fédérale maîtrise et cadres cheminots de la CFDT, c'est que la direction fait des économies de la même façon, qu'il s'agisse du Havre, où le trafic est abondant, ou de la Creuse, où il ne l'est pas. D'autre part, nous pensons que le délai d'acheminement en vingt-quatre heures est irréaliste puisqu'il nécessiterait des trains supplémentaires sur des axes déjà encombrés comme Lille-Marscille ou Paris-Bordeaux ». Hostile à la segmentation du fret, la CFDT, qui organise le jeudi 21 mars un colloque sur ce thème, préconise « un rèseau unique » permettant à chaque activité de se développer.

ALAIN FAUJAS

En raison d'un différend entre le Parlement et le Conseil des ministres

Les fonds pour la recherche européenne sont bloqués

sième programme cadre de recherche-développement (PCRD) de la Comé centurant la période allant de 1990 à 1994, ne peut toujours pas entrer en application. Les fonds prévus - 5,7 milliards d'écus (40 milliards de francs) - restent bloqués et il y a désormais peu de chance qu'ils ssent être mis à la disposition des intéressés, chercheurs et industriels, avant 1992.

Un différend entre le Conseil des ministres et le Parlement européen est à l'origine de cette situation. Une fois le PCRD voté à l'unanimité par les Douze, les quinze programmes specifigues qui le composent devaient être adoptés à la majorité par le Parlement européen. Soumis en première lecture à l'Assemblée de Strasbourg, les cinq premiers programmes spécifiques furent amendés. Mais le Conseil des ministres ne devait retenir aucun de ces amendements, provoquant la colère des parlementaires qui menacèrent de saisir la Cour de justice.

Pour mettre un terme à cette discorde, la Commission a décidé de retirer les propositions relatives aux cinq programmes en question, repre-

Adopté en décembre 1989, le troi-nant ainsi le débat de zéro. Sur les dix antres programmes, le débat n'a pas

> De nouvelles propositions devraient être soumises en mai au Pariement. Elles pourraient être adoptées par le Conseil des ministres au en juin. Conséquence, les appels d'offre ne pourront être lancés ou'à l'automne : les «robinets» du troisième PCRD ne pourront être ouverts que début 1992. A supposer

> L'opposition du Parlement semble avoir porté plus sur des questions de forme que de fond, en particulier d'ordre budgétaire. Le Parlement estime que c'est à lui de fixer l'enve-loppe budgétaire. Dans l'entourage de Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, on avoue être « inquiet » des retards occasionnés par ces différends institutionnels. Mais cette crise met anssi en évidence la nécessité de modifier les modalités de la politique de recherche communautaire, en faisant précéde d'un débat au Parlement l'adoption du programme par la Commission.

NEW-YORK de notre correspondant

« Il s'agit d'un programme pilote, aux termes duquel l'Eximbank pourra accorder jusqu'à 1 milliard de dollars [5,5 milliards de francs] de garanties d'emprunts», a indiqué, lundi 18 mars, M. Marlin Fitzwater, porteparole de la Maison Blanche, ajoutant que cette décision visait à créer « un programme orienté vers un marché spécifique permettant aux exportateurs bénéficier des mêmes dispositions que celles actuellement applicables aux exportations d'articles civils ». M. Fitzwater n'a pas caché qu'il s'agissait aussi de répliquer aux concurrents étrangers, qui, en France, en Grandee et en Alien de mécanismes de soutien à l'exporta-

tion comparables.

Ces aides nouvelles à l'exportation ne concernent que les ventes d'armes dites commerciales (conclues avec une firme étrangère) et non pas les «Foreign Military Sales» (ventes conclues d'Etat à Etat), lesquelles représentent les deux tiers des exportations d'armes, précise toutefois un spécialiste de ces questions à Washington. Au cours de l'année fis-cale 1989-1990, les ventes d'armes d'Etat à Etat ont porté sur 7,3 miliards de dollars, contre 8,9 milliards l'année précédente. Dans le même temps, les ventes commerciales étaient aussi en nette diminution. En 1989-1990, elles représentaient 4.4 milliards de dollars, contre 7,9 milliards l'année précédente.

Depuis le début des années 70, l'Eximbank, dont la fonction est de

à garantir des crédits relatifs aux exportations d'armement Alors que l'administration américa américains de matériels militaires de financer, au moyen de taux bonifiés. les exportations de produits américains à destination d'acheteurs étrangers, n'intervenait que pour des opé rations à caractère civil. Les dispositions nouvelles vont romore avec la politique suivie par l'adminisqu'une disposition de la législation sur le contrôle des exportations d'armes (section 32) avait interdit toute action de l'Eximbank pour des contrats à des fins militaires destinés à des pays en voie de développement.

A présent, la question est de savoir si les pays du Proche-Orient pourront bénéficier de cette levée d'interdiction. Dans un premier temps, l'administration a fait savoir qu'elle songeait surtout aux pays de l'OTAN, à Israël, au Japon et à l'Australie, quelquesuns de ses plus importants clients dans le domaine des exportations militaires. Mais rien n'exclut, si l'intérêt national l'exige que les ventes d'armes à destination « de tout autre pays», et donc de la région du Golfe, soient aussi, de fait, autorisées,

SERGE MARTI

EN BREF

La Redoute lance une OPA sur le britanaique Empire Stores. - La Redoute, première société française de vente par correspondance (VPC), filiale du Printemps, vient de lancer une offre publique d'achat sur Empire Stores, la plus petite des cinq premières sociétés de VPC britanniques (après Great Universal Stores, Littlewoods, Freemans et Grattans La Redoute, qui contrôlait déjà 25.8 % du capital d'Empire Stores, a porté sa participation à 37,8 % les maines dernières en rachetant les 12 % que détenait Great Universal Stores. On s'attend qu'Empire Stores, évalué à 49 millions de livres (environ 489 millions de francs), rejette cette offre.

 Pessimisme des ménages selon PINSEE. - L'enquête réalisée en janvier auprès des ménages par l'INSEE montre dans l'ensemble un grand pessimisme sur presque tous les sujets abordés (prix, situation financière, emploi, intentions d'achat d'automobile et de biens d'équipement ménagers). Mais cette enquête a été fortement influencée par la guerre du Golfe. Un point favorable apparaît concernant le passé immédiat : l'appréciation positive des salariés sur leur situation financière... et. d'une façon générale, ...la bonne appréciation des ménages sur leur propre niveau de vie, l'indicateur se situant dans ce domaine parmi les meilleurs de cenx observés depuis 1984-1985.

□ Salomon: cent suppressions d'emplois supplémentaires. - En raison des mauvais résultats enregistrés l'année précédente - 91 milgroupe Salomon avait annoncé en uillet 1990 un plan de restructuration accompagné de 467 suppres-sions d'emplois, dont 241 en France. La direction de la société. implantée à Annecy (Haute-Savoie), a fait savoir lundi 18 mars qu'elle procéderait à une centaine de suppressions d'emplois supplé mentaires par rapport à ce programme. Pour l'exercice 1990-1991, la perte prévisible devrait être comprise entre 200 et 250 millions de francs

o RECTIFICATIF. - Dans «Lec-tures » de Bernard Maris («Champs économiques » du Monde du 19 mars), il fallait lire, au début de la chronique, « l'inte-nable ambition des microécono-mistes » et non des « macroéconomistes », et non des « macroéconomistes», comme il a été imprime

D Erratum : la baisse de la natalité au Maghreb. - Dans l'article « Une démographie moins explosive» publié dans le Monde du vendredi 15 mars, une erreur de transmission a fait attribuer au Maroc une baisse du nombre de paissances en 1986 (764 000 contre 845 000), baisse qui s'est produite en fait en

Une mise au point de M. Védrine

A la suite du compte rendu de de s'associer à des accords d'autolil'« université de printemps » du cou-rant de M. Laurent Fabius à Grand-Quevilly et de notre commentaire sur le débot relatif aux ventes d'armes (le Monde du 19 mars), M. Hubert Védrine, porte-parole du président de la République, nous écrit :

1) Je n'ai évidemment, à aucun

moment. « plaidé pour la liberté du commerce des armes». Ce commerce est déjà très réglementé. Il est nécessaire de le réglementer plus encore à divers niveaux : multilatéral, natio-nal régional, etc. Il n'est évidemsuis pas particulièrement intervenu sur ce sujet. On ne peut donc, en aucune façon, parler de polémique ou de désaccord sur les ventes

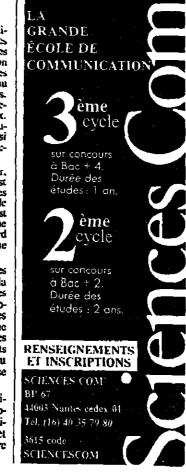
2) l'ai, en revanche, attiré l'attention des participants à ce colloque sur le problème suivant : la lutte contre toutes les formes de prolifération des armes dites non conventionnelles (atomiques, bactériologiques, chimipotentiellement dangereuses est une nécessité absolue, mais elle doit être conduite de façon à ne pas provoquer, de la part des pays du Sud, le refus de ce qu'ils percevraient comme une «Sainte-Alliance des pays développés », visant à leur interdire l'accès à l'ensemble des technologies avancées. Ils n'auraient, alors, de cesse de la contourner et de la combattre. Il faut donc que les pays du Sud voient qu'il est de leur intérêt

mitation ou d'interdiction, selon les cas. J'ai. également, suggéré que les politiques de contrôle, de restriction et d'interdiction soient complétées par des relations prétérentielles au profit des pays qui auraient pris. concernant les technologies dangereuses, des engagements rigoureux. Je pense qu'il vant mieux se préoccuper de cette question à l'avance si l'on veut que contrôles et interdictions soient acceptés et respectés.

3) J'ai eu l'occasion de rappeler, lors de ce colloque, que la France est en pointe depuis plusieurs années dans plusieurs aspects importants de la lutte contre les proliférations. C'est notamment le cas en ce qui concerne la négociation à Genève d'un accord sur l'élimination radicale de l'arme

4) J'ai souligné que le contrôle des ventes d'armes et, d'autre part, la lutte contre les proliférations d'armes non conventionnelles et les technologies potentiellement dangereuses seraient d'autant plus efficaces que l'on s'efforcerait de régler au fond les problèmes politiques et les conflits qui alimentent au Proche et au Moyen-Orient, et ailleurs, la course aux armements de toutes natures.

5) Enfin, M. Henri Weber, président de cette table ronde, a bien rappelé que les participants (MM. Qui-lès, Arnoult, Guetta, Mondargent et moi-même) s'exprimaient, à titre personnel.



TECHNOLOGIES

Avec les nouveaux systèmes exposés au salon Hifi 91

Le son et l'image irriguent la maison

Le salon Hifi 91 a célébré les fiançailles de la domotique et de la haute-fidélité. Des réseaux permettent de diffuser images et son dans toutes les pièces d'un logement à partir d'un équipement unique. Parallèlement, la qualité des matériels ne cesse de s'améliorer donnant à l'anpartement d'un particulier la qualité visuelle et sonore d'une salle de cinéma.

Synonyme de confort culturel et de réussite sociale dans les années 60 et 70, largement désacralisée dans le courant des années 80, la naute-lidélité se cherche une nouvelle image et de nouveaux marchés. Empilés dans les gondoles des hypermarchés comme de vul-gaires packs d'eau minérale, le lecteur de disque compact ou le tuner FM à quartz ne font plus rèver grand monde. Il faut ajouter à cela une mauvaise conjoncture économique. Du coup, les stocks s'amoncellent. Le phénomène est apparu en France il y a près d'un D'après Philippe Folie-Dupart, directeur d'une agence de communication spécialisée notamment dans les produits audiovi-suels grand public (ou « produits bruns »), « la baisse des ventes de chaines haute-fidélité atteint près de 50 %. Les grands distributeurs, comme la FNAC, subissent de plein fouet une récession d'autant plus forte aujourd'hui que les ache-teurs potentiels désertent littéralement les mugasins et reportent

Le salon Hifi 91, organisé ces jours derniers à Paris, s'est donc tenu dans un climat économique particulierement lourd. Thomson venait d'annoncer des pertes de 2,7 milliards de francs en 1990 grand public. Ce salon a vu s'im-

japonais, suivant en cela une tendance que l'on retrouve dans les claviers musicaux. Pioneer, Panasonic, Yamaha, Matsushita, Sony, Mitsubishi et quelques autres entreprises nippones contrôlent plus de 90 % du marché des équipements audio-visuels grand

Les constructeurs européens et américains ont pratiquement dis-paru. A noter toutefois l'excellente position sur le marché international du constructeur d'enceintes français Cabasse et de l'américain Bose. Ce dernier est actuellement leader mondial des enceintes acoustiques. Une véritable performance, qui s'explique par le fait que les produits proposés sont particulièrement innovants et correspondent aux normes occidentales en matière de confort

Il s'agit là d'un point important. Les Japonais n'ont, en effet, tou-jours pas réussi à fabriquer des enceintes acoustiques appréciées d'une paire d'oreilles françaises, britanniques ou allemandes. Cet échec, somme toute relatif car il ne concerne qu'un maillon de la chaîne hifi, s'explique par le fait que les habitudes et normes d'écoute européennes sont sensiblement différentes de celles du consommateur japonais. La plu-part des enceintes japonaises grand public se caractérisent par leur manque de graves et leur rela-tive agressivité dans les fré-quences aiguës. Ce défaut, qui n'est pas perçu comme tel par les mélomanes japonais, est dû au fait que la majorité des enceintes made in Japan sont de taille modeste (l'équivalent d'un gros dictionnaire). Ce faible volume est à l'image de la surface des pièces d'appartement japonais, inférieure en moyenne de 30 à 40 % aux normes françaises en matière

interne d'enceinte, dit petit hautparleur et par conséquent manque de graves. Les lois de l'acoustique

Les constructeurs ont cherché depuis longtemps à contourner le problème par des moyens de correction électronique. De grands progrès ont été réalisés, notamment par Yamaha, Bose et Aiwa. Ainsi, l'enceinte YST, présentée par Yamaha, est équipée d'un processeur qui analyse en permanence la réponse de l'enceinte en fonction du signal sonore et optimise la réponse en fréquence du couple enceinte/amplificateur. Cette opération s'effectue bien évidemment en temps réel. L'écoute critique, comparative, démontre l'intérêt et l'efficacité du procédé. L'amélioration des performances est sensi-ble, même pour des oreilles peu

Bien entendu, le système de processeur, quelle qu'en soit la mar-que, a des limites. Rien ne vaut une enceinte d'un volume convenable et équipée de haut-parleurs offrant une membrane de bonne surface. A cet égard, les enceintes à panneaux statiques développés par la firme britannique Quad dans les années 60 et remis au goût du jour représentent une Le principe en est simple : la membrane des différents baut-parleurs est ici remplacée par l'une des deux faces d'un condensateur de plusieurs dizaines de centimètres carrés de surface. La réponse en fréquences et l'acuité de la spatialisation, le respect de la phase, rendent le système très perfor-mant, malgré un rendement plutôt faible. Un amplificateur puissant est donc à prévoir.

Spécialiste des gaz ionisés et du plasma, ancien collaborateur du Commissariat à l'énergie atomique, le physicien Siegfried Klein vient de commercialiser chez le constructeur allemand MB Quart un haut-parleur novateur. Baptise « haut-parieur à magnéto-restriction», il épouse la forme d'une boule creuse d'une quinzaine de centimetres de diamètre. La surface de cette boule, la « peau », ioue le rôle d'une membrane (sphérique) puissante. Le matériau

trictif's. Il se contracte en fonction du champ magnétique auquel il est soumis et joue donc le rôle conjoint de bobine mobile et de

Le grand intérêt de ce procédé est qu'il permet une restitution du champ sonore très homogène, entraînant une image stéréophonique d'une grande précision. La réponse impulsionnelle est meilleure que sur un haut-parieur élec-tro-dynamique « classique ». Du coup, les attaques (piano, percus-sions, etc.) sont particulièrement bien respectées. La réponse en fréquence de la sphère magnéto-restrictive se limite aux fréquences supérieures à 5 000 Hertz. MB Quart complète donc la sphère d'un caisson comportant un haut-parleur de grave (boomer).

Le cinéma chez soi

C'est sur le concept de « perso-nal audio-visual home theatre » (traduisez par centrale audio-vi-suelle à usage domestique) que reposent les espoirs des responsables du marketing spécialisés dans les produits bruns. Le terme fait d'ores et déjà fureur dans les brochures nippones. Sanyo et Panasonic vantent en quadrichromie les mérites du cinéma chez soi, avec grand écran TVHD (télévision haute définition), processeurs d'espaces sonores et lecteur de disque compact audio et vidéo. Dans ce contexte, Matsushita lance cette année un système de diffusion sourre THX miniaturisé, à instal-ler chez soi. Rappelons que ce procéde est ou du moins était jusqu'à aujourd'hui réservé aux salles de cinéma parmi les mieux équi-pées. De même, le procédé « home theater » développe par le labora-toire Dolby est désormais fabriqué sous licence par divers construc-teurs comme Sanyo et Shure,

La firme Bose a choisi une voie différente, en proposant un sys-tème de diffusion sonore « intelligent », qui s'inscrit dans le cadre de la domotique. La chaîne Lije Style Music Center permet de dis-tribuer et de controller plusieurs programmes sonores distincts dans chaque pièce de l'apparte-

ment ou de la maison. Une unité centrale regroupe les sources (tuner FM, lecteur DAT ou cassette analogique, platine CD, etc.). L'utilisation des équipements de la chaîne est donc optimisée. Libre à chacun, en fonction de la pièce qu'il occupe, d'écouter Mozart sur un CD dans la saile à manger, NRJ dans une chambre ou Bob Marley dans la salle de bains. Toutes les combinaisons intermédiaires sont possibles. Le choix des programmes s'effectue à l'aide d'une télécommande (en prévoir une par poste d'écoute).

Le constructeur britannique QED propose un système (System Line) encore plus sophistiqué. Les modulations audio (CD, cassette, tuner, etc.) et les informations de contrôle (égalisation, volume, etc.) circulent sous un seul et unique câble. Un relais infrarouge est installé dans chaque pièce à sonoriser. Il est aussi possible de programmer pour chaque point d'écoute la limitation du niveau de diffusion sonore, ainsi que de mémoriser des configurations d'égalisation (graves, médiums, aigus). Le transport et le controle des images vidéo sont également prevus, via un simple câble coaxial du type antenne.

Des cassettes

numériques L'enregistrement audio-numérique grand public est en passe de constituer un imbroglio technico-commercial. L'immense succès du disque compact a bousculé les habitudes d'écoute. L'enregistre-ment sur cassette analogique a pris un coup de vieux. Les constructeurs planchent sur un procédé d'enregistrement numéri que, destiné aux professionnels comme aux amateurs. Le R-DAT (Digital Audio Tape Recorder) sort des cartons japonais (Sony en tête). Très vite, ce standard s'impose. Très performant, il pose cependant un problème de fiabi-lité et de coût puisqu'il repose sur le principe de la tête d'enregistrement et de lecture rotative. De leur côté, les constructeurs européens voient leur échapper, une fois de plus, un marché promet-

teur. Ils devront se contenter d'as-

sembler des lecteurs, dont les principanx composants sont fabriques en Extreme-Orient.

A l'exception de Philips. Inventeur de la cassette analogique dans les années 60, il pourrait être le seul constructeur en Europe capable, malgré de graves difficultés économiques, de relever le dési et de bousculer à terme la stratégie japonaise (le Monde du la mars). ce n'est que Matsushita et Marantz sont associés à son proiet... Le procédé DCC (Digital Compact Cassette) développé à Eindhoven offre un atout considé rable. Il est en effet compatible avec les cassettes analogiques traditionnelles. Un seul et unique lecteur permet de lire indifféremment l'une ou l'autre cassette. Les têtes d'enregistrement et de lecture sont fixes, et la vitesse de défilement (4,76 cm/s) est identique à celle des platines à cassette

Sur le plan technique, la performance réalisée par les ingénieurs néerlandais est remarquable. Il leur a failu notamment condenser, ou « compresser », l'information numérique à l'aide d'algorithmes complexes. Cette compression du signal est nécessaire pour limiter le flux de données numériques à mémoriser sur la bande et augmenter d'autant la durée des cassettes (de 90 mn à 120 mn).

Il est bien entendu trop tôt pour se prononcer sur la fiabilité, la longévité et surtout la fidélité sonore du système DCC. La commercialisation est prévue en 1992. D'ici là, Philips s'apprête à mettre au point des bancs de duplication de cassettes enregistrées. Il est vrai qu'un marché comme celui-ci est économiquement bien plus intéressant en terme de vente de supports enregistrés, de pro-grammes, que de machines. Sur ce point, Philips est bien armé avec le groupe Polygram. Quant à Sony, partisan du R-DAT, le catalogne CBS est à sa disposition. Prudent, le groupe Philips rap-pelle qu'il fabrique également des platines R-DAT. Au cas où...

DENIS FORTIER

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CCE COMPTOIF
DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 13 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Jacques Piette, a pris connaissance des résultats de l'activité de la société et a arrêté les comptes de

Grâce à la poursuite de la diversification des activités privées et à une bonne maîtrise de l'évolution des charges de gestion, le Comptoir des Entrepreneurs est parvenu à maintenir ses résultats à un niveau satisfaisant.

ACTIVITÉ

toir des Entrepreneurs dans le secteur privé. Celui-ci représente désormais :

- 88.5 % de la production totale de l'exercice (31 % en 1986); - 47.8 % du total des encours gérés fin 1990 (24,6 % fin 1986).

La production du secteur privé a augmenté de 15,1 % d'un exercice à l'autre (12.2 milliards de francs de crédits nouveaux ont été accordés en 1990 contre 10.6 milliards de francs en 1989).

L'état du marché et les conditions de concurrence ont conduit le Comptoir des Entrepreneurs à poursuivre son développement vers les activités professionnelles (promotion immobilière et financement d'investissements professionnels), qui ont connu globalement une progression de 90,6 %.

Les credits aux particuliers ont continué à faire l'objet d'une sélectivité accrue et ont été orientés vers des clientèles et des nouveaux produits ciblés.

L'encours du secteur privé a augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre (38,2 milliards contre 34,4 milliards). Il se répartit de la manière suivante: promotion immobilière (14,6 %), financements professionnels (12 %), particuliers (73.4 %).

En revanche, la production du secteur public a été réduite de 48,4 %, passant de 3,1 milliards de francs en 1989 à 1,6 milliard de francs en 1990. Cette forte baisse d'activité et les importants transferts d'encours de PAP-diffus au Crédit Foncier de France expliquent la diminution de 25,9 % de l'encours du secteur public, qui passe d'un exercice à l'autre de 56,3 milliards de francs à 41,7 milliards de francs.

Au total, l'encours des prêts gérés par le Comptoir des Entrepreneurs au 31 décembre 1990 atteignait 79,9 milliards de francs contre 90,6 milliards de francs au 31 décembre 1989.

Le bénéfice net social de l'exercice s'établit à 52,6 millions de francs. il ne peut être comparé à celui exceptionnellement élevé de 1989, à

savoir 631,5 millions de francs. Ce dernier incluait, en effet, un montant très important de produits exceptionnels provenant de cessions d'actifs.

Le résultat courant de gestion pour 1990 s'établit à 40,8 millions de francs contre 72.6 millions de francs en 1989, malgré une diminution de 90 millions de la marge du secteur public. Ce résultat a été rendu possible grace à la progression des produits des autres activités, à la maîtrise des charges d'apploitation et à une stabilisation des pertes et provisions permise par une réorientation de la production du secteur privé et un effort de provisionaement substantiel réalisé en 1989.

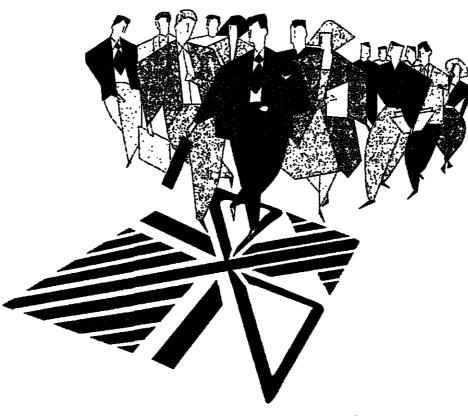
Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 23 mai 1991, la distribution d'un dividende global de 22,8 millions de francs réservé aux anciens actionnaires, le dividende par action étant fixé à 7 francs plus 3,50 francs d'avoir fiscal.

L'assemblée générale aura de plus à se prononcer sur la proposition d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du divi-

Après répartition des résultats et prise en compte du produit de l'augmentation de capital réalisée en décembre dernier, les fonds propres brats du Comptoir des Entrepreneurs s'élèvent à 2 269 millions de francs au 31 décembre 1990 contre I 999 millions de francs au 31 décembre 1989, soit une progression de 13.5 % assurant à la société un ratio de solvabilité supé-

ADEAU ET ENTDEDDICE

LE SALON EUROPÉEN DE LA COMMUNICATION ET DE LA STIMULATION



Réservé aux professionnels (accès au Salon sur présentation d'une invitation accompagnée d'une carte de visite société).

DU 26 AU 29 MARS 1991

CNIT PARIS LA DÉFENSE

Sur 8000 m² de surface d'exposition, plus de 300 exposants vous présentent des milliers d'articles et toutes leurs nouveautés. Une mine d'idées pour vos cadeaux d'affaires et vos prochaines campagnes.

INFORMATIONS - INVITATIONS

S.I.J. - 103, rue La Fayette 75010 PARIS Tél.:(1)40 1600 15 Fox: (1) 40 16 03 58

ENTREPRISE

LE PLUS STIMULANT DES SALONS D'AFFAIRES

Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptée à la taille de l'entreprise.

Chez Siemens Noutert nous sauces DU RUCURE ENTREPRISE DE SA PESSENEIR IX SUI les salutions toutes faires sont big salutions solutions mai futes. Pour muis, mainse sutes les technologies de l'informatique est pies is maindre des chases

Comment en elles concessos are arcisterritre parlamement adaptée sen bestere de votre entreprise en a attrare su un sout age de mulenel Lemmanica cros l'annogras estate a chaque stade de ses besoins chimeser à une architecture précise, micro-ordendaiss se "ESERT DOOR WAS DOOR CONTRACT, DATE TO SERVE : a plus land les ressources d'us man promateut ou activieruse complese de la granda entreprise, à la foir controlisée exploite grands systèmes et détentralises s'at des sides regionaux autour de man et mass autom

Un constructeur responsable des des capable de répondre à ces hesters de capable c'est la moindre des choses, mais actif des assurer totalement la mainse. Cast parce qui chai Siemens Nindorf le rompeu d'anti-cacare prend toute sa valeur que nous sonwars en mesure de vous proposer des solutions saist tées à votre mêtier, au travers de not applications sectonelles, des solutions attaches à votre organisation, à travers nos compétations d'ingénierie et d'intégration, Siemens Nixdorf. 14 ayenne des Began

nes 95802 Cergy St Christophe. Tél.: 34.20.35,64.

La Synergie en Action

■ Le Monde ■ Mercredi 20 mars 1991 27

SIEMENS NIXDORF

Ne pensez-vous pas que ce soit à l'informatique de s'adapter à la taille de l'entreprise, plutôt que le contraire ?

Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptée à la taille de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf nous savons qu'aucune entreprise ne se ressemble et que les solutions toutes faites sont trop souvent des solutions mal faites. Pour nous, maîtriser toutes les technologies de l'informatique est bien la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une architecture parfaitement adaptée aux besoins de
votre entreprise en n'offrant qu'un seul type de
matériel. L'entreprise croît, l'entreprise évolue;
à chaque stade de ses besoins correspond une
architecture précise, micro-ordinateurs en
réseau pour une petite entreprise, qui nécessitera plus tard les ressources d'un mini-ordinateur, ou architecture complexe de la grande
entreprise, à la fois centralisée autour de
grands systèmes et décentralisée sur des sites
régionaux autour de mini et micro-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être capable de répondre à ces besoins diversifiés, c'est la moindre des choses, mais aussi d'en assurer totalement la maîtrise. C'est parce que chez Siemens Nixderf, le concept d'architecture prend toute sa valeur que nous sommes en mesure de vous proposer des solutions adaptées à votre métier, au travers de nos applications sectorielles, des solutions adaptées à votre organisation, à travers nos compétences d'ingénierie et d'intégration.

Siemens Nixdorf. 14 avenue des Béguines 95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action



28 Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 • •

LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE

MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, réuni le 14 février 1991 a décidé de soumettre aux actionnaires de la Sicar, lors de l'assemblée générale extruordinaire du 11 april 1991, un projet de mise à jour des statuts, conforme à la recommandation de la COB, prévoyant une modification des règles de valorisation des titres de créances négociables.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990 Le Conseil d'administration proposera, lors de l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 11 avril 1991, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à 21,40 F par action.

NET	CRÉDIT D'IMPỘT		
	personnes physiques	personnes morales	
10,10F	0,46F	0,48 F	
2,56 F	1,49 F	1,56 F	
4,15F	-	_	
4,59 F	0,81 F	0,85 F	
21,40F	2,76F	2,89 F	
	10,10F 2,56F 4,15F 4.59F	10,10F 0,46F 2,56F 1,49 F 4,15 F - 4.59 F 0,81 F	

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril 1991 et mis en palement le 15 avril 1991 (possibilité de rénrestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

• depuis 5 ans : + 39,95 % • en 1990 : - 14,68 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 601,87 F

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

loca investissement

Chiffres caractéristiques de l'exercice

		en millions de francs					
-		1989			1990		
	СВ	LS	Total	СВ	LS	Total	
Décaissement de l'exercice Engagements nouveaux Engagements bruts cumulés	_3,4 178,5	13,4 14,6 268	16,8 14,6 446,5	1,2 177	9,3 274,2	10,5 451,2	
Produits locatifs	33,8	37,2	71	32,4	39,1	71,5	
Produits exceptionnelsdont plus-values sur levées d'option	5,3 1,6 3,8						
Résultat	41,1 37,7						
	en francs						
Dividende par action	29,3 29,6						

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Charles Naouri le 14 mars 1991, pour examiner l'activité de la société et arrêter les L'actualisation de l'expertise du patrimoine locatif (hors immobilisations en

cours) au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette compta-ble de 214,8 millions de francs, une plus-value latente (théorique avant imposition) de 206,6 millions de francs. Le résultat de l'exercice s'établit à 37,7 millions de francs contre 41,1 millions

diminue d'environ 3,7 millions de francs, soit près de 10 % du résultat. L'assiette distribuable s'élève à 39,1 millions de francs compte tenu de la Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 29,60 F correspondant à un taux de distribution de 85,3 % de l'assiette distribuable.

Pour l'avenir, la société entend renforcer son orientation foncière et dévelop-per une politique d'investissements patrimoniaux de qualité même s'ils sont de rendement immédiat plus modeste. Sous réserve de l'examen des textes d'applica-tion de la loi de finances pour 1991 modifiant le régime fiscal des Sicomi, la

société n'envisage pas d'exercer l'option prévue pour conserver le bénéfice de l'éxonération de l'I.S. sur certaines opérations nouvelles de crébit-bail. En l'état actuel des engagements et compte tenu, notamment, de la taxation partielle des bénéfices retirés de la location simple, le résultat net 1991 devrait être

comparable ou légèrement inférieur à celui de 1990.

L'évolution du dividende traduira celle du résultat, la réduction sensible, dès l'exercice 1991, de la quote-part des bénéfices concernés par l'obligation légale de distribution et la stratégie de l'entreprise privilégiant la valorisation plutôt que la distribution.



Le Conseil d'Administration de FRANKOPARIS s'est reuni le 8 mars 1991 sous la présidence de Monsieur Alain MARCHETEAU pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

FRANKOPARIS, qui est à la tête d'un patrimoine immobilier de 150,000 m² à Paris Montparnasse, a bénéficié en 1990 d'un niveau accru de revenus locatifs du fait de l'achèvement d'une nouvelle tranche de travaux

Le résultat net de l'exercice 1990 ressort à 20,2 millions de francs qui se comparent à 0.5 million de francs en 1989.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 22 mai prochain à l'hôtel Méridien Montparnasse de mettre en distribution un dividende de 2,65 F par action payable le 16 juillet 1991.

COMMUNICATION

Les éditions Balland devant le tribunal de commerce

Neuf cents livres en quête d'éditeur

Le tribunal de commerce de Paris examinera, jeudi 21 mars, le dossier de la société industrielle Capital Développement (Cap D), propriétaire des éditions André Balland, qui vient d'être mise en cessation de paiement. Le tribunal doit décider de la liquidation de Cap D et étudier les éventuelles propositions de reprise du groupe ou de l'une ou l'autre de ses filiales éditoriales (Balland, Gautier-Languereau, les Deux Coqs d'or).

« Vues avec humour, ces tribulations financières pourraient être une bonne chose : l'équipe est rôdée à ce genre d'aventure.» Ce trait lancé par l'un des quatorze salariés des éditions André Balland ne dissimule pourtant pas complètement l'anxiété qui ronge l'équipe depuis l'annonce de la cessation de paiement de leur société mère, Cap D (le Monde du 12 mars).

La société de portefeuilles Cap D, présente dans les matériaux composites, les logiciels bancaires, les chaussures de luxe Harel, les bornes interactives (SITU) et les alcools blancs, avait poussé sa diversification jusqu'à racheter les éditions Balland, pour 15 millions de francs, en janvier 1990. L'année précédente, elle avait réalisé une percée dans l'édition pour enfants en prenant le contrôle des Deux Coqs d'or et de Gautier-Langue-reau (l'éditeur de Bécassine). Aujourd'hui, Cap D est en cessa-

La liquidation de la société mère des éditions Balland est, de l'avis même de son président, M. Gérard Noël, a ridicule ». Cap D réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et ses besoins en trésorerie n'excèdent pas quelques dizaines de millions de francs. La société, dont M. Noël reconnaît «qu'elle s'est peut-être trop diversi-sièe», a tenté de se recentrer sur l'édition après avoir rencontré des déboires dans d'autres domaines où elle est présente – notamment dans celui des logiciels bancaires. Mais récemment la cession de son secteur matériaux composites à des acheteurs finlandais a été différée pour cause de guerre du Golfe.

« Le redressement existait »

Résolu à sauver le secteur éditorial de Cap D, son président a pro-posé à ses actionnaires - Crédit agricole, CCF, groupe Damart, etc. - une augmentation de capital de 40 millions de francs, mais il n'a pu réunir que 25 millions de francs.

La mise en cessation de paie-ment de Cap D a entraîné celle des éditions Balland. Celles-ci pour-

 Protestations syndicales à RFI. Les syndicats de Radio France-Internationale (RFI) - Syndicat national des journalistes, CFDT, SNJ-CGT, FO, CGC - protestent contre la réduction de 150 millions de francs de la subvention que devait lui verser le Quai d'Orsay décidée par le ministre du budget, M. Michel Charasse (le Monde du 13 mars). Selon eux, « le contrat d'objectifs pluriannuel conclu entre RFI et l'Etat est remis en cause ». Ils estiment donc que la décision de M. Michel Charasse « doit être annulée ». En outre, les syndicats de RF1 ont assigné en référé la présidence de la station pour « entrave manifeste». Ils estiment que l'an-nonce de la réorganisation de la rédaction ne leur a pas été communiquée dans les délais légaux et réclament l'annulation des décisions prises (le Monde du 22 février).

tant, selon M. Noël et selon M. Maurice Partouche, directeur littéraire de la maison d'édition, venu des éditions Lieu commun après avoir vécu l'aventure du pre-mier Libération et celle des Éditions des Autres, étaient en train de se redresser. En 1980, elles frôlent déjà la liquidation.

Depuis leur création en 1967, les éditions André Balland ont connu les vicissitudes classiques des petites maisons d'édition.

Riches de neuf cents titres inscrits à leur catalogue, fortes de leur renom de «laboratoire» qui vit passer une nuée d'auteurs aujourd'hui considérés (François Weyergans, Michel Rio, Dominique Fernandez, Patrick Grainville nandez, Patrick Grainville, Frédérick Tristan, etc.) et de la réputation flatteuse de leur collection «L'Instant romanesque», par-fois couronnées par des prix (comme le Goncourt en 1983), les éditions Balland ont cependant toujours vécu sur la corde raide.
« André Balland est un grand seigneur, il avait ses coups de cœur. Mais il y avait toujours un moment où les factures arrivaient...», confic une responsable, qui conclut : « Il se noyait peu à peu et savait qu'il ne s'en sortirait qu'en vendant sa maison d'éditions ».

Début 1990, André Balland vend

et fait ses adieux. Les nouveaux responsables de la maison d'édi-tion se lancent dans une nouvelle politique éditoriale en créant plusieurs collections nouvelles (« Le Nadir », consacré au monde arabe, «Situations», qui veut renouer avec l'imaginaire, «Fondements», dévolue aux sciences humaines, etc.) et en lançant de jeunes auteurs. Mais aussi en modifiant les maquettes de livres, en inaugu-rant une nouvelle politique com-merciale qui tente de s'ajuster à la demande des libraires, afin d'éviter un trop fort taux d'invendus. En 1990, vingt-cinq livres sont publiés et vendus à 140 000 exemplaires pour un tirage global de 198 000 alors qu'en 1989, les éditions Balland avaient fait fabriquer 440 000 exemplaires des cinquante et un livres publiés mais n'en avaient vendu que 174 000... Résultat : en 1989, Balland avouait un déficit de 8 millions de francs pour 19 mil-

demeure lourd, la maison d'édition devrait avoir réduit son déficit. a Le redressement existait ». regrette M. Maurice Partouche, De fait, les éditions André Balland bénéficient toujours d'une réputa-tion enviée, même si au sein du petit monde de l'édition, on reproche à la nouvelle équipe « d'avoir peut-être vêcu aussi sur un grand pied ». Les grands groupes Groupe de la Cité - démentent tout intérêt pour une reprise. D'ailleurs M. Partouche, qui mène les contacts avec les hypothétiques candidats à la reprise de Balland, juge que «la maison d'édition per-drait son identité si elle était fon-

lions de chiffre d'affaires ; en 1990, même si le poids du passé

due dans un groupe». Mais d'autres repreneurs pointent le nez : maisons d'édition movennes, comme celle-ci dont le PDG, désireux de garder l'anonymat, estime « que la qualité de l'équipe Balland nécessite qu'on s'interroge sur son rachat » ou les éditions Masson-Armand Colin, qui viennent de racheter Belfond et manifestent l'ambition de s'agrandir. A moins que Masson ne s'inté-resse qu'à Gautier-Languereau, a afin de marier le Sapeur Camem-ber et Bécassine», sourit son PDG, M. Jérôme Talamon.

Le tribunal aurait ainsi le choix entre les éditeurs intéressés par une partie seulement des anciennes activités éditoriales de Cap D -Balland, Gautier-Languereau ou les Deux Coqs d'or - et les sociétés de capital-risque qui pourraient racheter le tout

YVES-MARIE LABÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BÉNÉFICE: + 13,5%

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Grappotte pour arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Comptes consolidés (en millions de F) 1989 Chiffre d'affaires Bénéfice net (part du Groupe) % du chiffre d'affaires 704 620 + 13,5% + 13% % du chiffre d'affaires 15% 938 + 24%

En fonction de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée à l'images le 21 mai 1991 la distribution d'un dividende en augmentation de 12,6% soit 53,50 F par action ordinaire et 85,60 F par action privilégiée (ADP). Après déduction de l'accompte déjà versé le 31 janvier, le solde, soit 29,75 F par action ordinaire et 47,60 F par action privilégiée (ADP). par ADP sera mis en paiement à compter du 14 juin 1991.

INFORMATION FINANCIERE (6).: [1] 43.60.01.80

Les problèmes du « Quotidien de Paris »

M. Tesson confirme ses discussions avec le groupe Bouygues

Un grand nombre des 136 salariés du Quotidien de Paris ont rencontre lundi 18 mars M. Philippe Tesson, directeur et fondateur du journal, afin de lui demander des explications sur les quarante licenciements qu'il envisage (le Monde daté 17-18 mars). M. Tesson a indiqué que des discussions visant au rachat du titre par le groupe Bouygues (TF 1) avaient bien été engagées mais qu'elles n'avaient pas abouti. Il y a quatre aus, M. James Goldsmith avait proposé d'injecter 100 millions de francs dans le journal pour le relancer et en faire un International Herald Tribune à la française. Les négociations avaient échoué. M. Tesson refusant la trentaine de licenciements demandes par M. Goldsmith. M. Tesson a par ailleurs démenti envisager un dépôt de bilan du journal.

Les journalistes ont demandé une expertise des comptes et protesté une nouvelle fois contre les trentetrois licenciements à la rédaction (sur un total de soixante-quatorze journalistes), qui touchent, selon un délégué syndical, huit femmes sur les onze que compte la rédaction ainsi que quatre titulaires de man-dat syndical sur cinq.

Le Syndicat national des journalistes-CGT a indiqué que « les diffi-cultés rencontrées par le journal ne pourront pas se résoudre par la mise à la porte de près de la moitié des journalistes » en notant que « le nou-veau concept du journal » fondé sur plus de commentaires et d'édito-riaux « n'assure en rien l'avenir du titre». Le syndicat a noté que la situation du Quotidien de Paris « était le résultat d'une politique favorisant les grands groupes qui drainent déjà le plus de publicité » et sculigné que « le système d'aides à la

Malgré le déficit du « Point »

presse fatorise les plus riches ».

Pagnol offre un bon cru 90 à Gaumont

Le groupe Gaumont a nettement amélioré ses résultats en 1990, avec un bénéfice de 90,8 millions de francs contre 56,4 millions en 1080 à la bara 56,4 millio de trancs contre 30, minimus ca 1989. A la base de cette embellie figurent les succès de trois films : les adaptations de Pagnol par Yves Robert (la Gloire de mon père et le Château de ma mère ont séduit respectivement 6,2 et 4 millions de spectateurs) et Nikita, de Luc Besson (3,3 millions d'entrées).

Ces trois films, qui pèsent à eux seuls plus de 10 % de la fréquentation nationale, expliquent le dou-blement du résultat net de la société mère Gaumont SA, qui atteint 117 millions de francs. En revanche, l'exploitation des salles reste stable, avec un résultat de 20 millions de francs. Et le pôle presse du groupe, qui comprend essentiellement le magazine le Point, accuse un déficit de 28 mil-

C'est l'intégration complète du Point dans les comptes du groupe qui explique le gonfiement du chif-fire d'affaires (1243,6 millions de francs contre 997,7 millions l'aucinéma est stable.

EN BREF

O Création à Musich du pendant allemand de la SEPT. - Six stations régionales de télévision allemandes et la seconde chaîne nationale ZDF ont créé à Munich l'ARTE, l'association relative à la télévision européenne. Cette association doit former avec la SEPT française un GIE basé à Strasbourg, qui exploitera la future chaîne culturelle franco-allemande dont la création a été décidée en novembre 1988. Dotée d'un budget de 840 millions de francs partagé entre les deux pays, cette chaîne devrait commencer ses émissions à l'automne.

□ M. De Benedetti relance son offensive sur Mondadori. - Le groupe CIR de M. Carlo De Benedetti a demandé une augmentation de capital de l'éditeur italien Mondadori, dont il dispute toujours le contrôle au groupe Berlusconi. Cette augmentation de capital

ramenerait les deux protagonistes

au-dessous de la majorité des actions, dans une situation de quasi-égalité, en attendant le verdiet de la Cour de cussation romaine, qui doit trancher le litige.

 Le Livre CGT opposé à « toute chasse aux sorcières » contre la CGT. - Après la démission de son mandat syndical de M. Christian Lelièvre, délégué CGT des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), responsable d'une filiale d'un comité d'établissement actuellement soumise à une enquête du Parquet (le Monde de 13 mars), le Comité intersyndical qu'il n'accepterait pas « que s'orga-nise aux NMPP une chasse aux sorcières contre la CGT». Le Livre CGT souligne cependant qu'il « a pris acte» de cette démission puisque, d'après ses informations, « M. Lelièvre a failli et que son comportement ne correspond pas à l'idée que la CGT se fait de ses

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LBi Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicav proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

•	NET	CRÉDIT D'IMPÔT		
		personnes physiques	personnes morales	
 obligations françaises non indexées 	9,10F	0,39 F	0,40 F	
actions françaises	6,82 F	3,79 F	3.87F	
 titres de créunces négociables 	2,31 F	_	_	
Autres actifs	0,27 F	0,03 F	0,03 F	
TOTAL	18,50F	4,21 F	4,30 F	

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possi-bilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

• depuis 5 ans : + 53,68 % • en 1990 : —12,44 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 466,37 F

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS -GESTION

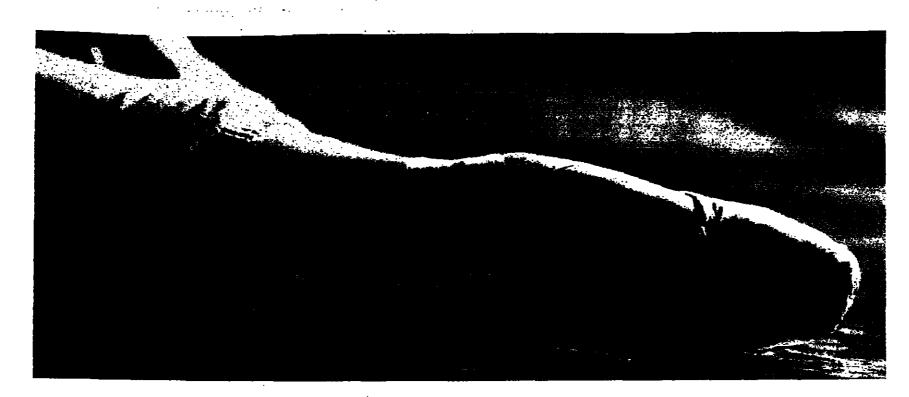
CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

محدامن الإص

Trouver en sc l'inconnu po Avec son cor le moteur ro une nouvelle est un état d'e

هكدامن الإمل

■ Le Monde ■ Mercredi 20 mars 1991 29



Trouver en soi l'émotion du corps qui sera partagée par les autres. Accepter de faire un pas vers l'inconnu pour découvrir un autre équilibre, un autre regard. Oublier qu'on a mal aux pieds. Avec son corps, l'homme écrit ses rêves. En se dépassant, il crée une autre réalité. En 1967, le moteur rotatif a donné à la voiture une nouvelle puissance, une nouvelle souplesse, une nouvelle sensation. Sa réalisation avait demandé des années d'effort. Cette expérience est un état d'esprit, celui qui anime l'entreprise qui s'est dépassée pour réussir ce défi : Mazda.

Sur le chemin de la civilisation. TRAZDE

MARCHÉS FINANCIERS

AGRICULTURE

Selon M. Louis Mermaz

Il n'y aura pas de marché des quotas laitiers

de notre correspondant

« Vends 165 000 litres de quotas », déclare, dans une petite annonce parue au début du mois de mars dans la Haute-Saône agricole, un agriculteur de quarantecinq ans, M. Denis Parat. Com-ment peut-on vendre ces références laitières notifiées que personne n'a achetées et que tout un chacun considère aujourd'hui comme un droit à produire? La France va-telle s'inspirer du système libéral néerlandais de l'offre et de la

« Il n'y aura pas de marché des quotas », a assuré samedi 16 mars à Vesoul le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, aux dirigeants professionnels du département. Le ministre - qui devait rencontrer, mardi 19 mars, la Fédération nationale des producteurs de lait rendra publique jeudi sa décision sur la mobilité des quotas.

Les attributions communautaires (249 000 tonnes) seront réparties géographiquement par les commis-

sions mixtes départementales (Etat, profession, interprofession), entre les producteurs ayant moins de 60 000 litres de référence.

Quant aux 700 000 tonnes que représentent les agriculteurs candi-dats à la cessation d'activité (l'Etat n'aide plus que les agriculteurs de montagne), elles seront rachetées « selon un tarif dégressif, le même pour toute la France», ceci grâce à un financement assuré par les régions, les départements, l'interprofession laîtière et une taxe professionnelle déjà en vigueur dans certains départements.

L'attribution de ces références s'effectuera, avec un plafonnement dans chaque département, par la commission mixte qui devra, selon le ministre, «épouser le terrain avec une gestion souple des direc-tives nationales». Reste à savoir si les financements locaux ainsi trou-vés permettront, en attendant l'institution de la pré-pension, de « faire à la fois du social et du structurant », selon le vœu même de M. Mermaz.

ANDRÉ MOISSÉ

LE PRÉFET DES YVELINES,

(Publicité) LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE.

AUTOROUTE A 14 ORGEVAL, (A 13) NANTERRE (A 86). AVIS D'ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE

Le préfet des Yvelines, coordinateur de l'enquête, informe le public que, par arrêté interpréfectoral du 14 février 1991, il a été prescrit conjointement l'ou-

sur le territoire des communes d'ORGEVAL, POISSY, CHAMBOURCY, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE MESNIL-LE-ROI, MONTESSON, CAR-RIÈRES-SUR-SEINE dans les Yvelines et NANTERRE dans les Hauts-de-Seine, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative des travaux de construction de l'autoroute à 14 entre ORGEVAL (à 13) et NANTERRE (à 86) portant sur la suppression de l'échangeur de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE avec les RN 184 et 190 et le prolongement de la couverture en forêt à l'ouest de la RN 190.

Sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE d'une enquête parcellaire en vue de déterminer les parcelles à exproprier pour la réalisation de ce projet et de rechercher leurs propriétaires, les titulaires des droits réels et autres intéressés. Les dossiers relatifs à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant 34 jours du 18 mars au 20 avril 1991 inclus, pourront être consultés par le public, qui pourra présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi 6 avril 1991 de 9 h à 12 h et le samedi 20 avril 1991 de 9 h à 12 h,

à la préfecture de NANTERRE du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

ainsi que dans les mairies : d'ORGEVAL: du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h et le samedi de 9 h à 12 h,

de POISSY : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h,

de CHAMBOURCY : le lundi de 13 h 30 à 18 h, du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h le samedi matin de 8 h 30 à 12 h 30,

de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de

de MESNIL-LE-RO1 : du mardi au vendredi de 8 h 45 à 12 h

et de 13 h 30 à 17 h 45, le samedi de 8 h 45 à 12 h,

de MONTESSON : le lundi de 13 h 30 à 18 h les mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h

le samedi de 8 h 30 à 12 h

de CARRIÈRES-SUR-SEINE : les hundi, mardi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à

12 h et de 13 h 30 à 17 h 15 le mercredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h le samedi de 8 h à 12 h,

de NANTERRE : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h

et de 13 h 30 à 17 h 30 et le samedi 20 avril 1991 de 8 h 30 à 12 h.

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit : à M. le président de la commission d'enquête, sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, rue du Panorama 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête d'utilité publique.

à M. le commissaire enquêteur chargé de l'enquête parcellaire ou à M. le maire de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, bôtel de ville, 16, rue de Pontoise 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête parcel-

L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquête recevra en per-sonne les observations du public :

à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, le 6 avril 1991 de 9 h
 à 12 h et le 12 avril 1991 de 14 h à 17 h,

à la préfecture de NANTERRE, le 19 avril 1991 de 9 h à 12 h

en mairie de :

ORGEVAL

le 26 mars 1991: de 14 h à 17 h le 4 avril 1991: de 14 h à 17 h le 11 avril 1991: de 14 h à 17 h le 16 avril 1991: de 14 h à 17 h le 16 avril 1991: de 14 h à 17 h le 9 avril 1991: de 14 h à 17 h le 16 avril 1991: de 14 h à 17 h le 20 avril 1991: de 9 h à 12 h POISSY CHAMBOURCY SAINT-GERMAIN-EN-LAYE LE MESNIL-LE-ROI MONTESSON CARRIÈRES-SUR-SEINE

La commission d'enquête sera présidée par :

M. P. SEGARD, ingénieur général des ponts et chaussées (en retraite) demeurant 99, rue du Clos-Battant, 78120 RAMBOUTLLET, avec lequel

M. P. CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14. rue Mozart 92700 COLOMBES.

M. H. MARTIN, ingénieur des TPE honoraire, demeurant 25, rue de la Liberté 78200 MANTES-LA-JOLIE.

membres titulaires, et :

M. P. FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF, demeurant 23, boulevard de la Seine 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE. M. R. VICTOR, ingénieur divisionnaire des TPE (en retraite), des 22, rue des Sabions à MERE 78490 MONTFORT-L'AMAURY.

M. P. SEGARD est nommé commisaire enquêteur et M. P. FOURNIE commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête parcellaire dans la commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des préfectures, à la sous-préfecture de SAINT-GER-MAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet des Yvelines - DIRECTION DE L'URBANISME, de l'ENVIRONNEMENT et du LOGEMENT - Bureau de l'Urbanisme - annexe avenue de l'Europe 78000 VERSAILLES CEDEX.

NEW-YORK, 18 mars 4

La baisse reprend

Triste début de semaine à Wall Street. De nouveaux dégagements ont en effet pesé lund sur les cours. Du coup, une timide tentetive de reprise à lamentablement échouse et, à le clôtme, l'indice Dow jones des industrielles, un court instant monté à 2 960,64, s'inscrivait à 2 929,95, soit à 18,32 points (-0,82 %) en dessous de son niveau de vendredi demier. Le bilan général a toutefoie été moins mauvels que ce résultat. Sur 2 035 valeurs traitées, 831 ont baissé, meis 735 ont progressé, tandis que 487 reproduisaient leurs cours précédents. gressé, tanois que --- saient leurs cours précédents.

Salon les professionnels, ce sont les perspectives pessimistes pour l'industrie chimique qui ont pesé sur la tendance.

pour l'industrie crimique qui oripesé sur la tendence.

Mais le sentiment n'était pas
franchement mauvais autour du
e Big Board ». Si l'on en croit une
étude préliminaire de l'université
du Michigan, la confiance des
consommateurs américains se
serait améliorée au début du mois
de mars. Les investisseurs
demeurent néanmoins prudents,
préférant attendre des signes tangibles de reprise économique. Le
remontée des taux d'intérêt à
long terme constitue pour eux une
raison supplémentaire de se
mélier. L'activité a été modérée
avec 163,10 millions de titres
échangés, contre 238 millions
vendredi demier, la fameuse journée des « trois sorcières » (triple
échéance des contrats à terme
sur indices, actions et options).

VALEURS	Cours du 15 mars	Cours da 18 mars	
Alcos	67 7/8 33 7/8	67 5/8 33 7/8	
Boeing	48	¥a‴	ı
Chase Manhatten Bank	15	14 7/8	ŀ
Du Pout de Hemours	37 3/4	36 7/9	1
Eastman Kodak	44 5/8	44 5/8	ı
Exces	67 1/8	68 3/8	ı
Ford	34 5/8	34 5/8	ı
General Electric	69 3/4	88 3/4 39 1/4	ı
General Motors	40 22 1/2	22 1/4	
Goodysar	123	128 1/2	
T	55 S/8	54 1/4 I	ĺ
Mobil Cil	64 1/2	627/8	
Plat	104 3/8	103 1/4	
Schkraberger	61 1/2	60 7/8	
Teraco	64 1/4	62 3/4	
UAL Corp. ex-Alleges	144 1/8	144 7/8	
Union Carbide	18 1/4	18	
USX	30	30 1/4	
Westinghouse	29	28 7/8 58	١,
Хатох Соор	56 1/8		

LONDRES, 18 mars =

Léger retrait

Les valeurs britanniques ont terminé en léger retrait lundi au Stock Exchange de Londres. L'indice Footsie des 100 grandes valeurs s'est maintenu dans le rouge pendant toute la journée, pour céder 3,6 points à 2 490,6 en clôture. Le volume des transactions a été très faible, n'atteignant que 451,9 millions de titres, contre 887,4 millions vendredi.

La publication des statistiques. britanniques sur la production industrielle en janvier (- 0,3 %) et les ventes de détail en février (+ 1 %) n'a pas influencé la marché, qui a été boudé par les investisseurs dans l'attente de la présentation du budget 1991-1992 mardi. Les opérateurs espèrent encore une réduction des teux d'intérêt, même s'ils ne tablent plus que sur 0,5 point à 12,5 % d'ici à la fin de la semaine.

PARIS, 19 mars 4

Plus résistant

Pour la troisième séance consé-cutive, les valeurs françaises ont continué mardi de se replier. Mals cette fois la tendance a été nettemem plus marquée à la résistance. En baisse, de 0,85 % à l'ouverture matinele, l'indice CAC 40 devait progressivement combler son retard. En début d'après-midi, il ne se situait plus qu'à 0,19 % de son aveau de la veille. Pas tard dans la

journée, l'écart se creuseit a nouveau légèrement (- 0,40 %).

Lentement, mais semble-t-il surement, le Bourse de Paris reprend
des couleurs. Quelques ajustements de positions, inévitables à
vingt-quatre heures de la liquidation
générale du mois de mars, se sont
encore produits. Mais, progressivement, les courants de ventes vont
en se traissant. A l'évidence, les
investisseurs hésitent tout autant à
allèger leurs portefauilles qu'à les
regarnir. La relative maigreur des
échanges lundi, avec seulement
1,77 militard de francs de transactions sur le marché à règlement
mensuel, témoigne de l'inédécision
générale. Dire que la Bourse ne
croît pas à la reprise de la croissance serait mentr. Mais les avis
sont très partagés sur l'heure de
cette reprise. L'utilité de la
méthode Coué employée par les
e politiques » des deux côtés de
l'Atlantique pour tenter de valicre
les réticences des consommateurs
ne convainc pas les milieux boursiers. Pour eux, l'expansion pourra
tout aussi bien reprendre au début
du second semestre, qu'à la fin de
l'année ou en 1992, «Ce n'est en
tout cas pes le baisse d'un quart de
point du teux d'intervention de la l'année ou en 1992, « Ca n'est en tout cas pas le balsse d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France aur appet d'offres, qui changer grand-chose », affirmait-on sous les colonnes. En fait, pour décider d'une stratégie nouvelle, beaucoup veulent prandre le pouls de l'économie.

TOKYO, 19 mars \$ Morosité

MOTUSTE

Le Kabuto-cho n'aura pas longtemps conservé le sourire, Quelques dégagements ont suffi,
mardi, pour lui redonner l'air
morose. Après avoir nettement
baissé, puis évalué de façon
assez irrégulière, l'indice Nikkei
s'établissait en clôture à
27 006,68, soit à 140,25 points
(- 0,52 %) au-dessous de son
niveau de la veille.

De l'avis oénéral l'absence

niveau de la veille.

De l'avis général, l'absence quasi totale des institutionnels à quelques jours de la fin de l'année fiscale japonaise a pesé sur la tendance en l'absence de tout élément stimulant. ell y a quelques poches d'activité, faisait remarquer un fondé de pouvoir, mais, dans l'ensemble, les transactions ont été peu importantes. » De fait, les échanges ont été assez peu étoffés et, au total, quelque 600 millions de titres seulement ont changé de mains, contre 680 millions en début de semaine.

VALEURS	Coors do 18 mars	Cours de 19 mars
Atai Bridgustons Canon Frij Bank Honde Motors Matsenho Becris Miculishi Heavy Sony Corp. Topota Motors	791 1 140 1 630 2 700 1 510 1 850 821 6 850 1 850	785 1 120 1 610 2 660 1 500 1 830 8 10 6 840 1 930

FAITS ET RÉSULTATS

☐ Baisse « sensible » des résultats a Baisse « seasible » des résultats de Pirelli Spa. – Pirelli Spa. holding industriel du groupe Pirelli, annonce que ses bénéfices consolidés pour 1990 seront « en sensible diminution ». Dans l'attente du conseil d'administration, qui publiera les chiffres du dernier exercice, la société s'est bornée à indiquer que le chiffre d'affaires était resté sans changement l'an dernier, à 10 300 milliards de lires (45,5 milliards de francs). La baisse des résultats est due, précise le (45.5 militards de francs). La baisse des résultats est due, précise le communiqué de la société, à la mauvaise conjoncture du secteur pneumatiques. En revanche, les activités diversifiées, notamment le secteur câble, ont enregistré des résultats « satisfaisants ». Pour l'année en cours, les prévisions sont soumises à l'évolution de la situation économique mondiale, sousoumises à l'évolution de la situa-tion économique mondiale, sou-ligne la société, qui estime que la première partie de l'année devrait encore être difficile, mais que la conjoncture « devrait ensuite s'amé-liorer graduellement». En 1989, la société avait enregistré un bénéfice net consolidé de 320 milliards de lires (1,41 milliard de francs).

tres (1,41 manard de tranes).

In La Banque de Santander prend 13,3 % de la banque américaine First Fidelity. — La Banque de Santander, l'une des sept grandes banques privées espagnoles, a acquis pour 220 millions de dollars (1,3 milliard de franes) 13,3 % du capital de la First Fidelity Bancorporation, 21 groupe bancaire des Etats-Unis. La Banque de Santander a pris une option dans les quatte prochaines années pour acquérir d'autre part 9,5 millions d'actions de la First Fidelity Bancorporation et porter sa participation jusqu'à 23,4 % du capital avec un investissement total de 463 millions de dollars. La First Fidelity Bancorp. détient des actifs de 30 milliards de dollars. La First Fidelity Bancorp. détient des actifs de 30 milliards de dollars et 550 succursales dans les Etats du New-Jersey et de Pennsylvanic. sey et de Pennsylvanie,

O Procordia : bénéfice en baisse. -Le groupe industriel suédois Procordia (pharmacie, alimentation, etc.) a enregistré l'an dernier un bénéfice avant impôts de 2,083 milliards de couronnes sué-doises (1,9 milliard de fraucs), soit une diminution de près de 1,5 milliard de couronnes par rapport aux 3.5 milliards de couronnes (3,2 milliards de francs) enregistrés en 1989. Le chiffre d'affaires de Procordia est pratiquement inchangé à 37 milliards de cou-ronnes (34 milliards de francs). Selon la direction de Procordia, cette baisse des bénéfices est due à la réorganisation du groupe, qui a coûté 1,9 milliard de couronnes (1,7 milliard de francs) l'an der-

O Quatre basques scandinaves créent une société d'investissement.

— Quatre banques scandinaves, l'Arbejdernes Landsbank (Danemark), la Landsbank et deux établissements financiers finlandais, la STS et l'OPY Bank, toutes situées dans la mouvages emplisale (eller dans la mouvages emplisale eller dans la mouvages emplisale (eller dans la mouvages emplisale eller dans la mouvages emplisale eller dans la mouvages emplisale eller STS et l'OPY Bank, toutes situées dans la mouvance syndicale (elles en sont ou totalement ou en partie actionnaires), ont décidé de créer ensemble une société d'investissements baptisée Fidano, dotée d'un capital de départ de quelque 23 millions de francs et dont le siège sera à Copenhague. Face aux très nombreuses fusions des banques privées en Europe septentrionale depuis un an et demi et à la perspective de l'établissement du marché unique, ces banques d'un caractère particulier – qui leur interdit par exemple de fusionner avec d'autres banques – ont cherché ainsi à mieux s'armer.

u Usinor-Sacilor continue à simplifier son organigramme. — Le groupe sidérurgique public Usinor-Sacilor continue à simplifier son organigramme complexe. Usinor-Sacilor va fusionner d'îci à la fin juin sa filiale Sacilor - société de porte-feuille détenue « à près de 100 % » — avec Ugine Aciers de Châtillon et Gueugnon, filiale à 95 % de Sacilor, indique un communiqué publié lundi 18 mars. La société née de cette absorption prendra le nom d'Ugine SA. Les actionnaires d'Ugine Aciers de Châtillon et Gueugnon, société cotée, se verront offrir une action nouvelle Ugine SA contre une action actuelle d'Ugine SA contre une action actuelle d'Ugine SA deviendra aussi la maison-mère de deux filiales actuelles de Sacilor: Ugine Sa voie (aciers inoxydables longs) et Usingr-Sacilor continue à simplisavoie (aciers inoxydables longs) et lumphy (fils inoxydables). Le nouvel ensemble représentera un effectif d'environ 12 000 personnes et un chiffre d'affaires de quelque 18 milliards de francs.

PARIS

Second marche					
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours
Alcassi Cibles Amanit Associas Asystel B.A.C. Boue Verse (at SICAI) Boison (Lyl) Boison (Lyl) Caberson Cartif C.E.G.E.P. C.F.F.I. C.N.I.M. Codesour Continue Consistency Consi	3610 225 105 169 878 395 210 1050 485 531 178 335 900 277 860 262 60 486 480 397 277 1068 403 150 230	3644 238 80 167 880 390 205 1080 485 540 178 325 890 294 840 270 480 890 280 1075 404	Guintolia LG.C. DIA Johnson Jo	990 251 50 293 50 138 839 108 25 283 101 159 124 590 84 396 670 294 170 50 97 50 480 155 10 255 261 270 90 168 70	990 259 302 138 10 830 101 101 155 133 586 85 386 650 294 171 97 90 486 185 253 202 210 111 99
Surip. Propulsion Finacor Frankoparis GFF (group.fon.f.)	360 130 150 300	351 157 299 90	LA BOURSE	SUR M	

MATIF Nombre de contrats : 100 097. **ÉCHÉANCES**

COURS L		ECHE		
	Mars 91	Ju	in 91	Scot. 91
DerpierPrécédent	10 4,88 105,56		15,44 96,12	185.52 186.74
	Options	STL DOQUE	2ei .	-
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
THE PERCENT	Jein 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
106	0,87	1,63	1,47	-

CAC 40 A TERME

Volume: 6 801. COURS

CHANGES

Dollar: 5,5405 1

Le dollar s'échangeait de nou-veau en nette hausse mardi 19 mars. A Paris, le cours de la monnaie américaine atteignait 5,5405 F contre 5,5115 F lurdi à la cotation officielle. Au lendemain de la baisse des taux direc-teurs français, le mark était sta-ble à Paris, à 3,4063 F contre 3,4075 F la veille.

FRANCFORT 18 mars Dollar (en DM) 1,6147 1,6178 TOKYO 18 mars Dollar (en yeas). 137,65 137,98

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (19 mars)...... 9 5/16-9 7/16 % New-York (18 mars)..... 5 15/16%

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) Valens erangires... 111 (SBF, base 100 : 31-12-81) indice général CAC 483,30 475,71 (SBF, base 1 000 : 31-12-87)

BOURSES

NEW-YORK (Indica Dow Jones) ... 2 948,27 2 929,95 LONDRES (Indice e Financial Times ») Fonds d'Etat

15 mars 18 mars 2 494,20 2 490,60 1 983,50 1 979,20 145,60 147,40 84,61 84,49 FRANCFORT 1 570,55 1 552,85 TOKYO Nikkei Dow Jones. 27 146,91 27 906,66 Indice general 2 028,85 2 022,75

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COCKS DO SOUR		- 20		UEUX MORS		SIX MIXE	
	+ bes	+ best	Rep.+	ou dip	Hep. +	90 dip	Rep. +	09 dlp
\$ EU \$ can Yen (100)	5,5610 4,8085 4,0297	5,5630 4,8144 4,0341	+ !44 - 42 + 20	+ 154 - 4 + 53	+ 275 - 61 + 62	+ 295 - 15 + 97	+ 780 - 77 + 306	+ 840 + 14 + 376
DM	3,4654 3,0223 16,5260 3,9454 4,5647 9,9403	3,4087 3,0250 16,5418 3,9496 4,5701 9,9494	- 1 - 5 - 63 + 10 - 143 - 289	+ 17 + 10 + 113 + 25 - 61 - 249		+ 24 + 17 + 114 + 44 - 169 - 423	- 12 - 6 - 329 + 174 - 634 - 1132	+ 54 + 48 + 329 + 238 - 489 - 982
	~	IIV B		1124				

TAUX DES EUROMONNAIPS

\$ E-U 6 \ \(\frac{116}{16} \) Yea 8 \ 1 \ 16 \) Planta 8 \ 5/8 Planta 9 \ FS 9 \ 3/4 \[\frac{1}{1} \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \	9 174 9 5716 9 185 9 9 187 9 187 187 187 187 187 187 187 187 187 187	4 7 776 116 9 31 116 9 31 18 9 58 14 8 31 18 12 34 18 11 32
Ces cours pration	s our le marché interference.	

fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RIL **ENTREPRISES** à 22h15 sur RTL Mardi 19 mars Mercredi 20 mars En raison de la soirée football, il n'y aura pas d'invité. En raison de la soirée football, il n'y aura pas d'invité.

EXP TE Tomas Te Tomas Te Tomas Te Tomas TE ACCEL BE BAY SE.
BAY SE.
Bayes.
Baye

CHECK - alk# 10 生10 19 19 (2) Fre 1 . 44.00 1030 ore or . Pales 101.05 Empire 14 Mg. R. Marine Mr. .. DAT 10% 5:2000-L DAT 9.9% 12:1900 CAT 3.2% tr (995.) ER? 12.30% 1886 217 1124 BG. 3" 13.30% all 24 12 6 1879. CVE Boute 5000F C16 Parties \$000 C45 Sant \$000F ... CHE II SKEEL. 10.3 in in the time in the Thomas CV 1/22 5000F _ 2179% 16 CH 10.30% alc.#5 CHARGE TO THE CYCA Carus ... Actual Specific Per Lynn Ly East to 8.5% Thomas or 2.2% 88.

Cours pric. VALEURS Actions -1400 Land Citi B.Hypoth.Europ ... 365 86

BNP. benezie. Seglas Say (C. L....... nty Column 77 A CEGF (Figer).... 18 (19 Cote des Charge

COURS 196 trafe (1000 from 1 Denoments (100 from 1 Get Brusser (5 LL) Get (500 denoment) Suince (100 from 1 Suince (100 from 1 Norwige (100 from 1 Aumster (100 seek — 1 Expagns (100 pest — 1 Portugal (100 pest — 1 Causte (1 5 pest — 1

هكذامن الإملى

MARCHÉS FINANCIERS

ROUDER DY 10							
BOURSE DU 19 M	IARS		Cours relevés à 14 h 26				
Companies VALEURS Cours Precision Cours Co		ent mensuel Coast Premier Densier 1 Company VALHES priedd on	Company VALEURS Coers Prender Coers				
1429 Remark T.P. 1366 1375 1370 +0.29 225 Cgr. Em	222	399 390 391 -176 4410 Sapagest Fed. 1523 523 524 395 395 -140 580 Schember 738 738 739 1410 580 Schember 738 738 739 1410 580 Schember 738 738 739 1410 580 Schember 738 738 742 759 1410 580 Schember 738 739 1410 580 580 580 580 580 580 580 580 580 58	Food Marca				
	PTANT (sélection)	SICAV (sélect	40/2				
VAIRING VAIRING	ours VALEURS Préc. Cours VALEURS	Cours Dernier VALEURS Emission Rachert Freis incl. net	VALEURS Emission Rachet VALEURS Emission Rachet net				
CAE Suce 9000F	Mail Diploys	Action	1010 14 985 50 1983 31 985 21 1351 85 1351 85 1351 85 1351 85 1351 85 1351 85 1351 85 128 58 128 58 128 58 128 58 128 58 128 58 128 58 1351 87 18648 42 123 32 128 78 18648 42 123 32 128 78 18648 42 123 32 128 78 18648 42 128 78 18648 42 128 78 18648 42 18648 43				

M. Jack Lang annonce la création de l'association France édition

A trois jours de l'ouverture du Salon du livre au Grand Palais, M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, a tenu, mardi 19 mars, une conférence de presse sur un double anniversaire, celui de la mort de Rimbaud, il v a cent ans (1), et celui du vote de la loi sur le prix unique du livre, il y a dix ans. Le ministre a annoncé la création de l'association France édition, destinée à promouvoir le livre français dans le monde.

M. Jack Lang a d'abord rappelé que l'objectif de la loi sur le prix unique du livre datant du 10 août 1981 qui porte son nom avait été de favoriser la création littéraire en tentant de maintenir le réseau des librairies. Malgré les menaces qui continuent de peser sur les libraires petits et moyens, notamment dans les centres-villes, il a jugé le bilan de sa loi positif. Une commission de surveillance de l'application de ce texte a été mise en place en décembre. Les Rencontres européennes de la librairie, qui se dérouleront pendant le Salon, les 24 et 25 mars, examineront les problèmes qui demeurent, ainsi que les perspectives européennes.

En ce qui concerne les rapports entre libraires et éditeurs, le ministre a fait état du travail de M. Patrice Cahart, nomme l'an dernier médiateur du livre. L'actuel système de l'office serait remplace par un « système des nouveautés », faisant une part meilleure à l'évaluation qualitative l'activité des libraires. M. Cahart devait faire connaître ses conclusions à la fin du printemps,

Outre une amélioration, en coopération avec les éditeurs, des systèmes de transport du livre et un projet de récupération d'ouvrages destines au pilon pour des demandeurs dans l'incapacité de les acquerir (des pays comme la Bulgarie, ou bien encore la Roumanie ou l'association ADT-quartmonde). M. Lang a annoncé la création de France édition, qui remplace l'Office de promotion de l'édition française.

Cette nouvelle association, destinée à promouvoir le livre français dans le monde, se verra allouer cette année une somme de quinze millions de francs. Entin, un fonds d'aide au financement des industries du livre sera mis en place au sein de l'institut de linancement du cinema et des industries culurelles (IFCI) qui proposera aux éditeurs des cautions sur crédits bancaires et des garanties de capitaux propres. Une dotation exceptionnelle de 7 millions de francs sera accordée par le ministère. Le dispositif permettra de garantir environ 70 millions de francs auprès des banques.

(1) Le prochain numéro du « Monde des livres », daté 22 mars, se fera Pécho

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 16 mars: UN DÉCRET

- Nº 91-274 du 13 mars 1991 portant publication de la convention contre le dopage (ensemble une annexe), signée à Strasbourg le 16 novembre 1989.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 AVRIL, à 14 b.

APPARTEMENT à PARIS (19°)

55, boulevard Sérurler - (Ensemble immobilier)

BÂTIMENT F - 1º ÉTAGE - 4 PIÈCES PRINCIPALES - + UNE CAVE
ET UN EMPLACEMENT
DE PARKING (bât, Romainville)

S'adr. Mº R. BOISSEL, avocat, 9, bd St-Germain, PARIS-5º. Tél.: 43-29-48-58.

le JEUDI 4 AVRIL 1991, à 14 h 30.

APPARTEMENT à PARIS (12°)

26, avenue du Bel-Air porte gauche sur le palier, comprenant : entrée, séjour avec 2 placards, débarras, chambre avec placard, bains, cuisine avec placard, w.-c., cave.

Mise à prix: 400 000 F

S'adr. pr is rens. à M' François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, société d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS (75007), tél.: 45-55-74-06, et à tous avocats près le TGI de PARIS. Sur les lieux pr visiter, le 3 avril 1991 à 9 h 30.

suisie immobilière au Palais de Justice de PARIS.

CARNET DU Monde

– Le prince Mihaï de BRANVOCAN et la princesse, nèe Settina Funck-Brentano.

ont la joie de faire part de la naissance

Clément-Constantin, le 12 mars 1991.

Mariages

- M · Maurice Jordan, M. et M · Bertrand Poirot-Delpech. M[∞] Pierre Purelle. M. et M[∞] Alexis Wolkenstein. ont la joie de faire part du mariage de cuis petits-enfants et enfants.

Julie POIROT-DELPECH Pierre WOLKENSTEIN.

Décès

- Nous apprenons le décès de

Prosper ALFONSI, ancien président de l'Assemblée de Corse,

survenu à Paris le 15 mars 1991,

[Né le 17 juin 1920 à Albertacce (Haute-Corse), commune dont il devait devenir le maire en 1965, Prosper Alfonsi, ancien directeur administratif des cercles de jeu, avait été conseiller général de Prosper Alfonsi, ancien directaur administratif des cercles de jeu, avait été conseiller général de 1955 à 1973, représentant le canton de Calecuccia. Inscrit au Parti radical depuis 1949, Prosper Alfonsi avait été étu, en juiller 1981, président du conseil régional sous l'étiquette radical de gauche. En août 1982, il avait été étu premier président de l'Assemblée de Corse issue du nouveau statut de l'Re, contre M. Jean-Paul de Rocca-Serra, candidat du RPR. En 1984, il dirigae une liste contre celle conduite par M. François Giacobbi, dont il avait été naguère le partisan. Prosper Alfonsi s'était ensuite rotiré de la vie politique et vivait essentiellement à Paris. Il était malade depuis plusieurs années. que et vivait essentiellement : ralade depuis plusieurs années.

Après avoir souffert avec patience les épreuves du grand âge, la

genérale Georges BATTER,

a été rappelée à Dieu, dans sa quatreingt-seizième année, le 14 mars 1991

La céremonie religieuse a eu lieu

dans l'intimite familiale, à Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, sa paroisse,

En attente de la Resurrection!

11, rue Brown-Séquard. 75015 Paris.

Le commandant

est mort, à soixante-dix-sept ans, le

Les obséques ont été célébrees dans

Mes André Botella née Lucie Pillot. Claudine et Jean-Claude Vey.

Dominique et Loïc Révillon, Frédéric et Sidonic. 3, place Venise, 95160 Montmorency.

aoliste et Franc

3. rue Crémieux, 75012 Paris. 13, avenue George-V, 35800 Dinard.

Des dons peuvent être versés à l'As-sociation pour les soins palliatifs de la Côte d'Emeraude, centre hospitalier, 35403 Saint-Malo Cedex. Décès de Mgr Francis Barbu,

ancien évêque de Quimper et Léon. - Mgr Francis Barbu, évêque de Quimper et Léon de 1968 à 1989, est décédé samedi 16 mars à Dinan, à l'âge de soixante-seize ans, à la suite d'un malaise cardiaque. Mgr Barbu s'était retiré début 1989, remplacé par Mgr Clément Guillo. Il sera inhumé, selon la tradition, mercredi 20 mars dans la cathédrale Saint-Corentin de Quimper. Une trentaine d'évêques assisteront aux obsèques.

Naissances Naissances - Lyon, Paris.

M™ Jacques Chaine. M. et M≈ Louis Chaine, M≈ Raymond Ispac-Dognin, M. et M= Bernard Isaac, Sœur Rose-Marie Chaine (p.s.a.).

M. et M∞ Marc Rerolle, M. et M∞ René Pahud, M. Bruno Chaine, ses enfants, Ses trente-deux petits-enfants

ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de M" Jean CHAINE, née Anne Ravier,

décèdée le 17 mars 1991 à l'âge de qua-tre-vingt-dix-huit ans.

La messe de funérailles aura lieu en l'église de la Rédemption à Lyon, le mereredi 20 mars, à 14 h 15.

 Jean et Suzanne Descroix. Claude et Françoise Descroix, Monique Vagne-Descroix, Maguy Descroix.
Dominique et Michelle Descroix, Etienne Deseroix et Anne-Marie

Pain, Michel et Marie Descroix, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-

ifants, Irène Jambon, Gaby Lamure, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mª Joseph DESCROIX, née Berthe Combarel.

survenu le 18 mars 1991, dans sa qua-

La messe de funérailles aura lieu en l'église Saint-Étienne de Lantignié (Rhône), le mercredi 20 mars, à

15 heures. - M. Adolphe Kassis, M. Laurent Kassis,
M. Laurent Kassis,
Igor-Alexandre Kassis,
M. Jean-Jacques Lardat,
M. et M≈ Paquet

et leur fils. ont la tristesse de l'aire part du décès de

M∞ Louise KASSIS. ancien combattant déporté, chevalier de l'ordre national du Mérite, docteur en chirurgie dentaire. docteur en sciences odontologiques, ancien professeur à l'université Paris-V (René-Descartes),

ancien chef du service d'odontologie de l'hôpital Charles-Foix, survenu à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) le 16 mars 1991.

Les obséques auront lieu, le mercredi 20 mars, à 11 h 30, au cimetière Pasteur. 201, rue Sadi-Carnot, 93170

Cet avis tient lieu de faire-part.

HORIZONTALEMENT

liaisons. – III. Sort de l'eau. Source de

lumière. Précise une possession. -

IV. N'est pas incommodé par les

fortes chaleurs. - V. A droite de la

Sicile. Manifeste sa confiance. – VI. Se suivent en pataugeant. Négo-ciant en marrons. – VII. L'eau y est

rare. Evoque une royale installation. - VIII. Entral dans le vif du sujet. -

IX. Préfixe. Un bruit qui court. Lettres

Mine de cuivres. - II. Agent de

· M. et M= Pierre Legrand. M. et Mª Michel Baude, Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de M~ Jean LEGRAND, née Raymonde Moreau,

qui s'est endormie dans la paix du Sei-gneur, le 12 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. La cérémonie religieuse a cu lieu en l'église de Magnat (Creuse). Et ses soixante-six arrière-petits-en-

42, avenue du Général-de-Gaulle, 91260 Juvisy-sur-Orge. 6, chemin des Grands-Jardins.

57050 Lorry-lès-Metz Jacques et Odile Lesourne,
 Catherine, Justine et Renaud,
 ont la douleur de faire part du décès de

leur père et grand-père M. André LESOURNE. officier de la Légion d'honr survenu à Paris, le 17 mars 1991, à

l'age de quatre-vingt-cinq ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 mars, à 10 h 15, en l'église Saint-Victor à Bordeaux.

L'inhumation aura lieu le même iour dans le caveau de famille, au cimetière de Marans (Charente-Maritime). 52, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

- Anne Mounier-Vuillod et ses enfants, Martine et Jean-Pierre Mounier-Mathicu

et leurs enfants. Les familles Leclereq, Parisel, Séguy, Ses amis des Murs-Blanes, ont la tristesse de faire part du décès de

> Paulette, Elsa MOUNIER, née Leciereq, veuve Emmanuel Mounier,

ke 13 mars 1991, à l'âge de quatre-

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont eu lieu le 19 mars, à Châtenay-Elisabeth SOUZA LOBO.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne Mounier. Barraux. 38530 Pontcharra.

L'association Les amis d'Emma a la tristesse d'annoncer le décès de

Paulette, Elsa MOUNIER, née Lecierco.

Les obsèques ont en lien à Châtenav-Malabry, le 19 mars 1991, dans la plus

rue Henri-Marrou,
 92290 Châtenay-Malabry.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5480

Xi. Augmente dès qu'on l'encourage VERTIÇALEMENT 1. Signal d'alarme. - 2. Court jusqu'à l'épuisement total. - 3. Toujours

le matin. Accroc dans une neppe.
Terme musical. – 4. A de jois reflets.
Veiller à ne pas dépasser la mesure.
– 5. Fit des nœuds. Une drôle de bobine. - 6. Elément d'une torpille. Plis dans un tissu. - 7. Degré. Eclairs de chaleur. Abréviation. - 8. Reste au foyer. - 9. Carnet de notes. Solution du problème nº 5479

Horizontalement

I. Vengeurs. – II. Agueusie. – III. Ger. Etat. – IV. Ursule. Ur. – V. Emeri. – VI. Mer. Maie. – VII. Ery-sipèle. – VIII. Cernes. – IX. Traire. Go. – X. Réno. Trip, – XI. En. Enée.

Verticalement

1. Veguemestre. – 2. Egermer. Ré. – 3. Nursery. Ane. – 4. Gê. Ur. Scion. – 5. Eu. Limier. – 6. Usée. Apreté. – 7. Rit. Rien. RN. – 8. Seau. Elégie. – 9. Tri. Esope.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : eques Lescume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Amairic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Rédacteurs en chef :

Philippe Herreman, Jacques-François Simor

Daniel Vernet

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10

- Andrée Carriere, née Saint Fort Paillard,

Nicole Gandini Offroy, Ghislaine et Mario Alloisio, Nadine Torralbo Offroy.

Ines et Juan Manuel Torralbo. ont la douleur d'annoncer que M# PAILLARD OFFROY.

s'est endormie dans la paix du Seigneur

née le 22 octobre 1911 à Saint-Cyr-l'École.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

10, rue de Rouvray, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Elle fut la première épouse de l'am-bassadeur Raymond Offroy et participa à ses côtés aux activités de la France libre à Londres et à Alger.

 M. et M= Daniel Simonin, M. et M= Jean Simonia leurs cafants. M. et M= Daniel Hausdorff

t leurs enfants, M≃ Marie-Madeleine Mossaz et sa fille, Les familles Lasic, Domain, Haus-

M= Yvonne SIMONIN, colonelle de l'Armée du Salut,

dorff, Mossaz, ont la douleur de faire part du décès de

en sa quatre-vingt-onzième année, le 15 mars 1991, à Melle (Deux-Sèvres). Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Préconseil. 79120 Chey.

- Avec profonde émotion, ses amis ont la douleur de faire part de la dispa-rition de leur très chère amie,

professeur à l'université de Sao-Paulo, chercheur associé au GEDISST-CNRS, membre de l'APRE-CNRS, membre fondateur du Cereie des femmes brésiliennes de Paris,

Son engagement restera na témoi-

survenue le 15 mars 1991, au Brésil.

Une réunion à sa mémoire aura lieu le vendredi 22 mars, à 17 h 30, à

59-61, rue Pouchet, 75017 Paris.

- L'association Les fils et tilles des déportes juris de France a la douleur de l'aire part du décès de son compagnon de la première heure. survenu le 15 mars 1991, dans sa soixaate-cinquième année,

déporté à l'âge de seize ans (convoi nº 53 du 25 mars 1943).

Elle rappelle la mémoire de sa mère Marguerite STEINER. née Efraim, assassinée à Auschwitt,

à l'âge de trente-sept ans. Les FFDJF assurent son épouse et

ses enfants de toute leur affection.

EN BREF

☐ Vers une nouvelle voie éducative pour l'Afrique d'aujourd'hui. -Comment l'Africain, enfant et adulte, passe-t-il d'un système édu-catif à un autre ? Pour répondre aux besoins réels d'aniourd'hui. quelles traditions africaines sont porteuses d'avenir. Tels seront les thèmes du prochain colloque du centre culturel Les Fontaines, du 22 au 24 mars.

► Renseignements et inscriptions: Les Fontaines-sessions, boîte postale 219, 60631 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-

U Les Rencontres d'Alerte aux réalités internationales. - Alerte aux réalités internationales, association présidée par M. Christian d'Aumale, ambassadeur, organise, dans le prolongement de la guerre du Golfe, deux rencontres sur les

 Prospective économique mon-diale après la guerre du Golfe, avec M. Philippe Lefournier, directeur du Centre de prévision de l'Expansion. Déjeuner-débat, le vendredi 22 mars, au Club des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna.

- Israël et le conflit israéloarabe, avec Dominique Moisi, directeur adjoint de l'Institut francais des relations internationales.
Conférence-débat, le jeudi 28 mars de 18 h à 20 h aux AGF, 39, rue Saint-Marc, 75002 Paris,

▶ Renselgnements et inscriptions à Alerte aux réalités internationales (24, boulevard Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 45 23 23 63), qui publie par aïleurs un dossier spécial sur le Proche-Orient et la crise, enrichi de documents de référence.

ont la douleur de faire part du décès de Alexandre TCHEN, survenu le vendredi 8 mars 1991, en sa vingt et unième année

Paul, Martine et Séverine Tehen

Une messe à sa memoire sera célébrée en la cathédrale de Nanterre, le vendredi 22 mars, à 17 heures.

- L'Association des journalistes européens à le regret de faire part du

Alain TOURBIER, président de la section française.

survenu le jeudi 14 mars.

- Le 20 mars 1989,

A sa femme et ses enfants, elle exprime sa tristesse et sa sympathie. **Anniversaires**

France POUMIRAU. mourait

Souvent pous pensons à elle. a Vaste et tendre était la cam-

pugne, comme un fond peint pour une femme en robe verte, s Raiper Maria Rilke. Que tous ceux qui l'ont aimée et

qu'elle ensoleillait, se joignent aujour-d'hui à nous dans le lumineux souvenir Valérie QUENNESSEN.

disparue le 19 mars 1989. De la part de Marie, Jean-Louis, Stéphanie, Fran-çois, Antoine et Elsa-Louise.

Messes anniversaires - Pour le premier anniversaire du

M. Michel Ibrahim WARDE,

rappei à Dieu de

De la pert de Son épouse Lidia

75002 Paris

une messe sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Panvre, I, rue Saint-Ju-lien-le-Panvre, Paris-5, le mercredi 20 mars 1991, à 11 h 30.

Rita Daniele et Paola, Ainsi que de toute la famille. Cenx qui l'ent aimé sont conviés à se

Et de ses enfants, Robert, Nayla,

oisde à cus. Familie Warde. 17, rue de Moncean,

Communications diverses Lecon, mercredi 20 mars 1991, 4 On l'anatomie d'une greffe d'origine », par Daniel Sibony, au Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-3. Tél.: 43-31-75-47.

CARNET DU MONDE

Tarif: la ligne H.T.

Communicat. diverses 95 F Thèses étudiants 50 F

□ Une Europe en chantier. - L'Association pour la participation et l'action régionale (APARE) pro-pose, pendant l'été, de participer à

des chantiers de bénévoles en

France ou en Europe. Ouverts à

tous, à partir de seize ans, les chan-

tiers regroupent une quinzaine de personnes d'ages, de nationalités et d'horizons divers. Aucune qualification n'est nécessaire (coût : ► Renseignements auprès de l'APARE, 103, rue des infir-mières, 84000 Avignon. Tél. : (16) 90-85-51-15.

Tous les jours

du lundi 18 mars

au vendredi 22 mars

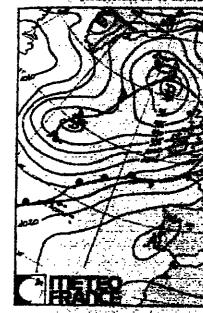
inclus. 9hà 12h/14hà 18h.

24, FAUBOURG ST-HONORÉ. PARIS 8º PRÉT-A-PORTER, WAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHALSSURES, ÉPONGE, MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le man Pinis sur la moitié Nord. Bella

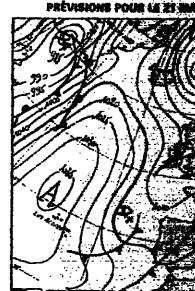


STITUATION LE 15 MARS 190



échéance du lund 18 mars 1991 : le temps vs risper très desse jungs à vendred. - Agrès les pessage planeus accompagné de Vente forte, les sampé-ratures yont s'abaisser boutainnens. samed pour revenir à des velours apr

Jaudi 21 mars : pluie et vent à : breek Pouest. - Le ciel sera généralement : Les mageux en toutes régions. Ser les pour à régions du Sud-Est, ces nuagés de 12 é feront que voder le soleil, en recentile. Il des la seront épais et menacants près de 14 de l'Atlantique et de la Manche Il pieses 6 I d'abord sur ces régions le messe, suis : Chais, les pluses s'érendront vers l'intérace de ... 36 de



TEMPERATURES mexima

y veters audit the referêde entre 2 to 18-03-1981 à 18 figure 19-et le 18-02-01 à 6 figure TO THE PERSON C PACEZG

محدر من رالامل.

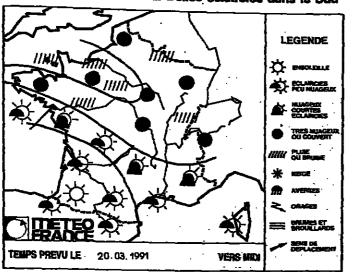
TEMPS PREVULE 20 CO. 1995

17

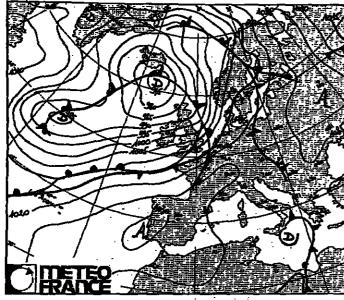
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 20 mars Pluie sur la moitié Nord. Belles éclaircies dans le Sud



SITUATION LE 19 MARS 1991 A 0 HEURE TU



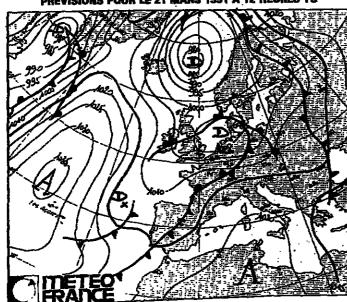
échéance du lundi 18 mars 1991 : le temps va rester très doux jusqu'à vendredi. - Après un passage pluvieux accompagné de vents forts, les températures vont s'abaisser brutalen samedi pour revenir à des valeurs nor-

Jeudi 21 mars : plule et vent à rageux en toutes régions. Sur les régions du Sud-Est, cas mages ne ferent que voller le solell, un revanche, ils seront épais et menaçants près de l'Atlantique et de la Manche. Il pleuvra d'abord sur ces régions le matin, puis les pluies s'étendront vers l'intérieur du 24 degrés localement.

pays. Le soir seront touchés l'Aquitaine, le Limousin et le Centre, l'ile-de-France, la Picardie et le Nord. Il pieuvra également un peu sur les autres régions, au nord et à l'ast de la Saine en particulier. Des orages sont possibles sur le Sud-Quest. Le vent de sud-ouest se renforcera dans l'après-midi, il soufflera jusqu'à 60 km/h près des côtes

pour la saison. Au lever du jour, 9 à 12 degrés en général, localement 6 degrés sur l'est du pays, jusqu'à 14 degrés sur le Midi. L'après-midi, 13 à 17 degrés sur l'Ouest et le Nord Ouest, 18 à 22 degrés silleurs, jusqu'è

PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et	temps observé le 19-03-91
Valours extrêmes relevées entre	

LYON	BOURES 13 8 P BREST 11 11 P CARN 12 11 10 P CARN 13 11 10 P CLEBOURG 11 10 P CLEBOURT-FEE 14 4 C DUON 13 1 P CRESORS SAFI 15 7 N IFILE 13 9 P	TOULOUSE 15 S C TOURS 14 10 P PORTE A PIER 13 1 P ETRANGER ALGER 16 S D AMSTERDAM 12 S P AMSTERDAM 12 S P RANGEOR 35 26 C RARGELONE 16 6 D REIGEADE 12 4 B REFLIX 12 4 B REFLIX 15 S P P P	MADRID 17 7 B MARRAECCH 25 11 D MELICO 51 18 D MILAN 19 2 8 MONTRÉAL 5 - 1 P MISCOU 3 7 C MARDRE 25 14 D NEW-DRIH 30 18 D NEW-YORK 11 7 F OSLO 3 1 B PALMA-DE-MAI 17 2 D PALMA-DE-MAI 17 2 C
A B C D N oftie teraptre seige	HIE 13 9 P LIMOGES 13 8 P LIMOGES 13 8 P LIMON 14 4 C MARKELLE HI 18 5 N MANCT 12 5 P MANTES 15 11 P HARRE MORTS 15 10 P PARIS MORTS 15 9 C PERPENAN 18 11 C RENTES 11 C RENTES 12 3 P	BERLIN	PÉRIN. 18 7 U 210-DE-JANDERO. 36 21 D SONGAPOUR. 31 23 N STOCKHOLM. 4 3 P STONEY 30 20 C TOKYO 13 20 C TOKYO 17 9 N VARSOVIE 9 2 C VENISE 17 8 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document échli avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-hindi. Signification des symboles : p signalé dans « le Monde radio-télévision » ; n Film à éviter ; s On peut voir ; s s Ne pas manquer ; s s Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 19 mars

. TF 1	22.05 Journal et Météo.
20.35 Sport: Football. Quart de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe: Montpellier-Manchester United, en direct de Montpellier. 22.40 Magazine: Ciel, mon mardi!	22.25 Télévision régionale. 23.25 Variétés : Eurotop. 0.15 Magazine : Espace francophone. La francophonie en questions : le ciné français doit-il être anglophone? 1.00 Musique : Carnet de notes,

0.35 Journal, Météo et Bourse.

0.30 Au trot.

20.45 Les Dossiers de l'écran : Une femme d'affaires. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1981). 22.45 Débat : Les voies mystérieuses

Débat: Les voies mystérieuses de l'argent international.

Animé per Alain Jérôme. Invités: PaulLoup Sufinzer, Yves Guihannec, journaliste au Paint, René Wack, chef de l'Office central de répression de la grande délinquance financière, Yves-André Istel, président de la banque Wasserstein-Perella, Henri Bourguinat, directeur du laboratoire d'analyses économiques du CNRS, Phillipe Jurgensen, directeur général de le Caisse de coopération économique, Jean-Jacques Burgard, délégué général à l'Association française des banques.

Puissanna 12 - Europhallance 24

23.45 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23.55 Journal et Météo. 0.20 Concert : Musiques au cœur.

FR 3

20.35 Téléfilm : Marie Curie, une fermme honorable. De Michel Boisrond, avec Marie-Christine Berrault, Roger Van Hool (2º partie). **CANAL PLUS**

20.30 Cinéma : Octopussy. = Film britannique de John Gien (1983).
22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : L'Insoutenable Légèreté de l'être. * * Film américain de Philip (1987) (v.o.). 1.25 Cinéma : La Lampe. « Film américain de Tom Daley (1986).

LA 5

20.45 Cinéma : Le ciel peut attendre. ■
Film américain de Warren Seatty et Buck
Henry (1978).
22.25 Magazine : Ciné Cinq.
22.35 Cinéma : Patricia, um voyage pour l'amour. G Film hispano-austro-allemand Frank (1980).

M 6

0.10 Journal de minuit.

20.35 Téléfilm : Les Rescapés de l'Alaska. De Zala Dalen. 22.15 Téléfilm : Le Train de l'angoisse. De Devid Lowell Rich. 23.30 Six minutes d'informations.

23.35 Magazine: Dazibao.

23.40 Musique : Boulevard rock'and hard. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Documentaire : lci bat la vie. 20.59 Série : Souvenirs souvenirs. 21.00 Magazine : Mégamix. 22.00 Magazine: Dynamo. 22.30 Téléfilm : Un village

loin de la guerre. 23.50 Court métrage : Les Chiens. FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La leucémie. 21.30 Le retour de la morale? Débat animé par Michel Byldowski (en direct de la Maison de Radio-France).

22.40 Les nuits magnétiques. Adoles 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 mars au Châtelet) : Dérive I, Dérive II, de Boulaz ; Canti per 13, La fabbrica illuminata pour voix en banda de Nono ; Pierrot lunaire op. 21, de Schoenberg, par l'Ensemble InterContern-

23.07 Poussières d'étoiles.

LA SEPT

19.20 Magazine : Dynamo.

(1984).

0.00 Court métrage :

19.55 Chronique : ▶ Le Dessous des cartes.

18.25 Moyen métrage : Turbulences.

20.00 Documentaire : South of the Border.

18.55 Documentaire : Ici bat la vie.

20.59 Série : Souvenirs souvenirs.

21.00 Documentaire: Tabarka 42-87.

22.25 Cinéma d'animation : Images.

22.30 Cinéma : Les Folles Années du twist. au Film algérien de Mahmoud Zer

Mercredi 20 mars

13.35 Série : Alerte à Malibu. 14.35 Club Dorothée. 17.35 Série : Chips (rediff.).

TF 1

18.25 Jeu : Une famille en or. 18.55 Feuilleton: Santa Barbara. 19.20 Jeu : La Roue de la fortune. 19.50 Divertissement : Le Bébête Show

19.52 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto. 20.55 Veriétés : Sacrée soirée.

Emission présentée par Je

22.50 Sport : Féotbell.

Cuart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions : Olympique de Marseille-Milan A.C., an différé de Marseille. 0.30 Journal, Météo et Bourse.

0.55 TF1 Nuit. Revue de nuit 1.30 Feuilleton : C'est déjà demain.

1.55 Info revue. A 2

13.40 Feuilleton : Générations. 14.25 Série : Fantomas. 16.00 Hit NRJ.

17.00 Magazine : Giga. 18.10 Jeu : Des chiffres et des lattres 18.30 Série : Alf (rediff.). 19.00 INC.

19.05 Série : Mac Gyver (rediff.). 20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm: Bébé express.
De François Dupont-Midy, avec Jean-Luc Moreau, Michèle Laroque.
Un héritage empoisonné...

22.10 Documentaire : Les Aventures de la liberté. 2. Le temps du mépris. Les intellectuels face au fascisme.

23.10 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23.20 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Prolongations. Spécial Rugby.

13,35 Série : Chers Détectives. 14.30 Magazine : Montagne (rediff.). 15.05 Magazine : Objectif Tintin. 16.20 Jeu: L'Œuf de Colomb.

17.05 Magazine : Une pêche d'enfer. 17.30 Amuse 3.

18.10 Magazine: C'est pas juste.
18.30 Jeu: Questions pour un champion.
19.00 Le 18-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Divertissement : La Classe.

Magazine : La Marche du siècle. La Sax Soc 22.20 Journal et Météo.

22.40 Magazine : Faut pas réver.
Carada : de l'or au pays blanc : URSS : le
Silence des Nentai ; Islande : Hekle, la Porte
de l'enfer. 23.35 Magazine : Minuit en France.

0.30 Magazine : Espace francophone.
La Francophonie en questions : le Québe entre deux destins.

1.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm: -vous à Dingoville. 15.05 Jeu: V.O.

15,35 Téléfilm : Le Mur du silence. 17.10 Les Nuis... l'émission (rediff.). 18.00 Canaille peluche.

→ En clair jusqu'à 20.30 18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet. 18.50 Top albums. 19,20 Flash d'informations.

19.30 Sport : Football. Olympique de Marseille-Milan A. C. Quart de finele retour de la Coupe d'Europe des 16.30 Documentaire : Histoire parallèle. clubs champions. En direct du stade vélo-drome de Marseille. 17.30 Magazine : Mégamix.

22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash a thioriteatoris.

22.45 Cinéma : Le Singe fou. ■
Film franco-espagnol de Fernando Trueba
(1988). Avec Jeff Goldblum, Miranda
Richardson, Anémone. 0.30 Cinéma :

La Race des champions.

Film canadien de Charles Jarrott (1985). 2.00 Série : Nick Mancuso, ssiers secrets du FBI.

LA 5

13.30 Série : Arabesque. 14.25 Série : Le Renard. 15.30 Série : Soko, brigade des stups

16.30 Youpi ! l'école est finie. 18.30 Série : Happy Days. 19.00 Série : Riptide. 20.00 Journal.

20.40 Journal des courses. 20.45 Histoires vraies.
Plus fort que le nuit.
Les combats d'une jeune aveugl 22.25 Débat :

Vivre comme tout le monde. 0.00 Journal de minuit. 0.10 Les Animaux du soleil (rediff.). 0.35 Série : Voisin, voisine

M 6

13.25 Série :

Madame est servie (rediff.). 14.00 Cînéma : Maciste contre le fantôme.

Film italien de Giecomo Gentilomo (1962).

Avec Gordon Scott, Gianna Maria Canale,
Leonora Ruffo.

15,30 Jeu : Quizz cosur. 16.15 Série : Drôles de dames. 17.05 Jeu : Hit hit hit hourre! 18.05 Série : Supercopter. 19,00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20,35 Téléfilm : Une meuvaise plaisanterie. Deux adolescentes jouent dange evec le téléphone.

22,15 Série : Equalizer. 23.05 Documentaire : Le Glaive et la Balance. La Giarra et la Balance. L'affaire Gibes Burgos. 0.00 Sbx minutes d'Informations.

0.05 Magazine : Dazibao. 0.10 Musique : Boulevard des clips 2.00 Rediffusions.

La poupée qui tousse. FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Francophonie version belge, en direct de Bruxelles.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires lantastiques, d'après Edgar Allan Poe.

22.40 Les nuits magnétiques. Adolescences

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert len direct du Théâtre des Concert (en alrect ou l'autre de Chemps-Bysées): Carmen Saeculare, cratorio de Philidor, par La Grande Écurie et la Chembre du Roy et l'Ensemble Segittarius, dir. Jeen-Claude Malgoire; sol.: Ghytaine Raphanel, soprano, Sophie Fournier, mazzo-soprano, Martyn Hill, ténor, Jean-François Gardeil, baryton.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Topaze à Angers : Denis Bedeult, piano, Simon Cato Spang-Hanssen, saxophone, Yves Torchinsky, contrebasse, François Laizeau, batterie.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la colleboration du « Monde »

Audience TV du 18 mars 1991 Audience instantanée, France entère 1 point = 202 000 foyers

Le Monde SofneSNielsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 b 22	56.7	Bande ann. 16,4	Mac Gyver 12,2	Journ. rég. 21,4	Nulle part 1,6	Riptide 2,2	Maison prairie 2,5
19 h 45	61,3	Roue fortune 25,3	Mac Gyver 15.7	19-20 13,1	Nulle part 2,3	Riptide 1,8	Maison prairis
20 h 16	71,3	Journal 27,8	Rocard 18,8	La classa 9,9	Nulle part 3,6	Journal 4,1	M~ est servic 6,1
20 h 55	73,8	Pub 19,1	Météo 18,3	SOS fantôm. 18,5	Lady Beware 2,8	Police Story 9.1	L'Addition 6,9
22 h 8	61,2	Pub 19,7	L'illusionn. 6.9	SOS fantôm. 19,4	Lady Beware 3,4	Police Story 9,3	L'Addition 3,7
22 h 44	32.1	Pub 15,8	Täéthon 3,5	Soir 3 5,4	Et la kumière O,8	Scène crime 4,1	Hongkong

Magasins saccagés, armes volées

Nouveaux incidents à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

De nouveaux incidents se sont produits, au cours de la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars, dans les quartiers des Camélias et du Chaudron, à Saint-Denis. Plusieurs magasins ont été saccagés et pillés. Des armes - des fusils de chasse et des carabines auraient été volées dans une quincaillerie de Montgaillard.

Lundi soir, la cité Michel-Debré, au Chaudron, était toujours le théatre d'affrontements entre plusieurs groupes de jeunes très mobiles et les forces de l'ordre. Une nouvelle fois, les casseurs ont assiégé la brigade de gendarmerie du Chaudron et l'ont bom-bardée, plusieurs heures, à coups de galets. Depuis dimanche soir, cinquante personnes ont été interpellées et une quinzaine d'entre elles étaient toujours en garde à vue mardi matin. Lundi, quatre manifestants ont été condamnés à des peines aliant de

L'ESSENTIEL

SECTION A

Affaires : ∢ L'injustice faite à Antoine Gaudino», par Thierry Pfister ; Revues : « Le « mal » popu-liste», par Frédéric Gaussen 2 Diagonales

«Ce printemps-là», par Bertrand

M. Dumas

en Amérique latine Visites au Mexique, au Venezue et au Nicaracua

La rentrée parlementaire Débats sur le Golfe à l'Assemblée nationale et sur la Corse a

Les élections en Polynésie Le grand retour de M. Gaston

Les mystérieuses raisons d'un Football

M. Charasse refuse de favoriser les clubs endettés

SCIENCES • MÉDECINE

 La stérilisation des malades mentaux e Recherche : des éco-nomies bien tempérées e Les vingt-six siècles de l'île koweltienne de Faïlakah e Les confluences de la drogue • Point de vue : « Quelle recherche pour l'environnement ? », par Yves Le Bars • Des diaments de synthèse plus parfaits que nature 15 à 17 Le programme

de la Comédie-Française Racine, Hugo, Camus, Molière, Lermontov et quelques grandes

SECTION B

Nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France Le dollar poursuit sa hausse, le franc en bonne position 23 La SNCF et le fret

La fermeture de deux mille gares d'ici à 1994 inquiète les chemi-

La TVA en Europe Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des

Services

Marchés financiers 30-31 Météorologie 32 Radio-Télévision

La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un sup piément «initiatives» folioté de l à XXVIII comprenent les

Le numéro du « Monde » été tiré à 565 907 exemplaires.

1

deux à cinq mois de prison

Le bilan de ces incidents est très lourd pour plusieurs entre-prises de Saint-Denis. Les casseurs s'attaquent, au hasard de leurs déplacements, aussi bien aux magasins de luxe qu'aux commerces les plus modestes.

Dans une déclaration remise à la presse locale, M. Alain Defaud, secrétaire départemental du RPR, a estimé qu'on assistait à la Réunion « à la fin de l'autorité de l'Etat ». « Les Réunionnnais ne fêtent plus la départe-mentalisation dans la joie et la bonne humeur, mais la peur au ventre», a-t-il ajouté. Mardi 19, la Réunion devait en effet célébrer le quarante-cinquième anniversaire de la loi de départemen-talisation de l'île, votée par l'Assemblée nationale le 19 mars 1946 à l'initiative de plusieurs députés de gauche des quatre colonies que constituaient alors la Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe.

De son côté, M. Camille Sudre, président-directeur général de Radio et Télé-Free-DOM, a annoncé qu'il suspendait, en signe de protestation, les émissions de sa station pour une durée indéterminée. « M. Rocard a affiché son mépris pour les Réu-nionnais », a-t-il déclaré au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec un conseiller du premier

ALIX DIJOUX

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

Le ministre de l'intérieur

a révoqué l'inspecteur Gaudino

M. Philippe Marchand a impôts, d'une assistante sociale

□ RECTIFICATIF. - C'est par erreur qu'il a été écrit dans l'article de notre correspondant à la Réunion (le Monde du 19 mars), que M. Michel Rocard a effectué en hélicoptère le trajet entre l'aéroport et la ville de Saint-Denis, lors de sa visite dans l'île, dimanche 17 mars. Le premier ministre a rejoint la ville par la route, en tra-versant le quartier du Chaudron.

annoncé la révocation de l'ins-

pecteur Antoine Gaudino de la

police nationale, lundi

18 mars, pour ∉ manquement

à l'obligation de réserve » et

€ violation du secret profes-

sionnel». M. Gaudino avait

été au cœur de l'enquête sur

les fausses factures du Sud-

Est, mettant en cause le

financement du Parti socia-

liste et de la campagne élec-

torale de M. François Mitter-

Racontant ses déboires dans

un livre, l'Enquête impossible, aujourd'hui vendu à 250 000 exemplaires, l'inspec-teur de la brigade financière de

la PJ marseillaise avait notam-ment dénoncé l'absence d'ou-

verture d'une information judi-

ciaire sur l'implication d'Urba-Technic, un bureau

d'études lié au PS, ainsi que le

vote de la loi d'amnistie sur le

financement des partis politi-

ques qu'avait suscité la révéla-

Reprochant à M. Gaudino d'avoir « révélé le déroulement d'enquêtes auxquelles il a participé, révélé des informations

sur le fonctionnement des ser-

vices de la police nationale, cri-tiqué la hiérarchie, voire mon

prédécesseur [M. Pierre Joxe],

de façon assez outrancière», le ministre de l'Intérieur a décidé

de révoquer l'inspecteur. Esti-

mant que celui-ci a e très large-

ment dépassé la mesure»,

M. Marchand suit ainsi l'avis du

conseil de discipline de la police

nationale qui avait proposé, la

semaine demière, la révocation

du policier, malgré l'opposition

des représentants syndicaux (le

L'attitude de M. Gaudino

«n'est pas tolérable», selon le

ministre, car elle participe à « un

déséquilibre de la démocratie »

par une «atteinte à une garantie

fondamentale de tout citoyen :

la discrétion ». « Que pense-

rait-on d'un inspecteur des

Monde du 16 mars).

tion de cette affaire.

rand en 1988.

La lutte contre le choléra

Le ministre péruvien de la santé est limogé

de notre correspondante Le ministre de la santé, M. Carlos Vidal, a été victime de la lutte qu'il menait contre le choléra : après trois semaines d'une contro-verse l'opposant au chef de l'Etat et au ministre de la pêche sur les mesures à adopter pour enrayer l'épidémie, il a été limogé lundi 18 mars. Son remplaçant est un médecin, M. Victor Yamamoto.

M. Vidal avait lancé une vaste campagne de prévention de la maladie. Il avait demandé à la population de faire bouillir l'eau avant de la consommer, de laver les légumes et les fruits, de ne plus fréquenter les plages et surtout de ne plus manger le plat traditionnel, le ceviche, préparé avec du poisson cn. Il avait ainsi réussi à limiter à 0,5 % le taux de mortalité de l'épidémie et reçu les félicitations de le l'Orsaniestion mondiale de le l'Organisation mondiale de la

Mais le président de la République, M. Fujimori, et le ministre de la pèche, M. Félix Canal, préoccupés par les conséquences économi-ques de la campagne contre le cho-lèra, agissaient en sens inverse : ils multipliaient les dégustations publiques de poisson cru pour démontrer que sa consommation est inoffensive. A tel point que le ministre, victime d'une prétendue « déshydration », mais surtout de l'abus de *ceviches* populaires, a dû être hospitalisé la semaine der-

M. Vidal a durci sa position lors-que l'épidémie a redoublé, après avoir été en perte de vitesse. Invité le 14 mars à un forum sur le Pérou et le choléra, il a attaqué de front la politique du gouvernement. Il a révélé avoir été l'objet de pressions pour ne pas dévoiler l'origine de l'épidémie de dysenterie. Lorsqu'il a réclamé de l'argent pour amélio-rer les services d'hygiène, a-t-il ajouté, il s'est heurté à un mur

qui agirait de même?», a demandé le ministre, lundi

18 mars, en commentant sa

décision, avant d'alouter : «Il ne

s'agit pas de bâillonner les

fonctionnaires de police, de les

empêcher de s'exprimer », mais

ils ne peuvent le faire que « dans le cadre du devoir de

réserve » qui a été « outrepassé

« Il y a eu une affaire Urba et

une affaire Gracco qui ont été

enterrées. Il y a une affaire Gau-

dino qui ne fait que commen-cer», a estimé M. Gaudino

après la décision de révocation,

sans cacher sa volonté d'er

faire appel devant la justice administrative. « Cette décision est tout à fait politique, affirme-

t-il. Le ministre prétend que j'ai

manqué au secret profession-

nel. Or j'al agi en tant qu'officier de police judiciaire, dans le

cadre d'une action judiciaire,

sous le contrôle des magistrats.

Et la justice ne m'en a fait aucun

reproche. Aucune poursuite en

diffamation n'a été ouverte à la

suite de la publication de mon

livre. » Aussi le policier entend-il « rétablir le réalité des faits » qui

lui sont reprochés, souligner la responsabilité de ceux « qui

déséquilibrent la démocratie »,

et continuer son « combat pour

« Un auxiliaire de justice à qui

ses supérieurs hiérarchiques ont

demandé de traquer la vérité se

voit sanctionné et frappé d'os-tracisme pour avoir découvert

et fait connaître la vérité», a

commenté M. Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendés,

auquel M. Gaudino avait fait appel comme témoin devant le

conseil de discipline, ajoutant que ele pouvoir socialiste s'est déshonoré [par cette] opération

De son côté, M. Pasqua, pré-

Lire également page 2 : « L'injustice faite

à Antoine Gaudino »,

par Thierry Pfister.

sident du groupe RPR du Sénat,

a dénoncé *« la démission des*

de basse police».

autorités iudiciaires ».

l'indépendance de la justice ».

par cet inspecteur».

léra ne frappe que les pauvres » et que ceux-ci sont des « victimes anonymes » ... Et, claire allusion au goût du chef de l'Etat pour le poisson cru, il a dit : «Il y a le ceviche pour les riches et le ceviche pour les pauvres. C'est la différence qui crée le danger ».

Le choléra n'est pas seul respon-sable de la démission du ministre. M. Vidal était également mécontent de la politique économique du gouvernement, de plus en plus ins-pirée par l'ultra-libéralisme.

NICOLE BONNET

La production industrielle a fortement progressé en janvier

La production industrielle a fortement progressé en France au cours du mois de janvier. L'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit - après correc-112,7 contre 109,5 en décembre soit une augmentation de 2,9 % en

La progression de janvier, parti-culièrement forte dans le secteur de la production des biens de consommation et des biens intermédiaires (+5,3 % en un mois dans les deux cas) compense la chute d'ensemble enregistrée en décembre (- 1,6 % par rapport à novem-

L'indice d'ensemble de la pro-duction industrielle se situe ainsi à un aiveau supérieur de 1,1 % à celui atteint au cours du quatrième trimestre 1990. Il n'en demeure pas moins inférieur au sommet (indice 115,1) de la production atteint durant l'été 1990. En un an (ianvier 1991 comparé à janvier 1990), la progression n'est que de 0,7 %.

Une grève du Livre CGT empêche la parution de nombreux quotidiens régionaux

La fédération nationale du livre CGT a lancé, lundi soir 18 mars, une grève dans la presse de pro-vince, en raison de l'échec des négociations salariales pour les employés et ouvriers des imprime-

Cette grève a empêché la parntion mardi matin de nombreux quotidiens, en particulier dans l'Ouest et le Sud-Ouest: Ouest-France, le Télégramme de Brest, Paris-Normandie, Sud-Ouest, la Dépêche du Midi n'ont pu paraître. La grève a aussi affecté les quotidiens alsaciens, le Bien public à Dijon, le Dauphiné libéré à Grenoble, et plusieurs quotidiens du Nord et de l'Est, comme l'Union de Reims, le Républicain lorrain, ou Nord-Eclair et Nord-Matin.

En revanche, les quotidiens liés aux conventions parisiennes, comme la Voix du Nord et le Courrier picard, sont parus normale-ment, tout comme les quotidiens des régions marseillaise et lyon-

Dans le Lot-et-Garonne

Trois morts dans un accident d'avion militaire

Un appareil militaire français s'est écrasé, mardi 19 mars, près de Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), provoquant la mort de trois des quatre membres de l'équipage. Une quatrième personne a été grièvement blessée dans l'accident, mais on ignorait encore, mardi matin, s'il s'agissait ou non du quatrième membre de l'équi-

L'avion, un Jodel Mousquetaire basé à Toulouse-Francazal, s'est écrasé dans un bois, au lieudit La données par le SIRPA (service d'information des armées) à Bor-deaux. Les Jodel Mousquetaire sont utilisés pour des vols d'entrainement par les équipages du Commandement du transport aérien militaire (COTAM), a-t-on précisé au SIRPA. Les circonstances de l'accident n'étaient pas encore connues mardi en fin de matinée.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On s'en tape!

ADDAM? Qui c'est, Saddam? Ça vous dit plus rien, hein! Voyons, essayez de vous rappeler. Saddam Hussein. Vous savez bien, ce tyran psychopathe qui a mobilisé une bonne trentaine de pays contre lui en envahissant le Koweit en août dernier. Mais si, vous l'avez vu encore l'autre jour à la télé se vanter d'avoir écrabouillé les forces ebelles, enfin soulevées, oppo sées à sa folie sanguinaire.

Ah bon! yous avez zappé? Au fond, yous avez raison, quel intérêt? Finie, terminée, cette foutue guerre du Golfe. Maintenant qu'on lui a mis la pâtée, on n'a plus qu'à remballer notre arsenal et le laisser massacrer, pilonner au napalm, tous ceux qui tentent de le renverser au sud et au nord du pays. Quel pays? Ben, l'Irak. Qui, c'est ça, l'irak qu'on a armé pour ou'il ouisse envahir l'Iran et nous débarrasser des potes à Khomeiny: Vas-y, mon grand, rentre-leur dedans, te mets pas à compter les morts. Combien ? Un million en neuf ans? Tant que ça? Tiens donc!

On va quand même pas commencer à s'apitoyer sur tous les cadavres de chites plus ou moins

manipulés par Téhéran qui ensanglantent les trottoirs de Bassorah, de Nadja et de Karbala. C'est où, au juste? On avait du mai à s'y retrouver quand on nous les montrait sur une carte d'état-major. mais alors, là, on est complètement paumé. Pour les insurgés kurdes, on a déjà donné. On y est allé d'une petite larme en voyant leurs femmes et leurs enfants tomber comme des mouches sous les bomberdements à l'arme chimique. Non, c'est vrai, on avait les yeux qui picotaient.

De toute façon, il ast maître de faire ce qu'il veut à l'intérieur de ses frontières, Saddam, du moment qu'il embête pas les autres. Pareil au Koweit. Ils peuvent bien s'exterminer entre eux, au lendemain d'une libération lourde de déborde ments vengeurs, dans l'attente exaspérée d'un changement de régime, on en a rien à cirer. C'est son problème, à l'émir Jaber.

Le nouvel ordre international, ça concerne pas les peuples, ca concerne les Etats. Et plus particulièrement les chefs de ces Etats. Démocratiques ou pas. Chacun chez soi, Chacun pour soi. Il ferait beau voir qu'on aide nos frères humains à devenir les citoyens du monde de demain.

□ Le RPR critique le projet de loi sur la Corse. - M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mardi 19 mars, à Paris, que le projet de loi réformant le statut de la Corse présentait « des possibilités de dérives particulièrement graves ».

Il a qualifié de « boîte de Pandore » l'article premier, qui fait référence à la notion de « peuple corse ». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a ajouté, à propos du ministre de l'intérieur, que « M. Marchand connaît sans doute très bien la situation de la Charente [où il est élul, mais il n'est certainement pas compétent s'agissant de la

Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE **AU PLUS BEAU VÊTEMENT** avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 830 F VESTONS 1 660 F
3 000 tiasus Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS Uniformes et insignes militaires **LEGRAND Tailleur** Du kundi au samedi de 10 h à 18 h

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

FullWrite, MacWrite II, Nisus, WinText, Works, Word, WordPerfect, WriteNow... Un dossier complet pour choisir le traitement de texte à votre main.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs. SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"